DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12370 — 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — VENDREDI 2 NOVEMBRE 1984

L'Inde tente de surmonter les risques de déchirement

• M. Rajiv Gandhi, nouveau premier ministre a lancé un appel au calme
• Situation tendue à New-Delhi et dans plusieurs grandes villes

Le fils d'Indira Gandhi, M. Rajiv Gandhi, qui a prêté serment mercredi 31 octobre comme nouveau premier ministre de l'Inde, a formé un cabinet de crise avec la participation de plusieurs membres de l'ancien gouvernement.

La situation est tendue à New-Delhi et dans plusieurs grandes villes du pays, où des sikhs ont été victimes de violences. Le couvre-feu a été décrété dans plusieurs quartiers de la capitale, où l'armée a pris en charge le maintien de l'ordre.

« Nous devons à tout prix préserver l'unité et l'intégrité de l'Inde. » « Restons calmes, ne laissons pas nos passions obscurcir notre jugement. » Deux phrases-clés extraites, l'une de l'appel lancé par le président de la République, M. Zail Singh, l'autre de la première allocution télévisée du nouveau premier ministre, M. Rajiv Gandhi, qui témoignent, mieux que de longs discours, de la gravité de la situation et des urgences de l'heure en Inde.

Vingt-quatre heures après la disparition de Mme Gandhi, il s'agit de contrôler au plus près et de calmer autant que faire se peut la furie vengeresse qui s'est emparée des foules hindoues de plusieurs grandes villes. Faute de quoi les chances de survie des structures politiques indiennes ne vaudront pas, à terme, beaucoup plus cher que l'avenir du nouveau gouvernement.

Les assassins d'Indira Gandhi portaient le turban sikh, donc tous les sikhs sont coupables. Pour les hindous les plus fanatisés, ceux qui avaient applaudi à l'intervention de l'armée au Pendjab pour mater les autonomistes enturbannés, la situation est aussi simple que cela. Reconnue globalement coupable d'un quasi-déicide par le moins indulgent des tribunaux, celui de la multitude, la petite communauté des sikhs (douze millions de personnes, soit 2 % de la population), est aujourd'hui menacée dans son existence même.

Le rêve du Khalistan libre et indépendant, l'Etat mythique séparé voulu par une importante minorité des disciples du grand gourou, leur a déjà coûté six cents morts au cours de l'assaut du Temple d'or en juin dernier par l'armée. S'il se confirme que les assassins ont bien agi au nom du Khalistan, la revanche posthume du sant Bhindranwale, le grand prêtre et l'âme des sécessionnistes tué pendant l'assaut, risque de leur coûter plus cher encore.

Les cinq grands prêtres de la jeune religion, qui ont condamné l'attentat, ont parfaitement compris la menace. Partout des voix d'intellectuels et de politiciens sikhs s'élèvent pour faire de même et tenter de dédouaner la communauté. Le président de la République, lui-même de confession sikh, parle d'assassins « sous-humains ».

Pour les neuf millions de sikhs qui vivent dans le Pendjab, leur province d'origine, la sécurité est à peu près garantie. D'abord parce qu'ils y sont légèrement majoritaires (55 %), par rapport aux hindous, ensuite et surtout parce que l'armée et les forces paramilitaires contrôlent virtuellement l'Etat depuis cinq mois. Pour les trois millions de disciples (sikh en sanscrit signifie disciple) disséminés aux quatre coins du pays, il en va tout autrement. Chacun sait les flambées de violence aveugle dont peuvent être capables les foules indiennes...

Le nouveau gouvernement aura-t-il la capacité d'éteindre l'incendie avant qu'il n'embrase l'Inde tout entière ? *« Notre bien-aimée Indira Gandhi n'est plus,* a déclaré son fils Rajiv dans son allocution télévisée, *mais son âme vit toujours. L'Inde vit. L'Inde est immortelle. »*

Les plus optimistes ajoutent que si le pays a survécu à l'assassinat du mahatma Gandhi en 1948 (par des extrémistes hindous), il survivra bien à cette nouvelle crise.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 3.)

La faiblesse des non-alignés

Lorsque, au sommet de New-Delhi en mars 1983, Indira Gandhi succéda à M. Fidel Castro à la présidence des pays non alignés, on attendait d'elle, en général, un recentrage de ce mouvement qui réunit une centaine de pays du tiers-monde. L'Inde n'est-elle pas l'un des berceaux du non-alignement et celui-ci l'un des principes sacro-saints de sa politique étrangère ? Et l'on était en droit de penser que la haute personnalité d'Indira Gandhi imprimerait sa marque à ce retour aux sources et donnerait une plus grande portée aux initiatives internationales du mouvement.

Or, malgré les efforts de sa diplomatie, Indira Gandhi, au moment de sa disparition, n'avait pas encore enregistré des résultats dont les non-alignés auraient pu se prévaloir. Cela tient certes à l'environnement international et à la prééminence donnée aux rapports Est-Ouest, mais aussi aux « contradictions internes » qui paralysent souvent toute action unitaire de leur part. Dans une certaine mesure aussi, l'instabilité intérieure en Inde, en accaparant la présidente du mouvement, a hypothéqué son action.

Aussi bien n'a-t-elle pu faire d'avancée sur des questions épineuses comme le conflit entre l'Irak et l'Iran — deux membres du mouvement, — la situation au Proche-Orient ou en Amérique centrale. Et la compréhension manifestée par New-Delhi à l'égard des interventions soviétique en Afghanistan et vietnamienne au Cambodge ne lui a pas permis de jouer les bons offices dans ces affaires.

Indira Gandhi avait pris la mesure de la relative impuissance des non-alignés, mais la présidence du mouvement lui avait donné l'autorité internationale pour défendre, comme l'a souligné M. Mitterrand, les droits de l'homme dans le tiers-monde, dénoncer la course aux armements nucléaires par les grandes puissances et plaider pour le dialogue Nord-Sud et la coopération Sud-Sud.

C'est à propos de ces derniers dossiers et avec une démarche réaliste, qu'Indira Gandhi a tenté de mettre en œuvre les résolutions du sommet de New-Delhi. Mais la rencontre organisée en octobre en marge de l'Assemblée générale de l'ONU n'alla pas plus loin que des échanges de vues qui ne contribuèrent pas à débloquer les négociations Nord-Sud.

Cependant, avec une louable obstination, l'Inde poursuit sa campagne en faveur d'une conférence monétaire et financière. Simultanément, elle a multiplié les efforts pour que le dialogue politique entre pays en développement trouve son prolongement dans une coopération technologique, scientifique et économique. A New-Delhi, les non-alignés avaient aussi souligné que le « caractère global » de la crise mondiale « avait pour origine les pays industrialisés » et réclamé que des sommes soient dégagées par le désarmement pour favoriser le développement des pays pauvres.

Ces thèmes d'un « appel » lancé par les non-alignés aux grandes puissances demeurent toujours à l'ordre du jour du mouvement, et il reviendra à Rajiv Gandhi de ne pas les perdre de vue. Mais il va de soi qu'en la matière, encore moins que pour la politique intérieure, il n'a pas l'expérience et le charisme d'Indira Gandhi. Et il est probable que le mouvement en souffrira quelque peu.

Le Brésil protège son informatique

Les investissements étrangers interdits

Le président brésilien Joao Figueiredo a approuvé le 31 octobre la loi votée par le Parlement au début du mois qui vise à protéger l'industrie informatique nationale. Cette loi interdit tout nouvel investissement de constructeurs d'ordinateurs étrangers au Brésil et réserve le marché national de mini et micro-ordinateurs aux firmes brésiliennes pour au minimum huit années.

C'est la première fois qu'un pays du tiers-monde non socialiste adopte des mesures aussi protectionnistes dans un secteur de pointe. Le gouvernement explique sa décision en faisant valoir que le Brésil ne peut dépendre des multinationales dans ce domaine, pour des raisons tant économiques que stratégiques.

Le nationalisme informatique semble d'ailleurs faire l'unanimité des partis politiques à Rio-de-Janeiro puisque le candidat de l'opposition à la présidence, M. Tancredo Neves, approuve les mesures : *« Sans contrôle national et démocratique,* a-t-il déclaré à l'Assemblée, *le développement de l'informatique autoriserait une domination sur la société sans espoir de libération. »*

E. L. B.

(Lire la suite page 20.)

L'inquiétude des puissances

par MICHEL TATU

Une des premières tâches qui attend M. Rajiv Gandhi, fils du premier ministre assassiné, sera de rassurer non seulement ses voisins sur ses intentions à leur égard, mais aussi toutes les grandes puissances. Celles-ci en étaient venues, en effet, chacune pour ses raisons propres et pas toujours de bon gré, à considérer Indira Gandhi comme la garante de ce qu'elles pouvaient espérer de mieux de la politique étrangère indienne.

Le principal succès de cette politique n'était pas d'avoir su entretenir, envers et contre tout, dans les opinions occidentales l'image d'une Inde non violente et tolérante, celle qu'avaient propagée les homélies du mahatma Gandhi et que contredisaient quotidiennement les morts violentes, les émeutes raciales, religieuses ou sociales survenant d'un bout à l'autre de l'immense empire. Pas non plus d'avoir su garder, à l'ONU et ailleurs, un discours sermonneur contre le colonialisme et pour l'égalité de toutes les nations : le comportement indien à l'égard de certains voisins, du Pakistan au Bhoutan, montrait bien que l'effet de ces prêches s'arrêtait aux portes de ce que New-Delhi considère comme sa sphère d'influence naturelle, en gros ce qui se trouve entre l'Iran et la Thaïlande... La première réaction (en privé) d'Indira Gandhi à la nouvelle de l'invasion de la Grenade n'avait-elle pas été d'établir un parallèle entre cette opération américaine et ce qu'elle pourrait faire à Sri-Lanka, en tirant prétexte de la répression des Tamouls ?

Le succès était d'avoir su créer un environnement international favorable à l'édification de la puissance indienne, grâce à la complicité ou à la neutralisation des superpuissances — les seules avec lesquelles les dirigeants de New-Delhi, derrière leur feinte modestie, se sentent réellement de plain-pied — et en jouant habilement de leurs antagonismes et contradictions. Le non-alignement entre Moscou, Pékin et Washington était devenu une sorte de seconde nature pour Indira Gandhi, mais un non-alignement soigneusement calibré de manière à recueillir le maximum de bénéfices.

Lors d'une conférence franco-indienne tenue à New-Delhi il y a tout juste un an, l'un des traits qui avait le plus frappé les participants français dans le discours des hauts fonctionnaires et hommes politiques indiens était leur prosoviétisme. On ne trouvait pas assez d'excuses au comportement soviétique en Afghanistan (*« l'armée rouge a été entraîné bien contre son gré dans cette aventure »*) ni, par ricochet, à celui des Vietnamiens au Cambodge. Les Etats-Unis étaient les seuls responsables de la relance de la guerre froide, les SS-20 n'apportaient rien de nouveau, tandis que les Pershing créaient une menace inacceptable pour l'URSS, etc. Même les rares partisans déclarés de la bombe indienne n'étaient pas les derniers à dénoncer une course aux armements entièrement alimentée, selon eux, par le *« complexe militaro-industriel »* occidental.

Mais ce prosoviétisme, pour n'être pas toujours spontané et pas forcément sincère, n'en était pas moins indépendant et raisonné. L'Inde est l'un des rares pays du monde où l'URSS trouve des défenseurs dans les plus hautes sphères du gouvernement sans imposer une telle attitude par la force, sans même la « suggérer » par une présence ou une aide économique massives, et sans que ses vrais amis idéologiques (les communistes prosoviétiques locaux) participent au pouvoir.

(Lire la suite page 3.)

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

HISTOIRES DE FRANCE

Les Vosges en Papouasie

De notre envoyé spécial

Escles. — Le tout-Etat, le Tout-Paris, en flagrant défaut ? Surprenants ratés, étonnant ratage. Huit minutes, un soir de juillet vers 20 heures, un formidable, un terrifiant coup de vent sous un orage estival. Huit minutes pour un cataclysme économique et écologique : 1 milliard de nouveaux francs de dégâts, 12 000 hectares de forêts rasées ou très gravement endommagées, 2 millions de mètres cubes de bois à terre, une dizaine de communes sinistrées à 100 %, des dizaines d'autres touchées et ruinées pour longtemps parce que privées de leur seule richesse : le bois.

Sont-elles donc si loin, les Vosges, qu'on puisse y subir une tornade sans que Paris, le Paris gouvernant ou le Paris de la presse, ne s'en saisisse vraiment, sinon tardivement ou n'en rende compte véritablement, sinon brièvement ?

Voilà bien une affaire exemplaire, à l'heure de la décentralisation, un cas typique de rupture entre les principes et la réalité. Les Vosges oubliées, les Vosges en Papouasie, l'histoire d'une catastrophe tellement naturelle, si proche et si lointaine qu'elle a presque échappé à la routine centralisatrice.

Histoire, en somme, d'une presse nationale — ici et ailleurs — qui n'a pas, en cette affaire, fait son métier. Ou mal. Histoire d'un Etat qui n'a pas fait tout son devoir. Ou avec retard.

Pure polémique ? Allons ! Ou plutôt, allez dans les Vosges demander leur avis à ceux qui, un soir de juillet, ont reçu, presque littéralement, le ciel sur la tête et n'en sont pas encore revenus de se découvrir si seuls l'orage passé. Les Vosgiens ne sont pas contents, le font savoir et n'ont pas tort. La France est encore un pays qui s'offre le luxe d'ignorer par trop ce qui se passe à 350 kilomètres de Paris et de n'apporter que des réponses cahotiques, estivales, à une situation d'urgence.

Le mercredi 11 juillet, vers 20 heures, la tornade est arrivée, une espèce de rouleau compresseur blanchâtre, 1 à 2 kilomètres de large, dévastant tout sur son passage. Les experts diront après coup que les vents ont soufflé ce soir-là à des vitesses de 200-250 kilomètres à l'heure en certains endroits, et même de 300 kilomètres à l'heure. Suffisamment fort en tout cas pour ravager des forêts entières, non d'épicéas, ces arbres qui tiennent debout par habitude ou par solidarité collective, mais de chênes, de hêtres centenaires, bicentenaires, solidement enracinés. Le spectacle aujourd'hui encore est totalement incroyable, inimaginable. Des dizaines de milliers d'arbres abattus, ou éclatés, des troncs de chênes transformés en palmiers ou vrillés comme des lianes, un paysage lunaire. Imagine-t-on, réflexe parisien, le bois de Boulogne systématiquement rasé au canon de marine ? Ce serait un peu cela. Mais en pire et en plus grand, quatorze bois de Boulogne en huit minutes.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 8.)

LA SITUATION EN INDE

Scènes de violence à New-Delhi

L'armée a été appelée à rétablir l'ordre

Les actes de violence contre les sikhs se poursuivaient ce jeudi 1er novembre en Inde à la suite de l'assassinat, la veille, d'Indira Gandhi par deux membres de cette communauté. Une fusillade, indique l'agence Reuter, a éclaté aux abords d'un temple sikh dans le centre de la capitale. Comme dans la soirée de mercredi, des attaques de véhicules et de bâtiments continuent à être signalées. Aucun bilan de ces violences n'a encore pu être établi.

Plusieurs centaines de milliers de personnes tentaient d'autre part d'approcher l'ancienne résidence du Pandit Nehru, où le corps d'Indira Gandhi a été transporté. L'armée a été appelée pour rétablir l'ordre dans la capitale.

Correspondance

New-Delhi. — Le pays chancelle sous le choc. L'impensable est devenu réalité. Indira Gandhi, la femme qui a dominé la vie politique indienne pendant seize ans, n'est plus. Ce jeudi matin, 1er novembre, l'Inde se réveille mal de ce qui n'a pas été un mauvais rêve... Malgré le froid mordant des nuits de Delhi, plusieurs centaines de personnes se sont agglutinées bien avant l'aube devant la « maison des trois armées » (Teen Murti Bhavan) où le corps de celle « *qui ne pouvait disparaître* » repose, prêt à recevoir le dernier hommage de tout un peuple.

Depuis mercredi soir, défiant la consigne interdisant les rassemblements de plus de quatre personnes, décrété dans la nuit, des hommes attristés s'accrochant aux radios — principalement la BBC qui avait annoncé le drame avec cinq heures d'avance sur la All India Radio — déchiffrent, abasourdis, les journaux bordés de noir, trop peu nombreux et affichés sur les rideaux de fer des boutiques fermées en signe de deuil. Dans les trains, au bord des routes, on écoute et on lit. Peu de commentaires, l'Inde n'arrive pas encore à croire. Il est difficile de décrire ce que ressent une nation en un pareil moment. Partout la stupeur, des visages en larmes...

Le laxisme des services de sécurité

Vingt-quatre heures après l'assassinat, des faits restent flous, contradictoires. Le premier ministre a-t-elle été atteinte de huit ou seize balles, alors qu'elle se préparait à rencontrer une équipe de cinéastes irlandais ? Les assassins étaient-ils deux ou trois ? Ont-ils été immédiatement abattus par les soldats en faction ou en reste-t-il au moins un de vivant pour révéler ce qu'il sait ? « Indiraji » est-elle morte sur le coup ou plusieurs heures après son entrée à l'hôpital ? En vérité, ces questions apparaissent aujourd'hui secondaires.

Pour l'Inde, il suffit de savoir qu'Indira Gandhi a reçu un plein chargeur de pistolet mitrailleur dans l'abdomen, tiré officiellement par deux de ses gardes du corps sikhs, âgés de vingt et un ans et de vingt-quatre ans et qu'elle avait elle-même rappelés à ses côtés pour assurer sa protection rapprochée il y a quelques jours seulement, afin de « *préserver le concept séculier de la nation* ». Les deux hommes avaient plusieurs années de service, l'un, Beant Singh, avait remplacé un collègue afin d'être de service le matin ce jour-là ; l'autre, Satwant Singh, s'était plaint de troubles digestifs et demanda à être posté dans l'allée où le premier ministre devait passer, afin d'être plus près des toilettes... Des petits riens qui révèlent néanmoins la préméditation et qui font apparaître ce qu'on appelle déjà l'« *incroyable laxisme* » des services de sécurité, pourtant renforcés au lendemain de la prise du Temple d'or d'Amritsar. La vengeance jurée des extrémistes sikhs a ainsi mûri cinq mois avant de foudroyer l'Inde.

Après l'émoi, la colère populaire n'a pas tardé à se manifester. Dès l'annonce de l'attentat, les Indiens hébétés quittaient leur lieu de travail et une foule de plusieurs milliers de personnes s'amassait devant l'hôpital de New-Delhi où, officiellement encore, les docteurs tentaient encore d'intervenir. Sitôt le décès connu, des centaines de jeunes se sont dispersés à travers les quartiers résidentiels de la vieille et de la nouvelle Delhi, pourchassant, dans un véritable esprit de pogrom, tout sikh ayant le malheur de se trouver sur leur chemin. La condamnation de l'attentat par cinq grands prêtres du Temple d'or n'a pas suffi à apaiser la fureur. Selon les agences de presse indiennes, un homme serait mort et plusieurs centaines de sikhs seraient actuellement hospitalisés suite par seules bastonnades de mercredi. L'emportement aveugle ne connaissait pas de limites. La voiture du président indien, M. Giani Zail Ingh, lui-même de confession sikh, rentré à la hâte dans le courant de l'après-midi d'un voyage au Yémen-du-Nord, a été lapidée. Devant le risque de débordements dramatiques, l'armée indienne entoura la capitale et prit position dans les ruelles du vieux Delhi.

Un deuil de douze jours

Ailleurs en Inde, une dignité calme côtoyait des éruptions de violence à Patna, Madras, Jammu, Kanpur et Calcutta, où d'autres troupes ont dû être dépêchées pour contenir les émeutiers qui brûlaient autobus, camions, magasins et temples sikhs. Sur les frontières, l'armée était en état d'alerte maximum.

A travers ces événements, l'appareil politique s'est ressaisi avec une rapidité étonnante. Alors que les responsables du parti et les membres du gouvernement maintenaient le silence sur l'état de santé de Mme Gandhi, un avion spécial ramenait M. Ravji Gandhi de Calcutta. Pendant ce temps, le conseil parlementaire du Congrès (I) réunissait un comité restreint et désignait non pas un gouvernement intérim comme le prévoit la Constitution, mais un nouveau premier ministre en la personne de M. Rajiv Gandhi, seul survivant des deux fils d'Indira Gandhi.

En fin d'après-midi, M. Rajiv Gandhi prêtait serment lors d'une brève et lugubre cérémonie. Immédiatement après, quatre anciens ministres du cabinet de Mme Gandhi, MM. Prenab Mukherjee, Narasimha Rao, Buta Singh et P. Shiv Shanker, étaient conviés à former un premier cabinet de crise. Dans sa première déclaration de chef du gouvernement, M. Rajiv Gandhi a demandé à la nation de « préserver le calme ».

Un deuil national de douze jours a été décrété. Les obsèques nationales d'Indira Gandhi auront lieu le samedi 3 novembre.

KIM GORDON-BATES.

La lutte pour un « pouvoir sikh »

Il y a quelques années, la poignée d'extrémistes sikhs prêtaient plutôt à sourire. Mais, en 1983, leur détermination politique nourrie de ferveur religieuse, au parfum de révolution iranienne, fit prendre très au sérieux les attentats qu'ils commettaient. Le gouvernement central devait faire face au défi lancé par les fondamentalistes faisant allégeance à Sant Jarnal Singh Bhindrawale, l'illuminé, et par le parti autonomiste sikh modéré, l'Akali dal, du Sant Harchand Singh Longowal, qui avait toujours joué la carte parlementaire mais ne voulait pas être débordé dans la lutte pour un « *pouvoir sikh* ».

Le sikhisme est une religion monothéiste au confluent de l'hindouisme et de l'islam, fondée au XVIe siècle par le gourou Nanak qui prêchait la tolérance — et la non-violence. Ses adeptes — ils sont environ 12 millions en Inde — se signalent par le port d'un turban, de la barbe et, en principe, d'un poignard. Ils luttent, en fait depuis l'indépendance de l'Inde, pour que leur spécificité soit reconnue, et ce combat s'est radicalisé ces dernières années. Et ils possèdent de redoutables qualités martiales.

Est-ce parce qu'elle occupe une place dans la nation indienne sans commune mesure avec son importance numérique, qu'elle est principalement installée dans l'Etat du Pendjab, dans le nord-ouest de l'Inde où le revenu par habitant est le plus élevé du pays — que la communauté sikh a ainsi défié le pouvoir central ? Elle est en effet particulièrement entreprenante non seulement dans l'agriculture — le Pendjab est le fief de la révolution verte et un grenier à blé, — mais étale également sa réussite dans diverses branches, y compris l'armée et la police.

A la vérité, les facteurs socio-économiques, politiques (la lutte d'influence entre radicaux et modérés) et religieux sont étroitement mêlés dans les préoccupations des sikhs, majoritaires, quoique faiblement, au Pendjab. Indira Gandhi ne pouvait céder en tous points à leurs revendications religieuses et politiques sans déclencher une spirale à la surenchère dans d'autres communautés, créer un dangereux précédent et menacer l'unité indienne. Elle accepta cependant le principe d'une révision constitutionnelle afin que le sikhisme ne soit plus considéré par la loi fondamentale comme une dépendance de l'hindouisme. Elle était prête, semble-t-il, à accepter que Chandigarh, la ville réalisée par Le Corbusier, devienne la capitale du seul Pendjab et non pas à la fois de cet Etat et de l'Haryana. En revanche, le pouvoir fédéral n'était pas prêt à concéder à la ville religieuse d'Amritsar — La Mecque du sikhisme où se trouve le Temple d'or — un statut d'extraterritorialité.

Ligne de cessez-le-feu
JAMMU ET CACHEMIRE
PAKISTAN
Chenab
Sialkot
Pathankot
Beas
Gurdaspur
Batala
AMRITSAR
LAHORE
Hoshiarpur
Kapurthala
Jullundur
Phagwara
HIMACHAL PRADESH
Simla
Sutlej
Firuzpur
Moga
Jagraon
Ludhiana
CHANDIGARH
Faridkot
PENDJAB
Muktsar
Kot Kapura
Maler Kotla
Fazilka
Nabha
Bhatinda
Sangrur
Patiala
Ambala
Abohar
INDE
HARYANA
RAJASTHAN
UTTAR PRADESH
0 50 100 km
v. New Delhi
v. New Delhi
PENDJAB
INDE

En fait, ennemi du communalisme — l'antagonisme entre membres de communautés ethniques et religieuses différentes — et très soucieuse du sort des hindous (minoritaires au Pendjab, où ils n'entendent pas faire les frais d'un quelconque « pouvoir sikh », mais majoritaires dans l'ensemble du pays), Indira Gandhi avait repoussé l'idée de la création d'une entité sikh autonome au Pendjab, le Khalistan. Aussi bien New-Delhi tenta-t-il à plusieurs reprises d'amener les modérés à se désolidariser des actes de terrorisme.

Les fanatismes exacerbés

En Inde, la religion, le sentiment de caste, la misère aussi exacerbent tous les fanatismes. Le Pendjab s'engagea en fait cette année dans un cycle de vengeances et de représailles. Des lieux du culte, comme le Temple d'or, furent érigés en arsenaux, puis en citadelles.

Pour la première fois devant une crise politique majeure, Indira Gandhi s'était trouvée à court de solutions, ou plutôt d'issues politiques. Il est vrai que chaque fois qu'une issue paraissait proche dans une négociation, l'Akali dal se dérobait, rompait les ponts, se livrant à la surenchère de crainte de perdre la face auprès des populations sikhs. Le premier ministre n'ignorait pourtant pas qu'en faisant intervenir l'armée — et avec quelle vigueur ! — elle risquait de provoquer des réactions en chaîne incontrôlables.

Dès février 1984, le gouvernement central, doté déjà de pouvoirs spéciaux pour administrer directement le Pendjab, s'était déclaré déterminé à « *écraser impitoyablement la violence* ». Mais sa détermination ne mit pas fin à l'agitation, marquée notamment par l'assassinat de personnalités modérées sikhs et hindoues. Le 6 juin, les forces armées, conduisant une véritable opération militaire, prenaient d'assaut le Temple d'or où étaient réfugiés le sant Bhindrawale et plusieurs de ses lieutenants armés jusqu'aux dents. Ils furent tués dans l'opération. Celle-ci fit quelque six cents victimes et laissa de profondes blessures morales parmi les sikhs puisqu'on assista notamment, quelques jours plus tard, à des mutineries de sikhs dans l'armée. Dernièrement, le pouvoir semblait s'être rallié les modérés. L'assassinat d'Indira Gandhi, qui souhaitait que sikhs et hindous parviennent à vivre en harmonie, souligne de la façon la plus tragique que les fanatiques entretiennent encore de profondes rancunes.

G. V.

Face à la montée des extrémismes

par MARIE-FRANCE GARAUD

Vendredi dernier, à New-Delhi, j'ai rencontré Mme Gandhi. Notre entretien s'est, dans un premier temps, déroulé en tête-à-tête, puis Indira Gandhi a souhaité que certaines de ses déclarations soient rendues publiques.

Tout au long de nos entretiens, Indira Gandhi, tout en manifestant une grande courtoisie et une totale ouverture d'esprit, m'est apparue grave, comme si elle portait déjà le poids invisible des conséquences de ses propres décisions. Après m'avoir fait part de ses préoccupations relatives à la jonction possible des problèmes extérieurs et intérieurs de l'Inde, elle a analysé et précisé les positions de son pays sur les grands problèmes internationaux.

Le premier ministre a bien voulu reconnaître, et même se féliciter à certains égards, des convergences « objectives » entre la politique soviétique et la politique indienne, non seulement en Asie, mais dans d'autres parties du monde concernées par la décolonisation. Mais elle a justifié cette convergence par le fait que l'URSS a toujours soutenu l'Inde lorsqu'elle a été menacée. De plus, elle considérait que en Chine et en URSS le nationalisme compte davantage que l'idéologie totalitaire. Plus profondément encore, elle estimait que le non-alignement était sans doute la politique étrangère qui devait lui permettre, après qu'elle l'eut permis à Nehru, son père, de conforter les structures de l'Etat indien dans son unité, sans être impliqué dans les conflits entre les superpuissances. Mais ne peut-on pas se poser la question de savoir si, de ce point de vue, le non-alignement ne recouvre pas la même illusion que la détente ?

Indira Gandhi s'est montrée préoccupée par l'évolution de la situation afghane. En ce qui concerne le Pakistan, elle fit preuve d'une certaine prudence. Toutefois, les éventuelles évolutions politiques secrètes de ce pays semblaient l'inquiéter davantage que les incidents quotidiens qui se produisent à la frontière indo-pakistanaise.

J'ai été frappée de ce que Mme Gandhi ait volontairement éludé toute remarque sur d'éventuelles actions de déstabilisation menées de l'extérieur et qui s'appuieraient sur les dissensions religieuses ou sociales de l'Inde. Pour elle, la montée des idéologies fanatiques à base religieuse représentait le danger le plus immédiat, l'Inde y étant particulièrement exposée par sa diversité ethnique, linguistique et religieuse. Indira Gandhi m'a précisément fait part de son inquiétude à propos de la montée des extrémismes, facilitée par le caractère arriéré, voire archaïque, de certaines populations.

Une voie moyenne

Sur un plan géopolitique, Indira Gandhi pensait que l'apparition d'une nouvelle stratégie de l'espace pourrait aboutir à la création de zones d'influence mutuellement invulnérables et risquant de rendre obsolètes les systèmes de dissuasion de pays à pays. Mais elle n'était pas certaine que la compétition actuelle entre les superpuissances ait un vainqueur ou un vaincu. En effet, elle considérait qu'il fallait tenir compte de facteurs humains et financiers qu'on ne peut complètement appréhender aujourd'hui. Visiblement, ces problèmes ne semblaient la concerner que de loin. Elle préférait aborder ceux que pose le développement économique et social de l'immense population indienne. Mme Gandhi souligna combien la pauvreté et la mise en œuvre de programmes de développement décentralisé se heurtaient à d'immenses facteurs négatifs, tels que la croissance démographique accélérée et l'absence de motivations de millions de jeunes sans emploi régulier. Elle déplora que, trop souvent, on abordâ, dans son pays, comme dans beaucoup d'autres, le vingt et unième siècle avec une mentalité et des méthodes qui trouvent leur origine dans les problèmes dépassés du vingtième, voire du dix-neuvième siècle.

Depuis des années déjà, et après le traumatisme causé par la partition, l'Inde a cherché à définir cette voie moyenne faite de tolérance et de reconnaissance mutuelle. Les forces obscures remontent à la surface de cet immense bouillonnement de peuples, de religions, de cultures, originaires d'une Asie qui représente les deux tiers de l'humanité. Indira Gandhi était parfaitement consciente de tout cela, d'autant plus que le mahatma Gandhi, ami et inspirateur de son père, avait été assassiné par des extrémistes de sa propre religion. Dans les pays voisins du Bangladesh, Mujimuraman, héros et libérateur de la patrie bangalie musulmane mais essentiellement non violent, a été abattu avec toute sa famille par de jeunes officiers fanatiques. Oui, la crainte de Mme Gandhi était fondée ! Les extrémistes de droite et de gauche se rejoignent dans le fanatisme, par et pour la terreur et la destruction. Indira Gandhi, médiateur-né, se savait contestée, puisqu'elle avait voulu faire face aux tenants de la destruction et de la négation de l'unité nationale.

Celle-ci était son obsession. En 1958, à André Malraux qui lui demandait quel était le plus grand problème que l'Inde avait à résoudre, le pandit Nehru répondit : « *Nourrir ses habitants !* » Vingt-six ans plus tard, à la même question que je lui posais, Indira Gandhi répondit : « *Les faire vivre ensemble !* »

★ L'interview accordée par Indira Gandhi à Mme Marie-France Garaud sera publiée à la mi-novembre dans le no 7 de la revue *Géopolitique*.

Un destin identifié à celui de la nation

Plus de quinze ans à la tête d'un pays de plus de sept cents millions d'habitants... La mort a le mérite, si l'on peut dire, de remettre un destin en perspective.

Tout a été dit, sans qu'il y ait lieu aujourd'hui d'en rien retrancher, sur les dangereux travers d'Indira Gandhi. Les plus inquiétants sont aujourd'hui les plus lourds de conséquences. Personnage hors série, elle a fait le vide autour d'elle dans le monde politique indien. C'est elle-même qui, dans « la plus grande démocratie du monde », a tout fait pour que son fils Rajiv — après la disparition de son cadet Sanjay — soit désigné pour lui succéder. Si l'on a pu parler, après Malraux, des « frêles épaules » de la fille de Nehru, celles de ce jeune quadragénaire, entré en politique il y a à peine quatre ans, paraissent elles aussi bien fragiles. Dynastie ne fait pas loi. Si de Gaulle a pu évoquer en son temps le trop grand nombre de candidats qui se présenteraient pour prendre sa succession, le même genre d'humour politique n'était pas de mise à New-Delhi.

Avec de Gaulle, pourtant, le rapprochement n'est pas déplacé. Peu de personnages, pour le meilleur et pour le pire, se sont autant identifiés dans leur destin à celui de leurs nations respectives. Une certaine intransigeance, la conviction incarnée d'une « légitimité » qui pouvait, à l'extrême, les placer au-dessus des lois, ont fait que l'un comme l'autre, sur des continents différents mais sur la même planète, ont marqué leur temps, ont littéralement engendré une force politique.

Car c'est sans doute à partir d'aujourd'hui, du fait de son absence, que l'on va pouvoir mesurer de quel poids cette femme exceptionnelle a pesé sur les affaires du monde.

A cette échelle, Indira Gandhi aura notamment — mis à part un incontestable progrès de l'économie indienne — accompli deux choses. Le maintien d'abord, fût-ce au prix de manœuvres discutables, d'une unité nationale dont seuls les gribouilles politiques peuvent envisager de gaieté de cœur qu'elle éclate. L'héritage de l'époque coloniale, n'en déplaise aux Britanniques, était miné. Nehru, en son temps, était tant bien que mal parvenu à le gérer. Sa fille ne lui a pas failli, et qu'elle soit finalement tombée victime du sectarisme sikh montre assez clairement sur quel front elle menait son principal combat.

Force est de reconnaître, en second lieu, qu'Indira Gandhi était parvenue à faire admettre aux grandes puissances une conception proprement « indienne » de son comportement en matière de relations internationales. « *Pourquoi craindre les grandes puissances*, nous disait, il y a une dizaine d'années, un des meilleurs diplomates indiens, *puisqu'elles sont plusieurs ?* » Et de fait, l'évidence s'impose qu'à Washington, à Moscou comme à Pékin, on déplore aujourd'hui la disparition du premier ministre de l'Inde. Rare unanimité — sincère pour une fois — qui, au-delà de la condamnation d'un acte terroriste, rend hommage à une femme dont l'énergie avait su transformer le poids d'une population en proie à tous les maux du sous-développement en une force politique internationale dont chacun devait tenir compte.

ALAIN JACOB.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 350 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1983

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 368 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

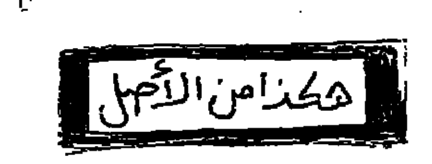
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



APRÈS LA MORT DE Mme GANDHI

Le nouveau premier ministre M. Rajiv Gandhi : modeste et discret

Lorsqu'il lui fut demandé, il y a exactement deux ans, si elle ne serait pas heureuse que son fils Rajiv lui succède, Indira Gandhi répondit qu'elle aimerait naturellement qu'il puisse faire quelque chose d'utile pour son pays. Mais elle ajouta : *« Pour ce qui est de ma succession, il appartiendra à mon parti et au pays d'en décider ».* La parti, le gouvernement – l'un et l'autre, avec quelle rapidité ! – mais, surtout, les circonstances ont tranché. Malgré son inexpérience, M. Rajiv Gandhi incarne une légitimité certaine et la continuité. Dans la phase actuelle, pour tous les dirigeants indiens, cela est capital. Du même coup, la succession dans la dynastie des Nehru-Gandhi se trouve assurée. Sans surprise.

M. Rajiv Gandhi est entré en politique plutôt contraint et forcé, après la mort accidentelle, en juin 1980, de son frère cadet Sanjay. Pilote bien noté de la compagnie aérienne intérieure indienne, aujourd'hui âgé de trente-neuf ans, M. Rajiv Gandhi abandonna son métier pour faire ses premières armes dans le sérail, comme Indira Gandhi naguère auprès de son père Nehru, le premier chef de gouvernement de l'Inde. *« Je ne ferai de politique que si ça peut aider maman »,* déclarait-il alors modestement.

Modeste effectivement, calme, fuyant les projecteurs de l'actualité, aimant la vie de famille (il est marié à une italienne, Sonia, qu'il a rencontrée à Cambridge, et à deux enfants), il n'a rien de la personnalité tumultueuse et les manières abruptes de Sanjay. Et, visiblement, il est soucieux de ne pas commettre les erreurs de son frère. Aussi bien prendra-t-il très à cœur son travail d'homme politique. D'abord en remportant de main de maître le siège à la Chambre du peuple, d'Amethi, dans le grand État de l'Uttar Pradesh, qu'occuppait auparavant Sanjay. Durant la campagne électorale, Indira y était venue *« en tant que mère »,* chercher l'appui des électeurs *« pour son fils »,* selon sa formule. Le rôle de la mère dans la famille et la mythologie hindoues sont des facteurs à prendre aussi en compte dans la succession qui s'instaure à New-Delhi...

Quoi qu'il en soit, M. Rajiv Gandhi a passé, également avec succès, son second examen politique : le 2 février 1983, il est élu à l'un des cinq postes de secrétaire général du parti du Congrès-Indira, la formation gouvernementale. C'est un tournant et un marche-pied vers le titre de président du parti auquel il devait être désigné et qui est lié à la fonction de premier ministre.

Au secrétariat général du Congrès, M. Rajiv Gandhi s'emploie à remettre un peu d'ordre dans un mouvement singulièrement secoué par le passage de Sanjay aux responsabilités dans l'appareil, et à préparer la formation aux prochaines échéances électorales. Cette expérience est indispensable pour connaître l'énorme machine du Congrès, les hommes sur lesquels un pouvoir central fortement centralisé et personnalisé s'appuie pour contrôler les Etats régionaux. Rajiv assume toujours avec discrétion ses responsabilités dans l'ombre d'Indira Gandhi et dans sa ligne politique.

Si ses déclarations politiques sont relativement peu nombreuses et dénuées de charisme, on ne peut dire qu'elles soient dépourvues d'intérêt. Ainsi se déclare-t-il attaché à la démocratie, soucieux de l'indépendance de son pays et de l'attitude des Etats-Unis à son égard. *« Je ne comprends pas très bien l'attitude des Américains,* dit-il. *En théorie, ce pays soutient la liberté et la démocratie, mais, dans les faits, il soutient les dictatures »* (allusion notamment au Pakistan).

Au cours de sa *« période probatoire »,* il a découvert les villages, la pauvreté et l'ampleur des efforts à faire ; il s'est prononcé pour des réformes dans l'administration, la justice ; pour le contrôle des naissances et l'initiative privée. Il voudrait hâter la modernisation de l'Inde. Il a manifesté, comme sa mère, son aversion pour le communisme (mais il est conscient de l'importance des relations de l'Inde avec l'URSS) et le « communalisme ». Récemment, une société de relations publiques avait été chargée d'organiser son séjour finalement annulé en France.

C'est un homme jeune, pragmatique, considéré dans l'opinion comme intégré, débarrassé de sa candeur mais auquel il manque cependant l'expérience du gouvernement, qui accède aujourd'hui au pouvoir. Un homme d'une autre génération dont beaucoup des politiciens de l'opposition, mais aussi du Congrès, vont guetter les premiers faux pas.

GÉRARD VIRATELLE.

L'inquiétude des puissances

(Suite de la première page.)

Si nous sommes – ou plutôt paraissons – prosoviétiques, disent les Indiens, *c'est parce que l'URSS est notre alliée naturelle contre la Chine et ses visées, et qu'elle nous aide à tenir à distance l'influence de l'autre superpuissance américaine.* » Si l'on ajoute à cela que l'Union soviétique est un important fournisseur d'armements et un marché facilement accessible aux produits manufacturés indiens, les raisons avancées sont en effet convaincantes.

Or cette situation convient parfaitement à l'Union soviétique. Vue de Moscou, l'Inde est, tout comme la Chine à l'est, un pays trop pauvre, trop étrange et trop surpeuplé pour être un objet de conquête ou de convoitise. Elle ne peut être qu'un obstacle à neutraliser ou à encercler si son comportement est hostile – comme l'a été longtemps celui de Pékin, – ou un partenaire à cultiver s'il est amical, ce qui est le cas de l'Inde. On serait tenté de dire, bien que les deux pays n'aient pas de frontière commune, que l'Inde est surtout un voisin, et même le seul voisin digne de ce nom au sud de l'empire soviétique : ce qui se trouve entre les deux, ou bien ne devrait pas exister, ou bien devrait être partagé entre les sphères d'influence de l'un et de l'autre.

Les événements d'Afghanistan montrent que cette vision est en passe de se réaliser dans sa première partie, l'aide apportée par Moscou à l'Inde contre le Pakistan depuis la guerre de 1971 relève de la seconde.

Bien entendu, les dirigeants de New-Delhi ne seraient pas particulièrement réjouis de voir l'empire soviétique s'installer à leur porte : la présence d'un Pakistan même peu amical et allié de fait aux Etats-Unis leur paraît probablement préférable. Mais la tendance globale du Kremlin n'est pas pour leur déplaire, dans la mesure où elle maintient la pression sur l'« ennemi héréditaire » de l'ouest.

Sans doute l'URSS a-t-elle profité de ce bon climat indien pour infiltrer quelques agents d'influence, dont le rôle semble non négligeable, en particulier au niveau des médias. Il reste que les institutions du pays et les traditions britanniques enrichies par les principes de Gandhi ont aidé l'Inde à rester *« la plus grande démocratie du monde »,* comme l'ancien président Carter l'avait rappelé lors de sa visite à la Nouvelle-Delhi en 1977, peu après, précisément, la fin de l'état d'urgence des deux années précédentes. Il est vrai que les adversaires d'Indira Gandhi alors au pouvoir paraissaient plus proches qu'elle des Etats-Unis, que le langage « tiers-mondiste » tenu à l'égard de l'Ouest était devenu moins militant. Mais Washington s'était très vite accommodé du retour de la fille de Nehru au pouvoir et, d'une manière générale, d'une politique étrangère indienne qui ne les gênait guère qu'à l'occasion dans les joutes oratoires à l'ONU : le prosoviétisme de La Nouvelle-Delhi et même les fournitures militaires de l'URSS ne tiraient pas à conséquence dans la mesure où l'Inde ne devenait pas une base soviétique, dans la mesure aussi où les pressions contre l'allié pakistanais pouvaient être contenues. Il avait fallu les circonstances exceptionnelles de la guerre lancée contre le Pakistan en 1971 pour que la diplomatie américaine se décidât, sous l'impulsion d'Henry Kissinger et encore non sans réticences, à faire « tilt » en faveur d'Islamabad. Depuis lors, les Etats-Unis ne souhaitent rien d'autre que de ne pas se trouver devant un choix aussi net.

La Chine, elle aussi, grande rivale de l'Inde en Asie, avait fini par s'accommoder de la situation. Sans doute Pékin ne pouvait-il plus songer à renouveler l'humiliation infligée par Mao à Nehru, lorsque les troupes chinoises s'étaient offertes, en 1962, une promenade militaire dans les régions contestées de l'Himalaya. Sans doute aussi lui avait-il fallu se résigner à une « montée en puissance » de l'Inde, qui aura finalement mieux passé que la Chine le test du développement d'un pays arriéré et surpeuplé, et dont les industries de pointe sont de loin plus impressionnantes. Même l'antisoviétisme récent des communistes chinois était pour New-Delhi l'occasion d'une leçon : n'y disait-on pas qu'après tout l'Inde avait été plus conséquente dans son non-alignement en refusant de se lier à l'URSS à un moment (entre 1949 et 1959) où Mao, lui, s'appuyait entièrement sur Moscou pour son développement ? Toujours est-il que les dirigeants chinois ont dû composer avec le pays qui n'est, sur leur frontière sud, qu'un grand rival à ménager, nullement l'adversaire de plus en plus satellisé par l'URSS que devient le Vietnam.

Et puis, le franc-parler d'Indira Gandhi arrangeait bien des choses. Tout le monde savait que cette femme n'était ni communiste ni américaine, mais une pure nationaliste indienne, aussi fermement décidée à défendre son indépendance que la cohésion de son empire à l'intérieur. Et c'est cette fermeté, cette crédibilité, qui risquent de faire défaut aujourd'hui, ce qui pourrait conduire à une déstabilisation. Non pas que l'URSS ou la Chine, ou les Etats-Unis, en profitent soudain pour changer de politique envers l'Inde, mais parce que chacune de ces puissances va redouter que des désordres prolongés dans ce pays n'oivrent la voie à des évolutions dont une autre pourrait bénéficier. L'équilibre triangulaire dont l'Inde était le centre était si bien assuré qu'on ne se rendait pas compte à quel point il était l'œuvre personnelle d'Indira Gandhi, de sa forte personnalité et de son talent diplomatique. Son fils, comme d'ailleurs la majorité des forces politiques indiennes, entend très certainement maintenir le même équilibre. Mais il n'est pas sûr qu'il y parvienne aussi bien.

MICHEL TATU.

Surmonter les risques de déchirement

(Suite de la première page.)

Chacun l'espère, Le problème c'est que, en 1948, derrière la *« grande âme »,* il y avait l'illustre Nehru, le père fondateur de la nation. Aujourd'hui, trente-six ans plus tard, tandis que le corps de sa fille unique est exposé aux larmes du peuple, son petit-fils, devenu premier moinistre par la seule grâce de son nom, semble aussi seul qu'inexpérimenté.

Pour l'assister dans la tâche qui l'attend, Rajiv Gandhi a gardé autour de lui des ministres choisis par sa mère, des hommes de valeur sur lesquels l'héritier devrait pouvoir compter. S'il sait utiliser auprès des foules – ce qui reste à prouver – la magie dynastique attachée à son patronyme, il renforcera ses chances de conduire l'Inde au-delà de la tourmente qui l'assaille.

Le danger extérieur le plus important à l'esprit des Indiens (sinon le plus réel), une agression pakistanaise, semble, si l'on en juge par les réactions tout à fait apaisantes d'Islamabad à la mort de Mme gandhi, au moins temporairement écarté. Le général Zial Ul Haq, qui a fort à faire pour maintenir sa junte militaire au pouvoir, souhaite apparemment la paix. Il s'est fait en tout cas un devoir d'être parmi les tout premiers à condamner l'attentat et à présenter téléphoniquement ses condoléances au nouveau chef du gouvernement.

Tous les augures cependant sont loin d'être favorables à ce dernier. L'Inde éduquée, l'Inde politique, l'Inde des décideurs, et avec elle la communauté internationale dans son ensemble, doute plus ou moins ouvertement des capacités d'homme d'Etat de l'ancien pilote d'Air India. Quatre ans de formation politique sur le terrain, même quand on a grandi dans le sérail, c'est dramatiquement peu pour conduire les destinées d'une nation de sept cent trente millions d'hommes.

Rajiv Gandhi, même s'il participait de près aux décisions politiques prises par sa mère, n'a jamais exercé une responsabilité gouvernementale directe. Sa tâche essentielle depuis la mort de son frère était, ces dernières années, de se faire connaître, de se former au contact des foules et de réorganiser le Parti du Congrès, dont il était, par la seule volonté du premier ministre défunt, le secrétaire général non élu.

Son travail au sein du Congrès, Indira consistait à purger le parti des politiciens corrompus et factieux qui nuisent à son image, et à attirer vers lui des hommes plus jeunes et plus intègres. La tâche est malheureusement loin d'être accomplie, et ce sont essentiellement des caciques désemparés et orphelins qui l'ont porté au pouvoir. Personne ne peut dire aujourd'hui avec certitude si cette décision précipitée par les circonstances fait ou non l'unanimité au sein, ne parlons pas de la nation, mais même simplement du parti. Celui-ci avait pris l'habitude de se plier à toutes les volontés d'Indira Gandhi ; il n'en sera sûrement pas de même, du moins dans un premier temps, pour son fils.

Rajiv Gandhi aura également fort à faire avec une opposition certes désunie et idéologiquement fractionnée mais qui s'estime globalement majoritaire dans le pays. Nul doute que de nombreux opposants voient déjà dans la disparition brutale de Mme Gandhi l'occasion tant espérée de mettre un point final à ce qu'ils appellent la *« dynastie des Nehru ».*

Autant qu'on puisse le savoir, les conseillers de Rajiv Gandhi sont partagés quant à la date à laquelle le premier ministre devra légitimer son pouvoir par les urnes. Faut-il convoquer les électeurs à la date prévue (avant le 15 janvier prochain), et profiter ainsi du capital de sympathie accordé en cette tragique circonstance à l'héritier ? Ou doit-on, au contraire, rapporter la consultation pour donner au gouvernement le temps de se consulter, y compris, s'il le faut, sur des mesures d'exception ?

Tout dépendra en fait de l'imprévisible réaction de la multitude indienne. Si les représailles contre les sikhs se font par trop violentes, si le désordre et l'anarchie gagnent la rue, l'état d'urgence peut être imposé. Indira Gandhi avait elle-même utilisé cette prérogative une fois en juin 1975 et en janvier 1977. Aux élections suivantes le peuple le lui fit payer cher et la priva du pouvoir pour trois ans.

PATRICE CLAUDE.

PARIS : les risques de destabilisation du sous-continent

L'inquiétude née de l'incertitude pesant sur l'avenir du sous-continent indien après l'assassinat d'Indira Gandhi a rendu très discrets les milieux officiels français. Au cours du conseil des ministres de mercredi, M. Mitterrand a rendu hommage au chef du gouvernement disparu, puis a demandé à ses ministres de se garder de tout commentaire.

Poursuivant un mouvement qui avait été déjà lancé sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, les relations franco-indiennes ont été élargies et intensifiées depuis 1981. Indira Gandhi était venue deux fois à Paris, et M. Mitterrand avait fait un voyage officiel en Inde en novembre 1982. En tant que chef de file des non-alignés, l'Inde était appelée à jouer un rôle important dans la diplomatie de la gauche française, première version. On songeait alors à une coopération étroite avec l'axe Mexico-Alger-New-Delhi pour rompre le face-à-face Est-Ouest, relancer le dialogue Nord-Sud et imposer aux Etats-Unis réticents un nouvel ordre économique international. Dans cette perspective, les relations franco-indiennes devaient être un *« modèle de coopération Nord-Sud ».*

Le retour à une politique étrangère plus classique de la part de M. Mitterrand a eu raison de ce qui était apparu toujours à beaucoup comme des chimères (*le Monde* du 12 octobre). Si l'inquiétude est aujourd'hui perceptible, ce ne sont donc pas les rapports bilatéraux qui sont en cause.

Plus profondément, les interrogations portent sur la destabilisation éventuelle de l'Inde, le déferlement d'une violence débridée débouchant dans la pire des hypothèses sur l'éclatement de la fédération. Personne ne connaît assez M. Rajiv Gandhi pour être sûr qu'il aura, comme sa mère, la capacité et le pouvoir de résister aux forces centrifuges.

Les interrogations concernent aussi les relations de l'Inde avec l'autre puissance régionale. Les premières réactions venues du Pakistan laissent à penser que nul ne songe à exploiter l'assassinat d'Indira Gandhi pour relancer les hostilités. Mais lors de la révolte des sikhs d'Amritsar, les Indiens n'avaient-ils pas accusées les Pakistanais d'encourager les menées séparatistes ?

Une déstabilisation « interne » de l'Inde ou une détérioration brutale des rapports entre New-Delhi et Islamabad ouvrirait la voie à toutes sortes de manœuvres de la part des puissances étrangères à la région et notamment à la plus présente d'entre-elles, l'Union soviétique, qui a fait de l'Inde un des points d'appui de sa stratégie en Asie. C'est à conjurer ces risques que la diplomatie française devrait être particulièrement attentive dans les mois qui viennent.

D. V.

Du socialisme à la modernisation

par JEAN-JOSEPH BOILLOT (*)

Quand Mme Indira Gandhi arrive aux affaires, en janvier 1966, l'âge d'or du socialisme industriel de son père, Nehru, s'essouffle. Le modèle, conçu à partir des secteurs de base comme l'acier, ne parvient plus à faire progresser le taux de croissance au-delà de 3,5 %, ce qui est bien faible pour arracher à la pauvreté une population qui croît de 2 à 2,5 % par an.

Dans l'agriculture, en outre, par-delà des fluctuations permanentes liées aux moussons, le Parti du Congrès n'est pas arrivé à mettre en œuvre une réforme agraire, jugée cependant nécessaire pour redistribuer les terres à des millions de travailleurs agricoles dont le travail dépend des brahmanes, peu préoccupés de rationalité économique. Enfin, la fermeture au commerce mondial par des barrières tarifaires et réglementaires infranchissables a fortement réduit la marge de manœuvre extérieure d'un pays dont la part dans les exportations mondiales décline inexorablement au-dessous de 1 %, y compris pour des secteurs traditionnellement exportateurs comme le textile ou le jute.

Ainsi, l'Inde ne réduit son déséquilibre que grâce aux transferts massifs d'organismes internationaux, comme la Banque mondiale. Elle reçoit ainsi la moitié des prêts accordés aux pays en développement par l'Agence internationale de développement (IDA) à des taux (3,5 %) et des durées (cinquante ans) défiant toute concurrence. Au total, plus de 30 milliards de dollars lui ont été attribués depuis 1947.

Mme Gandhi va affronter ces limites du modèle indien, que d'aucuns jugent alors très proche du modèle soviétique. Il s'agit, notamment, le 6 juin 1966, de la dévaluation de 57 % de la roupie vis-à-vis du dollar pour tenter de réduire le déficit extérieur et l'hémorragie des réserves en or. Cette dévaluation, imposée par la Banque mondiale, s'accompagne de mesures de libéralisation interne et d'orientation vers les variétés agricoles à haut rendement, au détriment de la réforme agraire. Surtout deux sécheresses dramatiques, en 1965-1966 et 1966-1967, vont contribuer à donner au monde l'image d'un *« socialisme de la faim ».*

A la fin des années 60, la priorité est donnée à l'agriculture avec la fameuse *« révolution verte »,* dont le bilan encore contesté permet néanmoins de porter la production de céréales de 60 millions de tonnes en 1964 à 100 millions de tonnes dix ans après. Ce résultat permet tout juste de maintenir la ration alimentaire par tête au-dessus de 400 grammes, alors que la population compte deux cents millions d'habitants supplémentaires.

Au bord de la faillite

L'Inde était en voie de redressement quand la décennie 70 accumule les chocs externes : guerre avec le Pakistan en décembre 1971, qui voit affluer des millions de réfugiés et gonfle les dépenses militaires ou d'assistance au Bangladesh ; nouvelle sécheresse la même année avec des prix agricoles qui augmentent de 50 % de 1971 à 1973 ; choc pétrolier de 1973 à 1974, alors même que la *« révolution verte »* avait entraîné une forte hausse des importations de pétrole qui absorberont environ les deux tiers des recettes d'exportation contre 10 % auparavant.

Le pays est menacé par la faillite, ce qui paraît justifier en partie l'adoption de l'état d'urgence, le 1er juillet 1975. Le socialisme reste l'objectif, tandis que le gouvernement est décidé à combattre l'inflation démographique par tous les moyens. Un programme volontariste doit permettre de recouvrer l'indépendance énergétique, d'abord avec le charbon, dont les réserves sont considérables (quatrième rang mondial), puis avec le pétrole, découvert en 1977 dans la baie de Bombay avec l'aide du groupe français Total. Enfin, l'agriculture, couplée avec l'industrie artisanale, figure parmi les priorités du régime dans le cadre du Ve Plan (1974-1979).

C'est paradoxalement en pleine reprise économique qu'interviennent les élections de mars 1977. Mais la coalition du Janata ne profitera guère des réserves record de céréales et de devises pour élaborer une autre stratégie, et ses divisions laissent l'économie indienne à la dérive. Le retour de Mme Gandhi au pouvoir en janvier 1980 se traduit par un tournant.

Le socialisme indien sera plus libéral ou ne sera pas. Ce tournant n'est pas que le sien. Il est celui d'une société en changement profond où les classes économiques actives prennent de l'importance dans la société, comme les sikhs dans l'agriculture. Le Pendjab est devenu le grenier à blé de l'Inde avec un quart de la production pour 1 % du territoire. Les hommes d'affaires sillonnent le sous-continent, formés le plus souvent à Harvard pour les jeunes générations ; une presse économique très dynamique apparaît. L'élite est très influencée par le monde occidental où elle a fait ses études, tandis que grandit une classe moyenne urbaine.

Ouverture sur l'extérieur

Le capitalisme d'État devient un capitalisme mixte plus ouvert sur l'extérieur. Le rapport Tandon, remis en décembre 1980, définit une stratégie d'exportation pour la décennie et met l'accent sur la concurrence. La même année, le fils de Mme Gandhi, Sanjay, crée l'entreprise automobile Maruti Udyog Limited, après trente-cinq ans d'immobilisme dans ce secteur. Nationalisée après sa mort, Maruti signe en 1981 un accord de *joint venture* et de transfert de technologie avec la firme japonaise Suzuki, au grand dam du groupe Renault. Fin 1983, les premiers modèles rouge et blanc de Maruti sortent de l'usine de Gurgaon, près de Delhi, au rythme de quarante mille unités par an.

C'est le signe d'une ouverture dans tous les secteurs et avec tous les pays, plus particulièrement le Japon, avec lequel les accords sont passés depuis 1981 de 27 à 51 puis 58 en 1982 et 80 en 1984 (contre 90 avec la France pour les trois dernières années). Il est difficile de dire dans quelle mesure la nouvelle politique économique de Mme Gandhi résultait d'une idée claire. En fait, le pragmatisme paraît avoir été son meilleur atout.

Le nouveau compromis visait à satisfaire tout à la fois la classe économique indienne, petite comme grande, les Indiens non-résidents, dont les rapatriements de capitaux sont utiles pour diminuer le déficit des paiements, les organismes internationaux qui insistent depuis des années pour des mesures de libéralisation et surtout la masse indienne, dont on espère relever le bas niveau de revenus grâce à une industrie moderne. Le pari demeure : *« garibi hatao »* (éliminons la pauvreté). De ce point de vue, le bilan des vingt dernières années est assez mince : presque la moitié de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 400 calories par jour. Avec un revenu par tête inférieur à 300 dollars, la progression a été de 1,3 % seulement de 1960 à 1982. Tel est contraste entre une puissance économique avec laquelle il faut compter (dix millions de tonnes d'acier) et un niveau de vie parmi les plus bas du monde.

(*) Chercheur associé au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

M. Mitterrand : « Une patriote intransigeante »

Le président Mitterrand a rendu hommage, mercredi 31 octobre, à Mme Indira Gandhi, *« une patriote intransigeante, un premier ministre illustre, une championne des droits du tiers-monde ».*

Le gouvernement, par la voix de son porte-parole M. Roland Dumas, a, de son côté, *« salué la mémoire d'un premier ministre illustre qui aura marqué la vie de sa nation par sa détermination, son courage et sa fierté ».*

A l'Assemblée nationale, où les députés ont observé une minute de silence, M. Louis Mermaz, et le premier ministre, M. Laurent Fabius, ont exprimé tour à tour leur émotion.

La plupart des personnalités politiques françaises de toutes tendances – MM. Chirac, Jospin, Marchais, notamment – ont rendu hommage à la mémoire du premier ministre indien.

« Après tant d'autres, écrit pour sa part M. Francis Doré, président de l'Association économique franco-indienne, *l'assassinat d'Indira Gandhi nous interpelle tous sur ce qui doit être notre combat essentiel et permanent : la lutte contre le sectarisme haineux, la bêtise armée et meurtrière. »*

LES RÉACTIONS APRÈS LA MORT DE Mme GANDHI

L'annonce de l'assassinat de Mme Indira Gandhi a provoqué dans le monde entier une indignation et une consternation générales, en particulier dans les pays appartenant au mouvement des non-alignés, où le prestige du premier ministre indien, qui en était le président en exercice, était grand. Une incertitude quant à l'avenir est également perceptible dans de nombreuses réactions.

• *A Islamabad,* où un deuil officiel de trois jours a été décrété à la suite d'une réunion extraordinaire du cabinet, le général Zia Ul Haq, chef de l'Etat pakistanais, a condamné *« l'atroce acte de violence »* qui a frappé le premier ministre indien. Dans un message de condoléances au président indien, M. Giani Zail Singh, le général Zia écrit : *« Indira Gandhi a joué un rôle crucial dans l'évolution des relations indo-pakistanaises et apporté une contribution décisive au processus de normalisation »* des relations entre ces deux pays. Le général Zia a indiqué son intention d'assister, samedi, à New-Delhi, aux funérailles de Mme Gandhi.

• *A Dakha,* le général Ershad, s'est déclaré bouleversé et a condamné l'attentat qu'il a qualifié d'*« acte lâche »*.

• *A Sri-Lanka,* un deuil national a été décrété jusqu'au jour des funérailles.

• *Au Vatican,* Jean-Paul II a exprimé son *« horreur »* et sa *« stupeur »* devant l'attentat, qui est, a-t-il dit, la dernière en date d'*« une longue série d'atrocités »* commises dans le monde. Il a exprimé l'espoir que l'Inde réagisse avec *« dignité et sagesse »* face à cette *« terrible épreuve »*.

• *En Yougoslavie,* où la fille de Nehru s'était rendue dès la fin des années 50 avec son père et où elle était très connue, un porte-parole a exprimé son *« choc profond »* et sa *« douleur devant ce tragique événement »*.

• *Dans les pays communistes,* les réactions de tristesse sont unanimes. M. Husak, président tchécoslovaque, a rendu hommage à Mme Gandhi, *« avocate résolue de la paix dans le monde »*, tandis que à Berlin-Est, M. Honecker a exprimé sa *« profonde consternation »* après cette *« perte irréparable »*. Le général Jaruzelski a déclaré pour sa part, à Varsovie, que le premier ministre assassiné avait *« apporté sans relâche sa contribution à la sauvegarde de la paix et de la coopération internationale »*. A La Havane, le président Fidel Castro a déploré *« la mort terrible de l'amie du mouvement progressiste »*.

• *Dans les pays arabes,* la disparition de Mme Indira Gandhi a provoqué également la consternation. En Algérie, le président Chadli Bendjedid, dans un message adressé au chef d'Etat indien, déclare : *« Mme Gandhi restera l'exemple du courage, du patriotisme et de la promotion des Etats nouvellement indépendants. »* A Tunis, le président Habib Bourguiba, a souligné la gravité de la perte subie *« pour la nation indienne, le mouvement non aligné et les peuples épris de paix et de justice »*. Les mêmes sentiments ont été exprimés par le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie, le colonel Kadhafi en Libye, le président Hafez El Assad à Damas et le gouvernement du Koweït, où M. Arafat, président de l'OLP, a affirmé que le peuple palestinien se souviendra du soutien de Mme Gandhi.

En Europe de l'Ouest, des hommages attristés ont été rendus à Indira Gandhi par le président du conseil italien, M. Craxi, le chancelier ouest-allemand, M. Kohl, le président portugais, le général Eanes, le premier ministre grec, M. Papandréou, ainsi que par le gouvernement espagnol.

WASHINGTON : vers une amélioration des rapports avec New-Delhi ?

Washington. — M. Reagan s'est déclaré, mercredi 31 octobre, *« choqué, révolté et attristé par l'assassinat brutal »* de Mme Indira Gandhi, à laquelle il a rendu un hommage dont la chaleur contraste avec la médiocrité qui marquait depuis de nombreuses années les relations entre l'Inde et les États-Unis.

Parlant d'une *« grande tragédie »*, M. Reagan a notamment salué le *« leadership global »* qu'exerçait la fille de Nehru tant comme *« premier ministre de la plus grande démocratie du monde »* qu'en tant que présidente du mouvement des pays non alignés. Il a ajouté : *« Ses efforts déterminés pour promouvoir la paix, la sécurité et le développement économique en Asie du Sud et à travers le monde constituent un rappel constant de l'engagement de Mme Gandhi de protéger les valeurs que partagent les pays démocratiques. »*

Deux problèmes étroitement liés pesaient, sous le gouvernement du premier ministre assassiné, sur les relations entre Washington et New-Delhi : le refus, d'une part, d'Indira Gandhi de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan et l'appui militaire massif, de l'autre, fourni par les États-Unis au Pakistan. Les rapports étroits que le premier ministre indien avait développés avec l'URSS (qui fournit d'importantes quantités d'armes à l'Inde), son rôle à la tête du mouvement des non-alignés, dont la Maison Blanche déplore l'orientation à ses yeux trop favorable au camp socialiste, expliquent également que les relations américano-indiennes aient été officieusement qualifiées mercredi à Washington de *« souvent dures »*.

De notre correspondant

Bien que décrite comme *« chaleureuse »*, la visite officielle que Mme Gandhi avait effectuée aux Etats-Unis durant l'été 1982 n'avait pas permis de réel changement. Il semble cependant que Washington, qui ne se satisfait pas de cette situation et aimerait parvenir à mieux concilier ses relations avec l'Inde et le Pakistan, ait récemment souhaité tenter un rapprochement avec New-Delhi. Le sous-secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Murphy, se trouvait ainsi, la semaine dernière, dans la capitale indienne, et, selon le *Washington Post,* M. Reagan aurait décidé, à la fin de l'été, de faire ouvrir des conversations secrètes avec l'Inde en vue d'une éventuelle livraison de haute technologie américaine à application militaire potentielle.

L'avenir de ces fragiles ouvertures apparaît maintenant plus incertain encore aux dirigeants américains, dans la mesure où ils ne font pas mystère, officieusement, de l'ignorance dans laquelle ils sont de la personnalité, des intentions et des possibilités politiques du nouveau premier ministre indien. Certains responsables pensent que cette succession dramatique pourrait être l'occasion, mais pas à court terme, d'un tournant *« pragmatique »* de l'Inde, tandis que d'autres se disent moins optimistes. Outre la volonté américaine de condamner le terrorisme partout où il frappe, les hommages rendus à Mme Gandhi paraissent avant tout relever, dans ces conditions, du désir de Washington de se montrer prêt à une amélioration des relations avec New-Delhi.

Contrairement à l'usage, ce n'est pas le vice-président Bush, retenu aux Etats-Unis par l'élection présidentielle, qui représentera son pays aux funérailles du premier ministre, mais le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, pour qui Mme Gandhi incarnait *« une force importante dans la communauté mondiale grâce à son rôle dynamique dans les affaires internationales »*. Son assassinat, a-t-il dit encore, est un *« acte méprisable »* et une *« perte tragique »* qui *« choque et indigne »* les Etats-Unis.

M. Mondale a, pour sa part, estimé que la mort de Mme Gandhi *« portait un coup à la cause de la démocratie dans le monde entier »*.

BERNARD GUETTA.

UN SIKH D'AMÉRIQUE : « UN HITLER EST TOMBÉ »

Washington *(AFP).* — Un *« Hitler des temps modernes est tombé »*, a déclaré mercredi 31 octobre M. Hardam Singh Azad, président de l'Association sikh d'Amérique, après l'assassinat d'Indira Gandhi. *« Nous remercions Dieu que ceci soit arrivé et que justice ait été faite »*, a, de son côté, affirmé M. Amrit Singh, porte-parole du chapitre de Californie du sud de l'organisation mondiale sikh. Le président de la communauté religieuse sikh, du New-Jersey Sri Guru Singh Sabah du a, pour sa part, déclaré : *« Nous sommes heureux »*, *« je ne peux pas être désolé »*.

Seul un porte-parole de la communauté sikh en Arizona, M. Soul·Singh Kahlsa, a qualifié le meurtre de Mme Gandhi de *« dramatique »*.

MOSCOU : la main de l'étranger

Moscou. — L'assassinat de Mme Gandhi est une très mauvaise nouvelle pour l'URSS, qui avait beaucoup misé sur la personne même du premier ministre disparu (laissant de côté les relais du PC indien). Les dirigeants soviétiques ne paraissent pas très sûrs des intentions de son fils Rajiv. Pour une fois, l'agence Tass a annoncé très rapidement l'événement, qui fit l'objet d'une longue séquence au début du journal télévisé du soir.

Comme pour conjurer toute évolution qui n'irait pas dans le sens du maintien de l'*« amitié soviéto-indienne »* qu'incarnait Mme Gandhi, les dirigeants soviétiques ont entériné avec une hâte inhabituelle le changement de pouvoir à New-Delhi. La nomination de M. Rajiv Gandhi comme premier ministre a été aussitôt annoncée par les médias qui ont repris son allocution.

L'Inde est un enjeu de première importance pour l'URSS, un de ses principaux alliés au sein du tiers-monde non aligné. Ces dernières années, New-Delhi a fourni à Moscou un appui précieux à propos de l'Afghanistan et du Cambodge. Malgré son désaccord de principe avec l'intervention soviétique, l'Inde s'est montrée plus préoccupée par sa rivalité traditionnelle avec le Pakistan que par le sort du peuple afghan. Elle est d'autre part un des rares pays non alignés à avoir reconnu l'actuel gouvernement de Phnom-Penh.

Le Kremlin souhaite donc le maintien d'une Inde stable et puissante, capable de faire entendre sa voix. Dans un article intitulé *« Qui menace l'unité de l'Inde ? »* la

De notre correspondant

Pravda dénonçait, le 30 août dernier, à la fois un danger extérieur (le Pakistan, *« encouragé »* par les États-Unis), et les mouvements séparatistes. La presse soviétique n'a cessé de condamner les tentatives de créer un État sikh indépendant, voyant toujours dans ces projets la main de Washington.

Une aide militaire

Tass s'est d'ailleurs livré ces dernières vingt-quatre heures à une impressionnante campagne d'insinuations. Sans jamais accuser directement la CIA d'être derrière les assassins d'Indira Gandhi, l'agence soviétique a consacré pratiquement une dépêche sur deux au *« terrorisme d'État »* auquel, selon elle, se livrerait l'administration Reagan dans le monde entier. Elle a estimé opportun de fournir une *« chronique non exhaustive des crimes perpétrés par la CIA, ses émissaires mercenaires et complices »*, depuis les assassinats de Patrice Lumumba en 1961 de Maurice Bishop à la Grenade en 1983, en passant par Che Guevara et Salvadore Allende. Citant l'agence indienne PTI, Tass estime que le meurtre d'Indira Gandhi *« résulte d'une conjuration minutieusement préparée »* et le relie en termes vagues à la présence *« de terroristes envoyés de l'étranger sur le territoire indien pour liquider physiquement d'éminentes personnalités politiques »*.

Dans son télégramme de condoléances à M. Rajiv Gandhi, M. Tchernenko évoque, outre l'amitié entre les deux pays, consacrée par le traité de 1971, leur *« coopération multiforme »*. Cette expression désigne notamment l'aide militaire. L'Inde est en effet le principal client de l'URSS dans ce domaine, et son armée est pour l'essentiel équipée de matériel soviétique.

New-Delhi dispose ainsi de chars modernes T-72 à côté des anciens T-54 et T-55, et de missiles sol-air Sam-6, 7 et 9. L'armée de l'air possède des Mig-21, 23 et 27. Au cours de sa visite en Inde, en mars dernier, le maréchal Oustinov, ministre de la défense, avait accepté la fourniture du dernier modèle, le Mig-29. Le ministre indien de la défense, M. Chavan, était arrivé mardi à Moscou pour développer encore la coopération militaire et accélérer notamment la livraison de cet appareil très performant. Il a regagné précipitamment New-Delhi mercredi, sans qu'on sache si sa mission avait abouti sur ce point précis.

L'Inde paye ses armes en roupies et dispose de conditions financières très favorables. Elle vend à l'URSS différentes matières premières, ainsi que des textiles et du thé. Moscou fournit en outre des équipements industriels destinés notamment à l'aciérie de Vasakhapatnam, qui a pris le relais de celle de Bhilai, construite dans les années 50, elle aussi avec l'aide soviétique. Au total, les échanges entre les deux pays ont atteint en 1983 l'équivalent de 26 milliards de francs.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LES PERSONNALITÉS ATTENDUES AUX OBSÈQUES

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, et le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, sont parmi les personnalités attendues le 3 novembre à New-Delhi aux obsèques d'Indira Gandhi.

La délégation américaine sera conduite par le secrétaire d'Etat George Shultz. La délégation soviétique sera dirigée par le premier ministre, M. Nikolaï Tikhonov. Le Japon sera représenté par le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, et le ministre des affaires étrangères, M. Shintaro Abe. Le président yougoslave Veselin Juranovic, le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou, et le président du conseil italien, M. Bettino Craxi sont également attendus.

A Islamabad, on a annoncé jeudi, de source autorisée, que le chef de l'Etat pakistanais, le général Mohammad Zia Ul Haq, dirigerait en personne la délégation pakistanaise aux obsèques de Mme Gandhi. New-Delhi a annoncé la présence de M. Mitterrand.



PÉKIN : poursuivre les contacts

La Chine est choquée *« d'apprendre la regrettable nouvelle »* de la mort de Mme Gandhi, *« un chef d'Etat hors du commun qui a contribué de façon utile à l'amélioration et au développement des relations sino-indiennes »*, a déclaré à Pékin un porte-parole du gouvernement.

Par les risques de déstabilisation intérieure et d'affaiblissement, fût-il momentané, de la position diplomatique de New-Delhi qu'elle comporte, la disparition brutale d'Indira Gandhi ne peut être accueillie qu'avec inquiétude par la Chine. Sans être encore d'une très grande densité, les rapports entre les deux grands pays asiatiques ont suivi, depuis trois ans un cours ascendant, dont témoigne la signature, en août dernier, d'un accord commercial. Il s'agit là du premier document de ce genre mis au point par les dirigeants chinois et indiens depuis le rétablissement de leurs relations diplomatiques en 1976.

Sur le plan politique, une amélioration est également en cours. Il y a six semaines se tenait à Pékin la cinquième série de conversations sur le contentieux frontalier dans l'Himalaya hérité de la présence britannique en Inde jusqu'en 1947, et alimenté plus tard par les conséquences de la guerre sino-indiennes de 1962. Engagées en décembre 1981, ces discussions ont permis à ce jour un rapprochement des points de vue, sans toutefois éliminer toutes les divergences existantes.

Lors de la quatrième série de conversations en octobre 1983, une avancée avait permis de penser que le contentieux pourrait être apuré dans un délai relativement bref. Les Chinois avaient, en effet, accepté l'approche du problème secteur par secteur proposée par les Indiens et les négociateurs décidèrent, à cette occasion, d'adopter une méthode qui tiendrait compte des *« liens historiques, culturels et traditionnels »* propres à chaque portion de territoire contestée. Sans le dire ouvertement, les dirigeants de Pékin se contenteraient, au fond, de voir entériné le *statu quo,* leur priorité allant semble-t-il, au maintien de leur contrôle sur la zone, stratégiquement importante, de l'Aksai-Chin dans le secteur occidental. Pour les Indiens, la question est toutefois très délicate pour des raisons religieuses, un célèbre lieu de pèlerinage de l'hindouisme se trouvant de l'autre côté de l'actuelle ligne frontalière.



L'évolution en cours risque-t-elle d'être remise en cause par la mort d'Indira Gandhi ? La décision des deux pays de s'engager sur la voie de la normalisation découle, principalement, de deux facteurs — l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la volonté d'apaisement à ses frontières de la Chine. Ces facteurs demeurent. Dans le passé, Pékin a su surmonter des mouvements d'humeur momentanés, comme ce fut le cas lors de la reconnaissance par New-Delhi du régime cambodgien de Heng Samrin. A un moment où s'ébauchait le processus de la discussion frontalière avec Pékin, ce geste du gouvernement indien était apparu comme particulièrement mal venu. Mais, en fin de compte, la visite que devait faire à New-Delhi le ministre chinois des affaires étrangères de l'époque, M. Huang Hua, n'en avait été retardée que d'un an.

Malgré les liens privilégiés qu'elle entretient avec l'URSS, l'Inde ne peut se satisfaire d'une présence soviétique durable en Afghanistan, pays qu'elle considère comme appartenant, et depuis des siècles, à sa zone d'influence. Sa position, en tant que membre éminent du mouvement des non-alignés, est d'autant plus inconfortable qu'elle n'a obtenu jusqu'à présent aucune assurance d'un retrait à terme prévisible des forces russes installées à Kaboul, alors même qu'elle estime urgent de rechercher une solution politique au problème.

Tout en maintenant des rapports étroits avec son ami pakistanais, la Chine, pour sa part, ne devrait pas trouver, dans les circonstances dramatiques que traverse l'Inde, de raison de modifier sa stratégie visant à l'établissement ou au maintien de bonnes relations avec les pays du Sud. La poursuite des contacts engagés avec New-Delhi devrait donc dépendre, en premier lieu, de la rapidité avec laquelle les successeurs d'Indira Gandhi sauront maîtriser la situation dans leur pays et assurer à la diplomatie indienne les moyens de ses ambitions.

MANUEL LUCBERT.

LONDRES : entre les deux « dames de fer » du respect mais des divergences

Londres. — L'assassinat de Mme Indira Gandhi a eu un impact particulièrement fort en Grande-Bretagne, où vit une importante communauté indienne et où tout ce qui touche à l'ancien « joyau de l'empire » suscite un grand intérêt.

Mme Thatcher a reporté la visite qu'elle devait effectuer à Bonn de façon à pouvoir se rendre samedi aux obsèques du premier ministre indien. Elle sera accompagnée de M. Kinnock, leader du Parti travailliste, tandis que la reine Elizabeth sera probablement représentée par la princesse Anne, qui se trouvait en Inde au moment de l'attentat.

A la Chambre des communes, Mme Thatcher, vêtue de noir, a déclaré mercredi : *« Le meurtre d'un dirigeant démocrate représente une atteinte à la démocratie elle-même. Nous condamnons ce crime sauvage de la façon la plus catégorique. »* Dans un message au gouvernement indien, le premier ministre indiquait : *« L'Inde vient d'être privée d'un chef doté d'un courage et d'une vision incomparables : le Commonwealth a perdu l'une de ses personnalités les plus importantes et les plus redoutables. »* Mme Thatcher a révélé par ailleurs qu'après l'attentat de l'IRA à Brighton elle avait reçu un message de Mme Gandhi dans lequel le chef du gouvernement indien condamnait *« toutes les formes de terrorisme et de violence »*.

De notre correspondant

Mme Thatcher avait rencontré Mme Gandhi pour la dernière fois en février dernier aux obsèques de Iouri Andropov. Auparavant, elle s'était rendue à trois reprises en Inde. Le respect que les deux « dames de fer » éprouvaient l'une pour l'autre ne les empêchait cependant pas d'avoir des vues opposées sur un grand nombre de questions. Ainsi, tandis que Mme Gandhi souhaitait transformer l'océan Indien en une « zone de paix » d'où les grandes puissances auraient été exclues, Mme Thatcher défendait l'idée d'une forte présence navale occidentale dans cette région. Alors que le premier ministre indien entretenait de bonnes relations avec les Soviétiques, sa collègue britannique adoptait une attitude plus que froide à l'égard du Kremlin. Durant la conférence du Commonwealth de 1983, toutes deux exprimèrent des opinions fort différentes au sujet d'un *« nouvel ordre économique mondial »*.

Aux divergences diplomatiques s'ajouta le différend sur la législation définissant de nouveaux critères de citoyenneté britannique. Cette législation a été jugée *« discriminatoire et raciste »* par les Indiens qui, par ailleurs, ont dénoncé les *« traitements humiliants »* infligés à certains d'entre eux à leur arrivée en Grande-Bretagne.

(Intérim.)

La « joie » des sikhs de Southall

Londres. — Une proclamation se félicitant de la mort de Mme Gandhi, punaisée sur un tableau d'affichage entre des avis en pendjabi et des coupures de presse relatives à l'attaque du temple d'Amritsar, donne une idée de la réaction des sikhs de Southall.

A Southall, un quartier de l'ouest de Londres, baptisé « Petit Pendjab », est concentrée une forte proportion des quatre cent mille sikhs de Grande-Bretagne. Les bobbies qui y ont pris position n'ont pas eu à intervenir, car les sikhs, qui se veulent respectueux des lois locales, ne souhaitent pas importer dans leur pays d'accueil les violentes querelles qui opposent Inde leurs coreligionnaires aux hindous. A Southall, les relations entre les deux communautés sont, au pire, inexistantes, au mieux amicales. *« C'est au gouvernement de Delhi que nous en voulons, pas aux hindous »,* dit M. Bhulla, un professeur au chômage, spontanément choisi comme porte-parole par les hommes rassemblés devant le temple. Hormis un patriarche à la

De notre correspondant

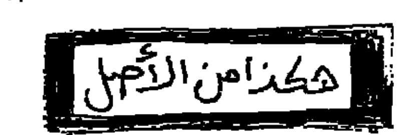
barbe et à la tunique blanches, ils sont habillés à l'européenne, mais tous portent la barbe et le turban.

« A l'annonce de la mort de Mme Gandhi, dit M. Bhulla, *nous avons éprouvé de la joie. Pour nous, c'est une grande victoire contre celle qui refusait d'accorder l'indépendance à notre peuple, qui a profané le Temple d'or et tué des centaines d'innocents. »* Les hommes qui entourent le professeur — des petits commerçants, un chômeur, un manœuvre — approuvent chacune de ses paroles. Y compris lorsqu'il affirme que *« la lutte des sikhs continuera jusqu'à la victoire, même si cela signifie plus de meurtres, d'assassinats, de sabotages »*.

Le rez-de-chaussée du temple — un bâtiment de briques rouges de deux étages, — décoré de guirlandes multicolores, fourmille d'enfants et de femmes enveloppées dans des saris de couleurs vives, la tête coiffée de voiles de soie. Au premier étage, un groupe de notables, aux barbes très fournies allant du noir anthracite au blanc de neige, discutent sous une photographie du temple d'Amritsar. L'un d'eux, Bachittar Singh, secrétaire général du conseil suprême des sikhs du Royaume-Uni, affirme que les sikhs de Southall *« sont reconnaissants aux assassins de Mme Gandhi d'avoir vengé la profanation du Temple d'or »*.

D'autres responsables de la communauté sikh de Grande-Bretagne ont cependant condamné l'assassinat de Mme Gandhi, dans lequel l'un d'eux a vu l'œuvre de *« lâches »*, et déploré que certains membres de leur secte aient manifesté leur joie en allumant des feux d'artifice et en buvant des bouteilles de mousseux dans la rue. Pendant que ceux-ci « fêtaient » la mort du premier ministre indien, les hindous du Royaume-Uni baissaient le rideau de fer de leur boutique et célébraient un office religieux à la mémoire de leur leader disparu.

(Intérim.)



Le Monde

politique

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Transports : l'avenir du Fonds spécial grands travaux

Les députés socialistes ont adopté, le mercredi 31 octobre, à l'Assemblée nationale, le budget des transports ; ceux du RPR, de l'UDF mais aussi du PC ont voté contre. D'un montant de 53 024 millions de francs, ce budget est en augmentation de 3,93 % par rapport à 1984, et représente 4,84 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

C'est la règle du jeu : l'opposition voit tout en noir, la majorité tout en rose. Mais rarement elle aura été aussi respectée que pour la discussion des crédits accordés aux transports en 1985. Le ministre, M. Paul Quilès, le secrétaire d'Etat, M. Jean Auroux, leurs amis, relèvent les augmentations de crédits, la bonne santé de certaines entreprises nationales du secteur (Air France, Air Inter), l'amélioration de celle d'autres sociétés (SNCF, RATP), les efforts faits pour la sécurité routière ou pour les transports en commun urbains et interurbains, etc. L'opposition souligne l'insuffisance du programme autoroutier, le manque d'argent pour entretenir les routes, les crédits considérables qu'il faut encore accorder à la SNCF, les ponctions opérées sur les automobilistes par le biais des taxes sur l'essence, etc.

Celles-là, les ministres ne peuvent quand même pas les nier... d'autant qu'elles leur sont bien utiles pour pouvoir annoncer des programmes d'investissement substantiels. Car c'est bien le Fonds spécial grands travaux – financé par une taxe sur l'essence – qui permet de compenser la baisse des autorisations de programme, c'est-à-dire des possibilités de commander des travaux qui seront payés dans les années à venir. Bien entendu, l'opposition compare les chiffres des budgets des années passées à ceux de cette fois-ci, sans tenir compte de cet ajout, alors que la majorité fait un paquet du tout.

Il est vrai, comme le dit M. Quilès, que l'usager ne regarde pas comment est financé le bout de route dont il a besoin. Il est vrai aussi que le gouvernement a fait le choix politique de faire payer l'utilisateur d'essence plutôt que le contribuable. Mais c'est reconnaître que ce Fonds grands travaux ne correspond plus guère à la définition qu'en donnait M. Jacques Delors, alors ministre de l'économie, des finances et du budget lors de sa création en août 1982 : un moyen *« d'accélérer »* certaines opérations *« susceptibles de conduire à un supplément d'activités »*. Comme le dit M. André Duroméa (PC, Seine-Maritime), *« le Fonds tend à venir compenser des dotations budgétaires défaillantes »*.

Ce n'est pas la seule raison du vote hostile des communistes. Certes, ils ne peuvent accepter un budget que M. Charles Fiterman avait par avance critiqué lorsqu'il avait quitté le ministère des transports. Mais ils ne peuvent non plus nier que sur bien des points il est la traduction de choix faits par l'ancien ministre communiste. Aussi, pour eux, tout est simple : là où cela va bien, c'est parce que, comme pour les transports aériens, *« la politique menée depuis trois ans a porté ses fruits »* ; là où cela ne va pas, c'est parce qu'il y a *« une dangereuse remise en cause des engagements précédents ! »*.

La SNCF en est pour M. Duroméa le plus bel exemple. On risque tout simplement, affirme-t-il, *« de retomber dans les ornières passées »*. Pour lui, la réduction de la dotation exceptionnelle de l'Etat va aboutir au retour à la situation *« de crise »* connue avant 1981, alors que son augmentation aurait permis d'arriver à un équilibre de l'entreprise en 1988, affirme-t-il. Il est vrai que M. Alain Chenard (PS, Loire-Atlantique), rapporteur spécial de la commission des finances, s'il s'est félicité de la diminution du déficit de la SNCF, s'inquiète *« de la dégradation »* de sa situation financière du fait de *« la progression très rapide de son endettement »*.

L'opposition n'a pas toujours été de bonne foi. Quand M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne) critique durement la situation faite aux transporteurs routiers et particulièrement le fait qu'ils ne puissent encore déduire totalement la TVA acquittée sur le gazole, ainsi que l'accroissement des taxes pesant sur celui-ci, il oublie que, sur le premier point, c'est la gauche qui a commencé à donner satisfaction à une très vieille revendication de la profession et, sur le second, comme le fait remarquer M. Jean Auroux, qu'en 1970 le pourcentage des taxes était de 65,6 %, alors qu'en 1984 il n'est plus que de 44 %. Mais le secrétaire d'Etat aux transports verse lui aussi dans l'excès quand il proclame : *« Ceux qui ne voteront pas notre budget renonceront à la paternité du TGV Atlantique. »* A ce titre, MM. Mitterrand et Fiterman auraient-ils eu le droit d'inaugurer le TGV Paris-Lyon ?

THIERRY BREHIER.

La mer : essentiellement une action sociale

L'Assemblée nationale a adopté le mercredi 31 octobre le budget du secrétariat d'Etat à la mer, seuls les députés socialistes l'approuvant, le PC, le RPR et l'UDF votant contre.

Le montant global de ces crédits s'élève à 5,662 milliards de francs en augmentation de 2,14 % par rapport à 1984 ; cette progression atteint 5,7 % si l'on tient compte des dotations provenant du Fonds spécial des grands travaux.

L'ensemble des députés s'est inquiété de l'évolution des crédits consacrés à la mer. En effet, si les dépenses de fonctionnement augmentent de 7,23 %, les dépenses d'investissement, elles, accusent une forte baisse (– 25,4 % pour les crédits de paiement et – 50,3 % pour les autorisations de programme). Cela résulte notamment du transfert de la charge de la construction navale du secrétariat d'Etat à la mer au ministère du commerce extérieur et du redéploiement industriel, une décision tièdement accueillie par les députés socialistes et vivement critiquée par les députés RPR, UDF et communistes.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer a expliqué que le problème de ce secteur doit être *« repensé en termes industriels »*, mais que pour autant son département *« ne s'en désintéresserait pas »*.

Ce changement de structure a quand même permis à M. François Léotard (UDF-Var) rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères de déclarer : *« Votre budget est de moins en moins un outil d'intervention économique et de plus en plus un instrument de la politique sociale de l'Etat. »* Une petite phrase qui résume bien les caractéristiques de ce budget, après le « départ » de la construction navale. L'action en faveur des « gens de mer » qui représente traditionnellement une part importante du budget de la mer passe de 47,9 % en 1984 à 67 % en 1985 ; la seule subvention accordée à l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) représente 64 % des crédits du secrétariat d'Etat.

Les députés, toutes tendances confondues mais les communistes plus vivement encore, ont d'autre part déploré la faiblesse du budget face au *« déclin »* des activités de la mer (flotte de commerce, ports maritimes et pêche). En ce qui concerne les produits de la mer M. André Duromea (PC-Seine-Maritime), rapporteur pour avis de la commission de la production a fait remarquer que le *« taux de couverture des importations par les exportations se stabilise à un niveau très faible puisqu'il atteint 31 % en 1983 »*.

A propos de la flotte de commerce et de pêche, M. Guy Lengagne a admis que la *« situation reste fragile »* et précisé que *« depuis 1981, 266 navires sont sortis de la flotte, et 98 sont rentrés dont 75 cargos »*.

R. Sa.

M. Joxe et l'ordre républicain

M. Pierre Joxe sera un ministre de l'intérieur à poigne. L'ordre républicain ne trouvera pas meilleur défenseur que lui. Et pour ceux qui pourraient encore en douter, une question de M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), le mercredi 31 octobre à l'Assemblée nationale, lui a permis de le rappeler.

L'élu du RPR s'était étonné que les forces de police ne soient pas intervenues suffisamment vite lors d'une manifestation de jeunes autonomistes le mercredi 24 octobre à Bastia. M. Pierre Joxe ne tolère pas la moindre mise en cause des hommes dont il a la responsabilité. Ceux qui sont en poste en Corse font preuve de *« prévoyance »*, de *« courage »*. Ils accomplissent *« leur devoir sans rechigner et même avec conviction »*. La preuve : c'est grâce à eux si en deux ans le nombre des attentats a été réduit *« de façon spectaculaire »*. Pas question donc de la moindre faiblesse vis-à-vis des autonomistes, d'autant que le suffrage universel s'est par deux fois dans l'île prononcé *« contre eux »*.

Mais le ministre de l'intérieur est aussi un homme de cœur. Il s'inquiète de voir que des jeunes gens – la plupart des manifestants, qui ont par ailleurs utilisé des cocktails Molotov à Bastia comme à Ajaccio le lundi 29 octobre, avaient moins de dix-sept ans – *« risquent de commencer leur vie en commettant des délits aussi graves »*. Pas de doute, les adultes qui incitent ces jeunes *« à courir des risques physiques considérables »* ou à s'engager *« dans la voie de la délinquance et du crime »* n'ont pas à attendre de clémence de la part de M. Joxe.

Discours si vigoureux que M. Aubert et M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR et président de l'Assemblée régionale de Corse, n'ont pu que l'approuver.

Th.B.

LES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mme Roudy : l'avortement reste un drame

La déclaration de M. Jacques Chirac, qui souhaitait la restriction des facilités données pour limiter les naissances (1), ne pouvait manquer de fournir à la majorité un trop beau cheval de bataille pour qu'elle renonce à l'enfourcher. M. François Loncle, député socialiste de l'Eure, a tenu l'étrier, le mercredi 31 octobre à l'Assemblée nationale à l'occasion d'une question au gouvernement à Mme Yvette Roudy, ministre délégué aux droits de la femme. Elle est partie au galop.

Elle n'imaginait plus qu'on pouvait penser que l'interruption volontaire de grossesse pouvait faire baisser le taux de fécondité des femmes car *« l'avortement reste un drame que personne ne recherche »*. D'ailleurs, *« quel mépris des femmes, il faut pour penser le contraire ! »* Mais M. Jacques Chirac n'était pas dans l'hémicycle pour s'entendre dire : *« Les femmes ne sont pas ce qu'il croit. »*

« Ce discours obscurantiste » du président du RPR n'est pas sans intérêts, a continué Mme Roudy. Il permet de *« se souvenir de ce qu'est la droite »*, car, enfin, il montre *« que rien n'est jamais acquis en matière de progrès et d'humanisme. On peut toujours régresser, on peut supprimer la cinquième semaine de congés payés, on peut supprimer la retraite à soixante ans. Il est bon finalement que quelqu'un se soit trouvé pour rappeler aux Français que c'est cela la droite et que le risque existe toujours de revenir au passé le plus répressif »*. Madame le ministre a chargé sabre au clair.

(1) Dans une interview à *Libération* et que nous avons rapportée dans *le Monde* du 31 octobre.

Deux sondages sur la cohabitation

La « cohabitation » éventuelle, après les élections législatives de 1986, de M. Mitterrand et d'une nouvelle majorité, d'un nouveau premier ministre d'opposition, est-elle possible ? Les avis sont partagés, si l'on en croit les réponses fournies par un sondage réalisé du 18 au 24 octobre par la SOFRES pour *le Figaro* sur un échantillon national représentatif de 1 000 personnes.

Si M. Mitterrand *« veut nommer premier ministre un leader RPR ou UDF »*, celui-ci devra accepter, pour 54 % des personnes interrogées ; refuser selon 22 % d'entre elles.

Quant au programme d'une éventuelle nette majorité RPR-UDF en 1986, 48 % des personnes interrogées jugent qu'elle devra le négocier avec M. Mitterrand et 32 % qu'elle *« devra l'appliquer tel qu'elle l'aura proposé aux électeurs »*.

Sur le même sujet, BVA a interrogé pour l'hebdomadaire *Paris-Match*, entre le 15 et le 20 octobre 1 190 personnes.

En cas de victoire de l'opposition, 15 % des personnes interrogées estiment que le chef de l'Etat devrait dissoudre l'Assemblée et faire de nouvelles élections ; 32 % qu'il devrait se retirer ; 38 % qu'il devrait essayer de former un gouvernement à l'image de la nouvelle majorité, 15 % ne se prononcent pas

Si le président de la République était conduit à désigner un responsable de l'opposition comme chef du gouvernement, l'opposition devrait accepter, selon 49 %, refuser selon 30 % (21 % de non-réponse) la cohabitation.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 31 octobre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour une meilleure protection de l'environnement : des sanctions plus efficaces et un effort accru de prévention. – Mme le ministre de l'environnement a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant à moderniser les sanctions pénales en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement.

L'expérience acquise depuis la mise en œuvre de la loi du 19 juillet 1976 a mis en évidence la nécessité d'en renforcer les dispositions et de les accompagner de mesures de prévention.

Les peines encourues lorsque les entreprises mettent gravement en cause la sécurité et l'environnement seront dorénavant plus dissuasives.

Les mécanismes pénaux seront assouplis pour permettre au juge d'ajourner le prononcé de la peine en ordonnant sous astreinte la mise en conformité des installations et d'alléger les sanctions lorsque ses injonctions auront été suivies d'effets.

Enfin, le juge pourra décider la publication dans la presse des condamnations prononcées.

● PRODUITS ENERGÉTIQUES

Prorogation pour une nouvelle période de quatre ans des dispositions qui permettent au gouvernement de faire face à une éventuelle crise énergétique. – Le conseil des ministres a adopté, sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, un décret prorogeant jusqu'au 31 décembre 1988 les dispositions du décret du 12 novembre 1974.

Ce décret, pris sur la base de l'article 1er de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie, permet de prendre, en vue de remédier à la pénurie énergétique ou au déséquilibre des échanges extérieurs, des mesures de contrôle et de répartition concernant les produits énergétiques de toute nature.

Le gouvernement continuera donc de disposer, pour une nouvelle période de quatre ans, des moyens juridiques de faire face à une éventuelle situation de crise.

● ÉLECTRICITÉ

Le développement des utilisations industrielles et des exportations d'électricité permettra de valoriser un outil de production essentiel à l'indépendance nationale. – Le secrétaire d'Etat chargé de l'énergie a présenté au conseil des ministres une communication sur la production et l'utilisation de l'électricité.

La France s'est dotée d'un puissant outil de production électrique, notamment électronucléaire, qui concourt à l'indépendance énergétique et à l'équilibre du commerce extérieur. Le gouvernement a confirmé et renforcé les orientations fixées, dès juillet 1983, en vue d'en promouvoir l'utilisation. Ces orientations constituent la base du contrat de plan conclu pour cinq ans, le 24 octobre 1984, entre l'Etat et Electricité de France et qui fixe un cadre à l'intérieur duquel l'entreprise bénéficiera d'une large autonomie de gestion.

1) **Pénétration de l'électricité dans l'industrie.** – EDF poursuivra ses efforts en faveur de la pénétration de l'électricité dans l'industrie :

– grâce à la baisse de 1 % par an en francs constants de ses tarifs de vente, rendue possible par l'amélioration de 3 % par an de sa productivité ;

– par la mise en œuvre d'une procédure de soutien financier aux usages performants de l'électricité dans l'industrie.

D'ores et déjà, le rythme des placements nouveaux d'électricité dans l'industrie s'est élevé à 4 milliards de kWh au cours des huit premiers mois de 1984 ; la contrainte pétrolière du pays s'en trouvera allégée de près de 900 000 tonnes d'équivalent pétrole chaque année.

2) **Développement des exportations d'électricité.** – EDF a fortement développé ses exportations d'électricité depuis dix-huit mois. Le solde exportateur, qui était de 3,8 milliards de kWh en 1982, devrait atteindre 25 milliards de kWh en 1984, apportant ainsi une contribution substantielle à la balance des paiements. Le développement de ces exportations sera poursuivi.

3) **Amélioration du service public.** – L'établissement portera une attention particulière à la qualité du service et aux conditions de desserte. Il veillera à s'adapter aux demandes de sa clientèle en favorisant l'accueil, en réduisant les délais de réponse, en accélérant les formalités de raccordement, en informant plus complètement la clientèle sur ses tarifs et les conditions de facturation les plus avantageuses.

Il améliorera par ailleurs les conditions d'insertion de ses ouvrages dans l'environnement.

4) **Poursuite du programme nucléaire.** – Le nucléaire représentera, en 1984, avec 31 tranches en service, 55 % de la production d'électricité ; les 24 tranches en cours de construction porteront cette part à 75 % en 1990, le reste de la production étant alors assuré par l'hydraulique et le charbon.

Pour répondre à l'évolution des besoins en électricité au-delà de 1990 et tenir compte de la nécessité de préserver l'avance de l'industrie nucléaire française, une tranche nucléaire sera engagée en 1985 et une autre en 1986. La décision éventuelle d'engager une deuxième tranche en 1986 sera prise, le moment venu, en fonction de l'évolution des perspectives de consommation.

● COMMERCE EXTÉRIEUR

Le redressement de nos échanges extérieurs est en cours. L'effort engagé depuis dix-huit mois dans ce domaine reste prioritaire. – Le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation du commerce extérieur de la France et ses perspectives.

1) Cette année, notre commerce extérieur obtient ses meilleurs résultats depuis 1979 : notre taux de couverture des importations par les exportations est passé de 87,1 % en 1982 à 93,7 % en 1983 ; il s'établit à 97,6 % pour les douze derniers mois. C'est le meilleur taux de couverture sur douze mois obtenu depuis cinq ans.

Ce résultat, dû en grande partie à l'amélioration de notre excédent industriel, qui atteint 70 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'année contre 60 milliards en 1983 et 29 milliards en 1982, témoigne du dynamisme de nos exportateurs et de la stabilisation de la pénétration étrangère sur notre marché intérieur.

2) **L'effort engagé pour la restauration de nos échanges extérieurs reste prioritaire.** – La lutte contre l'inflation, les actions de modernisation accélérée de notre appareil industriel, le développement des réseaux commerciaux et l'assainissement financier de nos entreprises doivent permettre aux firmes françaises de reconquérir des parts substantielles du marché national et d'accroître fortement notre présence sur les marchés étrangers. Ce double mouvement est la condition indispensable de l'équilibre de nos échanges.

3) **Les pouvoirs publics soutiendront l'action de nos entreprises.** – La promotion de notre commerce courant vers les pays industrialisés sera encouragée par le développement des investissements commerciaux à l'étranger et l'assouplissement des conditions d'action des entreprises qui exportent.

– Il sera veillé à ce que, sur les grands contrats, nos entreprises continuent à répondre de manière compétitive à la concurrence internationale.

– L'effort d'amélioration de notre solde énergétique sera maintenu ;

– les actions tendant à promouvoir les exportations de services seront développées.

– Le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur poursuivra les efforts déjà entrepris pour améliorer l'image industrielle et technologique de notre pays.

Cette action prend place dans un contexte international marqué par des négociations délicates en matière commerciale entre la CEE et ses principaux partenaires. Devant la montée des tendances protectionnistes dans le commerce international, notre pays proposera à ses partenaires de réagir aux menaces pesant sur les exportations européennes en matière agricole et industrielle.

● SAISON TOURISTIQUE

Pour les huit premiers mois de l'année, l'excédent en devises du tourisme est passé de 14 milliards de francs en 1983 à 17 milliards en 1984. – Le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme a présenté au conseil des ministres le bilan de l'activité touristique de la France depuis le début de l'année :

1) en 1984, les dépenses de loisirs des Français se sont maintenues par rapport aux années précédentes. Les dépenses touristiques des étrangers ont fortement augmenté ;

– 31,8 millions de Français sont partis en vacances, dont 3 millions à l'étranger ;

– 33 millions d'étrangers ont transité ou séjourné en France ;

– les recettes touristiques de la France sont estimées, à la fin du mois d'août, à 42 milliards de francs, soit une progression de 13 % en un an ;

– l'excédent en devises a été de 17 milliards de francs pour les huit premiers mois de l'année, soit environ 3 milliards de plus qu'en 1983.

2) Les modifications de comportement des touristes déjà observées les années précédentes ont été confirmées en 1984 ;

– la saison touristique a été meilleure au nord qu'au sud de la Loire ;

– l'hôtellerie enregistre une progression réelle de son chiffre d'affaires et de ses taux d'occupation grâce, notamment, à la clientèle étrangère ;

– la durée des séjours est plus courte (neuf jours de moyenne), mais les séjours sont plus fréquents ;

– Les touristes étrangers, en provenance notamment de la Communauté économique européenne et d'Amérique du Nord, sont de plus en plus nombreux.

Le tourisme apporte ainsi une contribution décisive à l'emploi et au rétablissement de l'équilibre extérieur.

NOMINATIONS

● *M. Yves Cousquer*, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées a été nommé, au conseil des ministres du 31 octobre, directeur des affaires économiques et internationales au ministère de l'urbanisme, du logement et des transports.

[Né le 23 décembre 1941 à Montpellier, M. Cousquer est ancien élève de Polytechnique (promotion 1961). Il a occupé divers postes à la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, et il était depuis le 15 mars 1984 directeur général de la société Degrémont.]

LE BUREAU EXÉCUTIF DU PS SUSPEND LES INSTANCES DIRIGEANTES DE LA FÉDÉRATION DU GARD

Le bureau exécutif du PS a décidé, mercredi 31 octobre, de suspendre les instances dirigeantes de la fédération socialiste du Gard jusqu'au comité directeur du 10 novembre prochain. Le bureau exécutif a aussi décidé d'envoyer sur place une délégation nationale – dans laquelle seront représentés tous les courants du parti, – qui mettra éventuellement en place une commission provisoire, et rendra compte de sa mission devant le comité directeur. Si aucune solution n'était trouvée pour remédier au « disfonctionnement » de la fédératioin du Gard, la dissolution de la fédératioin pourrait alors être prononcée par le comité directeur.

Cette suspension apparaît comme une tentative d'apaisement de la part des instances nationales, qui reprochent à la direction fédération du Gard de s'opposer à la fois à la base et à la direction nationale du PS. La fédératioin du Gard, qui compte environ 2 500 adhérents, pose à la direction du PS problème depuis deux ans (*le Monde* des 14 juillet 1982 et 25 octobre 1983). Le dernier litige a éclaté à l'occasion de la désignation du candidat pour les élections cantonales de mars 1985 dans le canton de Sommières. Les instances fédérales ont décidé de ne pas respecter la désignation par la base, avec le soutien des instances nationales, de M. Jean-Marie Cambacérès, maire de Sommières. Les élus locaux soutiennent, en effet, M. Charles Bouet, conseiller général sortant.

● *Dans l'Hérault, démission au PR.* – M. Robert-Félix Fabre, député UDF de l'Hérault de 1978 à 1981, a démissionné du Parti républicain. Au cours de « primaires » organisées au sein de cette formation en vue de désigner le candidat qui, dans le cinquième canton de Montpellier, aura à affronter le candidat du PS, M. Raymond Dugrand, adjoint au maire de Montpellier et vice-président du conseil régional, M. Fabre avait été distancé par M. Michel Vaillat, maire de Lattes, commune située entre Montpellier et Palavas. – *(Corresp.)*

● *M. Geoffroy de Courcel, président de l'Institut Charles-de-Gaulle.* – Le conseil d'administration de l'Institut Charles-de-Gaulle, réuni le mardi 30 octobre, a élu à sa présidence M. Geoffroy de Courcel, ambassadeur de France. Celui-ci succède à M. Gaston Palewski, récemment décédé. Le conseil d'administration a également désigné M. Pierre Lefranc comme vice-président, chargé des fonctions de secrétaire général.

Le Monde

société

L'ASSASSINAT DE GRÉGORY VILLEMIN

Graphies suspectes

De notre envoyé spécial

Epinal. — Un couple est gardé à vue, depuis le mercredi après-midi 31 octobre, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du petit Grégory Villemin, quatre ans et demi, jeté, pieds et poings liés, dans la Vologne, le mardi 16 octobre à Docelles (Vosges). Les autorités, chargées de l'affaire, ont révélé l'identité de ce couple, ce qui en dit déjà long, malgré toutes les précautions d'usage et de droit sur les présomptions qui pèsent sur ces deux personnes : il s'agit de M. Bernard Laroche, 26 ans, ouvrier qualifié dans l'entreprise de textile Ancel, à Granges-sur-Vologne, et de son épouse, employée de l'usine de sous-traitance automobile Profil, à Gérardmer.

Domicilié, avec sa femme, à Aumontzey, où il a été interpellé, M. Laroche est un cousin germain de M. Jean-Marie Villemin, père de Grégory. Sa mère, décédée en lui donnant naissance, était la sœur de la grand-mère de Grégory. M. et Mme Laroche ont un fils, Sébastien, sensiblement du même âge que la petite victime. Sébastien, qui souffre d'une hydrocéphalie, a été récemment opéré, mais il ne serait que légèrement handicapé.

C'est après avoir eu connaissance, par téléphone, des résultats des expertises graphologiques, réalisées par des procédés infrarouges à Sarrebruck (RFA), que les enquêteurs vosgiens ont d'abord interpellé M. Laroche, considéré comme l'auteur des lettres anonymes, adressées de novembre 1981 à mai 1983, aux parents de Grégory, et surtout comme le « corbeau », qui a écrit, juste après la mort du petit garçon, à M. Jean-Marie Villemin : *« Te voilà content avec ton pognon. Ton fils est mort, et je me suis vengé. »* Les enquêteurs, rappelons-le, avaient soumis à l'épreuve de la dictée plus d'une centaine de personnes, dont plusieurs dizaines de membres de la famille Villemin.

Dans les tout premiers jours du déclenchement de cette affaire, les lettres anonymes avaient paru écrites par une main de femme. Ce ne serait donc pas le cas, mais Mme Laroche, actuellement interrogée séparément de son mari, a été également interpellée, car il ne paraît pas vraisemblable aux autorités que le couple ait pu agir l'un sans l'autre.

Dans l'immédiat, ce jeudi 1er novembre en fin de matinée, M. Laroche, dont le visage correspond au deuxième portrait-robot établi dans cette affaire — *« l'homme aux favoris »*, — et son épouse ne sont interrogés (le mari à Epinal, sa conjointe à Bruyères) que sur leurs agissements de « corbeau ». Ils seront, selon toute vraisemblance, très prochainement déférés au parquet d'Epinal, auprès de M. Jean-Pierre Lambert, juge d'instruction chargé de l'affaire.

M. C.

CONDAMNATION D'UN MÉDECIN ACCOUCHEUR

Bordeaux. — Un médecin accoucheur a été condamné, le mercredi 31 octobre, à un an de prison avec sursis et 10 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Bordeaux. Le 6 mars 1979, il avait été appelé pour une urgence dans une clinique où il assure un service en supplément de son cabinet personnel. Il était intervenu pour pratiquer une césarienne avec un retard important d'environ une heure trois quarts.

Le nouveau-né souffrait de graves lésions qui, selon les rapports d'expertise, sont dus au retard du médecin accoucheur. L'enfant, aujourd'hui âgé de cinq ans, est handicapé à 100 %, aveugle, épileptique et débile profond. Sa famille a obtenu 2 millions de francs au titre de l'incapacité physique permanente, 600 000 F pour le préjudice esthétique, de douleur et d'agrément, une rente mensuelle de 8 000 F pour la tierce personne, 150 000 F à chaque parent et 70 000 F pour chaque enfant, au titre du préjudice moral. — *(Corresp.)*

La fondation des rumeurs

De notre correspondant régional

Nice. — Des commerçants juifs soupçonnés de se livrer à la traite des Blanches, l'imminence d'une pénurie de sucre, la présence de scorpions dans des jouets en peluche à Nice, ou de serpents venimeux dans des régimes de bananes à Mulhouse, l'organisation d'inhumations clandestines de Chinois à Paris, autant de rumeurs sans fondement qui se sont propagées ces dernières années en France avec des conséquences sociales ou économiques, parfois importantes.

Pour mieux connaître ce phénomène de société et, si possible, en limiter la nocivité, un groupe de chercheurs en sciences humaines constitué sur l'initiative et sous la présidence d'un jeune professeur de communications à l'Ecole des hautes études commerciales, M. Jean-Noël Kapferer, vient de créer une Fondation pour l'étude et l'information sur les rumeurs (FEIR). Dans un premier temps, ce nouvel organisme a concentré ses efforts sur l'approfondissement d'une rumeur exemplaire, dite « de Villejuif », qui, depuis 1976, consiste à accréditer l'idée que de nombreux additifs alimentaires autorisés par les pouvoirs publics seraient cancérigènes.

Baromètre

A l'origine, un tract anonyme énumérant une série d'additifs prétendus dangereux — dont le très banal acide citrique E 330 — et faussement couvert de l'autorité du Centre anti-cancéreux de Villejuif. En huit ans, ce tract a touché, selon les estimations de la fondation, sept millions de personnes. La plupart et même de nombreux médecins généralistes ont été abusés par son apparente crédibilité.

Pour détecter les rumeurs naissantes et suivre leur évolution dans le corps social, la fondation a déjà mis à la disposition du public un numéro d'appel téléphonique à Paris (Allô Rumeurs : 703-43-29) et publiera chaque semestre un « Baromètre des rumeurs » en collaboration avec un institut de sondage. Elle se propose, d'autre part, de présenter chaque année un dossier complet sur une rumeur du type de celle de Villejuif. *« Nous ne prétendons pas tuer les rumeurs, puisqu'elles sont inhérentes aux groupes sociaux,* a, notamment, expliqué à Nice, au cours d'une conférence de presse, M. Kapferer, *ce serait comme si l'on disait : on va tuer les rêves. Et notre démarche est d'essayer de rendre les gens conscients de leurs rêves et donc conscients des rumeurs. »* La fondation consacrera ses recherches aux rumeurs d'une certaine ampleur et ayant une signification sociale. A l'exclusion des rumeurs de caractère politique jugées *a priori* trop « problématiques ».

GUY PORTE.

★ Fondation pour l'étude et l'information sur les rumeurs, 59, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

DEUX JUGEMENTS

On peut traiter M. Le Pen d'« adepte de Hitler » mais pas le représenter faisant le salut fasciste

M. Jean-Marie Le Pen a perdu, mercredi 31 octobre, le procès qu'il avait intenté au *Courrier picard* et au président pour la Somme du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Dans une interview publiée le 28 février par le quotidien à l'occasion de la venue du président du Front national à Abbeville (Somme), M. Jean-Pierre Garcia, le responsable du MRAP, avait déclaré que les propos de M. Le Pen sont en permanence *« une incitation au racisme, à l'antisémitisme et au nazisme »* et que le président du Front national était *« un adepte de Franco et de Hitler »*.

Le tribunal d'Amiens, présidé par Mlle Marie Virotte-Ducharme, a estimé que les propos de M. Garcia, *« fidèlement reproduits par* le Courrier Picard », ne visaient nullement M. Le Pen, homme privé, mais le chef de file d'un courant de pensée politique. Dès lors, souligne le jugement, le président du Front national *« ne peut s'offusquer de faire l'objet d'appréciations critiques et d'attaques, même vives, de la part de ceux qui récusent ses options politiques »*. Se référant à divers témoignages et affiches du Front national, le tribunal ajoute : *« Force est de constater que les slogans, les formules choc du Front national, suscitent spontanément les mêmes réflexions et les mêmes associations d'idées »* du genre *« Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop. »*

Quant à l'accusation d'antisémitisme et de nazisme, le tribunal, faisant état de slogans tels que *« Badinter, juif, Veil, au four »*, scandés par le public lors de meetings de M. Le Pen, note que *« le Front national laisse passivement de telles manifestations publiques liées à l'antisémitisme et à l'idéologie nazie se produire et se multiplier au cours de ses réunions politiques, sans rien entreprendre pour les empêcher ou les stigmatiser »*.

⁂

M. Le Pen a eu plus de chance, mercredi 31 octobre, avec Mme Jacqueline Clavery, président de la XVIIe chambre correctionnelle de Paris. Le tribunal a condamné Michel Polac, producteur à TF 1 de l'émission « Droit de réponse », pour diffamation et injures publiques envers le président du Front national. Au cours d'une audience mouvementée, le 3 octobre, M. Le Pen avait reproché à Michel Polac et aux dessinateurs Siné, Loup et Cabu de l'avoir assimilé à un fasciste et à un raciste (*le Monde* du 5 octobre).

Six caricatures présentées dans la rubrique Rebut de presse de l'émission avaient ulcéré le président du Front national. On l'y voyait coiffé d'une cagoule du Ku Klux Klan ou bien à côté d'un Hitler, qui disait à propos des succès électoraux de Front national : *« Ah ! ça me rappelle mes débuts. »*

Michel Polac a été déclaré coupable de diffamation pour un des dessins du 21 janvier dernier, suggérant que M. Le Pen avait tenu des propos racistes lors d'un meeting à Lyon. Il a été condamné pour injures publiques à propos de dessins diffusés le 17 décembre 1983, le 21 janvier 1984, le 6 février 1984 et le 18 février 1984. Sur l'un de ces dessins, on voyait M. Le Pen faisant le salut fasciste. Le président du Front national recevra 5 000 francs de dommages-intérêts et Michel Polac devra payer 3 000 francs d'amende.

CARNET

Naissances

— Evelyne GAVERINI
et Marc GIRARDON
sont heureux d'annoncer la naissance de

Olivia,
le 14 octobre 1984.

361, rue Lecourbe,
75015 Paris.

Mariages

— M. et Mme ENEL-POIZOT,
M. et Mme FOURNIER,
ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Corinne et Laurent,

samedi 3 novembre, à Desvres (62).

Bayenghem (62).
Vandœuvre (54).

Décès

— Mme Daniel Drode,
Muriel et Frédéric,
font part du décès de

M. Daniel DRODE,
survenu au Havre, le 22 octobre 1984.

66, rue Gabriel-Monod,
76600 Le Havre.

Remerciements

— La famille
Et les amis de

Pierre KAST

remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— Mme Cécile Podvin,
Les docteurs Vital
et Madeleine Eliakim,
Agnès, Philippe et Florence,
remercient tous ceux qui se sont associés à leur deuil à l'occasion de la perte cruelle de leur petite-fille, fille et sœur,

Irène.

Communications diverses

— Une conférence de presse ayant pour thème « Les Européens déportés en URSS » est organisée le lundi 5 novembre, à 10 h 30, Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, à Paris-16e.

Sous la présidence de Mme Simone Veil, y participeront notamment MM. Pierre Rigoulot, auteur du livre *Des Français au goulag (1917-1984)*, les historiens Alain Besançon et Emmanuel Le Roy Ladurie, et le philosophe André Glucksmann.

Les Vosges en Papouasie

(Suite de la première page.)

Encore ne parle-t-on là que des Vosges. La Côte-d'Or, la Haute-Saône (5 000 hectares de forêts ravagées, trente communes sinistrées), la Meurthe-et-Moselle et la Moselle ont payé leur tribut.

Des villages — quatre-vingts sinistrés — eurent la malchance de se trouver sur le parcours de cette tornade, de ces cumulo-nimbus type « Soufrière » et à l'horizontale. Certains furent totalement détruits, là encore, comme victimes d'un bombardement. Il faut avoir vu ce qu'il reste d'Escles, un petit pays de trois cent quatre-vingt six habitants, pour comprendre : les maisons écroulées, certaines ayant implosé comme un téléviseur, l'église, la mairie, l'école, détruites, 8 millions de francs de dégâts, peut-être 10, en huit minutes, pour ce seul village.

Bref, un cauchemar. Mais jusque-là, si l'on ose dire, rien que de très anormal. Un Etat ne saurait garantir ses citoyens contre tout, y compris les cumulo-nimbus ravageurs. La presse ne saurait rendre compte des cyclones encore à venir. C'est après que la question se pose. Pourquoi, comment, ce court-circuit national, au point que les Vosgiens ont pu éprouver, après un sentiment de catastrophe, celui de l'abandon.

Ce bois dont on fait les discours

Il ne s'agit pas, répétons-le, de polémique. Les élus locaux ont polémiqué tout l'été. M. Serge Beltrame, député socialiste des Vosges, dénonçait dès le 13 juillet la carence et la lenteur des secours. M. Haroun Tazieff, secrétaire d'État à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, a polémiqué, lui aussi, estimant dans un rapport adressé au premier ministre que *« le sentiment d'oubli des populations locales causé par des difficultés d'organisation des secours fut aggravé par les élus, dont la plupart appartiennent à l'opposition »*. Ce qui valut évidemment une verte réplique de M. Philippe Seguin, député RPR et maire d'Épinal, demandant au premier ministre *« un rappel à l'ordre, au sens de la mesure de M. Haroun Tazieff, avant que la faute de la tornade n'incombe à l'opposition »*.

Passe de polémique. Reste le sentiment vosgien bien réel d'oubli, d'un manquement national au devoir et à la solidarité. Et reste un certain nombre de constats.

Le premier tient à la date même du sinistre. Lesq tempêtes ne devraient jamais se manifester un 11 juillet, à la veille d'un week-end de fête nationale, à l'avant-veille d'un changement de gouvernement. Ceci est inconvenant. Deuxième constat — les témoignages sont très nombreux sur ce thème, — les secours d'urgence et notamment le plan ORSEC déclenché à 9 h du matin le 12 juillet par le préfet des Vosges n'ont pas apporté de réponse satisfaisante à la situation. Ce n'est guère contestable à écouter les récits des sinistrés. Soit qu'ils n'aient rien vu venir. Dans certains cas, les secours sont arrivés deux jours après l'orage, deux jours pour franchir, même sur des routes encombrées, 15 ou 20 kilomètres — *« Sommes-nous donc en Amazonie ? »*, dira un témoin. Soit qu'ils aient vu arriver tout et n'importe quoi dans une brouillonne fébrilité de bonne volonté : des couvertures de laine à la place des tuiles, du lait pour les enfants de producteurs laitiers, les soldats pour mettre des bâches sur les toits, mais pas de bâches, ou des bâches mais pas de soldats, et ainsi de suite...

Deux jours après la tempête, des orages plus « raisonnables » sont venus, par des pluies violentes, aggraver les dégâts dans bien des maisons. Quelques simples exemples et une certitude, la lourdeur, la lenteur, l'amateurisme, le désordre des secours. Il y a là urgence d'une réforme profonde des secours d'urgence.

Troisième point, au-delà du ratage journalistique, peut-être dû à de mauvais réflexes — *« pas de mort, pas de reportage »*, — un constat pour la presse. Il serait, en un sens, plutôt flatteur : la solidarité nationale n'est rien, sans la presse du même nom, l'affaire le démontre, et ce gouvernement lui-même peut être victime d'une entorse à la fonction d'alerte journalistique. La presse régionale en a apporté la contre-preuve. Par son travail, par sa « couverture » de l'événement, elle a provoqué, elle, une vaste mobilisation régionale de solidarité. La Lorraine s'est mobilisée pour les Vosges quand la France, elle, se baignait.

Dernier constat enfin : le bois, richesse nationale ; le bois, pétrole vert et sa filière introuvable ; le bois de la plus grande forêt d'Europe ? N'est-il pas simplement de ce bois dont ont fait les beaux discours ? *« 1 milliard de francs de dégâts,* confiait un forestier, *cela aurait fait du bruit en blé de Beauce, en vigne de Bourgogne, en betteraves du Nord. En bois vosgiens, non. Un peu comme si toute cette forêt n'était que du superflu. Et pourtant nous ne sommes pas près d'avoir ici une récolte. Il faudra cent ans de travail et de patience pour en revenir à la situation d'avant cet orage. En attendant, qu'est-ce qu'on fait ? »*

On peut toujours, encore, aider les Vosgiens.

PIERRE GEORGES.

● *Un détenu libéré par erreur.* — Jean Trapani, un détenu de la prison de la Santé à Paris, a été libéré par erreur, mercredi 31 octobre, par l'administration pénitentiaire, qui l'a confondu avec son frère, incarcéré dans le même établissement et poursuivi, comme lui, pour trafic de stupéfiants. Une fois Jean dehors, les surveillants se sont aperçus de leur erreur et ont remis en liberté Joseph, qui, lui, y avait droit. Jean est en fuite.

SPORTS

Gérard Larrousse quitte Renault pour Ligier

Gérard Larrousse, directeur général de Renault-Sport, depuis le 1er janvier 1976, a rendu publique sa démission, mercredi 21 octobre. Cette démission intervient au terme d'une saison où, pour la première fois depuis 1979, les voitures de la Régie nationale n'ont pas remporté la moindre victoire dans le championnat du monde de formule 1, un an seulement après qu'Alain Prost eut dû laisser le titre mondial pour deux points au Brésilien Nelson Piquet.

« Je reste persuadé que Renault a le potentiel pour réaliser ses ambitions, a indiqué Gérard Larrousse. *Je ne remets pas en question les structures ni les hommes. Le moteur n'est pas mort, bien au contraire, et notre équipe châssis est loin d'avoir démérité. Je trouve qu'il n'aurait pas été honnête de rester à la tête de Renault-Sport, plus par habitude que par passion.*

PDG de Renault-Sport, Max Mangenot a de son côté affirmé qu'il *« regrettait très profondément cette démission »*. *« Renault,* a-t-il ajouté, *doit lui trouver rapidement un successeur pour qu'il soit opérationnel avant le 15 novembre. Il sera certainement Français. Renault a toujours les mêmes objectifs : remporter des courses et le titre mondial. »* Pour atteindre ces objectifs, Renault devrait bénéficier en 1985, d'un nouveau commanditaire qui pourrait être Matra.

Gérard Larrousse a, d'autre part, confirmé qu'il dirigera la saison prochaine l'écurie Guy Ligier, qui utilisait déjà cette année les moteurs Renault-turbo.

● *Yannick Noah n'ira pas en Afrique du Sud.* — Yannick Noah qui devait effectuer son retour à la compétition au tournoi de Johannesbourg (19 au 25 novembre), pour lequel il avait été désigné par le Conseil du tennis professionnel, a décidé de renoncer à ce déplacement, après de multiples pressions provenant aussi bien des milieux politiques africains et français que du Conseil national de sport africain et du propre père du tennisman.

● *Coupes d'Europe de basket-ball.* — En match aller du deuxième tour de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de Coupes, Villeurbanne s'est imposé devant l'Alvik de Stockholm, 91 à 77. En Coupe Korac, le Stade Français a battu l'équipe israélienne de Ramat Gan, 96 à 83. En revanche, Le Mans a été battu à Marienbourg (Belgique), 88 à 76, tout comme Antibes à Santa Coloma (Espagne), 88 à 72.

● *Bons débuts des Français au tournoi de tennis de Stockholm.* — Guy Forget s'est qualifié, mercredi 31 octobre, pour les quarts de finale du tournoi de Stockholm, doté de 250 000 dollars, en battant l'Espagnol Higueras, 6-2, 6-3, après avoir éliminé au premier tour le Brésilien Motta, 7-6, 6-4. Henri Leconte qui a battu au premier tour le Suédois Simonsson, 6-2, 6-3, affronte au deuxième l'Américain Connors.

AMÉRIQUES

États-Unis

Les trois leçons de l'expérience Reagan

II. — *Regarder le chômage en face*

par PAUL FABRA

Dans le précédent article (*le Monde* du 1er novembre), Paul Fabra a expliqué une des premières leçons que l'on peut tirer de l'expérience Reagan : l'inflation n'est pas une fatalité insurmontable. Voici la deuxième : il y a une façon plus réaliste d'engager la lutte contre le chômage.

D'autres pays que les Etats-Unis, à commencer par la Grande-Bretagne de Mme Thatcher, ont connu une décélération aussi spectaculaire de l'inflation que les Etats-Unis. Ce n'est pas par ce côté que l'expérience Reagan se distingue de toutes les autres, mais on ne dira jamais assez que sans ce premier résultat, si précaire et incomplet qu'il soit encore, rien de ce qui a été accompli aux Etats-Unis depuis deux ans, en matière de croissance et de résorption du chômage, n'aurait été possible.

On est encore loin, cependant, d'une véritable stabilisation. Il est dangereux de compter sur une monnaie surévaluée pour peser sur les prix intérieurs : on ampute les profits des entreprises qui ont subi au troisième trimestre une baisse plus forte que celle qui était prévue par Wall Street ; on prépare la voie, pour le jour où la conjoncture se sera retournée, à une fuite massive des capitaux (au taux actuel du change, l'achat de deutschemarks et de yens contre des dollars, ne serait-il pas un bon risque ?). En l'absence d'un dollar surévalué la hausse de l'indice des prix, estime-t-on, pourrait être supérieure de deux points environ à ce qu'elle est actuellement, c'est-à-dire qu'elle serait proche de 7%. C'est le pourcentage d'augmentation des prix des seuls services qui comptent pour la moitié environ dans la pondération de l'indice du coût de la vie. Si celui-ci se comporte avec plus de modération, cela s'explique en partie par l'incidence dépressive (déflationniste) exercée par la baisse en valeur absolue des cours du pétrole et de ses dérivés ou des produits agricoles. La quasi-totalité du coût de l'alimentation est, pour partie, un reflet du marasme, voire, dans plusieurs régions du Middle-West, de la dépression qui frappe le secteur de l'agriculture.

Ce qui marque l'originalité de la politique Reagan et constitue son plus bel argument est le renversement de la situation de l'emploi. Comme il arrive souvent dans le cas d'un événement longtemps espéré, la façon dont il survient est tellement banal qu'au lieu de s'en réjouir les observateurs extérieurs se surprennent à être déçus. De cette première expérience de recul massif du chômage depuis le déclenchement d'une crise qui n'en finit pas, on devrait plutôt, au contraire, tirer un enseignement qui n'a du reste rien à voir avec l'attirance ou la répulsion qu'inspire le « modèle américain ».

En revanche, c'est faire la part trop belle au candidat-président et à ses supporters que d'accepter sans discussion le chiffre répété à satiété pendant la campagne électorale : six millions d'emplois créés. Tel est, en effet, le décompte auquel on arrive si l'on prend pour terme de la comparaison le point le plus bas de la récession atteint en novembre 1982, alors que M. Reagan était déjà installé à la Maison Blanche depuis onze mois. Le nombre des personnes pourvues d'un emploi était, à cette époque, selon les statistiques, tombé à 88,67 millions. A la faveur de la reprise, il est monté au niveau-record de 94,5 millions (août 1984). La différence entre ces deux chiffres donne bien une augmentation proche de celle qui est citée à toute occasion par les républicains.

Cependant, l'action menée par M. Reagan forme un bloc : avant de relancer l'économie, il a commencé par encourager la poursuite et l'accentuation de la sévère politique monétaire de restriction que la FED (institut d'émission), sous la conduite de M. Paul Volcker, avait déjà mis en place au moment du départ de M. Jimmy Carter. Aussi, avant de voir se créer des emplois, on en a d'abord vu disparaître, à partir de l'été 1981. C'est en juillet de cette année-là qu'avait été enregistré le précédent record avec 91,46 millions de résidents au travail. Ce dernier chiffre, précisons-le encore, n'était pas très éloigné de celui de janvier 1981 (90,91 millions) correspondant à la situation qu'avait trouvée M. Reagan au moment où il prit les commandes. Ne serait-il pas à la fois plus logique et plus juste de calculer le nombre des nouveaux emplois créés par rapport à ces dernières statistiques ? Il en résulterait encore un gain de plus de trois millions d'emplois nouveaux. A l'échelle de la France, qui depuis l'arrivée à l'Elysée de M. François Mitterrand, élu sur un programme de lutte contre le chômage, en a perdu plus de 600 000, cela représenterait une augmentation nette de quelque 700 000 à 750 000 emplois.

Il n'empêche qu'est en train de se développer tout un courant d'opinion, s'appuyant notamment, sur un certain nombre de déclarations de syndicalistes, pour minimiser la portée des résultats obtenus aux Etats-Unis. Les emplois créés, dit-on, sont en majorité des emplois dans des activités de services, souvent mal protégés (entendez : pas syndicalisés), à rémunération peu élevée, et, argument favori, requérant peu ou pas du tout de qualification. *(Voir l'article de François Renard dans* le Monde *du 30 octobre.)*

Tout se passe en somme comme si l'on récusait par avance toute victoire contre le chômage obtenue autrement que par les moyens habituellement mis en œuvre, tels les divers stages de formation que M. Laurent Fabius promet désormais à tous les jeunes Français qui n'ont pas été embauchés. Or, les effets de tels mesures sont des plus limités, cela dans tous les pays et depuis de longues années. La vérité est que les hommes politiques et leurs conseillers sont devenus très sceptiques : « *Dans ce domaine, nous n'avons aucune certitude et nous avançons à tâtons* », nous disait l'un d'eux en juillet dernier, au moment du changement de gouvernement. Cependant, il est tentant de continuer à faire croire que là se trouve la solution, car l'épreuve du chômage, pour douloureuse qu'elle soit, peut alors apparaître comme une étape à partir de laquelle on accédera à une société de qualité supérieure, où, grâce aux avantages réels ou supposés de la technologie, chacun se verra offrir un travail correspondant à la « formation » plus ou moins hâtive qu'on se propose de lui dispenser. Comme, simultanément, on laisse espérer un allongement du temps de loisir, on fait l'impasse sur toutes les professions (décriées) susceptibles d'améliorer « la qualité de la vie » pendant les heures de liberté, services de restaurant et d'hôtellerie par exemple.

En résumé, on ne voudrait voir le chômage résorbé qu'en faisant entrer tous les candidats à un emploi « par la grande porte ». On a, bien sûr, raison d'insister sur l'importance de la formation professionnelle, mais quels que soient les efforts entrepris dans ce domaine, il restera qu'un grand nombre d'hommes et de femmes cherchant du travail auront peu ou pas de qualifications particulières (ce qui est le cas même de ceux et de celles qui ont terminé leurs études secondaires et sont allés un ou deux ans au-delà). Que les nouveaux emplois créés aux Etats-Unis le soient en bonne partie dans les services (santé, restauration, loisir y occupent une grande place) est un fait, mais c'est un fait auquel on devait s'attendre. Ne pas l'accepter, c'est implicitement condamner des dizaines de milliers de personnes de tout âge au chômage. Sur ce terrain au moins, M. Reagan n'aura pas été un illusionniste ; il aura contribué à poser l'angoissant problème du chômage dans des termes plus réalistes et à commencer à le résoudre. C'est la deuxième leçon que l'on peut tirer de son expérience.

Il ya quelques années, les Américains nourrissaient encore sur la « haute technologie », qu'il convient évidemment, faut-il le dire, de développer au maximum, certaines des illusions qui ont encore cours en Europe. Le gouverneur de l'État agricole du Iowa avait alors fait imprimer des affiches et des placards publicitaires dont le souvenir fait encore rire aujourd'hui aux États-Unis : « *Installez-vous dans l'Iowa, un pays de cerveaux* » (a *State of minds*). Il voulait, pour attirer de nouvelles industries, suivre le brillant exemple du Massachusetts qui, au cours des quinze dernières années, a surmonté la crise de désindustrialisation (les industries traditionnelles allaient s'installer dans le Sud) en devenant un des hauts lieux de la technologie. Il n'y a pas si longtemps ce petit État, avec 2,5 % seulement de la population totale des Éats-Unis, représentait à lui seul 25 % de tous les investissements de *venture capital*...

Cependant, comme nous l'explique l'économiste de la Banque de Boston, M. Wayne Ayers (lui-même originaire du Michigan), l'expérience n'est guère transposable. La fameuse route 128 est raccordée à la longue tradition industrielle de la Nouvelle-Angleterre. Cela n'est pas suffisant : « *Indispensable*, ajoute M. Wayne Ayers, *est la présence d'un réseau dense d'universités, d'instituts de recherches, de laboratoires.* » En résumé, la haute technologie a les plus grandes chances de s'épanouir dans les milieux historiquement préparés pour en devenir le creuset. Le Massachusetts n'échappe pas pour autant aux lois économiques : le chômage y est très bas (inférieur à 4 % de la population active), mais les salaires y sont inférieurs à la moyenne des États-Unis.

Autre considération aussi importante : la haute technologie ne se substitue pas aux industries traditionnelles. A quoi serviraient les robots s'il n'y a plus d'industrie automobile, et les ordinateurs, s'il n'y a plus, par exemple, d'usines de chaussures pour les utiliser ? Il est vrai que les commandes militaires peuvent constituer un volant de sécurité (dont les Etats-Unis de M. Regan usent et abusent).

Donner toute la place nécessaire aux techniques les plus avancées, tout en remettant ces dernières à leur place, c'est un peu ce que font les Américains aujourd'hui, alors que la « politique industrielle » prônée par les supporters de M. Mondale rappelle par certains côtés l'hymne à « *la technologie, la croissance et l'emploi* » qui constituait, on s'en souvient, l'essentiel du message ronflant que le président Mitterrand voulait faire passer au sommet de Versailles.

En prenant de la distance vis-à-vis des activités de pointe dans lesquelles ils excellent, les Américains donnent encore une utile leçon de réalisme. Celle-ci pourrait bien ne pas servir longtemps si les actuelles illusions de M. Reagan sur l'innouitédes déficits devaient se perpétuer...

Prochain article :

LE TEST

Nicaragua

L'important pour nous est que les élections aient lieu

nous déclare M. Ramirez, candidat des sandinistes à la vice-présidence

De notre envoyé spécial

Managua. — Membre de la junte de gouvernement du Nicaragua, M. Sergio Ramirez est le candidat du Front sandiniste à la vice-présidence de la République aux élections du 4 novembre. Exilé au Costa-Rica pendant les dernières années du régime de Somoza, il a appartenu, à San-José, à ce qu'on a appelé le « groupe des douze », chargé de soutenir et d'expliquer la politique du Front.

M. Sergio Ramirez a, en particulier, mené des négociations difficiles avec les représentants des Etats-Unis, résignés en 1979 à la chute de Somoza, mais soucieux de favoriser la formation d'un gouvernement aussi pluraliste et équilibré que possible. Il n'appartient pas à la direction collégiale du Front (les neuf « commandants » qui prennent effectivement toutes les décisions importantes) ; mais il est un peu, depuis cinq ans, l'homme des relations publiques de la junte de Managua.

Il termine, épuisé, une campagne électorale consciencieuse aux côtés de M. Daniel Ortega, candidat à la présidence, déjà numéro un virtuel, puisqu'il est, à la fois, à la junte et à la direction collégiale du Front. M. Sergio Ramirez nous reçoit au quartier général de campagne du Front, hérissé de drapeaux rouge et noir.

« La Coordination démocratique a renoncé à participer aux élections en raison du « manque de garanties ». Comment expliquez-vous cet échec ?

— Nous étions effectivement intéressés à la participation d'Arturó Cruz, le leader de la Coordinadora — ne serait-ce que parce que l'administration Reagan était contre. Nous avons fait des concessions. Il y a eu une longue négociation. Puis une dernière tentative a eu lieu à Rio-de-Janeiro, à la fin septembre, à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste : car, c'est vrai, nous avons été, pendant toute cette période, très attentifs aux réactions internationales. Le rendez-vous de Rio, entre Cruz et le commandant Bayardo Arce, était celui de la dernière chance. Les partis devaient s'inscrire le 1er octobre au plus tard. Arturo Cruz était rentré à Managua en disant qu'il était aussi mandaté par la Force démocratique nicaraguayenne, l'organisation armée antisandiniste du Nord. Nous lui avons donc proposé un accord sur la base suivante : nous repoussions les élections au 25 janvier 1985 ; en échange, la Contra s'engageait à un cessez-le-feu et à une évacuation du territoire nicaraguayen. Ce repli de la Contra aurait eu lieu du 7 au 25 octobre, sous la supervision des pays du groupe de Contadora. Arturo Cruz était d'accord. Mais il n'a pu convaincre ni ses amis de la Coordinadora ni la Contra. Nous avons donc maintenu la date du 4 novembre.

— Le Parti libéral indépendant de Virgilio Godoy a lui aussi renoncé, alléguant le manque de garanties. Le Parti conservateur démocrate menace d'en faire autant. Vous risquez d'être un peu seuls le 4 novembre.

— J'ai l'impression que le renoncement du PLI de Virgilio Godoy est passé presque inaperçu aux Etats-Unis : on s'y était braqué sur la candidature de Cruz. Pour eux, Godoy était un « *fantoche sandiniste* ». En fait nous avons commis des erreurs avec les amis de Godoy, qui a été un très bon ministre du travail. Nous ne les avons pas informés de nos pourparlers avec Cruz. Ils n'ont rien su de la rencontre de Rio. En outre, libéraux du PLI et conservateurs du PCD sont soumis à de vives pressions des Etats-Unis pour se retirer. Tout cela n'est pas important. Les partis membres de la Coordinadora n'ont pas beaucoup de force, à l'exception peut-être du Parti social chrétien, qui dispose d'une certaine base. L'important, c'est que les élections aient lieu, que le peuple vote massivement et que le Front l'emporte. Selon nos sondages, il y aura un taux de participation de l'ordre de 85 % des inscrits et le Front devrait recueillir environ 65 % des suffrages.

— Tout est donc déjà réglé ?

— Ce n'est pas si simple. Ce ne sont pas des élections à la française. Ce sont les premières vraies élections dans ce pays sous-développé, pauvre et agressé par une grande puissance. Le facteur capital, c'est que nous sommes en guerre. Les petits partis font campagne comme si nous étions dans les années 50, comme s'il n'y avait pas une agression. Ils promettent la paix, mais ils ne disent pas comment ils vont l'obtenir. En remettant le pays aux Yankees ? Quoi que nous fassions, nous sandinistes, nous ne parviendrons jamais à faire des élections qui plaisent aux Américains... sauf si nous les perdions.

— Le 4 novembre, il y aura peut-être beaucoup d'électeurs, mais sûrement peu de partis. Ça ne vous gêne pas ?

— Ça ne nous effraie pas. Encore une fois, l'important pour nous est que les élections aient lieu. Ne pas les faire aurait fait le jeu de Reagan. Nous serions tombés dans le piège. Le 5 novembre, il y aura un nouveau cadre : un Parlement élu qui s'installera en janvier ; un président et un vice-président élus par le peuple. L'impact sera certain en Amérique latine, où notre légitimité ne sera pas discutée. C'est ça qui nous intéresse. Et c'est déjà pour nous un triomphe de ne pas encore avoir été détruits par l'impérialisme. Chaque aube qui se lève au Nicaragua, c'est une nouvelle journée de victoire qui commence. Le Front sandiniste est hégémonique, c'est vrai ; il n'est pas totalitaire...

— Felipe Gonzalez, le premier ministre espagnol, a dit qu'il était déçu par le sandinisme.

— Il n'a pas dit cela ! C'est la presse qui le lui a fait dire. Nous, nous ne somme pas déçus par Felipe, ni par Mitterrand. Nous ne croyons pas que l'un ou l'autre puissent faire ce type de déclaration.

— Qu'est-ce qui va se passer après votre victoire annoncée ?

— La relance du dialogue avec l'opposition et avec tous les secteurs représentatifs du Nicaragua. Les partis conserveront l'espace politique qu'ils ont obtenu. La liberté de la presse sera maintenue, avec les restrictions de la situation de guerre. Nous n'allons sûrement pas fermer la porte. Simplement il y aura de nouvelles règles du jeu.

— Vous pouvez aussi bien être entraînés par la tentation totalitaire ?

— Nous avons le peuple avec nous, pour nous, nous le savons. Le 4 novembre ne changera rien à cette certitude. Le peuple va ratifier la révolution, et le 4 novembre ne changera rien à la guerre. C'est une longue épreuve, complexe, qui est loin d'être réglée. Ce qui va changer, c'est le cadre politique. D'abord en raison des élections. Mais aussi parce que nous avons accepté le plan de Contadora pour la paix en Amérique centrale. Les Américains s'efforcent de le modifier en faisant pression sur leurs alliés. Mais nous, nous avons dit oui. Ensuite, il y a le débat interne aux Etats-Unis sur le rôle de la CIA, et, enfin, il y a la défaite de la Contra.

— Mais le gouvernement annonce régulièrement que l'offensive de la Contra se développe ?

— Il y a des milliers de *contra* dans le pays, c'est vrai. Ils tuent chaque jour des militaires et des civils. Ils mettent le feu aux silos à grains, enlèvent et tuent les paysans. Mais ils ont échoué, car leur but n'est pas de saboter l'économie du Nicaragua : il est de prendre le pouvoir. Ils ne font pas la guerre pour empêcher la prochaine récolte de café, mais pour nous chasser. C'est leur stratégie, et elle est en échec. »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

EUROPE

Espagne

Limogeage d'un militaire de haut rang hostile à la politique marocaine de M. Gonzalez

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement espagnol a destitué de ses fonctions, le mercredi 31 octobre, le capitaine-général de la région militaire de Saragosse, le lieutenant-général Manuel Alvarez Zalba, vingt-quatre heures à peine après des déclarations explosives de ce dernier.

Le lieutenant-général Alvarez, qui devait en tout état de cause prendre sa retraite le 4 novembre, avait exprimé sans détour, mardi, son opinion sur un thème virtuellement tabou à Madrid : les conséquences pour l'Espagne du traité d'union conclu en août dernier entre le Maroc et la Libye. Contredisant ouvertement les déclarations du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, il avait affirmé que « *ce traité affecte beaucoup notre pays et est sans doute à l'origine de la décision* (du gouvernement) *d'élaborer un nouveau plan stratégique national* ». Analysant les conséquences du traité en fonction du problème de Ceuta et de Melilla, les deux enclaves espagnoles sur la côte nord-africaine revendiquées par le Maros, il ajoutait : « *Nous n'avons pas de forces suffisantes pour défendre ces deux villes de l'intérieur face à une occupation marocaine. Nous ne pourrions le faire qu'en attaquant nous-mêmes.* »

Le lieutenant-général Alvarez n'allait pas s'en tenir là. Les Etats-Unis, poursuivait-il, « *n'appuieraient certainement pas* » l'Espagne en cas de conflit avec le Maroc, avec lequel ils ont un traité. « *D'ailleurs*, précisait-il, *ils ne nous ont pas permis d'utiliser nos chars M-48 durant la Marche verte* (au Sahara occidental en 1975), *ce qui nous a obligés à acheter ces foutus* (sic) *AMX-30* (français). »

En livrant ainsi le fond de sa pensée, le capitaine-général de Saragosse (qui avait déjà eu maille à partir avec le pouvoir civil en 1977 pour s'être opposé publiquement à la légalisation du Parti communiste) connaissait certainement le sort qui l'attendait. Tout porte donc à croire que, à quatre jours de la retraite, il a choisi consciemment de quitter la scène avec fracas en portant sur la place publique les préoccupations de nombre de ses pairs.

Le moment choisi ne pouvait être plus mauvais pour le gouvernement, qui multiplie ces derniers temps les gestes de bonne volonté à l'égard du Maroc. Le ministre de la défense, M. Narcis Serra, a entamé le mercredi 31 octobre une visite officielle à Rabat, où se trouve déjà le chef d'état-major de l'armée de l'air, le lieutenant-général José Santos Peralba. M. Serra n'a pas exclu que l'Espagne et le Maroc puissent mettre au point un accord militaire bilatéral « *dans le futur* ». Les deux pays effectuent par ailleurs, pour la première fois, des exercices aériens conjoints dans la zone du détroit de Gibraltar.

Cette « offensive de charme » de Madrid auprès du roi Hassan II semble avoir pour objectif de contrecarrer les effets de l'accord entre le Maroc et la Libye. Malgré les déclarations officielles rassurantes, le gouvernement espagnol craint en effet que le colonel Kadhafi ne persuade son nouvel allié de revendiquer avec plus de vigueur Ceuta et Melilla, considérées comme un « *vestige du colonialisme européen* ». Le gouvernement socialiste sait qu'il ne peut se permettre d'être accusé de faiblesse par les forces armées sur cette question. Les propos du lieutenant-général Alvarez, si besoin en était, sont venus le lui rappeler.

THIERRY MALINIAK.

Pologne

Les obsèques du Père Popieluszko auront lieu samedi à Varsovie

L'opposition va créer des commissions de défense des droits de l'homme

Varsovie (*AFP, Reuter*). — Les Polonais ont entendu l'appel à « *ne pas manifester* » lancé le mardi 30 octobre par M. Walesa après l'annonce de la découverte du corps du Père Popieluszko, l'« *aumônier de Solidarité* », assassiné par des membres de la police politique. Ils ont vécu dans le calme leur première journée de deuil, mercredi, et aucun rassemblement n'a eu lieu en dehors des messes célébrées dans de nombreuses églises. La présence policière a cependant été considérablement renforcée dans deux bastions du syndicat dissous, Gdansk et Wroclaw. Les ouvriers des aciéries de Varsovie, dont le Père Popieluszko était l'aumônier, avaient, dans la nuit de mardi à mercredi, débranché symboliquement les machines dix minutes toutes les heures, mais ils ont quitté l'usine sans manifester. La douleur et la colère contenue étaient également sensibles dans la paroisse du Père Popieluszko, Saint-Stanislas, au nord de Varsovie, où les fidèles sont venus déposer autour de l'église des milliers de petites bougies à la mémoire du mort et un amoncellement de fleurs et de banderoles.

Les funérailles, qui auront lieu samedi à Varsovie, devraient rassembler plusieurs centaines de milliers de Polonais et se dérouler, comme l'a souhaité M. Lech Walesa, dans « *un silence de deuil et d'espérance* ». Un différend oppose le cardinal primat de Pologne, Mgr Glemp, au curé et aux fidèles de la paroisse Saint-Stanislas, à propos de l'endroit où doit être enterré le défunt. Cinq mille fidèles de la paroisse ont signé, mercredi, une pétition demandant que le corps du prêtre puisse reposer en l'église où il exerçait son sacerdoce. Le cardinal Glemp au contraire souhaite que l'enterrement ait lieu au cimetière de Powaski, le plus grand de la capitale, où reposent toutes les grandes personnalités polonaises.

Rien n'a filtré jusqu'à présent des résultats de l'enquête et on ignore toujours si les recherches pour trouver les « *complices ou commanditaires éventuels* » des policiers ravisseurs ont donné des résultats. Deux anciens dirigeants de Solidarité clandestine, MM. Vladyslaw Frasyniuk et Josef Pinior, qui sont sortis de prison mercredi, après deux mois de détention pour « *tentative de troubler l'ordre public* », ont dénoncé, dans un communiqué commun, « *le sentiment d'impunité* » dans la police qui a rendu possible l'assassinat du Père Popieluszko. Cet « *assassinat barbare n'est pas le premier de ce genre* », ont affirmé les deux hommes, qui ont rappelé le cas de Grzegorz Przemyk, le lycéen battu à mort dans un commissariat de Varsovie, en mai 1983, et celui de Piotr Bartoszcze, un militant de Solidarité rurale, trouvé mort en rase campagne en février dernier. Ces morts, estiment les deux anciens militants, « *prouvent la nécessité d'un contrôle social sur ceux qui sont chargés de faire appliquer la loi et qui la violent systématiquement* ». L'ancien porte-parole de Solidarité, M. Janusz Onyszkiewicz, a déclaré pour sa part, mercredi, que des commissions de défense des droits de l'homme, actuellement à l'étude, contrôleront les activités des autorités communistes et de la police. Vingt-quatre intellectuels et ouvriers de Wroclaw ont déjà annoncé leur intention de constituer une telle commission dans la semaine qui vient. C'est la première initiative ouverte de l'opposition en vue de créer des groupes organisés depuis l'interdiction de Solidarité en décembre 1981.

● *Le PCF et la Turquie.* — M. Georges Marchais a adressé au premier ministre, le mercredi 31 octobre, une lettre dans laquelle il lui demande d'« *exiger l'expulsion de la Turquie du Conseil de l'Europe* », après la récente exécution du militant extrémiste de gauche Hidir Aslan. Le secréatire général du PCF souligne que « *vingt-huit condamnés à mort peuvent être pendus dans les jours qui viennent, leur dossier étant en instance de ratification* » par l'Assemblée nationale turque.

ASIE

Japon

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT SE PRÉSENTE SOUS LE SIGNE DE LA CONTINUITÉ POLITIQUE

Le troisième cabinet Nakasone, formé mercredi 31 octobre, à la suite de la réélection du premier ministre au poste de président du Parti Libéral Démocrate (PLD) pour une durée de deux ans, se présente sous le signe de la continuité politique et d'un dosage de portefeuilles correspondant au rapport de forces entre les diverses factions du mouvement conservateur. Le clan de l'ancien premier ministre Kakuei Tanaka, éminence grise de la politique japonaise et principal allié de M. Nakasone conserve une influence prépondérante avec six postes ministériels sur vingt et un, indique notre correspondant à Tokyo, R.-P. Parringaux.

Premier ministre, Yasuhiro Nakasone ; *Justice*, Hitoshi Shimazaki ; *Affaires étrangères*, Shintaro Abe (*) ; *Finances*, Noboru Takeshita (*) ; *Education*, Hikaru Matsunaga ; *Santé et bien-être*, Hiroyuki Masuoka ; *Agriculture, forêts et pêche*, Moriyoshi Sato ; *Commerce extérieur et industrie*, Keijiro Murata ; *Transports*, Tokuo Yamashita ; *Postes et télécommunications*, Megumu Sato ; *Travail*, Toshio Yamaguchi ; *Construction*, Yoshiaki Kibe ; *Affaires intérieures*, Toru Furuya ; *Secrétaire du cabinet*, Takao Fujinami (*).

Ministres d'Etat

Agence de gestion et de coordination, Masaharu Gotoda ; *Agence de défense*, Koichi Kati (*) ; *Agence de planification économique*, Ippei Kaneko ; *Agence de l'environnement*, Mme Shigeru Ishimoto ; *Agence de la science et de la technologie*, Reiichi Takeuchi ; *Agence nationale de la terre*, Kakuzo Kawamoto ; *Agence de développement d'Okinawa*, Toshio Komoto (**) et chargé de l'intérim du premier ministre.

(*) Conserve ses fonctions.
(**) Occupait d'autres fonctions dans le précédent cabinet.

AFRIQUE

Algérie

DANS SON DISCOURS A LA NATION

Le président Chadli a rendu hommage au FLN « l'un des mouvements les plus importants de l'histoire de la décolonisation »

De notre correspondant

Alger. – Le représentant de l'Inde, parmi les quelque cent cinquante délégations officielles arrivées à Alger pour les cérémonies du 1er novembre, a regagné New-Delhi mercredi après l'annonce de l'assassinat d'Indira Gandhi, présidente du mouvement des non-alignés, qui a jeté une ombre sur un anniversaire que les autorités entendaient célébrer dans la liesse générale.

Le président Bourguiba et un grand nombre de ministres étrangers assistent néanmoins ce jeudi à un important défilé militaire sur l'ancienne « route moutonnière », au bord de la mer, qui devrait être suivi de réjouissances populaires et d'une réception officielle de tous les invités.

M. Claude Cheysson a été un des derniers à arriver à Alger mercredi soir en compagnie de M. Claude Estier. Il avait été précédé par M. Lionel Jospin, représentant le Parti socialiste, et par M. Gaston Plissonnier, délégué par le Parti communiste. Le ministre des relations extérieures devrait regagner Paris vendredi, après avoir déposé une gerbe à l'ancien cimetière européen de Saint-Eugène, imitant en cela le geste de M. Barre, invité à Alger quelques jours plus tôt.

Parmi les nombreux Français invités personnels de l'Algérie, il y a M. Henri Alleg, la veuve de Maurice Audin (1) et plusieurs avocats du FLN.

L'Afrique et les pays arabes sont venus en force. M. Yasser Arafat est là. La Libye, avec laquelle Alger est pourtant en froid, a dépêché le commandant Jalloud, numéro deux libyen. Le Maroc, en raison de son aide passée aux nationalistes algériens, pouvait difficilement bouder l'événement. Il a envoyé son ministre des affaires étrangères, M. Belakziz, sans qu'on sache mercredi si celui-ci accepterait de côtoyer le numéro un du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, accompagné d'une délégation militaire.

L'URSS est représentée par M. Guilacheveli, vice-président du Soviet suprême. Les États-Unis par M. Hodel, secrétaire à l'énergie.

Ces délégations ont pu trouver à leur arrivée dans le quotidien *El Moudjahid* un discours à la nation prononcé, ce n'était pas un hasard, mardi par le président Chadli, devant l'Assemblée nationale populaire. Le chef de l'Etat a exalté la mission du FLN.

« *Parce que celui-ci était l'incarnation du peuple*, a dit M. Chadli, *il a pu détruire à la base la présence française en Algérie, formant ainsi une véritable marée montante représentant l'un des mouvements les plus importants de l'histoire de la décolonisation, qui a ébranlé l'ensemble des assises sur lesquelles s'appuyaient les instruments de la colonisation en Afrique.*

» *L'indépendance de l'Algérie, avec ses frontières héritées de l'ère coloniale, n'est due ni à la générosité de quiconque ni à l'abandon par un quelconque pays. La victoire a a été acquise grâce à l'unité de direction politique, à l'unité des ses rangs et aux sacrifices consentis par le peuple, au point qu'il n'existe pas un pouce de la terre algérienne qui n'ait été abreuvé du sang des martyrs, ou qui n'ait été le théâtre d'une scène de torture ou de combat.* »

Le président Chadli a rendu hommage à la Tunisie et au Maroc, « *qui ont manifesté à notre égard une solidarité dont nous gardons à jamais le souvenir* ». Mais il a ajouté que « *la position de l'Algérie sur le problème du Sahara occidental ne varie pas* ».

La question que se posaient ces jours-ci les petits cercles algérois s'intéressant de près à la politique nationale avait trait au retour éventuel, pour le 1er novembre, de certains exilés politiques, affaire relancée au début de la semaine par l'attribution de décorations à quelques absents.

Bien que les autorités algériennes disent que M. Ben Bella, jamais condamné par les tribunaux, est libre de revenir au pays s'il le désire, il est exclu que celui-ci se rallie au régime. Il en va de même pour M. Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères. Bien qu'il ait été contacté par des émissaires, M. Mohamed Harbi restera en Europe. M. Hocine Haït Ahmed, un des chefs historiques du FLN, n'est pas attendu non plus par ses amis dans les jours qui viennent.

Aucun de ces hommes ne figure parmi ceux auxquels ont été décernées les nouvelles décorations pour leur participation au combat nationaliste. En revanche, une autre personnalité vivant à l'étranger, M. Bachir Boumaza, membre du premier gouvernement de l'Algérie indépendante, puis plus tard membre du conseil de la révolution formé par Boumediène, s'est vu attribuer la médaille de résistant. M. Boumaza nous a indiqué par téléphone depuis Lausanne qu'il avait appris cette distinction, dont il est heureux, en sortant d'un studio de la télévision française à Paris sans en avoir été informé au préalable par les autorités algériennes. Sans préjuger l'avenir, M. Boumaza, qui est « *souvent en voyage* », nous a dit qu'il n'avait pas été invité aux cérémonies du 1er novembre au moment où il nous parlait.

Parmi les contestataires vivant en Algérie, Me Ali Yahia, avocat ayant défendu de nombreux accusés, arrêté lui-même en novembre 1983 et libéré en mai 1984 n'est pas décoré avec ses compagnons de combat, bien que membre fondateur de la centrale syndicale UGTA et détenu dans les prisons françaises de 1957 à 1962. L'avocat devait faire, dans la soirée de mercredi, une conférence sur les droits de l'homme à l'université de Tizi-Ouzou. Des orphelins de guerre vivant en Kabylie viennent d'écrire au président Chadli pour lui exprimer leur « *grande satisfaction* » devant ses initiatives récentes, mais aussi pour lui demander « *d'étendre les mesures de grâce amnistiante à tous les exilés et détenus politiques algériens* ».

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(1) Arrêté en juin 1957 au domicile de Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger, Henri Alleg raconte son arrestation et son internement au camp d'El Biar dans un livre intitulé *la Question*, qui révéla l'usage de la torture en Algérie. Condamné à dix ans de travaux forcés en juin 1960, Henri Alleg s'évada de la maison d'arrêt de Rennes en octobre 1961 et réussit à regagner Alger en avril 1962. En février 1973, il est devenu membre de la rédaction du journal *l'Humanité*.

Arrêté à Alger lors d'opérations de maintien de l'ordre, Maurice Audin est mort le 21 juin 1957, après plusieurs interrogatoires accompagnés de tortures. Evadé et disparu selon les autorités militaires de l'époque, Maurice Audin aurait été, selon divers témoignages, étranglé par un officier. Aucun tribunal n'a jamais eu à connaître le fond de l'affaire en raison de diverses péripéties et de l'amnistie.

République sud-africaine

TROIS ADOLESCENTS NOIRS ONT ÉTÉ TUÉS DANS LA RÉGION DE PORT-ELIZABETH

La nouvelle flambée de violence qui a éclaté mardi 30 octobre dans la région de Port-Elizabeth a fait au total trois morts parmi les manifestants noirs.

Un adolescent de seize ans a été tué à New-Brighton, un autre, âgé de quatorze ans, a été retrouvé mort dans une ruelle de Grahamstown : le troisième, âgé également de quatorze ans, avait été mortellement blessé à Kwazakele. Dans ces trois localités, les forces de l'ordre sud-africaines sont intervenues pour disperser des manifestants, tirant des balles de caoutchouc.

Dans la seule matinée de mercredi, la police a déclaré être intervenue à six reprises dans les cités-dortoirs implantées autour de la ville portuaire de Port-Elizabeth.

D'autre part, le ministère français des relations extérieures a fait savoir mercredi que la France ne peut étudier les demandes d'asile et d'assistance des six dirigeants anti-apartheid – dont trois sont encore réfugiés au consulat de Grande-Bretagne à Durban – tant que les recours judiciaires n'ont pas été épuisés.

Cette précision du Quai d'Orsay fait suite à une annonce par les avocats de six dirigeants du Front démocratique uni selon laquelle la France a rejeté les demandes d'asile qui lui ont été présentées fin septembre (*le Monde* daté 28-29 octobre). – *(AFP, Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Hernu maintient la thèse officielle sur l'attentat contre le poste français du Drakkar à Beyrouth

A l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, s'en est tenu, mercredi 31 octobre, en réponse à la question d'un député socialiste, à la version officielle sur les circonstances de l'attentat du Drakkar, cet immeuble de Beyrouth dans lequel cinquante-huit soldats français ont trouvé la mort, il y a un an, à la suite d'une explosion.

Sans le citer nommément, le ministre s'en est pris au témoignage, paru dans *le Figaro-Magazine*, du père de l'une des victimes, selon lequel le gouvernement français, à l'époque, a menti en affirmant que l'attentat avait été causé par un terroriste conduisant un camion piégé. Selon ce témoignage (*le Monde* des 27, 28-29 octobre), il se pourrait que le Drakkar ait été au préalable miné par les services secrets syriens et que l'explosion ait été commandée à distance.

« *J'ai eu à connaître de trois enquêtes* », a précisé M. Hernu, deux diligentées par les autorités judiciaires libanaises et françaises, la troisième par le commandement français. « *Ces trois enquêtes aboutissent à la même conclusion. Nos soldats ont été lâchement assassinés le dimanche 23 octobre 1983, quelques instants après des soldats américains. Les mêmes agresseurs ont employé les mêmes moyens au même moment. Une camionnette chargée de 250 à 300 kilos d'explosifs est venue exploser au bas de l'immeuble du Drakkar, qui s'est effondré. Il y a eu des témoins oculaires qui ont déposé sous serment, et des coups de feu ont été entendus. J'ajoute que les attentats ont été revendiqués et que les noms des auteurs présumés ont été publiés dans la presse de l'époque* », a conclu le ministre de la défense, après avoir indiqué qu'il se refusait à se prêter « *à l'exploitation indigne à laquelle certains se livrent et qui les déconsidère* ».

Au Palais-Bourbon, le RPR avait annoncé la veille son intention de demander, si possible en accord avec l'UDF, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour que soit recherchée la vérité. Le porte-parole du gouvernement, M. Roland Dumas, avait alors fustigé « *ce comportement, qui est d'autant plus déplorable que la haine politique peut être aveugle au point de sembler ignorer l'événement lui-même pour en poursuivre l'exploitation* ».

POUR L'ÉVACUATION DES TROUPES ISRAÉLIENNES

Des négociations s'ouvriront le 5 novembre entre Jérusalem et Beyrouth

Nations Unies (New-York) *(AFP)*. – Militaires libanais et israéliens entameront lundi prochain, 5 novembre, en terrain neutre, et sous l'égide de l'ONU, des négociations sur le retrait des forces israéliennes du Liban du Sud et sur des accords de sécurité entre les deux pays, a annoncé mercredi soir, 31 octobre, un porte-parole de l'ONU.

Ces pourparlers, dont le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a pris l'initiative, se dérouleront au quartier général de la force intérimaire des Nations unies au Liban du Sud (FINUL) à Nakhoura, près de la frontière libano-israélienne.

Le communiqué annonçant l'initiative de M. Perez de Cuellar, qui a été approuvée par les gouvernements libanais et israélien, est resté volontairement vague dans sa formulation. Les deux parties n'ont en effet pas le même point de vue sur les modalités des pourparlers, dont on ignore encore à quel niveau exact ils se dérouleront. De source informée à l'ONU, on s'attend qu'Israël et le Liban envoient des officiers supérieurs à Nakhoura.

Le Liban souhaitait que les négociations aient lieu dans le cadre de la commission militaire d'armistice libano-israélienne de 1948, sous les auspices de l'ONU. Israël y était opposé, considérant que cette commission est définitivement morte depuis 1978. Les Israéliens étaient également contre une médiation de l'ONU, tout en étant prêts à accepter la présence d'un représentant des Nations unies à ces pourparlers.

Le gouvernement israélien avait fait savoir qu'il souhaitait procéder à un retrait de ses forces du Liban. Mais il reste opposé à leur évacuation totale sans des garanties sérieuses de sécurité de la part de la Syrie, et sans le maintien de la présence au sud du fleuve Litani des milices chrétiennes pro-israéliennes du général Antoine Lahad. Ces conditions semblant pour l'instant impossibles à remplir, le retrait israélien ne sera que partiel.

En effet, Israël aurait clairement laissé entendre que, si le Liban continuait à refuser toutes négociations directes, sauf dans le cadre de la commission d'armistice, l'Etat hébreu procéderait à une évacuation partielle de ses troupes, sans en discuter avec quiconque.

Une telle éventualité aurait pu entraîner un vide dangereux au Liban du Sud. Selon les même sources, cette menace voilée aurait pesé lourd dans la décision libanaise – qui a reçu l'accord implicite de Damas, croit-on savoir – d'accepter les négociations dans le cadre proposé par l'ONU.

LES RÉACTIONS

● *L'Association des combattants de l'Union française* (anciens d'Indochine et d'Afrique du Nord), que préside le colonel Jean Gardes, a adopté le 28 octobre, une motion déclarant : « *Comme elle l'avait manifesté en 1979, lors du vingt-cinquième anniversaire de « la Toussaint sanglante » en Algérie, l'Association des combattants de l'Union française exprime sa plus vive indignation devant la décision du gouvernement de s'associer, par la présence d'un de ses membres, aux festivités nationales du 1er novembre 1984 à Alger.*

● *Désaccord chez les socialistes néo-rocardiens sur le voyage de M. Cheysson.* – La prise de position de M. Alain Richard, membre du comité directeur du PS, député du Val-d'Oise, membre du courant AGIRS (néo-rocardiens) selon lequel le voyage de M. Cheysson « *n'était pas nécessaire* » et constitue « *une indélicatesse* ». (*le Monde* du 30 octobre), suscite des remous au sein de ce courant du PS. M. Marc Chesnot, membre du comité directeur, estime que cette déclaration « *va à l'encontre du sentiment de la grande majorité des militants d'AGIRS* ». M. Joseph Menga, député néo-rocardien de Seine-Maritime, est lui aussi en désaccord avec M. Richard.

● *M. Joseph Ortiz*, président de la Fédération pour l'unité des réfugiés et des rapatriés (FURR) estime que la participation de M. Cheysson aux cérémonies d'Alger « *est non seulement une provocation et une grave injure à l'égard des Français d'Algérie de toutes confessions mais encore une atteinte à la dignité de la France* ».

Tchad

TRIPOLI AFFIRME QUE SES TROUPES ONT ÉVACUÉ FAYA-LARGEAU ET FADA

L'agence de presse libyenne Jana a annoncé, mercredi 31 octobre, que « *les éléments de soutien libyens au GUNT* » qui étaient demeurés à Faya-Largeau et Fada ont maintenant quitté les deux grandes palmeraies du nord du Tchad. Jana ne précise pas si les unités de Tripoli ont simplement évacué ces deux localités ou si ce retrait concerne aussi les autres bases situées au nord du seizième parallèle (une douzaine en tout). L'agence officielle n'indique pas non plus si cette évacuation concerne à la fois les troupes de l'armée régulière libyenne et celles de la légion islamique, qui était présentes dans la région.

Tripoli a, d'autre part, accusé le président tchadien, M. Hissène Habré, d'être responsable de l'échec de la conférence de Brazzaville. L'agence Jana a rendu public un communiqué du bureau populaire libyen pour les liaisons extérieures, indiquant notamment : « *Toutes les tentatives qui sont faites en faveur de la réconciliation nationale au Tchad se heurtent au refus et à l'obstination du rebelle Habré et de sa clique.* » Enfin, à Paris, M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a déclaré mercredi, à l'issue du conseil des ministres, que la France « *n'a pas à se mêler* » de la situation intérieure au Tchad, où le désengagement des forces en présence se poursuit « *de façon à peu près normale* ».

Soudan

Les tractations pour la libération de deux otages français continuent

La France déploie tous ses efforts pour amener la libération de deux Français enlevés au Soudan du Sud, a indiqué, le mercredi 31 octobre, le porte-parole du ministère des relations extérieures. Il a précisé que le Quai d'Orsay « *n'a pas cessé d'être en contact avec les épouses des deux Français, qui travaillaient pour les Grands Travaux de Marseille quand ils ont été enlevés par des opposants armés au régime du président soudanais Gaafar Nemeiry* ». « *La situation est extrêmement difficile et délicate (...) et nous n'avons cessé de prendre les contacts les plus divers et d'explorer toutes les voies appropriées dans les domaines diplomatique, politique, humanitaire et personnel* », a souligné le porte-parole, sans toutefois donner d'autres détails sur ces contacts. Il a aussi insisté sur la « discrétion » qui doit être observée pour mener à bien cette affaire « *douloureuse et difficile* ».

M. Jean-Michel Baylet a, lui aussi, insisté sur la nécessité d'observer dans cette affaire la « *discrétion, condition même de l'efficacité* ». Répondant, à l'Assemblée nationale, à une question posée par M. Charles Miossec (RPR-Finistère), le secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures a déclaré que Paris, en compagnie « *d'autres gouvernements concernés* », avait déployé « *depuis de longs mois, avec opiniâtreté* », des efforts pour trouver une solution au problème, ajoutant que « *toutes les voies ont été et seront systématiquement explorées* ».

Davantage que la discrétion, la société des Grands Travaux de Marseille (GTM) préfère observer une certaine forme de mutisme. « *Dans l'intérêt même des otages* (qui étaient employés par GTM), affirme un communiqué diffusé le 31 octobre, *il est préférable de ne faire aucun commentaire dans les circonstances actuelles.* »

[Me Jacques Miquel, l'avocat des deux otages français – MM. Michel Dupire et Yves Parisse, – qui déplore « *le mur du silence* » qu'a élevé la GTM, se félicite de la loquacité de M. Steven Bank, porte-parole des ravisseurs, les guérilleros de l'Armée populaire de libération du Soudan. Ce dernier a révélé, à Londres, le mercredi 31 octobre, qu'une réunion aura lieu à la mi-novembre à Addis-Abeba entre les représentants de son mouvement et ceux de la GTM. La société française refuse de confirmer ou d'infirmer cette nouvelle, somme toute encourageante dans la mesure où elle indique que les tractations ne sont pas dans l'impasse. – E. R.]

Israël

M. UZI BARAM A ÉTÉ ÉLU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI TRAVAILLISTE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. – Le Parti travailliste israélien s'est choisi un nouveau secrétaire général. M. Uzi Baram, quarante-sept ans, l'a emporté de justesse, mercredi 31 octobre, par 358 voix contre 352, sur son principal concurrent, M. Michael Harish. Les deux autres candidats qui briguaient les suffrages du comité central, M. Gidéon Ben Israël et Shaul Ben Shimshon, sont largement distancés. Ils représentaient la centrale syndicale Histadrout.

M. Baram est un proche de l'ancien président M. Navon, qui le soutenait officiellement, et passe pour une « colombe ». Dirigeant du Parti travailliste à Jérusalem, il ne semble pas bénéficier du soutien du premier ministre M. Shimon Pérès. Tout en conservant une attitude de neutralité, ce dernier était plutôt favorable à M. Harish. Le nouvel élu remplace à son poste M. Haïm Bar Lev, secrétaire général pendant six ans et ministre de la police dans l'actuel gouvernement d'union nationale.

J.-P. L.

A TRAVERS LE MONDE

Égypte

● LE SORT DE CHENOUDA III. – Selon l'hebdomadaire de gauche *Al Ahali*, le patriarche Chenouda III serait libéré et rétabli dans ses fonctions de chef de l'Église copte orthodoxe, à la mi-novembre. Mis en résidence surveillée dans un monastère, en septembre 1981, après avoir été accusé par l'ex-président Sadate d'avoir incité à la « *haine intercommunautaire* », Chenouda III aurait été informé cette semaine de l'intention du président Moubarak d'émettre un décret pour le réhabiliter. – *(UPI.)*

Éthiopie

● LIBÉRATION DE QUATRE OCCIDENTAUX CAPTURÉS PAR LE FPLT. – Le comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé, mercredi 31 octobre, que le docteur Markus Muller, de nationalité suisse, et trois touristes (un couple d'Américains et une Britannique), faits prisonniers par les maquisards du Front populaire de libération du Tigre (FPLT) depuis le 19 octobre, ont été libérés mercredi. Ces quatre personnes, ainsi que six autres Occidentaux – qui restent prisonniers des maquisards éthiopiens –, avaient été capturés lors de la prise de la ville de Lalibela (située à 450 kilomètres d'Addis-Abeba) par le FPLT. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Grande-Bretagne

● ECHEC DES NEGOCIATIONS AVEC LES MINEURS. – Les négociations entre le syndicat des mineurs britanniques (NUM), en grève depuis le 12 mars dernier, et la direction des charbonnages (NCB) se sont soldées mercredi 31 octobre par un nouvel échec. Les pourparlers, qui, après une semaine d'interruption, avaient repris dans une atmosphère pessimiste, ont duré plus de dix heures. – *(AFP.)*

URSS

● M. GROMYKO A REÇU L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A MOSCOU, M. Hartman, mercredi 31 octobre, à la demande de ce dernier. L'entretien, qui a porté sur « *les relations soviéto-américaines et certains problèmes internationaux* », selon l'agence Tass, est le premier contact à ce niveau entre les deux pays depuis la visite de M. Gromyko à Washington en septembre. – *(AFP.)*

Le Monde des livres

L'éclat secret de Jean Paulhan

Il y a cent ans, naissait Jean Paulhan. Cette éminence grise de nos lettres conjuguait l'état d'alerte et l'état de merveille.

Les mystères de la raison

Par Roger JUDRIN

NI la religion, ni la philosophie, ni la science, ni la sagesse, ni la poésie, ni le roman, ni la politique, ni la peinture, ne fixèrent le dard oblique et patient de l'abeille sans ruche que fut Jean Paulhan. Mais il nous a laissé de sa longue vie le miel sauvage de sa curiosité.

Il était donc né pour la critique.

Elle serait facile si elle n'était un art et l'un des plus difficiles. Car mieux on comprend, plus on s'étonne d'avoir cru comprendre. La clarté est assez mystérieuse pour n'étonner que les gens d'esprit; et obéir à l'esprit, c'est ne jamais se contenter du sien.

Jean Paulhan naquit de lui-même et des proverbes madécasses. Il était tombé de Paris dans une île – Madagascar – où, comme chez les bergers de Virgile, l'à-propos du jouteur le plus habile à jeter des adages à son adversaire vidait par les mots la querelle. La nouveauté de ces duels et l'extraordinaire autorité des *phrases faites* engagèrent le jeune Français à les traduire, c'est-à-dire à en rafraîchir le sens par la nudité du détail. Jean Paulhan s'aperçut que la beauté des fleurs dépendait beaucoup moins d'elles-mêmes que du bouquet qui les nouait. La *vérité ne suffisait pas* à l'expression de la vérité. Le ton des voix suppléait à l'usage et à l'usure des métaphores.

Paulhan songea, dès ce moment, à se passer quelquefois des auteurs pour penser à ce qu'ils avaient dit tout autrement qu'ils avaient pensé le dire.

Le cercle magique

Le bureau de *la Nouvelle Revue française* devint le creuset de cette inépuisable étude.

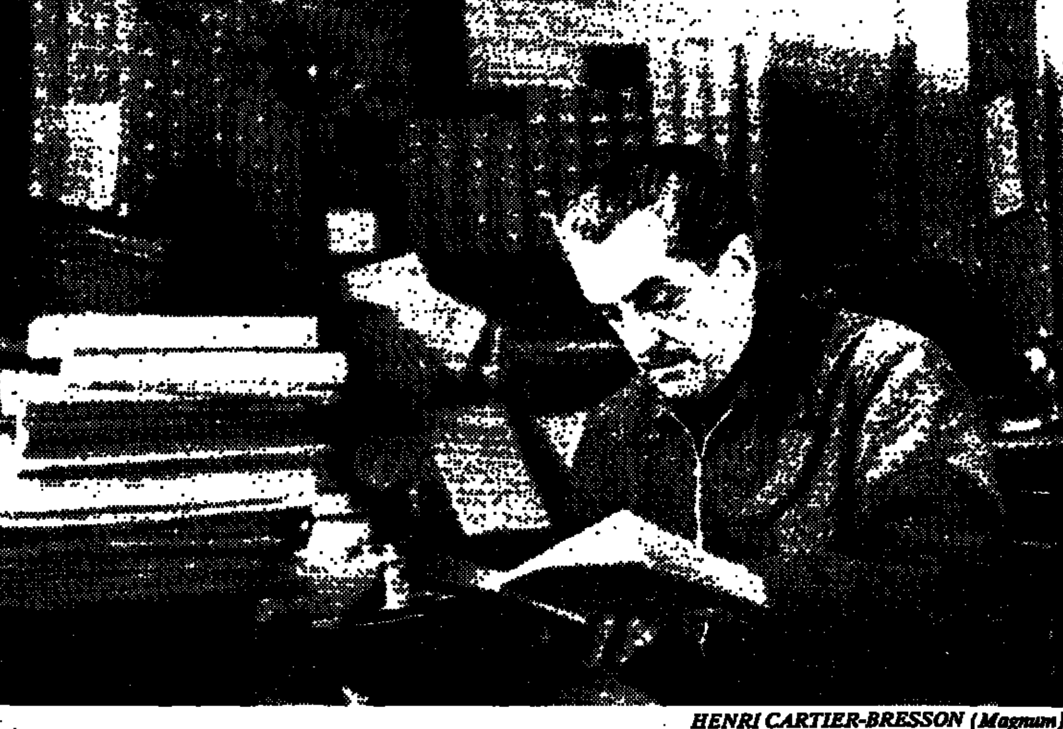
Paulhan n'était point du tout le Père Joseph d'un Richelieu de théâtre. L'ascendant qu'il eut, par degrés et par moments, sur le Versailles des lettres ne relevait pas des sortilèges. Il était le bourreau d'un travail dont on ne voyait jamais la victime. C'était un liseur assidu, ponctuel et rapide. Exact et court, il ne parlait guère que par la plume. Il persévérait dans la netteté de ses jugements et il revenait rarement sur une opinion qu'il s'était faite, mais jusque dans ses billets, il assaisonnait de grâce et de politesse la nécessité des refus.

Ce n'était pas assez que d'être laborieux et taciturne pour gouverner avec élégance une cour de bons becs. Paulhan n'était pas leur rival. Il ne publiait que de petits livres et de peu d'écho. Il avait cinquante-sept ans lorsque l'un d'eux fit du bruit. Le gros du troupeau considérait son berger comme un liseur qu'on ne lisait pas. Or les hommes s'attachent à des maîtres qui sont à leur dévotion. Ils révérèrent dans Paulhan, sous le nom d'éminence grise, une importance qui ne brillait pas trop. Les charmes de la personne effaçaient presque l'auteur. On attendait de sa discrétion qu'elle opérât des miracles.

La revue devait alors sa force à son schisme clandestin. Elle n'était pas la boutique de la maison qui la payait. Elle était libre de ne pas l'être avec excès. L'empire indiscret de Camus et de Malraux ne jetait pourtant pas la faux dans la moisson de contrebande, et dans la collection particulière, où s'exprimait le quant-à-soi des sectateurs.

Il est vrai que la doctrine de Paulhan n'était pas favorable à la courte vue des gagneurs d'argent. Puisque, disait-il, les bons livres se vendent mal et que les mauvais sont passagèrement lucratifs, le profit rapide qu'apportent les rogatons doit financer le garde-meuble des chefs-d'œuvre au débit tardif.

Paulhan avait la patience de ne pas trop vouloir ce qu'il voulait et de monter en croupe derrière lui-même. Point d'idée *pure* qui ne s'enfonce dans un sentiment qu'elle se dissimule ou qu'elle nous cache. Les logiciens accomplis, faute de la tache obscure qui nous permet de voir, sont conduits comme Auguste Comte à perdre quelquefois la tête. Les feux d'artifice ont besoin de l'obscurité, comme un grand poème a besoin de son ombre.



HENRI CARTIER-BRESSON (Magnum)

Paul Valéry avait souhaité réduire la poésie à la poétique. Jean Paulhan eut l'ambition de réduire les idées à leur grammaire.

Il fut un peu guéri de son outrecuidance dogmatique moins par une aversion huguenote que par une infatigable curiosité qui ne rejetait rien de ce qui l'avait surprise. De là nous devons conclure à la liste incroyablement hétéroclite des auteurs dont Paulhan fut l'éperon ou le frein, le prophète ou l'accoudoir. L'étude du langage le sollicitait à écouter toutes sortes de voix.

Les lampes du sanctuaire

Quant à ceux des écrivains qui furent les lampes du sanctuaire, je n'en compte guère plus que les doigts d'une main, je veux dire Chesterton, Alain, Valéry, Benda et Perse. L'Anglais à part, et d'ailleurs admirablement traduit par Claudel, il s'agit d'auteurs dont la syntaxe et la langue sont étroitement françaises. Car on ne doit jamais séparer dans Paulhan l'amant des mots d'avec l'amoureux des idées.

Ainsi, tant par son goût hospitalier que par sa conduite flexible et sévère à l'égard des ouvrages, Paulhan fut une manière de Fénéon, cependant que par la fermeté ingénieuse de sa phrase, il fut l'un de ces écrivains dont Boileau disait qu'ils sont toujours plus beaux, plus ils sont regardés. S'il habillait des jeux ironiques de la modestie son goût violent du scandale, il n'a que par boutefeux interposés déclaré la guerre aux formes reçues du langage.

(Lire la suite page 13.)

L'homme séduit par la lune

Par J. M. G. LE CLEZIO

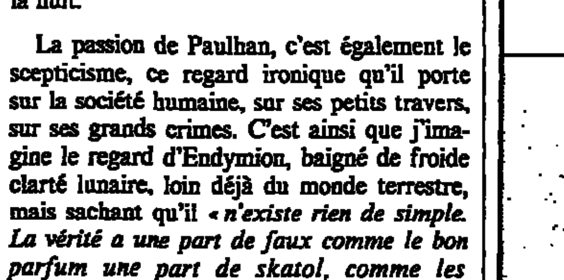
CE voyageur discret et secret, que le temps cherche à nous cacher davantage, peut-être le plus secret de nos écrivains, voici qu'il sait nous surprendre encore, dans sa légende d'éternelle jeunesse. Ceux qui l'ont approché et aimé, qui ont lu avec passion ses textes courts, moqueurs, violents, en même temps éclairés d'une tendresse si fine, d'une si sincère compassion, ceux qui ont entendu sa drôle de voix d'oiseau, qui ont senti son regard mobile, inquiet, ceux-là ne peuvent croire à l'éloignement du temps (à l'oubli), et ils voudraient penser à Jean Paulhan comme à l'incarnation de l'éternelle jeunesse.

Oui, c'est ainsi qu'apparaît vraiment Endymion, l'homme séduit par la lune, comme l'appelle Robert Graves. Rêveur avant tout, comme les amoureux et les noctambules, mais avec pourtant cette violence irréfléchie, cette folie qui fait courir derrière des chimères, qui conduit vers l'inconnu, vers un nouveau langage que les autres hommes ont difficulté à comprendre.

Il y a chez Jean Paulhan ce goût adolescent pour l'exploration. Pour lui, l'art, la poésie ne sont pas différents des autres mystères du réel. Ce sont des domaines à découvrir, pour en rapporter, comme Cendrars voulait, l'or qui fait rêver et vivre les hommes. Aussi par désir du nouveau, pour jouir le premier de l'émerveillement que donne ce que l'on ne connaît pas encore. C'est dans la poésie que Paulhan trouve cet émerveillement, dans la parole presque mythique de Lautréamont, mais aussi dans la force pure du langage tel qu'il est donné à chacun à sa naissance.

L'émotion tremble derrière chaque mot

C'est ce Paulhan que j'aime et qui m'émeut, celui qui avec une sorte de nonchalance respectueuse (pour ne pas troubler notre émotion par sa ferveur) nous donne à entendre les *Hain-tenys*, qui sont les plus beaux poèmes du monde. Nous donne à entendre ce qu'est la vraie poésie, non pas son rôle ni ses recettes esthétiques, mais sa force, son pouvoir.



La recherche de Paulhan est celle d'un langage. Si, avec moquerie, il s'en prend aux truquages et aux artifices des rhétoriqueurs *« écœurants »*, comme à l'à-peu-près des expressions populaires, c'est pour mieux discerner ce qu'est la poésie pure. L'émotion tremble derrière chaque mot, chaque image du réel, et seule une magie peut la révéler. Nous rendre attentifs, nous guérir de notre surdité et de notre courte vue. Ce qui est admirable chez Paulhan, c'est comme il dit tant en si peu de paroles; il y a quelque chose d'oriental (c'est-à-dire de parfait) chez cet adolescent impatient qui scrute le monde.

Georges Perros (dans la belle *Correspondance* avec Paulhan) parle bien d'un *« Hokusai malgache »*, et c'est en effet ce que nous fait voir la lumière des *Hain-tenys :* le monde violent, bref comme un éclair dans la nuit.

La passion de Paulhan, c'est également le scepticisme, ce regard ironique qu'il porte sur la société humaine, sur ses petits travers, sur ses grands crimes. C'est ainsi que j'imagine le regard d'Endymion, baigné de froide clarté lunaire, loin déjà du monde terrestre, mais sachant qu'il *« n'existe rien de simple. La vérité a une part de faux comme le bon parfum une part de skatol, comme les bonnes mathématiques une part d'absurdité ».*

Malgré son scepticisme, Paulhan reste un explorateur de poésie. Pour cela, il est un homme amoureux, l'homme séduit par la lune. Il garde en lui ce charme (la magie lunaire), et c'est toujours la passion qui le porte vers les autres hommes, vers Perros, vers Thomas. Peu d'hommes ont montré pareille fidélité, aux autres et à soi-même. Fidélité à une idée haute du langage et de la littérature. Fidélité à l'esprit de la NRF. Fidélité à la vérité, à une recherche. Pour cela, comme Bousquet et comme Queneau, Paulhan est parmi nous, il ne nous quitte pas. La jeunesse de l'homme séduit par la lune est éternelle, elle nous fait voir la nouveauté et la passion, qui sont en nous, comme un autre monde.

A LA VITRINE

NOUVELLES

Le premier texte d'André de Richaud

En 1927, alors âgé de dix-huit ans, André de Richaud publiait son premier livre, *Comparses*, que rééditent, aujourd'hui, les éditions Le temps qu'il fait. On retrouve, sans surprise, dans cette nouvelle, les qualités d'écriture et les interrogations meurtries de cet écrivain qui fit de son corps une écritoire.

Dans un village de Provence, la femme chargée d'annoncer les morts a été surnommée « la Paix » par les villageois. La vie, rythmée par les exigences des saisons, y serait sereine sans la présence d'un jeune aveugle que *« la laideur des choses »* n'atteindra jamais.

L'adolescent passe ses journées à retracer dans sa mémoire *« les miettes de vie qu'il a pu saisir, comme ces enfants qui colorient la même image jusqu'à ce qu'elle ne soit qu'une tache boueuse et imprécise »*.

André de Richaud poussait la vérité dans ses écrits jusqu'à détruire les personnages qu'il avait modelés à son image. La mort, seule, trouvait grâce à ses yeux. Ce poète savait gré à la « grande faucheuse » de ne manifester aucune répugnance devant ceux qui s'offrent à elle. — P. D.

★ COMPARSES, d'André de Richaud, Le temps qu'il fait (20, rue du Clos, 16100 Cognac), 76 pages, 45 F.

ROMANS

Ecartèlements

Essayiste, variété pamphlétaire, désireux de tout dire, Grégoire Dubreuil sacrifie parfois un peu trop dans ce premier roman à son penchant au détriment d'une belle histoire. Celle d'un homme revenu de tout, qui veut un Ailleurs et se débat entre le néant et Dieu, les délices de la solitude et les voluptés de la vie à deux ; un homme de notre temps *« écartelé entre la nostalgie de son passé et son impuissance à construire l'avenir »*.

Bien campés, authentiques dans leurs faiblesses ou leurs quêtes, pittoresques sans être caricaturaux, les personnages de Grégoire Dubreuil nous donnent une fidèle image de nos troubles, qu'on se sente individu ou citoyen. Quand il résistera à son érudition, l'auteur sera sans doute un romancier à ne pas négliger. Bien des pages de ce récit d'un vertige au bord du gouffre de la mort le prouvent. — P.-R. L.

★ LA JEUNESSE EST LENTE A MOURIR, de Grégoire Dubreuil, La Table ronde, 244 p., 79 F.

Dans le sillage de Stefan Zweig

Un joli tour de force, celui que vient de réussir une psychanalyste parisienne, Jacqueline Rousseau-Dujardin, et qui consiste à transposer de nos jours la palpitante nouvelle de Stefan Zweig : *Vingt-Quatre Heures de la vie d'une femme.*

« Je quitte ici mon terrain habituel d'écriture et m'aventure dans la fiction », annonce trop modestement Jacqueline Rousseau-Dujardin avant d'exprimer sa reconnaissance à Zweig. Gageons que rien n'aurait autant intrigué l'illustre romancier autrichien que cet écho lointain et féminin d'un récit qui, déjà, fascinait Freud. — R. J.

★ L'EXCURSION, de Jacqueline Rousseau-Dujardin, éditions Aubier, 120 p., 42 F.

Maréchal nous voilà !

La mort du bien-aimé maréchal Staline laissa, en 1953, des dizaines de millions d'orphelins désemparés. Sans la présence du « Grand Pédagogue », l'avenir radieux s'annonçait bien sombre !

Ioanna Andreesco se sert de cet événement pour faire souffler un vent de dérision dans son roman. L'héroïne de *Discours sentimental* habite un pays de l'Est indéterminé dans lequel, tous les matins, elle entonne avec ses camarades l'hymne de l'Union de la jeunesse des villages :

« Avec le parti en campagne
Nous fracassons les montagnes
Notre parti sans faillir
Nous dirige vers l'avenir. »

Le décès du dictateur permettra à la population de se défouler sous l'œil attentif du *« responsable au chagrin »*, à qui le Parti reprochera plus tard de ne pas avoir indiqué à ses ouailles si elles devaient exprimer leur peine en criant ou en se taisant !

Ioanna Andreesco dépeint ironiquement ces régimes dans lesquels les larmes se planifient. — P. D.

★ DISCOURS SENTIMENTAL, de Ioana Andreesco, La Table Ronde, 215 p., 79 F.

Un livre pour deux plaisirs

Scénario tiré d'un roman, et vice versa, on connaît. Ce qu'André Stil annonce comme un nouveau genre ne prête cependant pas à confusion. Ni roman ni scénario, son télé-roman est, dans la forme, vraiment une innovation. Et pas seulement parce que les deux verticales traditionnelles (dialogues et mise en scène) sont une unique horizontale, surtout parce que, but et réussite de l'entreprise, on voit. Placé derrière la caméra, complice et parfois confident des comédiens, le lecteur porte en effet un regard neuf sur le récit et l'écriture, cette dernière forte de la concision obligée et riche, ici, du patois de *Ch'Nord.*

Ceux qui se souviennent de l'émouvante et zolienne histoire du gars des corons devenu boxeur (sur Antenne 2, en 1973) la retrouveront, très vivante et imagée par le mot ; les autres la découvriront en s'offrant, par le truchement du livre, le double plaisir d'une bonne « soirée-télé » et d'un bon « moment-roman ».

P.-R. L.

★ LE PETIT BOXEUR, d'André Stil, Messidor temps Actuels, 116 pages, 60 francs.

Un chef-d'œuvre érotique

Guillaume Apollinaire, aidé par Blaise Cendrars, traduisit l'un des sommets de la littérature érotique, *les Mémoires d'une chanteuse allemande.* On le vendait autrefois sous le manteau, à Pigalle. Depuis, il a été souvent réédité. Les éditions Encre en donnent une version complète, revue et corrigée, avec la préfaces d'Apollinaire et une présentation de Joëlle Losfeld.

L'auteur inconnu des *Mémoires* avait-il (ou elle) lu les romans de Sade ? Moins intellectuelle que Juliette, l'héroïne de ces aventures où brille *« l'incendie de la chair »* (Jean Schuster), brûle aussi la morale commune. *« Au royaume de l'amour et de la volupté »*, la chanteuse tire de ses hurlements de plaisir des leçons sans équivoque. — R. S.

★ LES MEMOIRES D'UNE CHANTEUSE ALLEMANDE, Encre, 221 p., 98 F.

L'humour de Lionel Rocheman

Comédien et chanteur, Lionel Rocheman manifeste dans ses livres le même humour tendre que sur les scènes des théâtres. Après avoir recueilli les souvenirs de sa mère (1), cet auteur raconte, aujourd'hui, dans *la Belle Age*, les aventures, pendant l'occupation nazie, de Joseph Schenkel, un adolescent juif dont la vie recoupe sur bien des points la sienne.

Le narrateur, qui se définit comme un *« joyeux passimiste »*, est autant préoccupé par son éducation sentimentale que par la présence des troupes allemandes à Paris. Lionel Rocheman suggère l'horreur plutôt qu'il ne la décrit. Sa plume grince mais ne gémit pas !

L'auteur excelle dans les portraits, mais se montre moins à l'aise quand il évoque des faits historiques ou les personnalités de Laval et de Pétain.

L'ombre du père de Lionel Rocheman plane sur tout le livre. Ce père *« inachevé »*, mort à Auschwitz en 1942, à qui il dédie tous ses éclats de rire. — P.D.

★ LA BELLE AGE, de Lionel Rocheman, Encre, 340 p., 75 F.

(1) *Devenir Cécile* (Ramsay).

Gérard Bonal et la jalousie

Deux femmes, autour d'Alain, et une absente. A la première, aphasique et paralysée, Alain parle, se parlant à soi-même et s'interrogeant, tout en invoquant son enfance auprès de cette grand-mère charmante, une ancienne cocotte pleine de fantaisie. Avec la seconde, sa mère, forte personnalité, il joue au chat et à la souris. C'est à celui qui gagnera, disant le moins possible, deux pudiques affrontés qui s'aiment, ont besoin l'un de l'autre, mais se feraient arracher la langue plutôt que de l'avouer.

L'absente, qui n'apparaîtra qu'en creux, dans le seul esprit du narrateur, c'est la dernière maîtresse en date, le dernier fruit d'une cueillette abondante, un fruit qui, cette fois, ne se laisse pas croquer tout entier. « Elle » a un autre amant, à Genève, qu'elle retrouve régulièrement et c'est parce qu'« Elle » s'échappe qu'Alain, comme il se doit, s'accroche. Il fera, en cachette, le voyage en Suisse pour rencontrer son rival, à qui, par lettre, et assez vilainement, il révélera la double infidélité de l'aimée. Calcul déjoué : le Genevois, sagement, garde le silence, laissant à la jeune femme la liberté de se dédoubler à son aise. Tout est redevenu comme avant. La différence ? Alain sait, maintenant, qu'il est en marche vers la solitude, que l'attend *« la paix du cœur : l'odeur des vieux célibataires, des vieux veufs, l'odeur des hommes sans femmes »*.

Toute la valeur de ce roman tient à la subtile analyse des sentiments qu'il exprime sur une note à la fois cruelle et triste. L'auteur, amoureux de Colette, a pris chez elle les meilleures leçons, y compris celles du style. — G. G.-A.

★ PREMIÈRES NEIGES DE L'ABSENCE, de Gérard Bonal. Robert Laffont, 190 p., 68 F.

Souffrance floue

Il ou elle ou l'enfant pleurent. S'en vont, ne veulent plus se souvenir. Qui veut partir ? *Nous ces photographies. Non* est le roman d'une séparation sans espoir, d'aucun côté, ancré dans la déchirure. La neige, un hôpital, du sang, des jambes malades. Mais qui saigne ? Des cercueils d'enfants, une bouche contre un mur, une maison remplie de détritus, ce qui reste de la vie. Une femme se plaint, et l'enfant pèse de tout son poids.

C'est un film qui n'existera pas, et les photographies ont été brûlées. La bande-son et l'image sont là, désaccordées. La bande-son est très forte. Elle dévore les images du livre. *« Je t'avais demandé de m'apporter quelque chose, quelque chose et tu as oublié. »* L'abandon ramène à l'enfance, à ses demandes impudiques. Aux suppliques font écho les refus, et les promesses parfois : *« nous retournerons là-bas, je te le promets »*. Il y a ici de la colère : *« Qui es-tu pour nous quitter ? »*, et puis beaucoup de fatigue : *« tu vas mourir »*, *« je vieillirai »*.

Cris, et vertiges. Il, elle ou l'enfant, déjà séparés d'eux-mêmes, communiquent, plus que la souffrance, qui est leur sujet, une sensation de fragilité. — G. B.

★ NOUS CES PHOTOGRAPHIES. NON, de Mathieu Bénézet. Editions Ubacs, 83 pages, 62 F.

Le Déluge et l'Apocalypse

« J'écris aussi pour que certains gestes des hommes, certaines tournures d'avant la catastrophe ne sombrent pas dans l'oubli » : ces mots, inscrits sur les tablettes de Cham, le seul des habitants d'Ur et des fils de Noé à se révolter contre le Déluge dont Dieu sanctionne l'imperfection des hommes créés par lui, confèrent au second roman de Michel Anthonioz sa résonance profonde.

Cham ou l'appel des origines : combinant les visions de l'épopée sumérienne et les problèmes de la fable moderne, le romancier s'interroge, cinq mille ans après le cataclysme biblique, sur *« l'image de la solution finale »* qui risque de signer aujourd'hui une table rase sans retour. Avec cette « invention » de Cham, héros empli d' *« une profonde compassion pour le monde »*, Michel Anthonioz restitue avec une limpide précision la vie quotidienne de ces temps archaïques, fait passer un souffle d'aventures et de méditations tout au long de la dérive de l'Arche et met en scène avec force le vieux thème du mal, de l'Apocalypse et du monde nouveau.

Nous savons que ces utopies toujours recommencées s'accomplissent dans des bains de sang. Nostalgique d'éternité, Cham s'acharne jusqu'à la mort à *« montrer les limites de la puissance de Dieu »*. Exilé de l'amour des siens et voué à la solitude du témoignage, il est peut-être le premier dissident scandaleux de notre mythologie. — S. K.

★ CHAM OU L'APPEL DES ORIGINES, de Michel Anthonioz, Flammarion, 228 p., 75 F.

Les signes de la fin

Antonin, Gaspard, Ondine... de tels patronymes annoncent le récit bucolique, les charmes sylvestres, les nymphes diaphanes et, en effet, on trouve dans ce livre *« l'étalement voluptueux de la rivière »* et *« les ramures enlacées de givre »*. Mais on y trouve aussi Hortense, musicienne fascinante à son lutrin ; Elom, ville atlantique et arsenal nucléaire ; Altamir étrange horloger dont la demeure est encombrée d'aquariums pleins d'anguilles, de vipères et de tritons. Mais on y trouve encore l'approche du troisième millénaire et la statue d'une Vierge réceptacle des catastrophes prochaines.

Pour lier cet hétéroclite ensemble, l'histoire d'un cinéaste venu repérer les extérieurs de son film et son amitié avec Gaspard le romancier de son amie Ondine. Pas négligeable, cette anecdote, mais moins importante que le propos : la montée des signes de la Fin, moins que l'admirable écriture — une des plus sensuelles qui soient — au service d'une histoire qui a sa part de fantastique, sans tomber dans l'irréel, et qui est non seulement une marche vers un drame inéluctable, mais également un chant aux corps, à l'amour sauvage et à la nature en sursis avant l'ouverture des portes... pour un nouveau départ ? — P.-R. L.

★ LES PORTES DE L'APOCALYPSE, de Philippe Le Guillou. Mercure de France, 250 p., 78 F.

APHORISMES

Les sarcasmes de Philippe Bosser

Philippe Bosser est homme de tradition. Tous les deux ans, ce dresseur de mots nous régale, désormais, de ses réflexions et dégoûts. Chacun de ses livres est un bulletin de santé. Après *les Rêveries de la phrase célibataire* (1) et *la Chanterelle* (2), cet écrivain *« mortellement tempéré »* nous propose *Miséricordes*, un petit volume de sarcasmes et de saillies.

Philippe Bosser pratique, avec délectation, *« l'art d'être malheureux »* mais se réserve, fort heureusement, dans ses aphorismes, les traits les plus rudes. Persuadé qu'il mourra à vingt ans alors qu'il confesse avoir dépassé la trentaine, ce Narcisse chagrin collectionne les ruptures et se considère comme un *« missionnaire du néant »*. *« La grande peur du désespéré*, écrit-il joliment, *c'est de se voir naturalisé par un suicide. »*

Un savoureux « *Dictionnaire hypnagogique* » clôt l'ouvrage. On y apprend que la rotule est le « *casque d'or du genou féminin* » et le pyjama *« la tenue de combat de l'insomniaque »*.

« Pas même Socrate ne viendrait à bout d'un Jacques Vaché », affirme Philippe Bosser qui écrit pour colorier son ennui. — P. D.

★ MISÉRICORDES, de Philippe Bosser. Le temps qu'il fait (20, rue du Clos, 16100 Cognac), 68 pages, 54 francs.

(1) Plasma.
(2) Calligrammes.

POÉSIE

Les entrevisions de Jacqueline Tanner

Née à Genève en 1943, Jacqueline Tanner est connue des spécialistes pour ses deux recueils de poèmes, denses, fervents et directs, *Aurore pétrifiée* et *Mélanie la nuit.* Elle publie maintenant un ouvrage qui tient à la fois du roman et du poème, de l'aphorisme et de l'évocation un peu évanescente, *la Maryssée*, c'est-à-dire l'odyssée de Maria, qui en est le personnage principal. On trouve ici une jeune femme qui, dans le monde des sensations, va à la découverte d'elle-même, des autres et d'un paysage. Comme elle tient de la fée, du symbole et aussi de l'être humain plus tangible, on ne peut — et on ne doit — la situer de manière définitive.

Pour bien nous persuader que Maria est une apparition symbolique — et post-symboliste, — Jacqueline Tanner emploie un langage bien à elle : des fragments poétiques sans transition entre eux, pareils à des vers isolés, mais aussi des exclamations, des blancs, des points de suspension, tout un appareil destiné à la fois à entrevoir Maria et à la reperdre au coin d'une phrase inachevée. La succession de ces ruptures donne une étrange impression de présence et d'absence, de réel et d'irréel, de sorte que, à travers les *entrevisions* — concept qui convient ici et qui date de 1890 lorsque les symbolistes jouaient à soustraire aux lecteurs ce qu'ils leur présentaient, à la manière de Mallarmé, — nous sommes condamnés à sans cesse nous interroger.

Nous découvrons véritablement Maria devant l'espace, la campagne, le cours d'eau, un lieu choisi. Nous la situons aussi face au drame de la vie et de la mort, de la paix et du tourment. Surtout, nous savons qu'elle aime Vior et qu'il va transformer sa vie.

Ce livre tout en filigrane, en allusions et en raccourcis lyriques, vibre d'une sorte de plénitude ajourée. Il ne ressemble à aucun autre et traduit une harmonie rare. — A. B.

★ LA MARYSSÉE, de Jacqueline Tanner. Editions de l'Aire (2, avenue J.-J.-Mercier, Lausanne), 286 p., 95 F.

PHILOSOPHIE

Le parcours de Michel Foucault

Malgré son importance, les travaux consacrés à l'œuvre de Michel Foucault demeurent relativement peu nombreux. La cause en est aisément repérable : derrière des ouvrages majeurs dont on saisit bien l'enjeu en les prenant l'un après l'autre, la cohérence de l'ensemble ou la courbe de l'évolution ne sautent pas aux yeux.

On lira avec d'autant plus d'intérêt ce volume dû à deux chercheurs américains, qui s'attachent de façon explicite à reconstituer, chronologiquement et conceptuellement, le parcours de Michel Foucault. Ils situent son originalité dans une combinaison critique de l'herméneutique et du structuralisme, tout en esquissant les rapports de sa pensée avec celles de Nietzsche, de Heidegger ou de Wittgenstein.

Le volume est complété par deux brefs essais de Michel Foucault sur le sujet et le pouvoir et un entretien entre le philosophe et les auteurs à Berkeley en avril 1983.

Quelques semaines après la disparition de ce grand penseur, il semble qu'on tienne sur son itinéraire intellectuel un ouvrage de référence. — R.-P. D.

★ MICHEL FOUCAULT, UN PARCOURS PHILOSOPHIQUE, de Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, traduit de l'anglais par Fabienne Durand-Bogaert. Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 370 p., 137 F.

● DERNIÈRES LIVRAISONS

● DE SARTRE A FOUCAULT, tous ceux qui comptent dans la vie intellectuelle, artistique, politique, ont eu l'occasion d'être interviewés par le *Nouvel Observateur.* Le célèbre hebdomadaire a réuni près d'une cinquantaine de ces entretiens. Une ancienne collaboratrice de la maison (venue de *France-Observateur*) fait les présentations. Parmi tous les noms prestigieux qui figurent au sommaire, celui qui lui paraît le mieux symboliser le combat mené par *le Nouvel Obs* de Jean Daniel est sûrement Soljenitsyne. (*De Sartre à Foucault. Vingt ans de grands entretiens dans* le Nouvel Observateur. Hachette, 430 p., 99 F.)

● PIERRE JAKEZ-HÉLIAS publie un nouveau recueil de quarante-cinq récits et légendes bretonnes qui fait suite au *Pays bigouden* et à *Vivre en Cornouaille.* Il y invite le lecteur à écouter *« la sottise du sage ou la sagesse du fou »*. (Pierre Jakez-Hélias : *Contes du vrai et du semblant* ; illustrations originales de Pierre Péron. Julliard, 262 p., 120 F.)

● STERNE, salué en son temps par Voltaire, est considéré comme l'un des écrivains les plus originaux du dix-huitième siècle. Jean-Claude Dupas, à la lecture du *Voyage sentimental en France et en Italie*, montre que seule la posture du *vis-à-vis* convient à son écriture et met en évidence tous les jeux qu'implique cette opération. (Jean-Claude Dupas : *Sterne ou le vis-à-vis.* Presses universitaires de Lille, 126 p., 65 F.)

● CELLE QUI FUT L'ÉPOUSE DE MAO ZEDONG et mit en œuvre sa révolution culturelle est aujourd'hui en prison où elle confectionne des poupées de chiffons. Ross Terrill, sinologue à Harward, a brossé une biographie de la terrible Jiang Qing, pour laquelle il a obtenu des témoignages directs et bénéficié de dossiers inédits d'Edgar Snow. (Ross Terrill : *Madame Mao*, traduit de l'américain par Claude Yelnick. Ramsay, 396 p., 99 F.)

● « IL ME SEMBLE AVOIR LA POLOGNE AGRIPPÉE A LA TÊTE DU PLUS LOIN QUE REMONTENT MES PROPRES SOUVENIRS... », écrit Annie Daubenton. Journaliste, elle a suivi les événements polonais depuis août 1980. Elle publie, à partir de témoignages oraux, une contre-histoire qui invite autant à réfléchir sur la société polonaise que sur l'Occident. (Annie Daubenton : *la Pologne, un pays dans la tête.* Encre, 214 p., 79 F.)

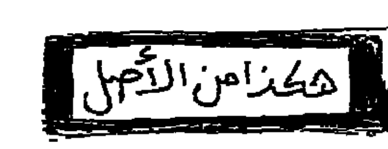
● LA FRESQUE TRAGIQUE ET SUBLIME DU PROCHE-ORIENT ACTUEL, avec ses sectes d'un autre âge et ses conflits politiques ou armés bien de notre temps, nous est restituée par Hamid El-Chaoui, chercheur irakien qui a choisi depuis vingt ans de travailler en France au CNRS. Avec sa femme, la journaliste Annie Chabry (dont il a pris le nom pour pseudonyme : Laurent Chabry), ils publient le fruit de leurs travaux. (Annie et Laurent Chabry : *Politiques et minorités au Proche-Orient : les raisons d'une explosion.* Maisonneuve et Larose, 359 p., 125 F.).

● POUR JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ, *« le processus qui, en un quart de siècle, a réalisé la quasi-éradication des Arméniens de leur sol ancestral est en marche au Liban, depuis 1975, pour les chrétiens de ce pays »*. Notre collaborateur apporte des informations inédites en France sur ce drame dans un livre qui se veut aussi un plaidoyer en faveur du Liban. (Jean-Pierre Péroncel-Hugoz : *Une croix sur le Liban.* Lieu commun, 224 p., 75 F.).

● CHRISTIAN BERNADAC, pour mieux faire comprendre la réalité de l'horreur de la guerre dans les territoires de l'Est, a établi un dossier à partir d'interrogatoires, de témoignages et de documents de Nuremberg et d'autres procès de criminels nazis (Christian Bernadac : *les Assassins, le Front de l'Est.* Editions France-Empire, 576 p., 88 F.)

● RÉTRO L'ADULTÈRE ? Il faut croire que non, puisque le journaliste branché André Halimi a ressenti la nécessité d'en faire l'apologie. Pour lui, l'adultère est une hygiène de l'âme et du corps, qui permet d'éviter l'encroûtement des désirs et la ruine de l'amour. Un remède contre le vieillissement. C'est aussi une façon de sauver le mariage, car, paraît-il, *« de la même façon que l'homme a besoin de pain et de sel, il a besoin du mariage et de l'adultère »*. (André Halimi : *Apologie de l'adultère.* Plon, Collection « Tribune libre », 178 p., 55 F.)

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Alliot, Maurice Arvonny, Alain Bosquet, Geneviève Brisac, Pierre Drachline, Roger-Pol Droit, Claudine Escoffier-Lambiotte, Frédéric Gaussen, Ginette Guitard-Auviste, Roland Jaccard, Serge Koster, Pierre-Robert Leclercq et Raphaël Sorin.



DU LIBRAIRE

HISTOIRE

Retour de l'Ancien Régime

L'Ancien Régime, de Pierre Goubert, paru dans l'austère collection « U » d'Armand Colin, était depuis longtemps un classique de l'histoire moderne. Il reparaît refondu, complété (en particulier en ce qui concerne la politique financière et maritime), remarquablement illustré et accompagné d'un second tome, rédigé par Daniel Roche, sur la culture et la société, où on trouve des chapitre sur la religion, l'éducation, la santé, la lecture, les spectacles.

Ces deux beaux volumes intitulés *les Français et l'Ancien Régime* viendront prendre naturellement place dans les bibliothèques avant les trois sur l'*Histoire des Français XIXe-XXe siècle* parus cette année chez le même éditeur, sous la direction d'Yves Lequin (*Le Monde* du 20 janvier et du 17 août)

Si la société d'Ancien Régime est morte de n'avoir pas su se transformer, nos auteurs n'ont pas de mal à montrer tous les traits qui en sont issus et qui ont résisté aux nombreuses révolutions des deux siècles suivants : la centralisation, l'académisme, le goût pour la noblesse, l'esprit de caste, la superstition, l'attachement aux régions... *« L'Ancien Monde et le plus vieux passé sont parmi nous, apparemment habillés de neuf »*, constatent-ils.

★ LES FRANÇAIS ET L'ANCIEN REGIME : tome I : *La Société et l'Etat*; tome II :*Culture et Société*, de Pierre Goubert et Daniel Roche, Armand Colin. Chaque volume : 385 p., 270 F.

SCIENCES

D'aimables monstres mathématiques

En 1975 paraissait un livre étrange, où l'on dessinait des courbes bizarres, où l'on rendait hommage à quelques savants peu connus, où l'on posait des questions saugrenues, du genre : *« Quelle est la longueur des côtes bretonnes ? »*

Moins connu qu'un de ses oncles qui enseigna autrefois au Collège de France, l'auteur, Benoît Mandelbrot, avait fait des travaux mathématiques fort honorables en France, avant d'émigrer aux Etats-Unis pour travailler dans les laboratoires d'IBM. Forgeant le néologisme « fractal », il désignait ainsi des objets mathématiques hybrides, intermédiaires entre la courbe et la surface, que les mathématiciens avaient plutôt tendance à cacher. Lui prétendait que la nature était pleine de ces prétendus monstres. On l'écouta poliment.

Les fractales ont fait leur chemin. Elles sont l'outil de travail des fabricants d'images synthétiques, elles éclairent des travaux sur la catalyse chimique, sur les phénomènes de turbulence ou sur la charge des batteries. Preuve que le nom n'était pas mal trouvé, les fractales clarifient... la fracture des métaux.

Une seconde édition du livre vient de paraître. L'auteur a procédé à quelques coupes et adjonctions. Il n'a pas modifié le ton primesautier qui le fait passer, *via* les cratères de la Lune, d'une ville à rues aléatoires aux *« fromages fractals d'Emmenthal »* qu'on se gardera de confondre avec le non moins fractal fromage d'Appenzell. On vous l'affirme : c'est un ouvrage de pures mathématiques ! — M. A.

★ LES OBJETS FRACTALS, de Benoît Mandelbrot. Flammarion, 203 p., 85 F.

Un manuel différent

Les manuels ont un défaut. Ils se ressemblent, et souvent parce qu'ils sont copiés les uns sur les autres. Soyons justes, cette critique vise essentiellement des auteurs américains. Aussi faut-il saluer l'ouvrage de Françoise Balibar et Jean-Marc Lévy-Leblond : un cours de (mécanique) quantique où la fonction d'onde n'apparaît qu'à la page 230, où l'équation de Schrodinger n'existe pas.

Richard Feynmann avait autrefois montré la voie ; nos auteurs la débroussaillent et la rendent très carrossable. On n'est pas obligé de les suivre partout, mais il sera désormais difficile d'ignorer la route qu'ils ont tracée. — M. A.

★ QUANTIQUE - RUDIMENTS, de Jean-Marc Lévy-Leblond et Françoise Balibar. CNRS et Inter-Editions, 494 p., 178 F.

MEDECINE

Difficultés d'une politique

Jean-Charles Sournia, ancien directeur général de la santé, poursuit son analyse lucide et prospective du vertige où nous conduit l'exigence du « droit à la santé ».

Après *la Médecine gaspillée — Ces malades que l'on fabrique*, qui eut un grand retentissement, son nouvel ouvrage montre les contradictions conceptuelles et factuelles entre, d'une part, l'exigence de chacun pour la mise en œuvre — à des fins personnelles — de la technologie la plus coûteuse, et, d'autre part les besoins réels de la santé publique, y compris l'œuvre de prévention, y compris celle qui vise à dépenser mieux, à dépenser moins, bref, à concevoir la politique de santé qui manque cruellement à tous les pays occidentaux.

Dr E.-L.

★ L'UTOPIE DE LA SANTÉ, de Jean-Charles Sournia. Flammarion, 267 p., 85 F.

• EN POCHE

● PANAIT ISTRATI fit découvrir magistralement dans *les Chardons du Baragan*, repris dans « Les cahiers rouges » de Grasset, la condition du petit peuple des campagnes roumaines à la veille de la sanglante révolte de 1907, à travers le regard d'un enfant que la misère condamne à l'errance. Panaït Istrati, grand vagabond entre tous, connut lui aussi l'univers du dénuement avant de devenir un écrivain de langue française.

● ELIE WIESEL, avec son *Cinquième Fils* (Livre de poche), a donné l'un de ses plus beaux romans, une méditation grave sur le crime, le pardon, le châtiment. Trente ans après le massacre d'une partie de sa famille par les nazis, le fils d'un rescapé repart à la chasse au bourreau. Mais faut-il encore verser le sang pour venger le sang versé, reprendre l'impossible fardeau des pères ?

● « LE KANGOUROU, PUCE GÉANTE. *Un homme de caractère n'a pas bon caractère. Ses moustaches, deux écureuils pendus à son nez. Toute une tempête pour retrousser les plumes d'un moineau.* » Ces petits diamants sont extraits des tomes 3 et 4 du *Journal* de Jules Renard qui viennent de paraître en 10/18, avec une préface d'Hubert Juin.

● LA « PENSÉE DE ROUSSEAU » réunit sous ce titre (Point/Seuil) sept études, présentées par Tzvetan Todorov, qui cherchent à saisir l'intention majeure d'une œuvre complexe.

● COLBERT demeure, pour nombre de nos contemporains, le modèle du grand commis de l'Etat. Jusqu'à sa disgrâce, il a, pour Louis XIV, dirigé la vie économique et financière du royaume. Il fut, on le sait, à l'origine de la grande industrie — les manufactures — par une politique d'investissements publics hardie. Avec son *Colbert* (Marabout), Inès Murat, dont la famille descend de l'argentier et détient des papiers personnels, a brossé le portrait d'un homme animé par une grande ambition nationale.

● A SA PREMIÈRE ÉDITION, « AFFAIRES AFRICAINES », de Pierre Péan, repris aujourd'hui par Marabout, souleva une gerbe de polémiques. L'enquête minutieuse de Pierre Péan éclaire certains aspects peu engageants des relations entre Paris et ses anciennes colonies d'Afrique noire, avec leur cortège d'intérêts et de réseaux particuliers.

● UN FORUM INTERNATIONAL DE POESIE sera lieu le 4 novembre de 10 heures à 19 heures à Palaiseau (Essonne) à la salle des fêtes. Plusieurs poètes seront présents et participeront à divers débats et « tables rondes ». Une exposition-vente de revues, disques et livres sera également proposée (renseignements : 010-55-24).

LA VIE LITTERAIRE

Litanies d'écrivains

La revue *l'Infini* publie dans son numéro 7, à côté de textes signés notamment par Gérard Guégan, Edmund White, Philippe Sollers, des *Litanies du scribe*, où Jude Stefan, inspiré par une page du *Ruban au cou d'Olympia*, de Michel Leiris, égrène trois cent soixante noms d'écrivains de tous les temps et pays, arbitrairement choisis, chacun *« illustré d'attributs, postures et figures particulières exactement véridiques »*.

En voici quelques-unes : *« Aragon pillant les troncs »*, *« Hugo penché sur son rocher »*, *« Poe dans le caniveau »*, *« Sollers à la télévision »*, *« Crevel ouvrant le gaz »*, *« Valery Larbaud dans un wagon de luxe »*, *« Vian jouant de la trompette »*, *« Lacan et ses paroles d'argent »*, *« Queneau dans l'autobus Saint-Lazare-Bastille »*, *« Cioran en fils de pope »*, *« Dos Passos passé de gauche à droite »*, *« Auguste Comte en fiancé mystique »*, *« Dumas et ses nègres »*, *« Hegel et sa tête paléolithique »*, *« Thoreau dans sa cabane forestière »*.

Comme pour le fameux *Je me souviens* de Georges Perec, chacun peut jouer avec les litanies de Jude Stefan, en les modifiant ou en les complétant. Ainsi : *« Bataille haletant derrière Laure sur les pentes de l'Etna »*. Ou *« Cioran en faune riant au Luxembourg »*. Ou *« Raymond Roussel se faisant servir son chocolat brûlant »*.

MICHEL CONTAT.

★ Denoël, 128 p., 58 F.

70 écrivains à la Fête de la rose à Marseille

A l'occasion de la Fête de la rose, organisée les 3 et 4 novembre par la fédération des Bouches-du-Rhône du Parti socialiste, au parc Chanot, à Marseille, près de soixante-dix auteurs français et étrangers ont été invités par Edmonde Charles-Roux à participer au Carré des écrivains, qui leur permet durant deux jours un contact direct avec leurs lecteurs. C'est l'occasion de séances de signatures et de débats. « Quels livres pour nos enfants » est le thème d'un débat animé par Jérôme Garcin, auquel participeront Pierrette Rosset *(Elle)*, Michel Tournier et Daniel Boulanger.

Aux côtés d'écrivains depuis longtemps consacrés : H. Bazin, J.-P. Chabrol, M. Gallo, R. Jean, J. Lacouture, J. Laurent, J. Champion, S. Prou, B. Poirot-Delpech, M. Ragon, R. Sabatier, A. Stil, on relève les noms de P. Cauvin, R. Deforges, M. Halter, F. Tristan, G. Wolinski, encadrant des « valeurs en hausse », A. Amaux, A. Gerber, B.-H. Lévy, M.-F. Pisier, A. Vircondelet. L'invité d'honneur du Carré des écrivains est le Chinois Yao Xueyin, qui préside l'Association des artistes et écrivains de la province du Hubei et dont Flammarion a publié cette année un roman autobiographique, *la Longue Nuit* (*le Monde* du 8 juin), œuvre qui narre les aventures d'un enfant enlevé par des brigands dans la Chine rurale de 1924. C'est la première fois que Yao Xueyin, soixante-quatorze ans, franchit les frontières de son pays.

JEAN CONTRUCCI.

Un inconscient deux cultures et quelques polémiques

On peut s'interroger sur le contenu d'un concept, se demander, par exemple : quelle est la définition du cercle ? On peut, d'autre part, chercher si quelque chose correspond dans la réalité à un concept déjà défini. On se demandera cette fois : y a-t-il des objets circulaires ? Ces deux démarches sont tout à fait différentes. Il est difficile de les confondre. Et pourtant...

Le philosophe britannique Alasdair Mac Intyre publie à Londres, en 1958, une analyse du concept d'inconscient qui relève de la première démarche. Y a-t-il chez Freud une signification nouvelle de ce terme déjà usité avant lui, et si oui, laquelle exactement ? Tel est en gros l'objet de ce livre fort clair et suggestif, qui s'inscrit dans la perspective de la philosophie analytique anglaise.

Il est paru, il y a quelques semaines, aux Presses universitaires de France dans la collection « Perspectives critiques », dans une traduction due à Gabrielle Nagler (136 p., 65 F). C'est une bonne chose. Il est préfacé par Agnès Oppenheimer.

« Préface malheureuse », *« Compte rendu saugrenu »* du livre qu'elle prétend présenter... Ces amabilités se lisent sous la plume de Vincent Descombes, dans le numéro d'octobre de la revue *Critique* (Ed. de Minuit, 35 F). Fin connaisseur de la philosophie anglo-saxonne, il reproche avec vivacité à la préfacière d'avoir confondu les deux démarches que nous avons distinguées, en croyant que Mac Intyre s'interroge sur l'existence de l'inconscient, quand il s'emploie seulement à savoir de quoi on parle en utilisant ce mot.

Par-delà l'anecdote, il suffit de lire les textes concernés pour se convaincre de deux ou trois évidences. Les idées circulent moins vite en Europe que les excédents laitiers. Entre philosophes français et anglo-saxons subsistent des dialogues de sourds. Mieux vaut contribuer à ce que cela change. Par exemple...

ROGER-POL DROIT.

Le « Fou » ne parlera plus

Après huit ans d'efforts, *le Fou parle* doit s'arrêter, annonce un communiqué de la revue. L'aide apportée depuis deux ans par l'éditeur André Balland a permis de repousser l'échéance. Mais les ventes sont insuffisantes pour faire face à la seule fabrication, et les conditions matérielles dans lesquelles la revue est réalisée ne permettent pas d'aller plus loin.

En huit ans, *Le Fou parle* a publié trente numéros auxquels ont participé près de six cents personnes : écrivains, peintres, dessinateurs, parmi les plus représentatifs de notre époque.

Un dernier numéro (numéro double 29/30) est en vente début novembre avec notamment des textes de Jean Vautrin, Rezvani, Breyten Breytenbach, Jacques Stephen Alexis, Rafael Pividal, André Ruella, Roland Topor, Michel Cassé, Paul Caro, etc., et plus de trente illustrateurs. Il est consacré à l'indifférence. *« L'indifférence, c'est en réalité de cela que meurt* le Fou », conclut l'éditeur.

★ Tous les numéros sont encore disponibles aux Editions André Balland, 33, rue Saint-André-des-Arts, (75006 Paris) avec une offre exceptionnelle : 10 numéros : 150 F ; 20 numéros : 270 F ; 30 numéros : 350 F.

Georges Ambrosino ou le savoir encyclopédique

Né en 1912, agrégé de physique, Georges Ambrosino vient de mourir. Chef de travaux, puis directeur du laboratoire des rayons X de Maurice de Broglie, il avait participé aux travaux du CEA à Brétigny, ainsi qu'à des études variées, avec le professeur Tubiana pour le Musée du Louvre.

Physicien et philosophe, Georges Ambrosino laisse le souvenir d'un esprit encyclopédique activement tourné vers les savoirs de son temps. Les « samedis » qu'il a organisés pendant une quinzaine d'années réunissaient, pour des conférences et des débats, des scientifiques, des chercheurs et des philosophes de tous horizons (René Chénon, Eric Weil, Louis Dumont, Alan Blum...).

Avec ses camarades de « taupe » du lycée Chaptal, le chimiste André Barell et le mathématicien René Chénon, Georges Ambrosino (à la suite d'un vote) s'était engagé au début des années 30 dans le groupe de Boris Souvarine, *la Critique sociale* (par deux voix contre une pour les surréalistes). Avec Georges Bataille qu'il vient de rencontrer, il se lance dans le mouvement *Contre-Attaque*, fonde en sa compagnie et celle de Pierre Klossowski la société secrète *Acéphale* (juin 1936), et signe en juillet 1937 la note inaugurale du *Collège de sociologie* (Ambrosino, Bataille, Caillois, Klossowski, Libra, Monnerot).

Il rédige après la guerre plusieurs articles de physique pour *Critique* et participe activement aux recherches d'économie générale qui conduisent Bataille à la rédaction de *la Part maudite*. (*« Ce livre*, est-il écrit en remerciement, *est aussi pour une part importante l'œuvre d'Ambrosino. »*) Par l'étendue de ses savoirs et la qualité de ses interventions (il avait donné des cours de hégélianisme à Jacques Lacan), Georges Ambrosino a marqué son temps comme la plupart de ses amis : en « passeur » curieux des nouveaux domaines et peu soucieux des orthodoxie.

FRANCIS MARMANDE.

• EN BREF

● LE COMITÉ FÉMINA vient d'arrêter sa deuxième liste, avec cinq noms, pour son prix qui sera décerné le lundi 19 novembre. Il s'agit de : Marguerite Duras pour *l'Amant* (Ed. de Minuit), Hubert Monteilhet pour *Néropolis* (Julliard-Pauvert), Michèle Perrein pour *les Cotonniers de Bassalane* (Grasset), Nicole Quentin-Maurer pour *Les démons sont petits* (Gallimard) et Bertrand Visage pour *Tous les soleils* (Seuil).

● « ÉTUDES SARTRIENNES » publie son premier numéro (154 p., 40 F + frais d'envoi 10 F pour la France et l'Europe, 20 F pour les autres pays). On y remarque les articles de Josette Pacaly sur *le Diable et le Bon dieu*, de Sandra Teroni sur *la Nausée*, de Geneviève Idt sur *les Chemins de la liberté*, d'Henri Meschonnic sur *Sartre et la question juive*. Les prochains numéros réuniront les communications présentées au Colloque de Cerisy, qui, en 1979, fut à l'origine du Groupe d'études sartriennes, qui rassemble chaque année des « philosophes » et des « littéraires » de nombreux pays pour les journées de travail interdisciplinaire. Cette publication est l'une des séries des *Cahiers de sémiotique textuelle*, qu'on peut se procurer au Centre de sémiotique textuelle, université de Paris-X, 92001 Nanterre Cedex. En librairie, on la trouve notamment, à Paris, aux FNAC Rennes et Halles, à Autrement dit, à La Hune.

A signaler aussi l'article « Sartre et ses masques » d'un antisartrien déterminé, Michel Crouzet, dans *Commentaires*, n° 27, automne 1984 (Julliard, 60 F).

LE VIe FESTIVAL DU ROMAN ET DU FILM POLICIERS DE REIMS, organisé par la Maison de la culture André-Malraux, « 813 » et la ville de Reims, se déroule durant cinq jours, jusqu'au 4 novembre, avec comme invités vedettes, Peter Falk, le célèbre inspecteur du feuilleton télévisé *« Columbo »*, et le cinéaste Samuel Fuller. De nombreux romanciers seront présents, dont Robin Cook, Janwillem Van de Wetering, Jean Vautrin, Marvin Albert et June Thomson. Pour tous renseignements, contacter la Maison de la culture André-Malraux, (26) 40-23-26.

● JAZZ VOS PAPIERS (Des poètes et le jazz) est le thème d'une conférence-spectacle présentée à la Maison de la poésie (terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris) le jeudi 8 novembre à 20 h 30. Au programme, des textes de Langston Hugues, Robert Goffin, Boris Vian, André Hardellet, Bob Kaufman, Alain Gerber, Julio Cortazar, Jacques Réda, joués par la comédienne Guilène Ferré. Seront aussi présentés des écrivains et des exemples musicaux par Jean-Claude Quéroy. (Entrée gratuite. Renseignements 236-27-53.)

• SCIENCE-FICTION

Moissons d'automne

● JACQUES SADOUL conclut sa passionnante *Histoire de la science-fiction moderne*, mise à jour pour sa réédition chez Robert Laffont, par cette sympathique profession de foi : *« Ce livre est une histoire, certes, mais avant tout une histoire d'amour, celle qui nous unit la S-F et moi, depuis plus de quarante ans pour le meilleur et pour le pire. »*

Ce gros livre se distingue par sa précision et sa clarté. Il se lit comme... un roman de Jacques Sadoul. C'est l'œuvre d'un spécialiste parfaitement informé, qui est aussi éditeur et écrivain. Ses vues sur l'avenir du genre se sont révélées prophétiques. L'ouvrage est divisé en deux parties : le domaine anglo-saxon de la « Fondation », 1911-1925, à la « Régression », 1973-1984, en passant par la « Moisson », 1939-1949; et le domaine français, avec ses deux époques : l'anticipation scientifique (1905-1949) et la S-F française (1950-1984). Pour les deux parties, le point de la situation actuelle semble tout à fait pertinent. Le style direct et limpide de Jacques Sadoul, qui fait merveille dans le roman, donne à cet essai un charme incomparable. C'est à la fois le livre le plus important sur la science-fiction moderne et le plus agréable à lire. (*L'Histoire de la science-fiction moderne (1911-1984)*, de Jacques Sadoul, Robert Laffont, 488 pages, 110 F).

● ESPOIR DU CERF confirme la place éminente d'Orson Scott Card parmi les auteurs de la nouvelle science-fiction américaine. La collection « Présence du futur » a déjà publié trois livres de cet écrivain au talent multiforme, dont *Une planète nommée Trahison* et *Sonate sans accompagnement*. *Espoir du Cerf* est un très beau, peut-être même un très grand roman qui s'inscrit dans la lignée picaresque et poétique des *Chroniques de Majipoor*, de Robert Silverberg. Ce nom étrange et beau est celui d'une ville : une ville de conte oriental. Mais il s'agit bien sûr de l'orient de la galaxie. Le monde et les êtres que Card met en scène sont à la fois très vrais, très proches et indiciblement autres. Tendresse et cruauté se côtoient sans cesse; le baroque atteint des sommets. La scène de la fosse aux serpents est une des plus impressionnantes que j'aie jamais trouvée dans un roman de S-F. Un livre si original... qu'il ne peut manquer de devenir un classique. (*Espoir du Cerf*, de Orson Scott Card, traduit de l'américain par Emmanuel Jouannet, Denoël, 356 pages, 39,80 F.)

● LA COMPAGNIE DES GLACES continue ! G.-J. Arnaud vient de publier *Liensun*, le dix-neuvième volume de cette série foisonnante. Dès le premier volume, la description minutieuse et forte d'une Terre glaciaire recouverte par un immense réseau de voies ferrées a créé un effet de choc qui s'atténue au fil des volumes. Mais l'auteur vit depuis plus de quatre ans maintenant dans son univers privé : son récit a souvent la précision et la richesse d'un reportage. L'ingéniosité technologique ne nuit pas à l'émotion qui grandit encore avec l'espoir de la renaissance du Soleil, et les personnages s'affinent. G.-L. Arnaud s'égale aux grands romanciers populaires du début du siècle. Paul d'Ivoi, Jean de la Hire et Gustave Le Rouge. (*Liensun*, de G.-J. Arnaud. Fleuve noir, 188 pages, 16,50 F.)

● PATHOLOGIE DU POUVOIR est le huitième et dernier volume de la série des anthologies « Mouvance », sous-titrées « Science-fiction et pouvoir ». Les premiers volumes ont été consacrés aux *mass media*, à la communication, à la consommation, au temps, à la civilisation... Le voyage dans le labyrinthe du pouvoir s'achève avec le présent volume, sans doute le meilleur. Parmi plusieurs textes de qualité, j'ai surtout apprécié *Fontaraigne*, de Joëlle Wintrebert : imagination riche, atmosphère délétère, servies par une très belle écriture; *le Labyrinthe du Dr Manus Hand*, de Daniel Walther, qui conjugue le récit gothique et la plus extrême modernité, et *Chut, Babel chute*, de Dominique Douay, sobre transposition d'une expérience très actuelle. (*Pathologie du pouvoir*, anthologie « Mouvance », Bernard Stephan, 41, rue Gouraud, 57158 Montigny-lès-Metz, 112 pages, 46 F).

MICHEL JEURY.

● PORTRAIT

L'ECLAT SECRET



★ BERENICE CLEEVE.

L'écrivain, le guerrier, le saint...

DEUX expositions très réussies, un débat sur France-Culture, une réception et une conférence à l'hôtel de ville, un timbre et une médaille... Nîmes a dignement célébré le centenaire de Jean Paulhan, qui vint au monde le 2 décembre 1884. Si les liens entre l'écrivain et sa ville natale, qu'il a quittée à douze ans pour ne plus guère y revenir, étaient plutôt distants, Paulhan incarnait un type d'homme spécifiquement nîmois qui s'est forgé au cours des siècles dans les rues ombreuses et commerçantes du quartier des arènes. C'est ce que montre très bien l'écrivain nîmois Christian Liger, qui, fouillant avec Bernard Artigues, dans les archives locales et remontant la généalogie jusqu'en 1592, a vu surgir une foule de Paulhan, tous huguenots et tous habitant les mêmes pâtés de maisons.

Blotti contre les remparts, autour de l'ancienne porte Saint-Antoine, ce faubourg abritait les voituriers, aubergistes, charrons qui assuraient la circulation des denrées et des idées. Population besogneuse, austère, économe, farouchement attachée à sa foi et à son sol, qui, de génération en génération, à travers les persécutions et les chaos de l'histoire, a transmis une culture, une morale, une fidélité. Un mélange d'obstination et de modestie, d'engagement et de discrétion, une horreur de l'injustice et du fanatisme chez Jean Paulhan, et dont ses ancêtres ont fourni maints exemples chaque fois que la vérité était en jeu et le poids du malheur trop grand.

Cette longue tradition familiale, liée à l'échoppe, c'est Frédéric, le père de l'écrivain, qui l'interrompt le premier. Ce fils de quincaillier, né en 1856, va au lycée où il fait de brillantes études, apprend le latin, se passionne pour l'archéologie et la philosophie. Ses études secondaires terminées, Frédéric ne rejoint pas la boutique, mais envoie des articles à la très célèbre *Revue philosophique* de Paris qui les publie. A vingt-sept ans, il devient conservateur de la bibliothèque de Nîmes. Mais la vie provinciale lui pèse. Libre penseur, il se détache du protestantisme. Il écrit des ouvrages de philosophie positive. En 1896, c'est décidé : il monte à Paris. Jean, fils unique, a douze ans. Il emportera des souvenirs de garrigue et de soleil, de lézards, de cigales et de pétanque, qui ne le lâcheront plus.

La vie dans la capitale n'est pas facile. Frédéric Paulhan n'a pas de titres universitaires. Il n'y a pas de place pour un philosophe indépendant. C'est sa femme, Jeanne, qui fait bouillir la marmite. Elle ouvre, près de Paris, une pension de famille pour jeunes filles étrangères. Jean y rencontre de jeunes anarchistes russes, qui lui font tourner un peu la tête. L'une de ces pensionnaires, la Polonaise Saloméa Prussak, deviendra sa femme.

L'étrange professeur de Madagascar

Les relations entre Jean Paulhan et son père, homme sévère et distant, manquent de chaleur. Jean rêve de voyages lointains. Il apprend le chinois tout en préparant une licence de philosophie. Il se retrouvera, en 1910, professeur de français à Madagascar. Expérience capitale dans sa vie. Il se passionne pour le peuple malgache, apprend sa langue, écrit un livre sur sa poésie, rêve de faire une thèse sur les proverbes malgaches. Mais ce drôle de professeur qui passe plus de temps avec les indigènes que dans la bonne société française, qui délaisse ses élèves pour des recherches obscures, inquiète un peu l'administration. Paulhan devra partir précipitamment. Il enseignera pendant un an le malgache à l'École des langues orientales.

En 1914, il est mobilisé comme sergent dans un régiment de zouaves. Aussitôt envoyé au front, il est grièvement blessé. Il est versé dans l'auxiliaire où il apprend à conduire à de jeunes recrues malgaches. C'est une époque curieuse, aventureuse. Paulhan rencontre des jeunes filles avec qui il a des liaisons passagères. En 1918, il est hospitalisé à Tarbes, gravement atteint d'une pneumonie. Il guérit pourtant, grâce à sa femme venue le rejoindre.

« Vous êtes pour moi ce Messie que je souhaitais sans espoir »

Les années d'après guerre sont incertaines. Pour toute cette génération, il est difficile d'avoir survécu. Le premier récit de Paulhan, *le Guerrier appliqué*, imprimé à compte d'auteur, est bien accueilli. En 1919, il rencontre Jacques Rivière, directeur de *la Nouvelle Revue française*, qui lui propose une collaboration d'abord épisodique. L'année suivante, Rivière l'engage. *« Vous êtes pour moi ce Messie que, dans mes moments de plus grande fatigue, je souhaitais sans espoir (...). Il faut que notre collaboration devienne régulière. »* Elle le sera jusqu'à la mort de Rivière, en 1925. Paulhan lui succède alors et devient ce guide fidèle, ce découvreur, ce confident des écrivains, qui régnera discrètement sur la vie littéraire française entre les deux guerres. Cocteau, Valéry, Suarès, Supervielle, Francis Ponge, Audiberti, Aragon, Proust, Céline, Guilloux, Pierre-Jean Jouve, Malraux, Sartre, Char... et tant d'autres lui écrivent et s'en remettent à lui. A tous il répond (il écrit une dizaine de lettres chaque jour), prodiguant aides et conseils, ne cessant de s'interroger sur les mystères de l'écriture et de la création.

En 1940, Paulhan a vite fait de choisir son camp. Dès juin, il écrit que l'espoir c'est de Gaulle. La pression collaborationniste le pousse à céder la place, à la tête de la NRF. Drieu La Rochelle lui succède pour un temps. Paulhan rôde toujours dans les couloirs de Gallimard. Mais, dans l'ombre, il fait d'autres rencontres plus dangereuses. Il est un des principaux animateurs de la résistance intellectuelle. Arrêté puis relâché, il fonde, avec Jacques Decour, *les Lettres françaises* clandestines. Menacé d'être arrêté à nouveau, il parvient à s'enfuir. Pendant cette époque trouble, il a de nombreuses conversations avec Gerhard Heller, cet officier allemand, passionné de littérature française, qui est chargé d'appliquer la censure de la Gestapo. Heller raconte que c'est son *« maître Paulhan »* qui l'a aidé à se débarrasser de sa formation antisémite. *« C'est par lui*, écrit-il, *que je suis devenu un autre homme »*. (*Un Allemand à Paris*, Le Seuil).

La guerre se termine et le résistant Paulhan va bientôt se mobiliser pour un autre combat. Dans une lettre violente aux *« directeurs de la Résistance »*, il s'élève, en 1945, contre les *« excès de l'épuration »* qui voulait empêcher de publier les écrivains compromis par les positions qu'ils avaient prises pendant la guerre. Pour lui, la littérature est sacrée et ne peut être mêlée à la politique ou à la morale. On peut condamner les gens pour des actes, jamais pour des mots ou des idées.

En 1953, la NRF reparaît et Paulhan, accompagné de Marcel Arland et de Dominique Aury, poursuit la seule bataille qui l'intéresse vraiment : celle pour la littérature.

En 1963, il sort furtivement de la coulisse des luttes pour entrer à l'Académie. Ce passionné de grammaire avoue sa fascination pour une institution chargée de régner sur le langage.

Il meurt le 9 octobre 1963. La dernière partie de sa vie aura été attristée par l'infirmité de sa seconde femme, Germaine, qu'il avait épousée en 1933.

Jean Paulhan, *« le saint »*, disait de lui Jouhandeau. Un saint sans autre foi que la littérature, qui aimait brouiller les pistes et se cacher derrière l'ironie et le paradoxe, mais qui ne cessa jamais de s'émerveiller devant l'insondable secret des mots.

FREDERIC GAUSSEN.

★ HISTOIRE D'UNE FAMILLE NIMOISE : LES PAULHAN, de Christian Liger. *« Cahiers Jean Paulhan 3 bis »*. Gallimard, 264 pages, 88 francs.

★ Pour la biographie, voir aussi LES INCERTITUDES DU LANGAGE (Entretiens avec Robert Mallet, Gallimard-« Idées ») ; *Les Cahiers Jean Paulhan 1 : Correspondance avec Guillaume de Tarde. 1904-1920 ; Cahiers Jean Paulhan 2 : Jean Paulhan et Madagascar*, ainsi que « Carnets du jeune homme » *(in revue le Nouveau Commerce)*.

★ Les lettres citées dans cet article figurent dans l'exposition *« Paulhan/Littératures/Peinture »* à la Galerie des arènes de Nîmes, jusqu'au 11 novembre. L'autre exposition, à la Galerie Jules Salles, porte sur la famille de Paulhan.

★ Il faut signaler aussi un remarquable numéro de la revue nîmoise TERRIERS : *« Biais. Lectures de Jean Paulhan »* (500, Chemin Vieux de Sauve, 30 000 Nîmes). Ce numéro comprend notamment un savoureux texte de Christian Liger *(« Paulhan fiction »)* qui est une version romanesque de son étude généalogique.

L'état de merveille

MES progrès en Paulhan furent d'abord assez lents. Comment dire ? Il me faisait l'effet d'un gros chat jouant de mon esprit comme d'une souris. Le corps même résistait... Cette réticence ne constituait pas, on en conviendra, les prémices idéales au coup de foudre. J'insistais néanmoins, pressentant peut-être que, surmontée cette première résistance, j'allais trouver là des vitamines et des vertus exceptionnelles.

Bien m'a pris de me soumettre à cet approvisionnement car l'œuvre de Paulhan se mérite, elle exige du lecteur qu'il renonce à ses sentiers battus, qu'il se force à frayer des itinéraires insolites — d'où le désarroi initial, — qu'il se porte *« un peu trop loin pour être certain d'être à la distance juste »*. Et s'il doit s'attendre à quelques crocs-en-jambe, il doit savoir aussi qu'on ne le déséquilibre que pour le remettre plus droit et d'aplomb face au monde.

La littérature est *« un événement sans habitudes »*, disait Paulhan, qui confessait chez lui cette bizarrerie : en toute activité, qu'il décidât d'apprendre la danse, la boxe ou la mécanique, il s'avérait de prime abord très doué. Mais, curieusement, à mesure qu'il progressait — ou, plutôt, aurait dû progresser — dans l'apprentissage, les heureuses dispositions qu'il avait montrées au début de l'entreprise diminuaient pour finir par se transformer en véritable inaptitude. Cet homme, et cela de façon constitutive, n'offrait aucune prise à l'habitude...

Paulhan ne put donc jamais se livrer à l'exercice de ces métiers qui requièrent un peu de savoir-faire et beaucoup d'automatismes, et on comprend que cet *« homme de déshabitude »* en soit venu à la littérature où *« tout recommence chaque fois de toutes pièces »*. Et certes, avec lui la littérature est telle, sorte de phénix toujours renaissant, puisqu'il ne cessait, dans la pratique quotidienne aussi bien que dans l'écriture, de briser les habitudes mentales, de malmener les évidences jusqu'à leur faire rendre gorge, acharné qu'il était à faire un sort aux routines et aux idées reçues, de quelque bord qu'elles fussent. Mais il n'était pas pour autant un nihiliste. S'il traquait les erreurs et se faisait comptable des falsifications du langage, s'il dynamitait le convenu et recensait les pièges de la pensée, c'est qu'il lui fallait dépister les failles de l'expression, en diagnostiquer les maladies. Toute la vie de Paulhan, toute son œuvre, témoignent de cette tâche essentielle qu'il s'était donnée, qu'il mena *« à petits pas »* et qui consistait à tenter de *« nous débarrasser de tant d'obstacles et d'illusions, laissant place ouverte à la connaissance exacte »*.

Le « coupeur de mots-en-trois »

Si la carrière de chercheur d'or de Paulhan fut très brève et guère fructueuse, il explora le flot de la langue en pionnier, soucieux toujours de *« donner aux choses et aux personnes leur nom le plus modeste »*. Les mots comptés qu'il retenait pèsent leur poids précieux, le poids juste.

Nul ne fut plus animé du *« vif désir de dégager enfin quelque méthode ou clef qui permette de séparer le vrai du faux »*, nul avant lui ne s'était avisé d'aborder le mot comme un objet à trois faces et, ainsi, porteur de trois sens distincts.

Scrupuleux, d'une intransigeante rigueur, investigateur-né, ce *« coupeur de mots-en-trois »* avançait dans la vie, dans le texte, *« à grands coups d'yeux »*, tel son aveugle des *Causes célèbres*, assis dans le noir et capable de voir tant de merveilles à l'intérieur de lui-même.

Merveille, voilà peut-être le secret de celui qui pensait qu'*« il est difficile de bien entendre les mots »* et que, pour y parvenir, *« il faut un certain sens de la merveille »*. Cette capacité à l'émerveillement, qualité rare ô combien ! Paulhan la possédait; c'est elle qui le plaçait sur cette ligne de force où s'annulent les contraires, où le pour vaut le contre, où l'obscur rejoint le clair et le vide le plein, où tout s'équilibre, où, enfin, le Tout est Un.

S'émerveiller, c'est déjà aimer. Dès lors, on ne s'étonnera pas que Paulhan ait pu être ce guide incomparable qui épaula tant de jeunes écrivains et, les empêchant *« de trahir le premier venu — le merveilleux premier venu — que nous portons en nous »*, les conduisit à découvrir et à livrer le meilleur d'eux-mêmes.

Jean Paulhan a disparu en 1968, il aurait eu cent ans cette année. Mais il nous reste son œuvre et, pour peu que nous consentions à laver notre regard et à effacer les faux plis de notre esprit, il nous reste à devenir des écrivains — et plus généralement des individus — appliqués à mener une guerre quotidienne et sans merci pour obtenir ou maintenir en nous *« l'état de merveille »*.

ANNE BRAGANCE.

L'état d'alerte

« *VOUS êtes difficile à comprendre ; pas du tout à sentir* », lui écrit un jour Georges Perros. C'est l'opinion commune : Jean Paulhan garde une aura de mystère. Serait-ce un personnage insaisissable ?

Pourtant il est partout cité, sans cesse décrit. Peut-être a-t-il trop de facettes : le grammairien, et le poète, le joueur, le sourcilleux, l'ami qui fait des farces, et le résistant, l'épistolier inlassable, le guerrier appliqué...

Qui est-il ? Ecrivain mineur, ou clé de presque un demi-siècle de littérature ?

Lui, il dit : *« Tout m'arrive comme si j'avais trouvé une vie déjà trop avancée. Je me mettrais bien au courant des choses que l'on pense compliquées, mais je sais que ce sont les plus simples qui me manquent ; je ne veux pas tricher, les plus simples vraiment. »* Il n'a cessé d'exprimer cette hésitation de soi au bord de soi, une sorte de malaise, de distance, incarnés dans ces éclats de rire dont parle Daniel Boulanger : *« Il les tenait au bout d'un bâton, comme un marchand de ballons multicolores un peu avare »*.

Julien Gracq, évoquant en lui l'homme de la NRF, définit admirablement ce qui est d'abord une position :

« Il n'écrivait jamais sans que chaque ligne formulât pour elle-même sa propre excuse. Il a occupé à peu près seul en permanence — c'est sans doute son originalité singulière — cet entre-deux inconfortable entre l'écriture et la lecture où nous acceptons tous malaisément de nous tenir, écrivain qui n'oublie jamais qu'on a tout lu, lecteur qui ne se refuse pas, au moment même où il reconnaît pleinement les risques indéfendables, à la décision hasardeuse que constitue l'acte d'écrire. »

Paulhan a une méthode, qui nous est livrée par Paul Morand : *« Il faut prendre de biais les choses les plus simples, c'était une de ses maximes ; une sentence de ce dandy bienfaisant qui ne cessa de poser à la vie des questions minutieuses et saugrenues. »* Il a un programme : *« Toujours modérée, toujours hardie, la NRF ressemble à tous les livres, et à tous les hommes, d'un peu plus près qu'il n'est courant »*. La NRF qu'il présente encore comme *« le lieu où il soit donné aux mots de conserver leur sens »*.

Rien de plus simple. Rien de plus risqué. Nul n'a plus conscience que Paulhan du péril que recèle chaque mot puisque *« défendre signifie interdire aussi bien que protéger ; que « sans doute » veut dire certainement, veut dire aussi peut-être... »* C'est là tout l'intérêt. Guéhenno note qu'il marche comme un funambule. Forcément. Sa quête, elle est là, sur un fil.

« L'homme pris au piège »

Il ne s'intéresse pas aux œuvres, explique Gaëtan Picon, mais *« à la littérature qui passe par elle... Linguiste et grammairien, il voit dans le langage le lieu où s'éprouve au plus près l'expérience la plus intime, vivante de l'homme. De l'homme pris au piège, s'en avisant, s'efforçant d'en sortir, puis retombant non sans avoir perçu quelque lueur »*.

On comprend que Paulhan ait agacé. Une telle rigueur, et toujours ce parfum d'inachevé, Paul Léautaud s'exaspère : c'est, dit-il, *« l'esprit éclectique dans le plus mauvais sens du mot. De sa nature, c'est un précieux ; politiquement, c'est presque un communiste. »*

Minutieux, paradoxal, éclectique donc : Paulhan aime Jules Renard, Lao Tseu, Villon, Beaudelaire, Saint-John Perse, Braque, Uccello, Gilgamesh, Couperin et Satie. Il aime l'énergie apparente et la douceur cachée chez l'homme, la douceur apparente et l'énergie cachée chez la femme, la fidélité, les jeux, l'amitié, le mordoré... Mais le plus profond des portraits qui nous aient été laissés vient de Maurice Blanchot : *« Peu de philosophes aujourd'hui ont eu autant que lui la passion de l'Un, la certitude distraite que la révélation toujours différée, toujours mise en échec, afin qu'elle restât fidèle à sa patience, ne lui manquerait pas, fût-ce dans le défaut final. »*

L'unité : Jean Paulhan y revient souvent. *« Le secret que nous poursuivons se dirait assez bien : il n'y a dans le monde aucune des différences dont vous faites si grand cas. Tout est un. »*

Cela ne renvoie pas à l'indifférence, mais justement et encore aux mots, *« trous de serrure qui nous montrent fidèlement un peu de pensée, mais pas toute la pensée »*.

L'écriture, qui rend insolite le quotidien (et Paulhan écrivit toujours des récits d'apparence anodine), fait ses trouées : *« Comme si notre monde se trouvait accolé à quelque autre monde invisible à l'ordinaire mais dont l'intervention à des périodes décisives pût seule le sauver de l'effondrement. »*

GENEVIÈVE BRISAC.

DE JEAN PAULHAN

Un épistolier malicieux

LETTRE au médecin, Lettre aux directeurs de la Résistance... Comme la « note » ou l'« entretien », la « lettre » fut, pour Paulhan, un genre commode. Il en apprécia le principe et les vertus. En privé aussi, il utilisa des billets pour mener, dans l'ombre, l'entreprise harassante de toute sa vie.

Ses adversaires, tel Maurice Saillet (1), autrefois, débusqueront encore dans les correspondances qui paraissent, ou sont à l'étude, des *« balivernes »*, des *« fausses pistes »* et de *« l'esbroufe »*. Les autres, au contraire, se réjouiront, lisant ces mots brefs ou longs, à l'exemple de Roger Judrin, qui présentait dès 1961, en annexe de *la Vocation transparente de Jean Paulhan*, un choix de lettres adressées à Marcel Arland et à lui-même : *« ... ce bizarre assemblage de politesse et de silence, de flegme et de coquetterie, d'humeur taciturne et de rare vivacité. »*

La malice et l'entêtement de Paulhan, après les lettres à Guillaume de Tarde (2), à Georges Perros (3), on les reconnaît dans sa correspondance avec Jean Grenier. Il raconte les *« petits cocktails NRF du vendredi »*. Grenier, le 13 avril 1940, parle d'un certain Albert Camus, compositeur à *Paris-Soir*. Ils discutent de Lequier et de Suarès. Judrin, en préfaçant ces échanges, signale qu'il s'agit d'une sélection. Il aurait fallu mille pages pour les imprimer intégralement. Telles quelles, sur quarante ans, ces lettres suffisent à montrer comment parfois, grâce à Lao-Tseu ou Guilloux, deux hommes surent communiquer.

D'autres lettres de Paulhan, adressées à André Suarès, sont publiées, avec celles que Francis Jammes, Henri Bergson, Gabriel Bounoure, etc., écrivirent à l'auteur du *Condottiere*, de *Valeurs* et de *Xénies*. Paulhan l'admirait. Un mot (30 août 1934) intéressera les lecteurs qui, aujourd'hui, partagent cette admiration. Paulhan y révèle à Suarès l'évolution de celui qui l'écarta de la NRF : *« André Gide, de passage ici, me dit que vous êtes l'un des deux ou trois grands esprits de l'Europe et qu'il déplore le malentendu qui vous sépare de lui. »*

« La littérature est une fête »

La publication des correspondances de Paulhan, on le voit, éclaire plus que son itinéraire, puisqu'il fut mêlé à de très nombreuses trajectoires. Les *Cahiers Jean-Paulhan* annoncent un Paulhan-Suarès, par Yves-Alain Favre, et un Paulhan-Ungaretti (1919-1968), par L. Rebay. Fata Morgana va sortir un Paulhan-Caillois. Un monument, enfin, est en préparation, sous l'égide de la Société des lecteurs de Jean Paulhan (4). Il s'agit des trois volumes de la *Correspondance générale* dont le premier (de 1917 à 1936), dirigé par B. Leuilliot, est achevé. Il aura un sous-titre qui respecte le credo de l'inspirateur sérieux et espiègle : *La littérature est une fête.*

Dès 1969, Dominique Aury et J.-C. Zylberstein eurent l'idée de réunir la correspondance générale. Près de deux mille lettres furent patiemment retrouvées. La liste des destinataires de Paulhan est impressionnante, allant de Calet à Jouve, de Groethuysen à Salmon, etc. Certains interlocuteurs manquent. Malraux refusa que l'on aille fouiller dans ses papiers. Dubuffet, un jour de colère contre la culture *« asphyxiante »*, brûla les lettres qu'il conservait. André Breton ayant exigé un délai de cinquante ans pour livrer au public ses archives, on attendra encore un peu avant de savoir comment lui et Paulhan se brouillèrent.

Selon Jacqueline F. Paulhan, sa belle-fille, *« Jean Paulhan aurait fini par accepter la publication de ses correspondances. Il leur attachait une importance extrême. Chaque matin, debout à six heures, il écrivait une douzaine de lettres, sur n'importe quel bout de papier, des pages d'agenda, des chutes. Ensuite, il nous demandait d'aller vite les mettre à la boîte. Même chez lui, rue des Arènes, pour trancher les litiges domestiques, il glissait des mots dans nos bols, au petit-déjeuner »*. Le rôle de Paulhan, essayant ses idées sur des feuilles lancées aux quatre vents, sera confirmé par l'apparition de cette masse de documents. En multipliant les indices, à titre posthume, Paulhan se montre, se défile encore.

RAPHAËL SORIN.

★ LA VOCATION TRANSPARENTE DE JEAN PAULHAN, de Roger Judrin. Réédité chez Calligrammes, 160 p., 78 F. Distribution Distique (9, rue Edouard-Jacques, 75014 Paris.)

★ JEAN PAULHAN-JEAN GRENIER, CORRESPONDANCE 1925-1968. Calligrammes, 230 p., 100 F.

★ L'ART ET LA VIE, ANDRÉ SUARÈS, lettres inédites présentées par Yves-Alain Favre. Rougerie (à Mortemart, 87330 Mézières-sur-Issoire), 260 p., 81 F.

(1) *Jean Paulhan et son anthologie*. In : *Billets doux de Justin Saget*, Mercure de France, 1952.

(2) *Cahiers Jean-Paulhan n° 1*, Gallimard, 1980.

(3) Calligrammes, 1983.

(4) Pour adhérer, écrire à Mme J.-F. Paulhan, 3, rue des Reculettes, 75013 Paris.

« Le Clair et l'Obscur »

L'ÉMISSION de deux timbres-poste à l'effigie de Jean Paulhan et d'Evariste Galois autorise André Dalmas à avancer, dans le cahier 58 de sa revue, *le Nouveau Commerce*, quelques maximes de haute tension sur la sorte de dialogue à distance qui s'institue, dans l'ordre de la pensée, entre deux esprits proprement fulgurants. L'algèbre et le langage, l'Etat louis-philippard et l'invasion allemande : en tout domaine, Galois et Paulhan incarnent et accomplissent *« le sentiment de l'honnêteté intellectuelle »*.

Pareille rigueur jointe à une pudique et affectueuse estime est encore signalée par André Dalmas lorsqu'il évoque les liens du patron de la *Nouvelle Revue française* avec Georges Perros, éloigné du « monde des lettres » par amour de la littérature. L'auteur des *Papiers collés* a su approcher le mystère retenu et rayonnant de cet *« homme de terrain »*, dont le petit-fils, Jean-Kely Paulhan, nous présente, dans la dernière livraison du *Nouveau Commerce* (cahier 59/60), un portrait purement privé : *« Pour moi, Jean Paulhan n'a jamais existé. Il y avait un grand-père, auquel je dois quelques-unes de ces expériences dont la banalité ne s'efface que très lentement, pour me laisser découvrir un ou plusieurs sens, cachés comme autant de messages d'un difficile jeu de piste. »* Autre piste enfin, celle du père de Jean, Frédéric Paulhan, philosophe méconnu, dont on lira avec profit deux textes sur le langage. Ce qui nous ramène aux travaux de son illustre fils.

Récemment réédité, *le Clair et l'Obscur*, comme chaque ouvrage de Paulhan, met en scène *« les aventures de l'esprit »*, dont le trait distinctif est *« qu'on n'y parvienne à la clarté qu'à travers la nuit, à la fixité qu'à travers la métamorphose... »*. Ce passionné de la réflexion n'a pas tellement de goût pour les grands édifices théoriques des spéculateurs professionnels : *« Il m'est arrivé »*, tel est le sésame de ce livre qui se déroule comme un combat pied à pied avec ce qui, en nous, résiste à la prise, cet *« irréductible »* logé *« au cœur de l'homme même »*.

Deux circonstances banales et singulières sont au départ de la démarche. En 14, le guerrier Paulhan, dans une maison à demi ruinée et cible de tous les feux, sombre dans le sentiment angoissant de l'irréalité de la scène, jusqu'à ce que, brisant une glace à coups de soulier, il renoue par cette lézarde avec la certitude du réel : *« Une petite chose »*, ce bris de glace, *« mais à mes yeux sacrée, puisqu'elle servait à tout le reste de support, puisque tout le reste, à sa faveur, d'un seul élan, allait m'être rendu »*.

Ce passage de l'obscur au clair, de l'absurde au raisonnable, Paulhan le vérifie derechef, ultérieurement, lors d'un intermède nocturne. Rentré tard chez lui et soucieux du sommeil de sa femme, il allume, puis éteint, aussitôt, le plafonnier ; tâtonnant et se cognant aux objets, il retrouve tout d'un coup l'atelier que l'usure de l'habitude avait dérobé à son regard. Par cette révélation rafraîchissante, l'homme et son lieu sont redevenus réels : *« J'y adhérais (avec une sorte d'enthousiasme ou d'ivresse sacrée) »*.

Sacrée : le mot scande chacun de ces événements où une conscience et un univers ont eu maille à partir. Or, s'avise Paulhan, il en va de même pour un certain nombre d'expériences mystiques. Un choc, une privation, un aveuglement, un argument tranchant, une *« preuve par le fait »*, nous introduisent à *« une présence nouvelle »* de nous aux choses ou des choses à nous, *« comme si notre pensée ne se suffisait pas à elle-même et que (...) claire, elle fût étayée par de l'obscur ; raisonnable, par de la déraison ; explicable, par un non-sens »*.

C'est cet *« envers »*, situé en quelque tache aveugle de notre regard et de notre pensée, que Jean Paulhan s'attache à cerner au long de ces pages précautionneuses et denses, méthodiques et subtiles, conduites de façon à opérer un constat, un renversement, une prise dialectique de notre condition langagière. Le constat : *« Ce qui nous fait voir un objet, c'est sa part invisible. »* Le renversement : ce n'est pas le sujet qui pense ou sent *cela*, c'est *cela* qui s'impose au sujet, le traverse, a lieu en lui. Enfin la prise : l'impensable et l'énigmatique sont perçus à travers l'obscur et le rayonnant qui nous font accéder à des savoirs instantanés *« sous cette lumière noire »* où nous est délivrée *« une clarté décisive »*.

La conclusion de Paulhan : *« L'obscur devenait la raison du clair »*, est celle-là même qui, pour finir, récompense tout lecteur de cet écrivain.

SERGE KOSTER.

★ LE CLAIR ET L'OBSCUR, de Jean Paulhan. Préface de Philippe Jaccottet. Editions le Temps qu'il fait ; distribution Distique. 125 p. 45 F.

★ LE NOUVEAU COMMERCE, cahier 58 et cahier 59/60. Diffusion Nouveau Quartier Latin (78, Bd Saint-Michel, Paris). 70 F, chaque cahier.

BIBLIOGRAPHIE

L'essentiel en poche

– *Les Incertitudes du langage*, coll. « Idées », Gallimard.
– *Les Fleurs de Tarbes*, coll. « Idées », Gallimard.
– *Le Guerrier appliqué. Progrès en amour assez lents*, coll. « L'imaginaire », Gallimard.
– *Les Causes célèbres*, coll. « Idées », Gallimard.

Dernières parutions : inédits et rééditions

– *Traité du ravissement*, éditions Périples, (12, rue du Télégraphe, 75020 Paris).
– *Essai d'introduction au projet d'une métrique universelle*, Le Nouveau commerce.
– *La Longue et Courte Nuit de mai*, Accroc éditeur (La Métairie basse, rue en Froment, 81200 Mazamet.)
– *Petit avertissement*, précédant, *Rêver à la Suisse*, de Henri Calet, Pierre Horay.
– *Cahier du centenaire, Cahiers Jean Paulhan 3*, Gallimard, 110 F, présentation par Yvon Belaval, avec des études et des témoignagnes de Marcel Arland, Pierre Bettencourt, Thomas Ferenczi, Pierre Minet, André Dhôtel, etc.
– *La Métromanie ou les dessous de la capitale*, avec des illustrations de Denis Pouppeville, le Tout sur le Tout, Distr. Distique. (A paraître, début décembre).

Les mystères de la raison

(Suite de la page 9.)

Il regrette que jusqu'ici trop peu de lecteurs aient interrogé ses écrits, dans leur familiarité coquette et dans l'élégance enjouée de leurs redoutables parenthèses. Le tour en est exact et léger, plus pinçant que pincé, trop sérieux pour paraître grave, mais la chaleur est au dedans.

Qu'il s'agît de Jean Paulhan ou de Marcel Arland, son grand compagnon de route, la revue n'avait qu'une tête dès qu'il était question de rembarrer les barbouilleurs et le jargon. Même indifférence encore au tambourinage. On séparait alors absolument l'esprit des affaires et les affaires de l'esprit.

Le grand-œuvre de la vie de Paulhan, ce fut la recherche de l'absolu par une des portes dérobées de la poésie ou de la peinture. La passion qu'il avait des formes du langage l'attira d'abord vers cette Pentecôte sur laquelle les rose-croix, un moment chers à Descartes, s'étaient flattés de bâtir une seconde Babel. C'est que Paulhan, né dans Calvin, mais fils de franc-maçon, était également rebelle à l'élection jalouse de l'Ancien Testament et aux sévères tendresses du Nouveau. Les inquiétudes de sa raison se terminaient à un Dieu qui ne fût personne. Les brillantes énigmes des méditatifs du Japon et le Rousseau sublime que fut Lao-Tseu enchantèrent le seuil mystique où, semble-t-il, resta Paulhan, à moins que l'agonie, dont il attendait une suprême illumination, n'ait répondu à sa vocation de malade.

Quoi qu'il en soit, l'éclat secret de cet homme demeure, en chacun de ceux qu'il aima, un fanal personnel.

ROGER JUDRIN.

• ROMANS

L'ambiguïté diabolique de Didier Martin

LES amateurs d'échecs, d'énigmes à résoudre, de joutes intellectuelles où chacun des adversaires prend tour à tour le pas sur l'autre, trouveront à se satisfaire dans le nouveau roman de Didier Martin, *l'Amour dérangé*, qui est toute ironie et toute subtilité. L'auteur en est à son dixième livre et ne craint pas de nous ramener au vieux problème du couple et au thème rebattu de la jalousie. Mais il les renouvelle à sa manière et invente un art original du suspense.

Le jeu repose sur le trio classique : le mari, la femme et l'amant — qui ne sera ici que présomptif et même présomptueux. Richard et Elisabeth Belloy vivent une union exemplaire, que troublent seulement des discussions sur la bonne position de la brosse à dents dans son verre, poils en l'air ou poils dedans. Ratiocineur à l'extrême, Richard supporte mal qu'Elisabeth ne se rende pas à ses raisons, mais il lui en faudra quand même davantage pour déranger leur amour.

Un soir, Richard, qui raconte lui-même l'aventure, ouvre par inadvertance une lettre adressée à sa femme, qui porte l'en-tête de La Cuirasse, leur compagnie d'assurances. Cette lettre est signée d'un seul prénom, Georges, et elle contient une déclaration d'amour accompagnée d'une demande de rendez-vous. Richard, sans avertir son épouse, glisse un revolver dans sa poche et se lance à la recherche du coupable.

Les circonstances aidant, il a tôt fait de cristalliser ses soupçons sur un certain Georges Burlard, un cadre de la compagnie. Comment amener celui-ci à se démasquer ?

La partie s'engage. A coups d'hypothèses et de déductions, elle ne cessera de se retourner. Il faut reconnaître que les acteurs sont tous des champions de la dialectique. Au terme du premier round, Georges Burlard, qui croit avoir fait éclater son innocence, devient le complice de l'enquêteur : il passera au peigne fin le personnel de La Cuirasse. A la fin du second round, n'ayant trouvé aucun suspect valable, il met l'accusateur en position d'accusé : Richard n'aurait-il pas écrit lui-même cette lettre à sa femme pour l'éprouver ?

La troisième partie se déroule en présence d'Elisabeth. Tiens, tiens ! Georges Burlard a obtenu la rencontre qu'il souhaitait. Machination ? L'épouse ruine l'hypothèse de la culpabilité du mari : Richard a beaucoup d'imagination, mais il est incapable de passer à l'acte. L'enquête retombe à zéro. Va-t-on y renoncer, comme le souhaite Elisabeth dans son bon sens superbe d'intelligence ? Ce serait mal compter avec les deux autres protagonistes, l'un travaillé par la jalousie, l'autre par la passion du roman policier.

A l'initiative de Richard, une dernière entrevue a lieu entre eux. Elle est chargée de menace : heure nocturne, prétexte mensonger. L'auteur nous laissera deviner ce qui s'y est réellement passé. C'est à nous de jouer. Qui a écrit la lettre ? Richard a-t-il tué Georges ? Vous conclurez selon votre logique. J'ai, bien entendu, mon opinion, que je ne vous dirai pas.

L'Amour dérangé est un livre comique et, comme tel, décapant. Didier Martin, ce fabuliste, détecte les vices de l'esprit humain dans des histoires tantôt saugrenues et tantôt réalistes. Quelquefois, leur portée philosophique échappe. J'avoue avoir manqué ce que l'auteur visait dans son précédent roman, *les Petits Maîtres*. Mais celui-ci, dont l'ambiguïté est diabolique et qui prend le machiavélisme au piège — il faut une virtuosité certaine, — m'a beaucoup amusée.

JACQUELINE PIATIER.

★ L'AMOUR DÉRANGÉ, de Didier Martin. Gallimard, 230 p., 89 F.

Les délires de Raoul Mille

IL y a Sabine, la droguée, et Léo, le maniaque du *Dinosaure*, Marie, la réticente de l'*Amour lumière*, Raoul et Jocelyne, derrière la meute des *Chiens ivres*, et Guillaume, l'obsédé de l'*Over Love*, tout un petit monde célino-millerien auquel s'ajoutent désormais Léa d'Ascot et Tripier-Lagrange, qui ne déparent pas la collection.

Leur rencontre est déjà une situation inattendue, comme les affectionne — et réussit — Raoul Mille ; c'est en effet en montgolfière que Léa, la comédienne, aperçoit, dans une nacelle voisine, ce Tartarin, *« une tête de lune, mais deux grands yeux, agiles, nerveux, avec une lueur amusée où se défient intelligence et sensibilité... Comme il était pâle, comme il était gros ! »* Le vent les sépare, mais Léa veut revoir l'inconnu de l'aérostat. Elle le reverra, Tripier sera vite au creux de ses cuisses et elle ne voudra plus quitter l'étonnant *« ethnologue, anthropologue et zoologiste »*.

Mille, de roman en roman, est de plus en plus lui-même, un auteur qui ne doit qu'à sa propre imagination, à sa luxuriance verbale, à ses enthousiasmes — communicatifs — dans les descriptions de caractères, de scènes érotiques, de foules, à ses folies qui donnent des pages qu'on relit, comme celles où Tripier fait l'amour à Léa devant Incendie, la lionne.

S'il est d'amour — le sexe triomphe mais le cœur est là, — ce roman est aussi de zoolâtrie. La folie qui croît inexorablement d'un chapitre à l'autre doit d'ailleurs à l'arrivée des fauves dans la vie du couple. Expression du délire et de la tendresse de Mille, ils imposent leur présence, leurs « personnages » jusqu'au dénouement tragique. On y arrive, étonné d'être déjà au terme de cet opéra dément et mythique où la comédie, la tragédie et la bouffonnerie se mêlent sur un fond d'angoisse.

P.-R. LECLERCQ.

★ LÉA OU L'OPÉRA SAUVAGE, de Raoul Mille. Albin Michel, 282 p., 69 F.

• CORRESPONDANCE

A propos de Corneille

A la suite de l'article de Bernard Raffali sur la célébration du tricentenaire de Corneille à Rouen (voir « le Monde des livres » du 12 octobre), *nous avons reçu cette lettre d'Alain Niderst, responsable de l'édition du* Théâtre complet, *à l'université de Rouen :*

Si le compte rendu du colloque peut étonner par son caractère fort succinct et fort sélectif, il me semble surtout indispensable de formuler quelques rectifications sur le *Théâtre complet* :

1) Ce ne sont pas les deux premiers volumes qui viennent d'être publiés, mais le premier tome divisé en deux livres.

2) Dans le deuxième de ces livres se trouvent toutes les variantes des pièces publiées et une abondante annotation. Il est donc assez étrange que Bernard Raffali affirme que les notes sont « inexistantes ».

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Erich Fried et les hantises du siècle

Injustement méconnu en France, malgré la traduction de trois de ses livres (1), Erich Fried fait figure en Allemagne, de maître à penser, d'idole des jeunes et de poète best-seller. Son recueil « Liebesgedichte » (poèmes d'amour) a été tiré, depuis sa sortie en 1979, à 120 000 exemplaires et a connu seize éditions successives.

Né à Vienne il y a soixante-trois ans, Erich Fried vit en Angleterre depuis l'Anschluss. De passage à Paris, à l'occasion de la sortie en France de son recueil de textes en prose : « *la Démesure de toutes choses* », il s'est entretenu avec Jean-Louis de Rambures.

« Placé en tête de « *la Démesure de toutes choses* », le texte intitulé « Le salon vert », qui retrace votre enfance viennoise à travers les vicissitudes d'un canapé, de deux chaises et de deux fauteuils, s'achève sur votre départ pour l'Angleterre, quelques mois après l'Anschluss. Vous aviez alors dix-sept ans. L'exil a-t-il été l'expérience décisive de votre vie ?

— Une expérience décisive, certes, mais il y a eu aussi la déception causée par le stalinisme. Non point que j'aie rejeté la critique du système capitaliste — pour l'essentiel, elle me paraît toujours valable — mais j'ai compris que ce que l'on voulait mettre à la place ne fonctionnait pas, et cela, exactement comme l'avait prédit Rosa Luxemburg, dès 1904.

» Ma rupture avec le stalinisme en 1943 n'a pas été, il est vrai, comme pour beaucoup d'autres, la perte d'une seconde patrie. Dès le départ, j'avais trouvé les procès antitrotskistes injustes, mais je croyais qu'il s'agissait de maladies infantiles propres à tout nouveau mouvement. Cette rupture m'a empêché, en tout cas, de retrouver le pays que j'avais abandonné. Mon idée était, en effet, de rentrer chez moi, la guerre finie, afin de continuer, avec les Allemands communistes auxquels je m'étais joint en arrivant en Angleterre, la lutte commune pour un monde meilleur. Lorsque je les ai quittés, je connaissais trop leurs problèmes personnels pour les considérer comme des ennemis. C'étaient des égarés et je ne voulais plus travailler avec eux, mais il n'était pas question non plus de rentrer à la maison pour travailler contre eux.

« Je ne me sens nulle part mieux chez moi qu'à Vienne »

— Vous êtes citoyen britannique, vous avez été « renaturalisé » autrichien depuis deux ans. Votre public se recrute essentiellement en Allemagne. Quelle est votre véritable patrie ?

— Je ne me sens nulle part mieux chez moi qu'à Vienne. Mais il n'y a pas d'autre ville où j'ai autant l'impression d'être un fantôme. Autrichien, je le suis incontestablement. C'est à Vienne que j'ai vécu, jusqu'à l'âge de dix-sept ans, les années les plus importantes dans la formation d'un être. J'ai été marqué par le scepticisme autrichien. J'ai subi l'influence de Karl Kraus. Comme lui, j'ai longtemps essayé de prendre le mot au mot. Mais je me demande tout de même si les différences entre les littératures autrichienne et allemande sont aussi grandes que les Autrichiens aiment à le dire. Ou plutôt, j'ai l'impression qu'elles sont apparues surtout après la guerre, et cela à cause des conceptions radicalement opposées, mais également erronées, qui ont vu alors le jour dans chacun des deux pays.

» En Allemagne, les écrivains de l'année zéro ont décidé qu'il fallait repartir à la case « départ ». Ce qui est impossible, car même s'ils étaient trop jeunes pour être coupables, ils n'en ont pas moins été contaminés par tout l'environnement et par la langue elle-même qu'on leur a appris à parler. Quant aux Autrichiens, ils ont estimé qu'il ne leur restait plus, maintenant qu'ils étaient délivrés des mauvais Allemands, responsables de tout le mal, qu'à se retourner vers leurs bonnes vieilles valeurs nationales.

» Mais étaient-elles vraiment si bonnes, ces valeurs ? N'étaient-ce pas elles, en partie, qui avaient présidé à l'éducation du futur Führer ? Je suis toujours frappé par les accents inquiétants que l'on trouve dans la littérature autrichienne du temps du jeune Hitler. Entre *Mein Kampf* et *l'Etat juif* de Theodor Herzl, il y a d'étranges similitudes. Le fondateur du sionisme écrit, par exemple, qu'il faudrait purifier le pays en organisant une « *grande chasse joyeuse* » et « *rabattre en un seul troupeau toutes les bêtes sauvages afin de jeter au milieu d'elles une bombe à la mélinite* ». Hitler, c'est vrai, n'eût pas utilisé une telle comparaison...

» Ce qui est sûr, c'est que l'Autriche était un fruit pourri, prêt à tomber.

— Vous avez vécu les derniers jours de cette Autriche que l'on considère aujourd'hui, sur le plan artistique et littéraire, comme le berceau de notre modernité.

— Mon plus lointain souvenir politique date de 1927. Il s'agit du fameux Vendredi sanglant au cours duquel quatre-vingt-six ouvriers ont été tués par la police. J'étais sorti, ce jour-là, avec ma mère. J'ai vu les morts et les blessés allongés sur des civières, puis la lettre ouverte de Karl Kraus au préfet de police Johann Schober, qui avait donné l'ordre de tirer. « *Je vous mets en demeure de démissionner.* » J'avais alors six ans et ne savais lire que depuis quelques mois.

» A Noël, cette même année, je devais lire un poème devant les parents réunis dans la salle des fêtes de notre école lorsqu'on annonça soudain la présence de Schober dans l'assistance. Je me suis alors avancé vers le public et j'ai expliqué pourquoi il ne m'était pas possible de réciter mon texte comme prévu. Le préfet est sorti en claquant la porte tandis que le maître de classe me félicitait de mon courage. Quant à mon père, il a déclaré, furieux, qu'on essayait d'inculquer des idées communistes à son fils et qu'il ne le supporterait pas. C'est ainsi que je me suis mis à chercher pour la première fois le mot « communisme » dans le dictionnaire.

» L'un de mes premiers poèmes, plus tard, a eu pour thème le Vendredi sanglant.

— Vos détracteurs vous reprochent d'écrire des poèmes de circonstance.

— Lorsque j'ai été profondément choqué par un événement, il m'arrive, en effet, d'écrire des poèmes de circonstance. Mais écrire ne devrait jamais, à mon avis, être considéré comme une activité littéraire, car on court alors le risque de créer une littérature décadente. Ce doit être quelque chose d'essentiel pour l'écrivain et qui l'engage intensément sur le plan humain. Cela ne veut pas dire, attention, qu'il faille toujours avoir un engagement politique. Il s'agit, en réalité, de lutter contre l'aliénation. C'est ce que fait, par exemple, quelqu'un comme Peter Handke dans la mesure où il essaie de détruire les clichés dans lesquels notre langue est enfermée.

» En ce qui me concerne, étant juif et ayant dû fuir l'Autriche pour cette raison, j'ai naturellement beaucoup écrit sur le nazisme. Mon premier recueil de poèmes s'appelait *l'Allemagne*. Il a paru à Londres en 1944 et il s'agissait d'un livre antifasciste. Mais l'un de mes propos était également de lutter contre l'antigermanisme primaire tel qu'il était alors propagé en URSS par quelqu'un comme Ilia Ehrenbourg. Vous connaissez le mot de cet écrivain : « *Il n'existe qu'un bon Allemand, à savoir un Allemand mort.* »

» A Londres, certains de mes compatriotes communistes soutenaient que notre devoir était de partager les convictions de nos camarades russes. Je leur ai conseillé ironiquement : « *Allez faire un tour jusqu'à la Tamise et jetez-vous à l'eau puisque c'est la seule manière de prouver qu'on est un antifasciste allemand.* » Quelques jours plus tard, heureusement, il y a eu un discours de Staline déclarant : « *Les Hitler passent, mais il y aura toujours un peuple et un Etat allemand.* » C'est ainsi que nous avons retrouvé le droit à l'existence.

« Thomas Mann était épouvantable »

— Tous les exilés, je pense notamment à Thomas Mann, n'avaient pas la même indulgence envers l'Allemagne.

— Celui-là était épouvantable. Comme il avait apprécié mon premier recueil, je lui avais écrit pour le remercier, faisant allusion par la même occasion à « *la tragédie* » de Dresde, qui venait d'être annihilée par les bombes. Il m'a aussitôt répondu : « *Je me refuse à employer le mot « tragédie » lorsqu'il s'agit de la banqueroute de tout un système d'insanités criminelles.* » Une phrase non seulement atroce à cause des victimes innocentes, mais impardonnable, venant précisément de Thomas Mann, qui s'est conduit de manière scandaleuse au début du IIIe Reich. Il s'est réjoui, entre autres, de « *la déjudaïsation de la justice* » et de l'interdiction de publier faite à Kurt Tucholsky. Il y a une lettre de Thomas Mann à Goebbels où il précise qu'il souhaiterait prendre une année sabbatique afin de voir plus clair en lui-même.

» Si l'on compare le *Journal* de Thomas Mann à celui d'Ernst Jünger *Jardins et Routes*, écrit en France pendant la guerre, l'avantage, sur le plan humain, revient incontestablement à ce dernier. Jünger était un penseur fascinant, qui a exécré les nazis. Oser publier *les Falaises de marbre* sous son propre nom était un acte de courage extraordinaire. Refuser d'ôter de *Jardins et Routes*, malgré les promesses les plus flatteuses, puis les menaces, une citation des Psaumes qui constituait une attaque transparente contre le régime aurait dû coûter la tête à Jünger, s'il n'avait été protégé secrètement par Himmler.

» Pourquoi par Himmler ? Parce que le patron des S.S. était, en réalité, un homme désespéré, partagé entre ses convictions personnelles et sa foi en Hitler. Il ne voulait pas la liquidation physique des juifs, même s'il a obéi en l'appliquant de manière exemplaire. Je me suis longuement penché sur son cas parce que je refuse le manichéisme et que je pense qu'il est important de connaître les pulsions contradictoires qui existent au plus profond de chaque être.

« L'homme a besoin d'une croyance pour vivre »

— Est-il encore possible, d'après vous, de croire, aujourd'hui ?

— L'homme a besoin d'une croyance pour vivre, c'est une évidence, même s'il s'agit du fascisme, du stalinisme ou de la foi en quelque gourou indien. Cependant, je pense qu'il faudrait réussir à faire dans le domaine des sciences humaines ce qu'Einstein a fait pour la physique : une théorie qui ne chercherait pas à renfermer le monde dans un système, car les choses ne sont pas aussi simples que le croyait Marx, un penseur exceptionnel mais un petit-fils du Siècle des Lumières, porté à surestimer ce qu'il y a de rationnel en l'homme, en oubliant les pulsions inconscientes comme la panique. Contrairement à ce qu'il avait prédit, notre civilisation apparaît actuellement si intoxiquée par la peur d'une guerre atomique qu'elle est prête à tout pour essayer d'oublier. Si notre civilisation de consommation est florissante, ce n'est pas parce que le capitalisme a su trouver des méthodes publicitaires particulièrement diaboliques, mais parce que les individus sont résignés. Dans quelques années, se disent-ils, tout sera inévitablement terminé, alors autant en profiter...

» Comment trouver une croyance authentique susceptible de recréer l'espoir ? Personnellement, je verrais une sorte de synthèse entre le marxisme et l'anarchisme sans la violence. Peut-être en Allemagne, les Verts, les mouvements féministes, les alternatifs, sont-ils en train de faire, sur le mode utopique, et non théorique, il est vrai, les premiers pas.

— Comment expliquez-vous que les mouvements alternatifs qui sont si puissants en Allemagne aient si peu de résonance dans un pays comme la France ?

— La France a été occupée par Hitler. Cela lui a évité de se poser bien des questions : cette Occupation, par exemple, aurait-elle été possible si le système n'avait fait faillite ? Les Autrichiens, eux aussi, qui furent de meilleurs nazis que les Allemands, ont réussi à se prouver que tout avait été la faute de Hitler. L'Allemagne, elle, n'a pas eu d'échappatoire puisque c'est là que tout s'est accompli. La nécessité de se confronter avec le passé a donc obligé les Allemands à s'interroger plus profondément qu'ailleurs. »

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS DE RAMBURES

(1) *Le Soldat et la Fille*, Gallimard (1962), *les Enfants et les Fous*, Gallimard (1968) ; *Cent poèmes sans frontières*, Christian Bourgois (1977) ; ce dernier ouvrage a été couronné par le Prix international des éditeurs.

BERENICE CLEEVE

Des fables qui démasquent des fausses vérités

TENEZ-VOUS-EN aux mots ! C'est ainsi qu'Erich Fried intitule l'un des textes de son recueil. Il y est question, en l'occurrence, de la capacité qu'a chaque mot de « *se transformer en hameçon, capable de tout accrocher, de tout tirer encore à la lumière et de tout sauver* », et du danger que court notre monde à « *laisser les mots aller à vau-l'eau* ».

Tenez-vous-en aux mots, c'est le conseil que l'on est tenté de donner au lecteur en guise de mode d'emploi. Les trente-cinq textes rassemblés sous le titre *la Démesure de toutes choses* peuvent apparaître, en effet, disparates, à première vue. Certains sont des fragments autobiographiques « le Salon vert », d'autres, des notations prises sur le vif (*Rencontre avec une mauvaise personne*), des remarques littéraires (*le Vrai Borges*), des aphorismes... Mais ils constituent, chacun à sa manière, autant de paraboles. Leur propos est de démasquer les lieux communs, les fausses vérités sur lesquelles se fondent le plus souvent nos certitudes et de faire apparaître la folie d'un monde qui, si nous n'y prenons garde, risque bientôt de nous engloutir.

Certains de ces textes sont conçus, au demeurant, comme des fables. Dans *la Méprise*, de jeunes poulets, pris soudain de méfiance envers leur fermière après avoir découvert une publicité indiquant la manière d'arracher les œils-de-perdrix (en allemand : œils-de-poule), comprennent l'injustice qu'ils ont commise après que la mère-poule leur eut expliqué le quiproquo. « *Tout était calme, maintenant*, conclut Fried... *Par la fenêtre ouverte de la cuisine, ils pouvaient voir et entendre la femme aiguiser patiemment un couteau...* »

Dans *Attaque préventive*, c'est le récit de la Genèse que l'auteur subvertit, utilisant un procédé cher aux dadaïstes. Craignant d'être assassiné par Caïn, Abel finit par se résoudre à le tuer et découvre alors avec un étonnement horrifié que Caïn, c'est maintenant lui.

L'homme, dont Protagoras prétendait qu'il était « *la mesure de toutes choses* », est-il devenu aujourd'hui « *la démesure de toutes choses ?* » Cette question, posée en filigrane tout au long du livre, nous vaut l'un de ses meilleurs textes : *Ni chair ni poisson*. Racontant à sa manière la mort du sophiste athénien noyé, comme on le sait, dans la Méditerranée alors qu'il s'exilait, Fried imagine qu'il inversa la célèbre formule avant d'être submergé. Suit une longue discussion parmi les dauphins, témoins du drame, qui se demandent ce qu'a bien voulu dire Protagoras. Pour en avoir le cœur net, ils se décident, en dernier ressort, à se porter au secours du noyé, mais celui-ci, entre-temps, a cessé de vivre, et l'on ne saura jamais le fin mot de l'énigme.

J.-L. R.

★ LA DÉMESURE DE TOUTES CHOSES, d'Erich Fried ; traduit de l'allemand par Pierre Farlan. Editions Actes Sud, 142 p., 69 F.

Les histoires singulières de Tomasz Matkowski

Une voix insolite et pourtant familière venue de Pologne

TOMASZ MATKOWSKI habite Varsovie. Inédit dans son pays, voici son premier livre, un recueil de nouvelles très étranges.

Le narrateur de ces brèves histoires est hanté par son corps, son sexe, les relations humaines, les femmes. Ce n'est pas seulement le regard d'autrui qui l'inquiète et le transforme ; son imagination lui joue des tours aux conséquences si palpables qu'on se demande si la réalité est autre chose que le produit de nos fantasmes et de notre perception. Pourtant, à exposer ces angoisses et ces perturbations, la voix ne tremble guère, mais semble venir d'un lieu neutre, où l'absurde a force de loi sous l'éclairage de l'humour.

Ainsi, dans *le Visage*, le protagoniste découvre, dans l'œil étonné des passants et de ses amis, qu'il ne maîtrise plus le jeu de sa physionomie ; sa figure, devenue indépendante de sa volonté, exprime des sentiments et des jugements qui le dénudent devant ses interlocuteurs. Il lui faudra apprendre à vivre avec la honte comme avec son double : « *Maintenant, c'est comme si nous étions deux. Lui, il marche le long du trottoir, et moi, je trottine à ses côtés. J'observe notre visage : qu'il essaye un peu de faire l'idiot, je lui appliquerai une de ces claques ! Comme il fait bon être à nouveau un homme normal !* »

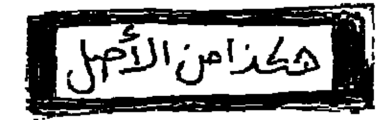
Le monde du sexe est particulièrement propice aux bizarreries, comme si notre corps, stimulé par la cervelle, s'ingéniait à ourdir des machinations contre notre bon équilibre. Avec *le Vagin denté*, c'est une archaïque obsession masculine qui va se dévoyer selon une procédure peu banale.

Autre source d'agressions, d'hostilité et de mort : la société, sans qu'on sache bien si c'est à elle ou à l'individu que revient la palme de la perversité. Peut-être sommes-nous tous des pervers ordinaires, habités par un bestiaire sadique qui s'exerce de chacun contre tous et vice versa. Dans *le Tramway*, le désir de singularité est tel qu'il trahira le narrateur, victime de ses impulsions et livré à une foule qu'a nivelée la révolution. Ou bien, c'est simplement le bruit qui provoque le geste meurtrier dans *le Mamelon*. Partout et toujours, comme chez cet hypocondriaque que bouleverse la moindre alerte météorologique, mécanique ou microbienne, se profile la *Catastrophe*, qu'elle se nomme accident tragique, folie ou démence sénile.

Si l'on pense assez vite à Bruno Schulz et à Gombrowicz, ce n'est pas seulement à cause de la Pologne. Sans avoir le pouvoir stylistique de ses illustres devanciers, Tomasz Matkowski partage avec eux un fantastique mental où se mêlent l'orgueil et la dérision.

S. K.

★ LE DÉVISAGÉ ET AUTRES NOUVELLES, de Tomasz Matkowski ; récits en français ou traduits du polonais par Monika Tournay, Jany Berretti et l'auteur. Denoël, 156 p., 74 F.



● ENQUÊTE

LES FRANÇAIS ET LA LECTURE

En bibliobus sur les routes de l'Ardèche

Notre enquête sur « Les Français et la lecture » nous conduit, cette semaine, dans les villages de l'Ardèche, et dans les hôpitaux de Paris ou de province. Nous avons dû retarder nos articles sur la lecture dans les entreprises, en raison de l'abondance de l'actualité.

L'accès à la lecture est un droit reconnu à tous les Français. Mais la gestion d'une bibliothèque publique dépasse souvent les capacités financières des petites communes, essentiellement rurales. Pour leur venir en aide, le gouvernement provisoire du général de Gaulle décida, en 1945, d'installer des bibliothèques centrales de prêt (BCP), qui, équipées de bibliobus, devraient apporter des livres près des domiciles d'une population dispersée. Dix-sept BCP furent créées en deux ans, puis le rythme se ralentit jusqu'à tomber à zéro pendant plusieurs années. En 1981, le ministère de la culture lança un programme de dix-sept unités pour achever le maillage du territoire. Parmi celles-ci, figure la BCP de l'Ardèche.

L'ARDÈCHE ? Nelly Vingtdeux en connaissait déjà la beauté, et certains de ses secrets par d'intimes attaches. Mais elle l'avait surtout parcourue durant la saison des vacances, pendant laquelle le Vivarais se pare de toutes les séductions. Car ce pays de rivières tumultueuses, de routes en lacets, de cultures en terrasses, de roches volcaniques, peut aussi se montrer rigoureux. Nommée au début de 1982 conservateur de la BCP de l'Ardèche, Nelly Vingtdeux, conservateur à la bibliothèque universitaire de Nancy, s'occupait alors de formation à l'institut universitaire de technologie. Elle quitte le confort de la capitale lorraine et débarque dans un Privas engourdi par les frimas.

On ne l'attendait guère. *« On a bien voulu me prêter un lit de camp à la préfecture. Il faisait un froid glacial. N'avais-je pas fait une folie ?... »* Le doute fut de courte durée, à voir mademoiselle le conservateur si dynamique et enjouée, à l'écouter parler d'abondance de la splendeur de l'Ardèche, de la qualité de ses habitants et des projets de la BCP.

Une roulotte tirée par un cheval

Mais, alors, la fameuse BCP n'existait que sur le papier. Il fallut se démener, convaincre. En fait, le terrain était propice, et Nelly Vingtdeux reçut l'apppui de la Direction du livre et de la lecture, des élus – de toutes tendances, ajoute-t-elle – et du conseil général en particulier. Il est vrai que, au terme de la loi sur la décentralisation, la gestion de la BCP échoira entièrement au département. On lui prêta des locaux provisoires dans l'ancienne école normale d'instituteurs, en attendant qu'un bâtiment plus adapté à sa mission soit construit à la périphérie de Privas.

L'Ardèche cumule toutes les difficultés des zones rurales. Relief tourmenté, intense dispersion de l'habitat et petitesse des communes : sur les 338 du département, 30 ont moins de 1 000 habitants et, parmi ces dernières, 23 moins de 500 habitants. De plus, le département est faiblement industrialisé et faiblement peuplé, avec moins de 300 000 habitants – 100 000 Ardéchois ont émigré en un siècle. Mais, pour diverses raisons, il semble bien que les jeunes veuillent « vivre au pays » et les Ardéchois prendre leurs affaires en main.

Ce climat favorable ne suffit pas pour créer des habitudes de lecture. Aussi, Nelly Vingtdeux s'efforce de mettre autant que possible les municipalités « dans le coup », afin qu'elles s'impliquent durablement dans la gestion de la lecture. Dans un pays ardéchois catholique et protestant, il convient, par exemple, que la bibliothèque – ne serait-ce que par une subvention – soit prise en charge par la mairie, « propriété » de toute la population. Les maires se font une douce violence, puisque nombre d'entre eux ont déjà demandé à bénéficier des services de la BCP.

Ce soir, justement, les animateurs de la nouvelle bibliothèque municipale de Soyons (950 habitants) sont réunis. Mme Maurin, présidente de l'association, s'y entend pour obtenir du maire une pièce supplémentaire – qu'elle a déjà quelque peu occupée, – et de Mlle le conservateur des présentoirs. L'avantage évident d'une petite commune est que les rapports sont plus directs ; on ne risque guère de s'égarer dans les méandres de l'administration. Grâce à ses amis bibliothécaires, Nelly Vingtdeux a pu obtenir un stage d'initiation pour des bénévoles. Mme Maurin y a participé, *« à mes frais »*, insiste-t-elle. La gestion d'une bibliothèque et l'animation autour du livre s'apprennent, et c'est aussi le rôle de la BCP de dispenser une formation.

Dans la 4-L, qui roule le long du Rhône avant de remonter vers Privas, Nelly Vingtdeux raconte comment la BCP s'est fait connaître aux Ardéchois. Une roulotte à l'enseigne de la BCP, tirée par un cheval, a parcouru le département. Dans chacune des petites villes traversées, elle a été le point central de diverses animations, expositions et spectacles d'artistes du cru, discussions. Les personnalités locales y prenaient la parole.

Cette campagne de promotion pour la lecture publique a été prolongée par d'autres opérations. Par exemple, une exposition itinérante autour de la musique avec des artisans créateurs de la région, un spectacle poétique en hommage à Prévert et animé par des musiciens, des chanteurs et les acteurs de la compagnie ardéchoise La Gargouille. Une semaine consacrée à l'enfance et la poésie, avec exposition itinérante, conférences, débats, films, vient juste de s'achever.

Pour Nelly Vingtdeux, la BCP doit être au centre d'une action culturelle tous azimuts, et œuvrer avec des partenaires de tous horizons. Les nouveaux médias (disques, cassettes, films vidéo) épaulent et complètent la diffusion du livre et *vice versa*. De même, la lecture devient davantage un réflexe si elle baigne parmi d'autres activités culturelles telles que la musique, le théâtre, le cinéma, les arts plastiques, etc.

Si la BCP est devenue rapidement opérationnelle, elle le doit aussi à la Fédération des œuvres laïques, qui lui a cédé son réseau de lecture publique. En moins de deux ans, la BCP s'est assuré cent cinquante relais. *« Nos moyens actuels ne nous permettent pas de répondre à la demande de la totalité des communes »*, dit Nelly Vingtdeux. Il faut aussi maîtriser la progression du réseau en le consolidant.

Huit personnes animent avec elle la BCP et gèrent près de 50 000 volumes. *« Nous formons une véritable équipe »*, dit-elle. Une équipe qui a un esprit de *« militants de la lecture »*, même si l'expression ne lui dit rien qui vaille.

Privas, 8 heures. Dans la cour de l'ancienne école normale, les moteurs des deux bibliobus ont un réveil difficile, faute d'avoir passé la nuit dans un garage. A quand les nouveaux bâtiments ?...

Chargé de 2 500 livres, un de ces bibliobus, rutilant comme une voiture de pompiers, grimpe le col de l'Escrinet, puis dévale vers Aubenas. Vincent, conduit avec précision. Enfant du pays, il connaît la route. Nicole, la bibliothécaire, connaît, elle, le terrain et souligne au passage les particularités des roches volcaniques... Aujourd'hui, quatre bibliothèques seront desservies : celles de Meyras, Pont-de-la-Beaume, Mercuer et Saint-Privat. A Meyras, sept cent trente habitants – altitude 431 mètres à la mairie et 450 mètres à l'église, dit joliment l'institutrice, – le dépôt de livres est dans l'unique classe de l'école. Tandis que Vincent vérifie les livres en dépôt, Nicole accueille dans le bibliobus les lecteurs alertés par l'avis de passage publié dans la presse – dans tous les villages, l'arrivée du bibliobus est un petit événement. Les lecteurs choisissent plusieurs titres pour eux et pour ceux qui ne peuvent venir.

Des livres pour le long hiver

Dans tous les villages, on voit les enfants des écoles se précipiter sur les BD, s'asseoir sur le plancher du camion et entamer une lecture. Ce diablotin a lu *le Petit Prince* : il préfère nettement *le Petit Nicolas*. Cet autre s'empare avec volupté d'un *Dictionnaire des mots tordus*... Ici, le menuisier du village s'est réservé un album sur les cathédrales, dont la construction le passionne. Un lecteur averti choisit Singer, Aragon. D'autres se réfèrent à « Apostrophes » et s'avouent parfois déçus... Cent trente-quatre livres auront été échangés.

A Pont-de-la-Beaume (cinq cent vingt habitants), village perché au bord de l'Ardèche, les livres sont logés à la mairie, à côté du plan cadastral et des avis d'ouverture de la chasse. L'édifice municipal est relié à l'église par un étai, et l'on ne sait quel bâtiment s'appuie sur l'autre. Comme à Meyras, puis à Mercuer, la même scène se répète avec son contingent d'enfants, d'adultes et de personnes âgées. Cette vieille dame n'ose encore monter dans le bibliobus, malgré les invites de la bibliothécaire. *« La prochaine fois, elle se décidera »*, affirme Nicole.

Il y a beaucoup de retraitées dans le village qui choisissent des livres pour le long hiver. Que lisent-elles ? Des contes, des albums d'histoire locale, des récits de rois et de reines ou de « choses vécues ». Avec une préférence pour les ouvrages composés en gros caractères...

« Flaubert, ce jeune auteur... »

Si les bibliothécaires répondent à la demande des lecteurs, ils se gardent bien de mettre en avant leurs préférences. Un bibliothécaire, Jean-Michel, raconte : *« Cette lectrice âgée voulait des histoires d'amour. Dans sa pile de livres, j'avais mis par erreur* Madame Bovary. *En me le rendant, elle m'a dit : « Il » écrit très bien, ce Flaubert. Il » est très moderne, on voit bien » que c'est un jeune auteur... »*

Quittant Mercuer, où un petit cirque d'autrefois s'est installé sur la place de la mairie, le bibliobus traverse l'Ardèche et s'arrête à Saint-Privat, à l'heure de la sortie des écoles. Faute de combattants, sans doute, la bibliothèque municipale était tombée dans l'oubli avant que la BCP n'apporte un contingent de livres neufs. C'est un peu triste de voir le lot d'ouvrages jaunis des années 50 dont les titres médiocres n'invitaient guère à la découverte, ce qui explique sans doute qu'ils furent délaissés...

De nouveau, le bibliobus franchit le col de l'Escrinet. A 19 heures, il entre dans Privas. *« Quand je repars en tournée, le lendemain*, dit Vincent, *je dois encore refaire mes étagères de livres, remettre de nouveaux titres, écarter les livres détériorés. »*

Deux heures plus tard, Nelly Vingdeux reprend le volant de la 4-L pour se rendre à Lyas, où se tient une réunion du syndicat intercommunal de Centre-Ardèche, qui regroupe vingt-huit communes – de cent à mille quatre cents habitants – dont dix-sept ont une bibliothèque. Dix-neuf « délégués à la lecture » par leur commune sont présents dans le centre intercommunal, qui possède, bien sûr, une bibliothèque flambant neuve. Ce syndicat intercommunal peut réaliser des opérations que ne pourrait effectuer chaque commune seule. La réunion de ce soir est présidée par l'animateur socio-culturel du syndicat. Nelly Vingtdeux énumère toutes les aides et les spectacles gratuits qu'apporte la BCP. Elle rappelle aussi que les communes, selon la convention signée avec la BCP, doivent dégager un budget pour la lecture. Le maire de Flaviac (neuf cents habitants) annonce que son conseil a voté un crédit de 2 000 F par an pour la bibliothèque. Pour une petite commune, c'est une somme conséquente.

La 4-L glisse vers Privas dans la nuit. Pour Nelly Vingtdeux, le regroupement par « pays » est une bonne solution, qui permet de mettre une documentation de référence à la disposition de plusieurs communes. Elle parle encore de la mise en place de la *« première artothèque de France »* en milieu rural, avec le concours du Fonds régional d'art contemporain. Cette artothèque prêtera des expositions d'art originales aux communes qui se seront équipées pour les recevoir. Nelly Vingtdeux évoque enfin la création d'une annexe de la BCP à Annonay, qui permettra une desserte plus facile dans le nord du département. *« Dans cette région montagneuse*, dit-elle, *on n'évalue pas les distances en kilomètres mais en temps... »* La 4-L ralentit, Privas apparaît accrochée à ses lumières. Mademoiselle le conservateur a des journées bien remplies...

BERNARD ALLIOT.

CAGNAT

A l'hôpital, la guérison par les livres

La maladie est souvent l'occasion de retrouver le goût de lire

LA lecture à l'hôpital... Selon les expériences de chacun, cette évocation suscite des images fortement contrastées pour les uns : l'hôpital serait un lieu de lecture intense, fruit du désœuvrement, de l'ennui, de l'inactivité forcée ; pour d'autres, ce serait plutôt le néant culturel ou le règne quasi exclusif de la télévision.

Lieu de lecture intense, l'hôpital l'est assurément puisque, selon les estimations du ministère de la culture, deux malades sur trois lisent, ce qui est supérieur à la pratique de la population valide. Les malades lisent, mais quoi ?

Il est évident que certains stades d'un « parcours pathologique » interdisent le recours à des textes difficiles, notamment après une grave opération. Mais il est d'autres étapes, au cours d'un séjour à l'hôpital où, au contraire, la disponibilité est plus grande que jamais, l'inaction plus pesante et le recours à la lecture un remède véritable. Les spécialistes parlent d'ailleurs de *« bibliothérapie »*. Enfin, certaines hospitalisations sont de très longue durée, voire définitives, et la lecture s'impose alors comme une occupation essentielle.

La règle est donc, pour les bibliothèques hospitalières, de répondre à la très grande diversité de la demande, liée à la très grande hétérogénéité de la population. Vit aussi dans cette communauté un personnel nombreux qui, en raison de ses horaires particuliers, est souvent privé d'accès aux bibliothèques publiques, et dont la demande de lecture n'est pas non plus à négliger.

Les bibliothèques hospitalières qui, dans le meilleur des cas, comprennent des salles de lecture pour les malades relativement valides et des chariots pour ceux qui ne peuvent quitter leurs chambres répondent-elles à ces besoins ? Certaines d'entre elles, assurément, dans quelques villes de province (Bordeaux, Poitiers par exemple) et surtout à l'Assistance publique de Paris. Mais la pratique de la lecture dans les hôpitaux reste très marquée, en règle générale, par l'origine de ces bibliothèques hospitalières, nées au fil des siècles du bénévolat et de la philanthropie, et dont aucun texte n'a permis, sur l'ensemble du territoire, une véritable organisation.

Pas même un kiosque à journaux

Certains établissements se contentent de faire circuler une petite bibliothèque roulante, sans véritable adaptation aux besoins des malades. Les salles de lecture capables de satisfaire, en même temps, à la demande des patients, de leurs familles et du personnel, sont encore rares. Il existe des établissements où rien n'est prévu pour la lecture. Il arrive qu'il n'y ait pas même un kiosque à journaux dans l'hôpital, ou à proximité immédiate de celui-ci. Les lieux les plus défavorisés, à cet égard comme à bien d'autres, sont les hôpitaux psychiatriques, les hospices, les maisons de retraite, où les durées de séjour sont parfois fort longues et où il serait particulièrement bien venu de stimuler l'activité intellectuelle des patients.

Le ministère de la culture souhaite que tous les établissements soient dotés, à l'avenir, d'une bibliothèque qui apparaisse comme une annexe de la bibliothèque publique la plus proche, ce qui est fréquemment le cas dans les pays voisins de la France. Il souhaite aussi que les bibliothécaires affectés dans les établissements de soins reçoivent une formation complémentaire qui les initie aux besoins particuliers des lecteurs hospitalisés.

Quelque deux millions de personnes recourent, en France, aux services des bibliothèques hospitalières. Un tel chiffre pourrait, estime-t-on, être doublé, voire triplé, compte tenu de l'importance de la demande. Une demande que l'introduction de la télévision à l'hôpital n'a nullement fait décroître, contrairement à une opinion répandue : la télévision apparaît en effet aujourd'hui à l'hôpital comme une *« toile de fond »* qui rythme la journée, au même titre que les soins, les visites, les repas, mais non comme le substitut des livres.

Les bibliothécaires remarquent au contraire que l'hospitalisation, pause forcée dans l'activité professionnelle, fournit souvent l'occasion de renouer avec la lecture, c'est-à-dire avec une habitude qui remonte pour certains à la période scolaire. Le malade, dit-on, dans les hôpitaux, est un « bon » lecteur, attentif, disponible, exigeant. Encore faut-il lui permettre de sceller avec la lecture des retrouvailles qu'il n'avait, bien souvent, pas prévues.

CLAIRE BRISSET.

Le Monde des livres

● LE FEUILLETON

« L'Aventure littéraire du XX[e] siècle », d'Henri Lemaitre

Mission impossible

Par Bertrand POIROT-DELPECH

FICHTRE oui, la littérature a une histoire. Il faut la présomption des soixante-huitards attardés pour décréter la table rase chaque matin. S'il est un art d'expression où l'héritage pèse, de toute sa contrainte féconde, c'est bien celui-là ! Mais cette histoire peut-elle s'écrire, du moins à chaud ? N'est-elle pas condamnée à classer les œuvres selon leur contenu et l'évolution des idées alentour ?

Après des dizaines d'autres, la dernière tentative en date pour prendre la succession du Lagarde et Michard se heurte aux difficultés du genre. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille y renoncer. La critique, aussi, est une entreprise nécessaire autant qu'impossible. Bordas doit être félicité d'alimenter nos réflexions sur le siècle finissant ; et avec l'éditeur, l'auteur. D'habitude, pareils monuments portent plusieurs signatures, comme les grammaires et les ascenseurs. Henri Lemaitre a œuvré seul, ce qui suppose une belle maîtrise des centaines de milliers de pages qui ont façonné la période.

POUR feindre d'organiser le beau désordre des événements, rien de tel que les dates charnières. Les années 20 fournissent une articulation convaincante au siècle littéraire et aux deux volumes chargés d'en rendre compte. La Grande Guerre a induit la rupture du surréalisme et une conscience tragique des pesanteurs de l'histoire, de son non-sens. Mais à peine marquées ces grandes évolutions, l'auteur convient avec scrupule que l'esthétique réaliste a résisté aux convulsions, et qu'à l'absurde s'opposeront des humanismes de crise, des renouveaux spirituels.

Prenons la poésie, justement rétablie dans ses prestiges face au roman. Les pages consacrées au surréalisme sont aussi pédagogiques que fouillées ; elles montrent lumineusement comment l'art des mots s'est trouvé *« re-magnétisé »* (Gracq) par l'apprivoisement du hasard tel que le cernaient les nouvelles sciences de l'inconscient, du langage, des mythes. Mais une fois expliqué le mouvement le plus spectaculaire de l'entre-deux-guerres, Henri Lemaitre s'oblige à évoquer tous les poètes qui ont intégré ses apports sans se laisser intimider par ses diktats, de Toulet à Prévert, de Derème à Guillevic.

Les intertitres, par leur justesse même, soulignent la diversité inclassable des œuvres développées depuis cinquante ans : Supervielle aux frontières de l'absence, le corps à corps de Michaux, Char à la recherche d'une connaissance productive du réel, poésie-étoile de Cocteau, quête d'absolu chez Milosz et Saint-John Perse, tentation mystique chez Jouve, Emmanuel, La Tour du Pin, Renard...

LES chapitres voués au roman subissent l'hétérogénéité dont le genre tire sa richesse. Sitôt situés deux courants — humanisme moderne sur fond de fiction réaliste, littérature du spirituel, — l'auteur, pour n'oublier personne, multiplie les exceptions à la règle. Céline et Jouhandeau deviennent des « maudits » solitaires ; Radiguet, Chardonne, Arland, Lacretelle, illustrent le renouveau du roman « d'analyse », etc.

Les auteurs qui comptent entrent mal dans des familles trop délimitées. On pourrait même les reconnaître à ce qu'ils défient tout rapprochement, à ce qu'ils marient les influences. Le roman existentialiste n'est pas sans rapport avec l'analyse psychologique à l'ancienne (Sartre égale Bourget, ironisait Jacques Laurent). Le « mal du siècle » dont semblent atteints Vailland, Nimier, Blondin n'affecte pas toute leur génération. Réunir Colette et Sagan, c'est céder à la commodité du classement par sexes. Le « retour au réalisme », où se côtoient Barbusse, Dabit, Simenon et Queffelec, ressemble à une rubrique fourre-tout.

Grâce à son vague, la notion d'humanisme autorise des regroupements œcuméniques. Fort heureusement, les articles gomment les cousinages artificiels du plan d'ensemble et exaltent la singularité de chacun. C'est vrai pour Jules Romains, qu'Henri Lemaitre tire justement de son actuel purgatoire ; pour Audiberti, à qui son baroque fit une réputation indue d'auteur difficile ; pour Mandiargues, Gracq.

PLUS plausibles apparaissent les rubriques du « drame spirituel » — Bernanos, Mauriac, Green — et de l'« autobiographie » : Aragon, Drieu, Céline, Leiris. De même, il est admis de longue date que les grands de la dernière période ont cherché à se sauver du même « absurde » par le paradis de l'instant (Giraudoux), l'esthétisme de la vertu (Montherlant), l'action fraternelle (Malraux, Camus).

Autre évidence propice aux classements : la mise en cause, vers 1950, de l'écriture elle-même (Artaud, Brice Parain, Paulhan, Beckett, Ionesco, Queneau, Bataille, Leiris, Blanchot, Nathalie Sarraute, Claude Simon, Robbe-Grillet...). Mais des personnalités fortes échappent à la tendance dominante, obligeant à d'ultimes sous-sections flottantes : la francophonie, le régionalisme, la science-fiction. Etiqueter « individualiste » Marguerite Yourcenar et « moderniste » Marguerite Duras, c'est tenir la gageure de la mise en cases, mais cela ne renseigne ni sur les écrivains en question ni sur les tendances longues où l'avenir les inscrira, peut-être.

L'ENTREPRISE d'Henri Lemaitre nous remet en mémoire une communication de Barthes reprise récemment dans *le Bruissement de la langue* (Seuil, 1984). Les Français, estimait Barthes, sont dressés à assimiler la littérature à l'histoire de la littérature, et cette histoire, coûte que coûte, à un objet d'enseignement. D'où des classements forcenés en genres, en mouvements ; d'où des oppositions systématiques — travail/inspiration, par exemple, — des censures perpétuées d'une époque à l'autre, des préjugés indéracinables sur les concepts mêmes de littérature, de classe, de bon goût, de classicisme, de francité, de sincérité...

Pourquoi y aurait-il un lien de causalité, opposable à tous et à tous les temps, entre telle et telle création qui se suivent ? Et Barthes de conclure : l'aliénation par le savoir reste à mettre à jour. Qu'attend-on pour considérer l'aventure littéraire, non plus en partant du seizième siècle, des auteurs et des écoles, mais de nos jours et des seuls textes ?

De toute façon, ce que nous disons de notre passé immédiat souffre de myopie et porte la marque d'un présent éphémère. S'agissant du dix-neuvième siècle, Philippe Murray vient de montrer (*le Dix-neuvième siècle à travers les âges*, Denoël, 1984) à quel point, de bonne foi, nous nous étions trompés de perspective. Et Murray, il le sait, sera un jour démenti ! Plus qu'en histoire générale, le dernier mot, en histoire littéraire, n'est jamais dit.

CE n'est pas un motif pour rejeter les entreprises comme celle d'Henri Lemaitre. Mais peut-être ces débroussaillages devraient-ils faire leur deuil des espoirs d'ordonnancements qu'entretiennent nos universités, procéder davantage par coups de sonde, digressions, sautes de point de vue...

Bien que le dictionnaire pêche par omissions ou disproportions, il renonce à organiser la création en récit logique, ce qui le rapproche d'une matière rebelle, par définition, aux quadrillages de la raison.

★ L'AVENTURE LITTÉRAIRE DU XX[e] SIÈCLE, d'Henri Lemaitre. Éditions Bordas, tome I, 1890-1930, 540 p., 190 F ; tome II, 920 p., 250 F.

● ESSAIS POLITIQUES

Les chemins de Michel Jobert

Trente-six chandelles pour le président.

MICHEL JOBERT, c'est intéressant, mais à quoi ça sert ? Telle est la question que l'on ne cesse de se poser depuis que, ancien secrétaire général de l'Elysée puis ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, ancien ministre d'Etat de François Mitterrand, Michel Jobert se situe résolument ailleurs. C'est-à-dire, selon les mauvaises langues, nulle part.

Sans doute Michel Jobert est-il d'autant plus intéressant qu'il est un authentique écrivain, c'est une affaire entendue. Mais à quoi sert-il, lui, *« l'obstructeur, l'iconoclaste, le révélateur d'évidences cachées »* ?

A la lecture de son dernier ouvrage, *Par trente-six chemins*, sorte de promenade bucolique, au cours de laquelle chaque arbre rencontré, chaque paysan visité, est prétexte à discours sur l'état du monde et de l'Hexagone, il est clair que Michel Jobert n'a pas servi à grand-chose pendant les vingt et un mois passés au sein du gouvernement de Pierre Mauroy.

Ce sous-emploi, qu'il déplore — et comment ne pas le déplorer avec lui, tant sont grandes les qualités qu'il s'auto-attribue ? — a été, semble-t-il, mis à profit pour composer un portrait peu flatteur de l'actuel président de la République.

Qu'on en juge ! Vu de Jobertie, François Mitterrand orchestre une comédie plutôt sinistre. D'ailleurs, il est brouillon, et, hélas pour lui, *« le savoir-faire ne supplée pas l'attention continue »*. Il est (maintenant que Michel Jobert n'y est plus) entouré de ministres bavards *« comme des serins échappés d'une volière »* ; il *« manque de caractère »*.

En outre, il est longtemps resté *« incrédule des dangers et mal averti des réalités »*.

Quoi d'autre ? François Mitterrand n'est pas seul responsable, car il est affligé, dans son entourage, de *« petits maîtres en économie »*, qui lui font faire des *« bêtises »*. Quant au grand argentier de l'époque, Jacques Delors, gare aux idées reçues : il n'est jamais qu'un *« tartufe »*.

Le tout compose des *« habiletés au petit pied »*, qui ne suffisent pas pour *« faire une grande politique »*. Si bien que le film des deux ans de pouvoir de la gauche, dont Michel Jobert fut l'un des acteurs, peut se résumer ainsi : *« inconscience »* et *« prétention »*.

Dans le même mouvement, pourtant, Michel Jobert regrette la myopie des opinions publiques, et tente un rapprochement pour le moins audacieux. *« Qu'a-t-on fait de toutes les prémonitions nationales et mondiales du général de Gaulle, depuis qu'il était colonel ? On lui aura préféré Félix Gouin, Laniel ou Guy Mollet. Et moi, quand je parle de la liberté du citoyen, des peuples, de la nation européenne ? On rigole ! »*

On rigolerait peut-être moins si le propos était moins excessif, donc plus signifiant. En outre, le genre choisi, véritable pastiche de la prose présidentielle telle qu'on peut l'apprécier dans *la Paille et le Grain*, grossit encore le trait.

Dommage. Les « déçus du socialisme » seront confortés dans leurs certitudes, par ce qui n'est qu'un livre de plus sur un chemin déjà parfaitement balisé.

Les amateurs de littérature et de Michel Jobert reliront, pour se consoler, son beau *Roman d'Ella Schuster*.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

★ PAR TRENTE-SIX CHEMINS, de Michel Jobert. Albin Michel. 244 p., 65 F.

Marianne et ses soupirants

Jean Bothorel fait le portrait de douze candidats (possibles) à l'Elysée. Devinez leurs noms.

JEAN BOTHOREL s'est offert une récréation en envoyant des lettres ouvertes à douze *« soupirants »* présumés de Marianne. Soupirants de longue ou de fraîche date, choisis de manière subjective et dont l'éditorialiste du *Figaro* s'amuse à sonder le cœur. De cette sélection ont été écartés l'actuel et l'ancien chef de l'Etat — leurs soupirs ont été déjà entendus. Restent six socialistes, trois UDF ou deux RPR et... *« un imposteur »* — que Jean Bothorel passe au fil de la plume, se montrant tour à tour impitoyable ou bienveillant.

Dans cette galerie de portraits, que trouve-t-on ?

● Un *« grand bourgeois »*, ni *« tout à fait au-dessus des choses, ni tout à fait dedans »*, qui a choisi de militer dans un parti *« par calcul »*, est devenu *« l'imitateur de talent »* d'un *« prince de l'équivoque »*. Après avoir accompli un *« parcours sans faute mais sans obstacle »*, il reste un personnage *« ambigu »*.

● Un *« homme de recours »* doté d'un *« orgueil immense »*, d'une *« prétention à l'infaillibilité »* et d'une... *« morphologie rassurante »*, mais qui devrait *« rajeunir son discours »*.

● Un *« maréchal d'empire »* dont le parcours *« prend appui sur le principe de domination »*, mais dont le projet, *« marqué au sceau du nationalisme, du colbertisme et du moralisme »*, pourrait aller *« à rebours des aspirations du temps »*.

● Un adepte de cette stratégie qui *« procède du concept de la grande trahison »*, concept qui *« autorise à trahir un allié de classe au bénéfice d'un ennemi de classe si le stratagème permet ensuite d'éliminer définitivement ce dernier »*.

● Un *« honnête »* homme qui croit au *» sérieux et à la gravité de la vie »* et qui, tout *« imprégné de son éducation catholique »*, serait sur terre *« pour laver la faute originelle »*. Ni *« saint »* ni *« pharisien »*, mais *« coupable »* et *« appelé »*, il a pris le *« risque »* de quitter le *« théâtre national pour la scène européenne »*.

● Un *« sabra »* dont l'image de *« grand frère modeste et un brin moralisateur, de cow-boy aux épaules larges et aux allures de juste (...) s'est soudain déchirée pour céder la place à un animal politique avec lequel il faudra compter »*.

● Un introspectif qui *« n'arrêterait pas de se chercher »*. *« Son rapport à la politique »* serait *« purement affectif »* : d'un côté *« l'homme des grandes croisades »*, de l'autre *« l'homme des contradictions, des remises en question permanentes, des sincérités successives, qui peut être au réveil gauchiste, au déjeuner giscardien, au dîner réactionnaire... »*.

● Un *« imposteur »* qui aurait commis, il y a quelque dix-sept années, *« l'impardonnable »*. Un *« Vautrin des intégristes de droite »* dont la pensée *« se résumerait à une juxtaposition de slogans d'après-boire »*.

● Un *« vaniteux »* à l'aspect *« bonasse »*, qui a su, *« faute d'apprendre »*, dilapider en trois ans *« un capital de popularité, avec une maîtrise dans la chute sans précédent »*.

● Un *« grand adolescent »* *« en attente »*, *« circonspect et nonchalant »* dont la *« pudeur, l'aversion du paraître, le refus de toute démagogie »*, pourraient bien *« engloutir l'ambition »*.

● Un *« militant »* de toujours et pour toujours, *« jusqu'à la tombe »*, peut être *« sympathique »* et *« attachant »* certes, mais dont *« la pensée est inachevée, confuse »* et *« l'appréhension de la prise du pouvoir infantile »*. Il s'est risqué une fois à *« défier le Grand Timonier »* de son parti, mais a *« jeté l'éponge avant que ne commence le combat »*.

● Un *« notable »* qui sait *« s'économiser »* et n'a jamais succombé *« aux modes et aux rumeurs de la ville »*.

Qui sont-ils, ces douze soupirants ? Amusez-vous à les reconnaître (1).

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

★ LETTRE OUVERTE AUX DOUZE SOUPIRANTS DE L'ELYSÉE, de Jean Bothorel, Coll. « Lettre ouverte », Albin Michel, 179 p., 49 F.

(1) Il s'agit, dans l'ordre, de MM. Laurent Fabius, Raymond Barre, Jean-Pierre Chevènement, Jacques Chirac, Jacques Delors, Lionel Jospin, François Léotard, Jean-Marie Le Pen, Pierre Mauroy, Pierre Méhaignerie, Michel Rocard et Philippe Séguin.

LA SEMAINE PROCHAINE DANS LE MONDE DES LIVRES
Une étude : *Insaisissable modernité*

Le Monde

culture

VARIÉTÉS

JOHNNY HALLYDAY AU ZÉNITH

Célébration en lumière

Johnny Hallyday nous a habitués à une grande machinerie toujours ouverte à la surenchère. Cette année au Zénith, le divertissement de masse façon Cecil B. de Mille fait place à un grand spectacle sans contrepoids grossier. Le maximum de moyens (trente millions de francs) a été mis à la disposition de cette nouvelle célébration chantée, mais leur poids et leur volume donnent à présent au spectacle de la sensibilité et du goût, développent tout un art décoratif à partir de 30 tonnes de lumière et quatre mille projecteurs disposés en guise de murs et de plafond de scène.

Un salut à Brel

Johnny Hallyday a eu l'idée de confier la mise en scène de sa dernière production à Hilton McConnico, le décorateur de *Diva*, *la Lune dans le caniveau* et *Martin Guerre*. Et McConnico a réussi de manière exemplaire la combinaison du raffinement esthétique, de la technique habile et intelligente et de la dimension grand public. Sur trois heures de musique et de mouvements, la qualité et la rigueur du traitement des lumières ne sont jamais mises en défaut. Le jeu des projecteurs imprègne la scène d'une ambiance insolite, futuriste ou rêveuse, à l'exacte dimension des sentiments, des passions et des délires hallydayens.

La première partie du spectacle s'ouvre sur une main géante qui, au bout d'un bras articulé, s'avance au-dessus du public, se retourne, les doigts se déplient et Johnny Hallyday apparaît, costume noir pailleté, empoigne le micro et, avec la même démarche de félin qu'il y a vingt ans, la même finesse animale, débordant de flots d'énergie et d'une folle générosité, il déroule des chansons et des titres rock n'roll, des ballades plus sophistiquées, avec des mots plus élaborés, des climats plus subtils. Il salue aussi Brel avec une interprétation sobre, émouvante de *Ne me quitte pas*, reprend d'anciens succès, *Excuse-moi partenaire* chanté en forme de blues et *le Pénitencier*, *Ma gueule*, *Hey Joe*, *Je suis né dans la rue*. Il joue enfin sur la fragilité et la vulnérabilité de son personnage, déploie le *je* et les grandes vibrations, mais sans les clichés d'autrefois.

L'orchestre, composé de cuivres, de violons, de guitares, d'un clavier et de deux batteries, soutient parfaitement notre superstar hexagonale plus en forme que jamais et qui met en relief le piano dans une demi-douzaine de chansons.

La deuxième partie commence par l'apparition d'un immense cœur rouge sur lequel Hallyday est juché. Après avoir chanté *le Cœur du rock n'roll*, il retrouve, pour un hommage à Nashville, les accents de Hank Williams sur un titre des Everly Brothers, avant de terminer en beauté une communion intime et étroite avec les six mille spectateurs du Zénith.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ 20 h 30.

EXPOSITIONS

A LA ROCHELLE

La Renaissance et le Nouveau Monde

La découverte de l'Amérique, ce fut pour l'Europe le point de départ des temps modernes, la prise du pouvoir par l'homme blanc sur le monde entier, le triomphe durable de la pensée technicienne ; bref la Renaissance.

Mais comment ce séisme historique fut-il ressenti par les hommes de l'époque ? C'est ce que tente de cerner une exposition proposée par le Musée du Nouveau Monde à La Rochelle, « La Renaissance et le Nouveau Monde, 1503-1608 ».

Cette exposition vient du Canada, elle a d'abord été présentée pour célébrer le quatre cent cinquantième anniversaire de l'arrivée en Acadie de Jacques Cartier. Destinée d'abord à faire connaître aux Québécois leurs lointaines racines, elle a consacré une part importante à l'art français de l'époque, notamment à l'école de Fontainebleau et aux influences italiennes. De nombreuses œuvres sont présentées qui manifestent une indifférence assez absolue de l'intelligentsia de l'époque, toute occupée à redécouvrir l'Antiquité grecque et romaine, pour le bouleversement qui se manifestait sous ses yeux.

C'est donc dans les arts dits mineurs qu'apparaissent les premières images de cette prodigieuse aventure historique. Les écoles cartographiques de Saint-Dié et de Dieppe, contemporaines des premières grandes expéditions maritimes, ornent leurs premières cartes du Nouveau Monde de scènes historiques (Jacques Cartier prenant possession du Canada au nom du roi François Ier) ou de dessins ethnographiques.

Car ces premières expéditions vers les Indes occidentales emmenaient avec elles des dessinateurs qui apparaissent aujourd'hui, trois siècles avant l'invention de la photographie, comme les premiers reporters d'images : Jean Rotz, Guillaume Le Testu, Pierre de Vaulx, André Thevet...

Le plus étonnant de ces journalistes d'avant la lettre est sans doute Théodore de Bry, protestant en exil qui illustra à la fois les mœurs des Indiens du Brésil et de Floride et les violences de la colonisation, dans un style qui préfigure Jacques Callot.

Ces admirables dessins servirent ensuite l'inspiration de peintres plus officiels et plus sédentaires ; la fin du seizième siècle vit naître l'allégorie géographique (la représentation en plusieurs tableaux des quatre continents connus à l'époque) dont l'exposition présente de nombreux exemples. C'est ainsi que l'Amérique prit peu à peu place dans la peinture européenne.

GEORGES CHATAIN.

★ Musée du Nouveau Monde, 10, rue Fleurian, La Rochelle. Jusqu'au 15 novembre.

LE FORUM CULTUREL DE MONTPELLIER

A qui vendre les spectacles ?

Une foire au spectacle inhabituelle est organisée à Montpellier à l'occasion du 2e Forum culturel, organisé dans la ville par plusieurs associations. Près de huit cents participants, divisés sensiblement en deux parties égales, représentants de compagnies et diffuseurs de spectacles, participaient à ce forum inauguré par Mme Danièle Mitterrand, en qualité de présidente de l'association, Cause commune et par M. Jean Gatel, secrétaire d'État chargé de l'économie sociale.

Le domaine culturel manquait de lieu de rencontre entre l'offre et la demande. Le forum a confirmé ce besoin d'un marché national que M. Gatel voit *« porteur de créations d'emplois, de créations culturelles et de développement »* : ce « marché de la culture » correspond à environ cent quatre-vingt mille diffuseurs très divers, allant du comité des fêtes au comité d'entreprise, de l'école à la maison de la culture. En face, les compagnies de spectacle, sans renier leur caractère culturel, se considèrent de plus en plus comme des entreprises qui doivent trouver de nouveaux genres de financement en plus des subventions publiques. Elles s'adressent même à des banques, coopératives ou mutuelles, qui peuvent accorder des crédits à des groupements ou à des fédérations en vue d'investissements communs.

Les groupes de rock, jazz et musiques électrifiées ont lancé un appel pour des travaux d'utilité collective dans leur domaine propre : techniques du son, aménagement de locaux de répétition, etc. Alors que le théâtre, par l'héritage de ses traditions, apparaît mieux structuré, le rock, avec ses groupes souvent éphémères, est un domaine où tout est à créer.

Mais musique et théâtre se retrouvent pour constater que leurs entreprises ne peuvent plus survivre par le seul marché « culturel », qu'il leur faut diffuser plus largement leurs spectacles pour mieux les vendre. Dans l'ensemble, les compagnies paraissent être reparties de Montpellier satisfaites, avec des carnets d'adresses bien remplis et, souvent, avec des contrats fermes.

ROGER BECRIAUX.

CINÉMA

« RIVE DROITE, RIVE GAUCHE »

Heurs et malheurs d'un film commercial

Coûte que coûte, la France maintient la tradition d'un cinéma commercial très particulier, très typé, sa lourdeur, pratiquement inexportable.

Lourd, ce cinéma l'est par la lenteur de ses récits, le lyrisme prosaïque de sa musique, son esthétique papier glacé pour magazine de consommation courante, dont s'inspirent également les dialogues. Les comédiens, toujours des têtes d'affiche, et toujours les mêmes, y font des prestations carrées, en se débrouillant pour indiquer au spectateur, du coin de l'œil, à quel point ils jouent bien. On peut prendre beaucoup de plaisir à ce genre de films : on se sent chez soi, c'est le côté canapé confortable, ou déjeuner du dimanche en famille.

Philippe Labro appartient à cette tradition, mais la fait progresser, parce qu'il est plus rapide, et parce qu'il aime le danger. Cela se sentait dès les débuts de sa carrière et aussi dans *la Crime*, l'année dernière. Dans *Rive droite, rive gauche*, Labro met dans ses images un déséquilibre, un malaise imperceptible, qui les rendent plus humaines, moins aseptisées.

Deuxième avantage : Labro sait affronter les vedettes ; à tel point qu'une évidence s'impose : Belmondo devrait s'en remettre à lui pour son prochain film. Enfin, chez Labro, les seconds rôles, les moindres figurants (à part les enfants dans *Rive droite, rive gauche*) s'imposent avec maestria.

C'est par l'image, et par les comédiens, que tient *Rive droite, rive gauche*. Dans un Paris bleu nuit, ou gris comme la Seine, s'aventure une caméra souple. Pour une fois, la Louma, cette caméra qu'on fait évoluer à distance, est bien utilisée, même si on ne va pas encore au bout de ses possibilités. Paris de luxe de chaque côté de la Concorde, Paris de la richesse s'enivrant de beauté : aveux du passant attentif et heureux, et petit signe complice aux Parisiens qui s'interrogent sur tel appartement du quai Anatole-France.

Entre Gérard Depardieu et Nathalie Baye, agressivité, tendresse, force et fragilité concoctent une histoire d'amour idéale. Lui en avocat qui décide que son puissant client est indéfendable, elle en femme indépendante pour qui relations publiques ne sont pas relations privées, sont des battants sympathiques et modernes. Jacques Weber, en associé de l'avocat, Charlotte de Turckheim, en patronne d'agence, esquissent leurs personnages avec justesse. Mis à l'avant-scène, Carole Bouquet, en épouse hystérique et Bernard Fresson, en homme d'affaires crapuleux, se démènent tambour battant.

Tambour battant devrait aller le film. Or Philippe Labro, cette fois, ne maîtrise pas le genre qu'il a choisi — thriller social et sentimental. Comment croire au combat de l'avocat ? Comment avaler la mise en échec et les méthodes de l'homme d'affaires ? Ce n'est pas l'histoire qui est invraisemblable, mais le scénario. Il accumule les vieux procédés (rencontre Baye-Bouquet chez le coiffeur), et empile, dans un désordre mou, héros amorcés, actions et interactions, violences et baisers.

Lorsque Nathalie Baye dîne avec un haut fonctionnaire qui la piège, lorsque Gérard Depardieu se bat avec son associé, Philippe Labro montre ce qu'aurait pu être *Rive droite, rive gauche* : le film de relations constamment remises sur le tapis de jeu. Malheureusement, la partie a été mal engagée.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

DANSE

« LE PREMIER ORAGE »

Les diagonales de Lucinda Childs

Un double express, un citron pressé. Entre deux répétitions, Lucinda Childs fait la pause, calme et sereine, à quelques jours de la création au Palais Garnier de *Premier orage*, ballet pour quinze danseurs sur une musique de Chostakovitch. En 1980, elle avait monté *Mad Rush* pour le groupe de recherche de l'Opéra. Cette fois, elle utilise le vocabulaire académique et les chaussons à pointe : *« En avril, Rudolf Noureev m'a demandé une pièce pour les danseurs « classiques » et je ne vois pas pourquoi je leur aurais imposé une autre technique que celle qu'ils possèdent et qu'ils pratiquent mieux que personne. »*

Simplement, Lucinda a choisi, parmi eux, ceux qui semblaient le mieux convenir à son style, Jean Guizerix, Olivier Patey, Michel Legris, Sylvie Guillem, Yannick Stephant et surtout Elisabeth Platel avec qui elle se sent de fortes affinités : *« Un fois qu'elle s'est mis une chose en tête elle va jusqu'au bout et elle se donne à fond »*.

Lucinda Childs fut, avec Yvon Rainer, la cofondatrice de la Judson-Church, un mouvement de remise à zéro de l'expression théâtrale. C'est la star de la *Post Modern Dance*, la partenaire de Bob Wilson. Danseuse aux pas élastiques, brodant sur des musiques répétitives ou s'identifiant à la fantasque Ida de Gertrud Stein.

Alors, comment situer *Premier Orage* dans sa carrière ? Une parenthèse, une concession ? *« Plutôt une évolution naturelle*, dit-elle. *J'ai d'abord été attirée par Cunningham et puis, un jour, j'ai voulu en finir avec les jeux de hasard, les collages avec la musique. J'ai pris mes baskets et j'ai travaillé sur des données simples : la marche, la course, les comptes de pas, les combinaisons de direction, de rythme. C'était alors nécessaire pour casser les habitudes de la danse et repartir d'un mouvement naturel. Ensuite, avec Phil Glass, j'ai découvert la chorégraphie musicale. En appuyant les variations sur les structures changeantes de la musique, j'obtenais un champ d'évolution large. Peu à peu, j'ai réintégré des pas du vocabulaire classique : les attitudes, les arabesques, les grands jetés, pour répondre à la richesse de certaines incitations rythmiques ou spatiales. »*

A New-York, les danseurs de Lucinda Childs subissent un double entraînement, moderne et classique. Pour le classique elle a choisi la méthode de Maggy Black, ancienne élève de Mia Flavenska : *« Une méthode qui ne triche pas, sans afféterie, et qui donne une belle ligne de jambes. »* Mais il ne s'agit nullement d'un retour à l'académisme. *« J'ai pu utiliser le vocabulaire classique et les pointes*, dit-elle, *mais la dynamique est différente. Les pas s'enchaînent autrement et surtout il n'y a pas de préparation, de temps morts, de poses. La danse se déroule par phases, sans ruptures ; l'espace est le contre point de la variation avec le mouvement. »*

Pour *Premier Orage*, Lucinda a choisi le *Concerto pour piano numéro 1* de Chostakovitch : *« Une musique bien structurée, sans rien de sentimental ou de lyrique, avec des moments légers et des passages qui cassent tout. »* Elle y a ajouté deux airs de Scarlatti orchestrés par Chostakovitch. *« L'attrait de l'Opéra c'est la profondeur extraordinaire de la scène : 16 mètres. Quelles possibilités de parcours ! J'utilise largement la vision frontale, les grandes diagonales et les entrées latérales où les danseurs s'imbriquent comme dans un puzzle. »*

Le 4 décembre, Lucinda Childs sera à New-York où elle prépare une nouvelle version chorégraphique pour *Einstein on the Beach* et une création sur une musique originale pour harpe et violon : Quatre sections composées respectivement par Michel Galasso, Georges Ligeti, Michel Nyman et Allen Shawn.

MARCELLE MICHEL.

★ Opéra de Paris, à partir du vendredi 2 novembre.

Mort de l'acteur Eduardo De Filippo

« E morto Eduardo » : c'est ainsi, en première page ce jeudi 1er novembre, que le *Corriere della Sera* a annoncé la mort du « grand vieux » de la scène italienne, Eduardo De Filippo. Il avait quatre-vingt-quatre ans.

Auteur et interprète, c'était sans doute l'artiste le plus authentique et le plus illustre du théâtre de l'Italie contemporaine. Ce Napolitain, à la voix d'une rare sensibilité et possédant admirablement son art, incarna aussi tout un courant du cinéma italien où le réalisme est teinté de tendresse. Le nom d'Eduardo De Filippo est lié à des classiques comme *Naples millionnaire*, *Natale in casa cupiello*, une comédie de mœurs comme *Tutti a casa* (« la grande pagaille »), *Filumena Marturano* (1946), — *Samedi, dimanche, lundi*. Quelques-unes de ses œuvres avaient été représentées à Londres, notamment par Laurence Olivier.

Ph. P.

[Eduardo De Filippo, né à Naples en 1900, avait débuté sur les planches à l'âge de quatre ans. Il avait été enrôlé ensuite dans la troupe d'Eduardo Scarpetta, puis dans celle de son fils Vincenzo Scarpetta. En 1929, il avait fondé le Théâtre de l'humour avec son frère Peppino et sa sœur Titina. En 1953, il était devenu propriétaire et directeur du Théâtre Saint-Ferdinand, à Naples. Il avait été récompensé à plusieurs reprises pour son activité d'acteur, d'auteur et de producteur.]

■ **RECTIFICATIF.** — C'est l'actrice June DUPREZ qui est morte le 30 octobre à Londres, et non June DEPREZ comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire (*le Monde* du 1er novembre).

ÉCHECS

Au championnat du monde

LES NULLES SUCCÈDENT AUX NULLES

La vingtième partie de ce championnat du monde s'est soldée dès mercredi après-midi par une partie nulle au quinzième coup, sur proposition du challenger, Garry Kasparov.

On s'explique mal la décision du jeune joueur de Bakou de proposer la nullité après son quinzième coup, alors que les spécialistes estimaient qu'il possédait à ce moment un jeu positionnel riche en possibilités.

Kasparov voudrait donner l'impression qu'il ne veut pas jouer avec les blancs qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Attend-il de jouer avec les noirs et de laisser l'initiative au tenant du titre, Anatoli Karpov ? Si oui, il risque d'être pris à son propre jeu. Karpov mène par quatre victoires à zéro et, à deux points du titre, il est évident qu'il ne tentera rien qui risque de saper sa confortable avance.

Les deux joueurs ont l'air de camper sur leur position, et, à ce rythme-là, le match semble être parti pour durer indéfiniment.

La vingt et unième partie est prévue vendredi 2 novembre, et Karpov jouera avec les blancs.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Vingtième partie
Début anglais

1. Cf3	Cf6	9. Rxg2	0-0
2. c4	b6	10. é4	Dc7
3. g3	c5	11. b3	Cxé4
4. Fg2	Fb7	12. Cxé4	Dé5
5. 0-0	g6	13. Df3	Dxd4
6. Cc3	Fg7	14. Tb1	Dé5
7. d4	cxd4	15. Ff4	
8. Cxd4	Fxg2	Nulle.	

Les archives d'une poétesse libanaise

Lundi 5 novembre à 18 heures au théâtre parisien du Rond-Point, Silvia Monfort, Geneviève Page, Catherine Sellers, Delphine Seyrig, Jean-Louis Barrault, Alain Cuny et quelques autres comédiens liront des poèmes de Nadia Tuéni. Ce sera le point fort de l'hommage rendu à la poétesse libanaise francophone disparue à quarante-neuf ans en 1983 *le Monde* du 1er juillet 1983). La soirée est organisée sous les auspices de l'ambassade du Liban et du Festival international de Balbek. L'une des dernières œuvres publiées de Nadia Tuéni est *Archives sentimentales d'une guerre* (Pauvert). (Rens. : Tél. (1) 359-10-36 et 562-34-73.)

Organologie

Le musée instrumental du Conservatoire national supérieur de Paris ouvrira, à partir du 21 novembre, un centre de documentation oragnologique (discipline qui traite de l'histoire de la facture des instruments de musique).

Situé au-dessus des salles du musée du Conservatoire, 14, rue de Madrid, il comportera notamment une bibliothèque et une photothèque. En même temps sera ouverte une exposition sur les acquisitions récentes du musée depuis deux ans.

Architecture et construction

Les Rencontres architecture et construction, qui ont lieu le mercredi au Centre Georges-Pompidou, proposent pour leur session d'automne, après Anne et Patrick Poirier ; le 17 octobre dernier : Georges Pencreac'h (7 novembre) ; Jacques et Pierre Debaig, Michèle Sadirac, avec Pierre Lajus, adjoint au directeur de l'architecture (14 novembre) ; Manolo Nunez Yanowsky, avec Dominique Amouroux (21 novembre) ; Gérard Hartmann, Max Herzberg et Laurent Israël (12 décembre).

Le réseau AVEC, créé en vue d'un rapprochement architecture et industrie, expliquera sa démarche le 28 novembre. Renseignements : tél. : 326-31-04 et 329-00-60.

L'équerre du « Moniteur »

L'« Equerre d'argent », prix décerné chaque année par un jury international, à l'initiative de la revue *le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, a été attribué au parking municipal des Chaumettes, à Saint-Denis, dont l'architecte est Christian Devillers. Construction particulièrement soignée sur un site ingrat, le parking de Christian Devillers montre comment des bâtiments utilitaires et strictement techniques peuvent faire l'objet d'une véritable recherche architecturale. Le jury a également tenu à distinguer la qualité de l'atelier construit à Billancourt par Claude Vasconi pour la régie Renault ainsi que la salle de spectacles démontable Le Zénith, à La Villette (M. Chaix, architecte, avec la collaboration de Jean-Pierre Morel, et du groupe Arcora pour la structure).

Le Prix de la première œuvre a été attribué au complexe de baignade sur la base de loisirs deMoisson-en-Yvelines (Marc Delanne et Jean-Pierre Morel, architectes).

Festivals et rencontres

● *Bayonne.* — Le quatrième Festival de théâtre de Bayonne aura lieu du 6 au 11 novembre. Ce festival a pour but de présenter le théâtre régional, généralement absent des programmations officielles. C'est aussi un lieu de rencontre pour les créations françaises et espagnoles. (Rens. : Festival théâtre Bayonne-Boucau. Chemin d'Ibos, 64100 Bayonne. Tél : (59) 25-70-60).

● *Villejuif.* — Le Roy Hart Theatre, compagnie installée dans les Cévennes, vient de remporter avec son spectacle *Kaspar*, de Peter Handke, aux dixièmes Rencontres Charles-Dullin, organisées au mois d'octobre par le Théâtre Romain-Rolland de Villejuif et auxquelles participaient treize jeunes compagnies professionnelles, dont cinq de province.

● *Bastia.* — Le film grec *le Prix de l'amour*, de la réalisatrice Tonia Marketaki, a remporté mercredi l'« Olivier d'or » au troisième Festival du film des cultures méditerranéennes, qui avait lieu du 23 au 31 octobre à Bastia (Corse). Le jury, présidé par Pierre Barouh, a attribué son Prix spécial à *Mes amours de 68*, du réalisateur yougoslave Goran Paskaljevic.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Misanthrope.

CHAILLOT (727-81-15) ; Théâtre Gémier, 20 h 30 : Comme il vous plaira (dern.).

PETIT ODEON, Théâtre de l'Europe (325-70-32) : 18 h 30 : le Mal du pays.

BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma-vidéo : nouveaux films BPI : 13 h ; Hors texte, de M. Pierret ; Encyclopédie audiovisuelle du cinéma, 16 h : R. Clair ; 19 h : Jacques Becker, de C.J. Philippe ; de 15 h à 17 h 30 ; Calderon, de P.P. Pasolini, versions de G. Pressburger et de M. Janeso (mise en scène L. Ronconi). — Théâtre/danse : 16 h : Amado miro, de G. Fiori.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : voir Festival de jazz de Paris.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) : 18 h 30 : Voir Festival de jazz de Paris.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 18 h 30 : Oreste ; 15 h : la Panne.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARCANE (338-19-70), 20 h 30 : Michel-Ange.

ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), 20 h 30 : la Ville marine.

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Sang d'encre.

ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

ATHÉNÉE (742-67-27) salle L.-Jouvet, 20 h 30 : l'Ouest, le vrai. — Salle Ch.-Bérard, 20 h 30 : le Rêve de d'Alembert.

BASTILLE (357-42-14), 19 h 45 : les Escaliers du Sacré-Cœur (voir aussi Festival d'automne).

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Dom Juan.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : la Salle à manger.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16) 21 h : Théâtre de Bouvard.

CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), I. l'Orestie : 20 ; Agamemnon. II., 20 h 45 : la Surprise de l'amour. — Epée de Bois (808-39-74), 20 h : le Prince travesti.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : Corneille. Galerie, 20 h 30 : la Galerie du Palais. La Resserre 20 h 30 : Lucrèce Borgia.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 15 h 30 et 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir. II. 19 h : le Journal de Jules Renard.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : le Prophète ; 21 h : la Mer blanche.

DIX HEURES (606-07-48), 21 h : Embrasse-moi ou je tire : 22 h : Pleure pas, c'est de la politique ; II. 20 h 30 : Au secours papa, maman veut me tuer.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Don Juan aux enfers.

ESPACE MARAIS (584-09-31), 18 h : Pâques.

ESSAION (278-46-42), I. 19 h : Mary contre Mary ; 20 h 45 : la Couronne de fer : 22 h 15 : On m'a cassé l'heure. II. 21 h : le Journal de Marie Bashkirtseff.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (237-41-56) 21 h : la Dernière répétition de Freshwater de Virginia Woolf.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne ; 22 h : Riou-Pouchain.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Educating Rita (version anglaise).

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Noises.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Loin du grenier ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h : Hiroshima mon amour. — II. 18 h 30 : la Femme fauve ; 20 h 30 : Pour Thomas ; 22 h 30 : Du côté de chez Colette. Petite salle, 18 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un orage.

MANUFACTURE (722-09-58), 20 h 30 : les Nuits difficiles.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 15 : Angel City ; 22 h : Savage/Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle, 21 h : la Carte du tendre.

MOUFFETARD (329-21-75), 20 h 45 : la Femme de paille.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langouste.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi : 21 h, dim. 15 h : le Plaisir de l'amour.

POINT VIRGULE (278-67-03), 18 h : Nicomède.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h : Kean.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : la Vie d'artiste.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : Victimes du devoir. II. 20 h 30 : Huis clos. III. 22 h : Leonore d'Este.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Guérison américaine.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : Angelo, tyran de Padoue.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

BOURVIL (373-47-84), 20 h : Et si le Bon Dieu en était une bonne ? 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi, je craque, mes parents raquent.

SAN PIERU CORSU 21 h 15 : Ch. Bruno.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.

THÉATRE 3 sur 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : J'le f'rai plus, c'est promis.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Le roi d'Hermeland.

Jeudi 1er novembre

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h : Tania, P. Favre.

Opérettes

BOBINO-ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Opéra

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : la Serva padrona - la Querelle des Bouffons.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : la Périchole.

Le music-hall

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : le Paradis du catastrophe.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Megumi Satsu.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Pepe de Cordoba.

L'ECUME (542-71-16), 20 h 30 : Polar-Old ; 22 h : P. Fernandez.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : F. François.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : E. Mitchell.

PARC DE LA VILLETTE (240-27-28), 20 h 15 : De Nieuwe Snaar ; 22 h : Triboulet.

SPLENDID (208-21-93), 21 h : M. Boujenah.

TH. DE PARIS (280-09-30) Petite salle, 20 h 30 : A. Prucnal.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Jacinta.

ZÉNITH (245-44-44), 20 h 30 : J. Hallyday.

Festival d'automne

(296-12-27)

Centre G.-Pompidou (277-12-33), 16 h : Amado mio.

Théâtre de Paris (280-09-30), 19 h : Zeza ; 21 h : Peppe e Barra.

5e Festival de jazz de Paris

(273-06-66)

Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : M. Petrucciani trio.

Théâtre Musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : C. Taylor Segments.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : le Gamin de Paris, de L. Feuillade ; 19 h : Soixante-dix ans d'Universal, 1914-1984 : le Rebelle, de L. Trenker et E.H. Knopf ; 21 h : Hommage à Fritz Lang : les Araignées, de F. Lang (premier et deuxième épisode).

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : La nuit est à nous, de C. Froelich et H. Roussell ; 17 h : Cabriola, de M. Ferrer ; 19 h : Cinéma japonais (adaptation littéraire) : la Chatte japonaise, de Y. Masumura.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Georges-V, 8e (562-41-46). — V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

AMERIKA - RAPPORTS DE CLASSE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE BAL (Fr.-It.) Cinoches, 6e (633-10-82).

BAARA (Malien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BAROUDEUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTÉ CŒUR, COTÉ JARDIN (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., v.f.) : George V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

EUSKADI HORS D'ETAT (Fr.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (An., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

HISTOIRE D'O N° 2 (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (633-79-38).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JUMEAU (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LISTE NOIRE (Fr.) : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE MONTREUR D'OURS (Fr.) : Le Latina, 4e (278-47-86).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). — V.f. Français, 9e (770-33-88). ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

PRENOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30 ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Movies 1er (260-43-99) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

SPLASH (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30). — V.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SUPERGIRL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Balzac (v.o., v.f.), 8e (561-10-60).

SUDDEN IMPACT (LE RETOUR DE L'INSPECTEUR HARRY) (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE TARTUFFE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

TOP SECRET (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-93-40).

LA TRICHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LES TROTTOIRS DE BANGKOK (Fr.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98)

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

LES FILMS NOUVEAUX

AMADEUS, film américain de Milos Forman. V.O./Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) : V.F./Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

AMOUREUX VOLONTAIRES, film soviétique de Sergueï Mikaelian. V.O./Cosmos, 6e (544-28-80).

AVE MARIA, film français de Jacques Richard. Forum Orient, 1er (233-42-26) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumières, 12e (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

RIVE DROITE, RIVE GAUCHE, film français de Philippe Labro. Forum Arc-en-ciel, 1er (297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (326-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Mistral, 14e (539-52-83) : UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).

SOLLERS JOUE DIDEROT, film français de J.-P. Fargier. Studio 43, 9e (770-47-55).

LA TETE DANS LE SAC, film français de Gérard Lauzier. Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

THE HIT, film britannique de Stephen Frears. Forum, 1er (297-53-74) ; V.O./Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) : 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.F./Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

THIS IS THE ARMY, film de Michaël Curtiz. V.O./Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Républic Cinémas, 11e (805-51-34) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ASCENSEUR (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

L'AURORE : Logos-I, 5e (354-42-34).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CHAUSSONS ROUGES (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE CRI (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

DE L'AUTRE COTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A. v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-97-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FAME (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

LA FEMME FLAMBÉE (A., v.o.) (**) : Grand Pavois, 15e (556-46-85).

FARREBIQUE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

GLORIA (A., v.o.) : Sam., dim., Ciné 13 Première, 18e (259-62-75).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Logos-II, 5e (354-42-34).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Marylin, 14e (544-43-14).

JÉSUS DE NAZARETH (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (805-51-33).

METROPOLIS (All.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria (h.sp.), 1er (508-94-14).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RUE CASES NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

RUSTY JAMES (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

SCIUSCIA (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Balzac, 8e (561-10-60).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

SPARTACUS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOYO (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 1er novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Billet doux.
D'André Ruellan et Michel Berny. Avec P. Mondy, D. Boccardo...
Pour Philippe, le voyage au bout de l'enfer est terminé. Il aime Florence et la veut. Il débarque à Paris après son expérience de voyou à Naples. La loque devient loup.

21 h 30 Infovision.
Magazine de la rédaction proposé par Alain Denvers, Roger Pic, Maurice Albert et Jacques Decornoy.
Uruguay : Moon contre Marx. Depuis quatre ans, la multinationale Moon met tous ses moyens à la disposition de la Causa, une internationale anticommuniste ; l'affaire du petit Gregory ; les enfants de la guerilla salvadorienne soignés à Berck-plage.

22 h 20 Dossier : 30e anniversaire de l'insurrection algérienne.
Emission de Paul-Marie de La Gorce, réal. F. Bouchet.
Le 1er novembre 1954, début des troubles en Algérie. Les préparatifs de l'insurrection avec neuf des dirigeants algériens qui ont pris la responsabilité de la déclencher. D'autres participants à l'émission diront ce que fut cette année, les conséquences de cet événement.

23 h 15 Journal.
23 h 40 C'est à lire.
23 h 50 Etoiles à la une. Présenté par Frédéric Mitterrand.
Cinéma : Ma chérie.
Film de C. Dubreuil (1979), avec M.-C. Barrault, B. Bruno, H. Gilis, N. Frémont, P. Delfau.
Une femme de trente-cinq ans, divorcée, vit seule avec sa fille adolescente. Bien que s'aimant profondément, toutes deux recherchent leur liberté, leur indépendance. Etude intimiste et psychologique volontairement filmée dans la banalité du quotidien. La réalisatrice, à partir d'une relation affective, fait très bien comprendre certains problèmes féminins.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : la Mafia.
Réal. D. Damiani. Avec M. Placido, N. Jamet, F. Périer...
Quatrième épisode : le feuilleton atteint sa vitesse de croisière. La Mafia attaque le policier Corrado dans ce qu'il a de plus cher : sa fille est enlevée. Au même instant, un détenu est trouvé mort dans sa cellule. Titti, la voluptueuse aristocrate, est toujours incarcérée et reçoit malgré tout sa dose quotidienne d'héroïne. Sur le bureau de Corrado, les preuves contre la Mafia s'accumulent...

21 h 45 Magazine : Résistances.
Le magazine des droits de l'homme, de B. Langlois.
Au sommaire : Afghanistan, les écoliers de l'Hazaradjat ; Nicaragua, à trois jours des élections générales ; Dossier Afrique : Guinée, Mozambique, Afrique du Sud ; Coup de colère : l'Appel des Cent ; Un chanteur gabonais, Pierre Akendengue.

23 h Histoires courtes.
La Fiancée, d'O. Bourbeillon.
23 h 20 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa
Emission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud.
20 h 40 Cinéma : le Gardien de chevaux.
Film chinois de Xie Jin (1981), avec Z. Schimao, C. Chan, L. Quiong, N. Ben (v.o. sous-titrée).
Un instituteur, condamné pour droitisme, en 1957, à cause de ses origines bourgeoises, est envoyé dans un camp de travail des steppes, puis devient gardien de chevaux. Xie Jin, l'un des grands réalisateurs du cinéma chinois, a suivi ici une tendance critique des persécutions politiques, et de la révolution culturelle, plus ou moins tolérée par les autorités. Il sacrifie, tout de même, au thème du « héros positif ».

22 h 15 Témoignages.
Avec MM. Régis Bergeron, spécialiste du cinéma chinois, René Dumont et Mme Marie Holzman, spécialiste de la vie en Chine.
22 h 45 Journal.
23 h 10 Vidéo à la chaîne.
23 h 15 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humeur-humour ; 17 h 10, Les DOM-TOM au quotidien ; 17 h 40, Chronique de la France en guerre ; 18 h 10, Série : Dynastie ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Série : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 20, Les guetteurs de l'ombre ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Moment privé, par J.-M. Grangier.
21 h 30 Vocalyse : A. Ronne, de L. Bério.
22 h 30 Nuits magnétiques : plastique.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Concert : « la Tentation de Saint-Antoine », de Chion.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; vers 23 h 5, Quatre livres pour une communauté ; à 0 h, Boréales.

Vendredi 2 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 TF 1 Vision plus.
11 h 50 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Gorri le diable.
12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
13 h 50 Série : Enquête en direct ; 14 h 45 : Temps libres, avec Philippe Labro, Marlène Jobert, Henri Alekan, Noël Simsolo, Eric Moulard.
15 h 40 Cinéma : Brève rencontre.
Film anglais de D. Lean (1945), avec C. Johnson, T. Howard, C. Raymond, S. Holloway, J. Carey (N. Rediffusion).
Une petite bourgeoise anglaise et un médecin se rencontrent sur le quai d'une gare. Tous deux mariés, ils vivent, pendant quelque temps, une passion qui ne les mène pourtant pas à l'adultère. Film célèbre du cinéma anglais d'après-guerre. Réalisme social, sentiments feutrés, émotion discrète. Il y a dans cela, aujourd'hui, une certaine désuétude mais on s'attache toujours aux personnages.

17 h 5 Croque vacances.
Dessins animés ; les invités d'Isidore et Clémentine ; Variétés ; Infos-magazine.
17 h 55 Mini journal pour les jeunes.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Série : Danse avec moi. Feuilleton brésilien.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : L'académie des bas-arts.
Une émission de Pierre Bouteiller, réal. J.-C. Averty.
Avec Juliette Gréco, Claude Luter, Mireille, Eddy Mitchell, le Grand Orchestre du Splendid, Eddy Louis...
21 h 50 Multifoot, émission de Thierry Roland.
Sports et divertissement.
23 h 15 Journal.
23 h 30 C'est à lire.
23 h 40 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie. *Avec Chantal Goya.*
14 h 50 Série : Timide et sans complexe.
15 h 40 La télévision des spectateurs.
16 h Reprise : Lire, c'est vivre. (dif. le 14 octobre).
L'ivrogne dans la brousse, de A. Tutuola.
17 h Itinéraires. De Sophie Richard.
Le Pérou : la Pachamama, la terre nourricière des Indiens Quechuas de l'Altiplano.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Des grives aux loups.
D'après Michelet. Réal. Philippe Monnier. Avec Bruno Devoldère, Maurice Barrier, Sonia Vollereaux.
Il est loin le temps où chez les Vialhe on reste paysan de père en fils. Pierre-Edouard et Mathilde en font l'expérience et sont bien obligés d'admettre qu'aucun de leurs fils n'a l'intention de continuer l'exploitation du domaine familial. Et la deuxième guerre mondiale qui éclate bouleverse encore une fois la vie de Saint-Libéral. Les réfugiés affluent dans ce village de Corrèze...

21 h 40 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : retouches aux portraits de quelques grands écrivains français, sont invités : Jean-Paul Aron (les Modernes, Journal de l'esprit du temps) ; *Marie-Claire Bancquart* (Anatole France ; les Tarots d'Ulysse) ; *Alain Rey (codirecteur de la publication du* Dictionnaire des littératures de langue française) ; *Roger Stéphane* (André Malraux, entretiens et précisions) ; *Patrick Thévenon* (la Vertu des simples) ; *Madeleine Chapsal* (Envoyer la petite musique).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (cycle Marlène Dietrich) : Agent X 27.
Film américain de J. von Sternberg (1931), avec M. Dietrich, V. Mac Laglen, W. Oland, L. Cody, G. von Seyffertitz (v.o. sous-titrée N.).
En 1915, la veuve d'un officier, qui se prostitue à Vienne, pour survivre, accepte de devenir agent des services secrets autrichiens, afin de démasquer un espion russe. Le génie de Sternberg dans la mise en scène baroque. Un climat de décadence et de mort, mais aussi de fascination, de courage et d'amour avec Marlène Dietrich dont le jeu intelligent et subtil construit le mythe féminin tout autant que le réalisateur. Une merveille.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 Vendredi : Les nouveaux convertis.
Magazine d'information d'André Campana.
Juifs, chrétiens, ou musulmans... Ils ont changé de religion en changeant radicalement de tradition. Un débat, des témoignages d'écrivains, de philosophes, de journalistes convertis. Avec la participation, notamment, de Roger Garaudy, Nadine de Rothschild, le rabbin Josy Eisenberg, le cheikh Abbas...
21 h 30 Une vie au service de la science : Bernard Halpern.
A l'occasion du vingtième anniversaire de l'INSERM.
Portrait de Bernard Halpern, fils de juif russe issu d'une famille de huit enfants, déportée en Sibérie. Bernard Halpern, né en 1904 et mort en 1978, fut un pionnier de l'allergologie, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences en 1964 et de l'Académie nationale de médecine en 1976.
21 h 45 Journal.
22 h 10 Téléfilm : Le Brin de muguet.
de M. F. Briselance, sur une idée de Sim, réal. J.-C. Morin.
Un meurtre dans une petite communauté de marins-pêcheurs charentais. Comment le crime a-t-il été commis ? Sim dans son premier rôle dramatique.
23 h 5 Vidéo à la chaîne.
23 h 10 Prélude à la nuit.
« Quatuor à cordes no 7 » de L. Lajtha par le quatuor Tatrai.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humeur-humour ; 17 h 10, Fraggle rock ; 17 h 40, Magazine : Thalassa ; 18 h 5, La cuisine des mousquetaires ; 18 h 30, Evasions urbaines ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Série : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

7 h Le goût du jour.
8 h 15 Les enjeux internationaux.
8 h 30 Les chemins de la connaissance.
9 h 5 Matinée du temps qui change.
10 h 30 Musique : miroirs (Baumusichaus) (et à 17 h).
11 h 10 L'école hors les murs.
11 h 30 Feuilleton : la San-Felice.
12 h Panorama.
13 h 40 On commence... à propos de Spinoza.
14 h Un livre, des voix : « les Cotonniers de Bassalane », de Michèle Perrein.
14 h 30 La cantate à trois voix, de P. Claudel (sélection prix Italia).
15 h 30 L'échappée belle : partie pour aider un peu.
17 h 10 Le pays d'ici : en direct du Perche.
18 h Subjectif : Agora, avec J.-C. Pecker ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : la machine LEP.
20 h Musique, mode d'emploi : Jerry Roll Morton.
20 h 30 L'architecture italienne : Ernesto d'Alfonso.
21 h 30 Black and blue : le jazz au laser.
22 h 30 Nuits magnétiques : fanzine.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 8 Le matin des musiciens – l'âme à la corde.
12 h 5 Concert : œuvres de Brahms, de Palestrina, par les Chœurs de femmes du Gaechinger Kantorei.
13 h 32 Les chants de la terre.
14 h 2 Repères contemporains : œuvres de Rivier, Wyschnegradsky.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h Les après-midi de France-Musique : Verdi ou la dramaturgie du pouvoir – Pères et fils.
19 h 15 Le temps du jazz : le clavier bien tempéré ; Intermède ; feuilleton : Le blues urbain (Chicago).
20 h Avant-concert.
20 h 30 Concert : « Léonore II, ouverture en ut majeur », « Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur », de Beethoven, « Ainsi parlait Zarathoustra », poème symphonique de R. Strauss, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. M. Janowski, sol. R. Buchbinder, piano.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Boréales ; à 1 h, musique traditionnelle : contes de l'Orient.

COMMUNICATION

POUR REMPLACER PLUSIEURS MAGAZINES

Un projet d'émission « pluriculturelle » sur TF 1

Saviez-vous que les oiseaux distinguent Bach de Stravinski mais pas Stravinski de Charlie Parker ? Que les poissons rouges passent plus de temps près du bord du bocal qu'au centre ? On apprend toujours des trucs fascinants et bizarres dans « Saga ». On découvre aussi l'univers des physiciens, ces hommes qui jonglent avec la matière (et l'antimatière) comme nous on jouait aux billes.

Treizième et dernier numéro de Saga mardi dernier. Le très scientifique magazine de Michel Tréguer, qui nous ouvrait les portes fermées de la science, à sa manière, mystérieuse et excitante, difficile mais utile, disparaît comme d'autres magazines, « Vagabondages », « d'Homme à homme », « Domino », et bientôt « Bravos », de José Artur (dernière apparition le 6 novembre). Comme il l'avait annoncé, M. Hervé Bourges poursuit sa politique de « réorganisation » de la première chaîne. On parle d'un prochain magazine hebdomadaire et pluriculturel pour remplacer toutes ces émissions qui disparaissent (car attention, il y a le cahier des charges qui oblige la chaîne à parler de théâtre, de musique, de culture). Jean-Emile Jeannesson, responsable d'une unité de programmes, a demandé il y a à peu près un mois à Antoine Gallien, réalisateur de talent, de concevoir et animer ce type d'émission.

Il a réuni autour de lui des journalistes : « *On trouvera une partie informative, style chroniques, à la première personne, et un gros dossier, tantôt sur le théâtre, tantôt sur la musique, tantôt sur la peinture* », explique Antoine Gallien, qui a presque achevé le premier dossier. L'émission-test sera visionnée d'ici une quinzaine de jours par le P-D G, qui prendra la décision finale.

CATHERINE HUMBLOT.

M. ROBERT HERSANT ÉTEND SON INFLUENCE EN BELGIQUE

M. Robert Hersant vient de prendre une nouvelle participation – majoritaire cette fois – dans une société belge, éditrice de trois journaux : *le Rappel* (35 000 exemplaires diffusés chaque jour), quotidien de Charleroi ; *l'Echo du Centre*, de La Louvières, et le *Journal de Mons*. Cette entrée se fait par l'entremise de M. Jacques Declercq, dont la famille possède une participation minoritaire dans le groupe en question.

Annonçant la nouvelle mercredi 31 octobre, M. Pol Vandromme, directeur, a précisé que les nouveaux administrateurs s'étaient engagés à maintenir la ligne (catholique, de centre droit) des titres concernés. Les modalités pratiques de la prise de participation seront connues après les audits actuellement en cours. M. Vandromme a souligné qu'un quotidien dépendant du groupe Hersant, *Nord-Eclair*, diffuse déjà sur la province du Hainaut, fief du *Rappel* et des deux autres titres.

Rappelons que M. Hersant est également administrateur, depuis le 30 mai 1983, du conseil d'administration du groupe belge Rossel, dont dépend le journal bruxellois *le Soir*.

La télévision dans le métro

La décision est prise depuis quelques jours à peine, et M. Jacques Banaszuk, chef du service commercial de la RATP, ne cache pas son enthousiasme : « *Nous allons faire la télévision du métro. Dès le début de l'année prochaine, nous installerons des téléviseurs sur les quais et dans les couloirs de trois stations. A terme, le câble reliera trois mille récepteurs sur tout le réseau.* »

Faire une télévision dans le métro, l'idée est folle, mais pas davantage celle de faire descendre des quatuors à cordes ou un hippopotame au milieu des voyageurs pour créer l'événement...

Depuis trois ans, la RATP dépense 15 millions de francs par an, sur un chiffre d'affaires de 15 milliards, pour changer le rapport des usagers avec leur moyen de transport quotidien. « *Nous nous sommes longtemps contentés de transporter des voyageurs*, remarque M. Banaszuk, *sans nous mêler d'occuper leur temps de voyage. Aujourd'hui, nous estimons que cela vaut la peine d'y regarder de plus près.* »

Avant de choisir la télévision, la direction de la RATP a examiné, testé d'autres médias : panneaux lumineux, vidéotextes et même radio. Au mois d'août dernier, une voiture est équipée d'un magnétoscope et d'un écran. Une petite société privée, Connaissance par l'image, se charge de concevoir une programmation : films de surf ou de voile, images liquides au parfum d'évasion pour des spectateurs de passage.

Après trois mois, l'expérience se révèle concluante : pas de vandalisme ni de protestation, un intérêt aimable qui va même parfois jusqu'à la naissance, miraculeuse en ces lieux, d'un dialogue. Du coup, la RATP rencontre des producteurs potentiels : Europe 1, Télé-Libération, le Centre Pompidou, la FNAC ou l'Institut national de la communication audiovisuelle.

M. Banaszuk prépare les programmes de sa télévision et songe déjà aux annonceurs qui rentabiliseront l'opération en achetant un tiers environ du temps d'antenne. « *Vous savez,* ajoute-t-il avec une pointe de fierté, *la publicité dans le métro rapporte chaque année 300 millions de francs de bénéfices nets, autant que tout le réseau de la SNCF et dix fois plus que le métro de New-York.* »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Une mise au point de Jean-François Revel.* – Notre confrère Jean-François Revel, cité dans notre article sur un magazine de TF 1 consacré jeudi soir à Moon en Uruguay (*le Monde* du 1er novembre), dément formellement accorder quelque « patronage » ou quelque « appui » que ce soit à l'organisation « Causa » comme à tout groupe faisant l'objet du reportage de TF 1 « Uruguay : Moon contre Marx ».

A VOIR

Convertis ou renégats ?

En France, pays laïque et profondément sécularisé même si 80 % de la population continuent, selon les sondages, de se déclarer « catholiques », la quête spirituelle chez certains les pousse à quitter leur religion d'origine pour embrasser une foi nouvelle. On les appelle des « convertis », mot plus neutre et bienveillant que les anciens termes d'« apostat » ou de « renégat ».

Il est difficile de donner des chiffres pour un phénomène aussi personnel et secret, mais le passage de l'une à l'autre des grandes religions représentées en France est très inégal, suivant l'attitude de chacune face à la conversion. Selon le rabbin Josy Eisenberg, il n'y a pas plus d'une dizaine de conversions au judaïsme par an. Pour la simple raison que celui-ci, à l'encontre du catholicisme ou de l'islam, ne se considère pas comme « *la seule vraie religion* ». En outre, le tribunal rabbinique qui juge de la sincérité des aspirants au judaïsme (processus qui peut durer cinq ans) fait tout pour les dissuader d'adopter des prescriptions rituelles aussi exigeantes.

D'après les chiffres fournis par l'épiscopat français, en revanche, quatre mille personnes demandent chaque année à entrer dans l'Eglise catholique ; quant à l'islam, numériquement la deuxième religion en France, on estime à 300 000 le nombre de Français qui sont devenus musulmans. Qu'est-ce qui incite les convertis à changer de religion ? Les réponses sont variées, comme le montre l'enquête menée par le magazine « Vendredi », d'André Campana, au cours duquel des convertis, célèbres ou inconnus, témoignent de leur expérience.

Il y a bien sûr ceux qui changent de religion pour des motifs de convenance ou d'utilité, comme Mme Nadine de Rothschild qui avoue être passée du christianisme au judaïsme parce que « *le rôle de la femme est d'embrasser la foi de son mari* ». Mais de telles considérations ne sont pas prises au sérieux par les chefs spirituels, et la suggestion faite par Jean Daniel que certains se convertissent à l'islam « *pour des histoires de matières premières* » fut qualifiée par Cheikh Abbas, nouveau recteur de la mosquée de Paris, d'« *idiote* » et d'« *insulte pour des personnes qui ont souvent sacrifié leur propre culture* ».

Les vraies raisons derrière la conversion sont d'ordre spirituel, et les spécialistes des trois religions monothéistes à l'émission se sont retrouvés dans cette réflexion du Père Michel Serain, secrétaire de l'épiscopat pour les relations avec l'islam : « *Nous ne possédons pas la vérité parce que nous ne possédons pas Dieu* », ou encore : « *Tout retour de l'homme à Dieu nous réjouit* », même si le rabbin Eisenberg ajoutait que « *la conversion jette toujours la suspicion sur la religion d'origine* ».

La conversion est aussi un phénomène de notre temps, où l'homme, éternel insatisfait, est toujours à la recherche de la vérité. L'exemple type : Roger Garaudy, qui est passé du protestantisme au communisme, puis au christianisme à nouveau, et enfin à l'islam, sans renier son passé. « *Les yeux fixés sur le Coran,* dit-il, *je garde la Bible dans la main gauche* et Das Kapital *dans la main droite.* »

ALAIN WOODROW.

★ Magazine « Vendredi » FR 3, 2 novembre, 20 h 35.

économie

ÉNERGIE

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE L'OPEP

Les compagnies internationales accueillent avec scepticisme les décisions de baisse de la production de pétrole

De notre envoyée spéciale

Genève. — Mise en situation critique par les baisses de prix de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Nigéria, il aura fallu à l'OPEP quinze jours pour réagir. C'est fait.

Mercredi 31 octobre, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a officiellement annoncé, comme prévu, que, afin de défendre le prix actuel du brut de référence (29 dollars par baril) et de consolider la stabilité du marché, elle avait décidé de réduire, à compter du 1er novembre, son plafond de production de 17,5 à 16 millions de barils par jour et de répartir de nouveaux quotas de production pays par pays.

Cette annonce a été accueillie avec un certain scepticisme par la plupart des observateurs, scepticisme qui devrait être renforcé par la décision, rendue publique le même jour, de plusieurs compagnies américaines de réduire leurs prix d'achat pour le pétrole brut produit aux Etats-Unis.

Mis à part l'Irak et le Nigéria, tous les pays membres de l'OPEP sont censés participer à l'effort de baisse de production dans des proportions variables allant de moins 4 % à moins 14 %. L'Arabie saoudite, producteur d'équilibre auquel aucun quota n'a été officiellement alloué, supportera la plus grosse part du fardeau (plus de la moitié de la baisse totale de 1,5 million de barils par jour) et s'assurera du respect du nouveau plafond, quitte, si besoin est, à réduire encore plus sa production. *« Nous ferons en sorte que le prix du pétrole se redresse, même en réduisant davantage notre production »*, a assuré, mercredi, Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole. Cette baisse devrait être provisoire, l'OPEP devant se réunir sitôt que les prix du marché au jour le jour auront rejoint le niveau des prix officiels de l'Organisation.

Manifestement agacés par l'incrédulité de l'opinion à l'égard de ce plan de riposte, dont témoignait la relative faiblesse du marché depuis le début de la semaine, les ministres vedettes de l'Organisation n'ont pas ménagé les effets de manche pour rendre cette annonce aussi dramatique que possible et créer le choc psychologique recherché. *« Le marché réagira quand les compagnies essaieront de trouver leur baril de pétrole et ne le trouveront pas »*, a assuré Cheikh Yamani, expliquant : *« La demande adressée à l'OPEP en novembre ne sera pas inférieure à 19 millions de barils par jour. Nous savons que les stocks disponibles dans les pays consommateurs sont si bas que les capacités de déstockage sont limitées. Avec une diminution de 1,5 million de barils par jour nous aurons en réalité une réduction de l'offre de pétrole de 3 millions de barils par jour en novembre (...). « Nous n'avons pas seulement accepté de réduire notre production et, pour montrer notre sérieux, nous avons déjà donné instruction à nos commerçants de la faire immédiatement »*, a ajouté en écho le ministre koweïtien du pétrole, M. Ali Khalifa Al Sabah. *« Les ventes au jour le jour seront arrêtées et l'approvisionnement de nos raffineries ralenti (...). Nous suivrons notre quota non seulement fidèlement mais aveuglément »*.

En dépit de ces assurances, la plupart des négociants et des représentants des compagnies présents restaient, à l'issue de la conférence, sceptiques. Cette méfiance s'explique par plusieurs raisons :

— *L'impact réel de ces décisions sur la production de l'OPEP sera faible à court terme.* Bon nombre de pays ayant accepté de réduire leur quota officiel produisent en réalité moins que celui-ci. Ainsi, l'Arabie Saoudite, qui a accepté officiellement de diminuer de 647 000 barils par jour son quota implicite de 5 millions, ne produit-elle, actuellement, de l'aveu même de Cheikh Yamani, qu'un peu plus de 4 millions de barils par jour. Dans les faits, l'effort « accepté » revient donc, pour le royaume wahabite, à maintenir, voire à augmenter légèrement, son rythme de production au cours des semaines à venir. Il en va plus ou moins de même pour le Koweït, les Emirats arabes unis, l'Iran, la Libye et l'Algérie, ainsi que l'Egypte qui, bien que non membre de l'Organisation, a annoncé une baisse symbolique de 30 000 barils par jour, sur une production totale officielle de 900 000 barils par jour, en réalité largement surestimée.

Les baisses acceptées par les autres pays producteurs sont beaucoup moins importantes et concernent de surcroît des pays qui, souvent, dépassaient jusqu'ici leur quota officiel. *« Quelques pays produisaient plus que leur quota, certains le dépassaient même de plus de 50 % »*, a reconnu Cheikh Yamani. *« Nous avons l'assurance que cela va cesser. »*

La réduction effective de la production sera donc beaucoup plus faible qu'annoncée.

— *Le manque de crédibilité de l'OPEP.* Le plan annoncé mercredi n'a de chance de réussir que si les pays membres respectent une discipline d'acier. *« Le plus important est la détermination des pays membres à appliquer cet accord »*, a reconnu Cheikh Ali Khalifa. Reste qu'on ne voit pas très bien comment les treize pays de l'OPEP qui, depuis le printemps, alors que la demande était faible, n'ont pas réussi à respecter la discipline qu'ils s'étaient imposée et ont multiplié les entorses (accords de troc, rabais, etc.) parviendront à résister à la tentation si la demande, comme ils le prévoient, se raffermit.

— *Les engagements du Nigeria restent flous.* Le pays africain, qui a rompu la discipline de l'OPEP en baissant unilatéralement ses tarifs, n'a pas accepté de rentrer dans le rang. Il s'est refusé à réduire le quota qui lui avait été attribué en juillet dernier de manière provisoire, contraignant l'Arabie Saoudite à prendre en charge un surplus de 100.000 barils par jour. Mais il n'a en outre, semble-t-il, pas donné d'assurances formelles de ne pas aller au-delà. *« Ai-je déjà dépassé mon quota ? »*, s'est contenté de répondre le ministre nigérian interrogé sur ce point. Surtout, il ne s'est pas engagé formellement à relever ses tarifs afin de les rendre conformes à la grille officielle de l'OPEP, dès que les cours du marché rejoindront les prix officiels.

La question des différentiels — écart de prix reflétant les différences de qualité et d'éloignement des bruts — n'a pas été réglée : Le réaménagement de la grille des prix relatifs de l'OPEP dont l'inadaptation, désormais reconnue, à la réalité du marché, était à l'origine du désordre actuel a été remis à plus tard, un comité ministériel de trois pays (Arabie Saoudite, Emirats arabes unis et Libye) étant chargé de faire des propositions sur ce point lors des prochaines réunions de l'Organisation.

Le pari est loin d'être gagné et il faudra à l'OPEP beaucoup de détermination pour prouver sa crédibilité. Il est clair que les opérateurs attendront, pour y croire, de voir l'effet réel sur le marché des décisions prises à Genève. Il est clair également qu'aussi longtemps que l'industrie pétrolière s'attendra à un échec et donc, tôt ou tard, à une nouvelle baisse des prix, elle préfèrera puiser dans ses stocks et limitera ses achats au minimum, retardant donc la reprise de la demande, attendue par l'OPEP. L'annonce par plusieurs raffineurs américains d'une baisse de leurs tarifs intérieurs, le soir même de la conférence, montre en tous cas que les compagnies n'ont pas l'intention de faciliter la tâche aux pays producteurs. *« Je suis prêt à envisager n'importe quoi pour rétablir la situation »*, a assuré, mercredi soir, Cheikh Yamani.

VERONIQUE MAURUS.

	Anciens quotas	Nouveaux quotas	% de réduction
Algérie	725 000	663 000	8,5 %
Equateur	200 000	183 000	8,5 %
Gabon	150 000	137 000	8,6 %
Indonésie	1 300 000	1 189 000	8,5 %
Iran	2 400 000	2 300 000	4,1 %
Irak	1 200 000	1 200 000	0 %
Koweït	1 050 000	900 000	14,3 %
Libye	1 100 000	990 000	10 %
Nigéria	1 300 000	1 300 000	0 %
Qatar	300 000	280 000	6,6 %
Emirats	1 100 000	950 000	13,6 %
Venezuela	1 675 000	1 555 000	7,1 %
Arabie saoudite	5 000 000	4 353 000	12,9 %

Le programme nucléaire français au ralenti

Le programme nucléaire français a été ralenti. Le conseil des ministres du 31 octobre a autorisé EDF à engager une tranche nucléaire en 1985 et une autre en 1986. Cette année-là un second réacteur pourra être commandé *« en fonction de l'évolution des perspectives de consommation »*. Les sites retenus pour ces réacteurs de 1 300 ou 1 450 megawatts sont Penly (Haute-Normandie) et Golpech (Midi-Pyrénées).

Alors que la France compte 31 réacteurs en activité et 24 en construction, cette décision marque une période de basse eaux pour le nucléaire français dont les commandes étaient de 5 ou 6 réacteurs par an à la fin des années 70 et encore de 2 en 1983 et 1984.

Il est vrai qu'un groupe de réflexion mis en place par le Commissariat au plan avait souligné en 1983 qu'aucun réacteur nouveau n'était nécessaire pour les seuls besoins en électricité avant 1987, voire 1991 si la crise devait continuer. Le très fort endettement d'EDF (200 milliards de francs) et des frais financiers qui représentent désormais le quart du chiffre d'affaires rendaient difficile la commande d'un réacteur supplémentaire à 10 milliards de francs l'unité.

Les industriels ont pourtant tenté une dernière démarche auprès de Mme Cresson le 26 octobre : MM. Lény, de Framatome et Desgeorges d'Alsthon-Atlantique ont plaidé le maintien de deux commandes par an, minimum,selon eux, pour conserver loutil industriel et l'emploi de 112 000 salariés du secteur nucléaire. Pour Framatome, englué dans la reprise d'acitivités de Creusot-Loire, un réacteur supplémentaire représente trois millions d'heures de travail. Mais compte tenu du programme en cours cette baisse d'activité ne sera sensible que dans trois ou quatre ans. Si les contraintes industrielles et sociales ont été soulignées par plusieurs ministres, elles n'ont pas suffi à entraîner l'adhésion du gouvernement.

B. D.

SOCIAL

Le débat sur la « flexibilité » de l'emploi

I. — Un piège redoutable

par EDMOND MAIRE (*)

Dans toute l'Europe occidentale, la flexibilité est devenue le maître-mot du patronat et, en même temps, l'objet premier des discussions de chaque confédération syndicale comme de la Confédération européenne des syndicats.

La thèse patronale, largement importée des Etats-Unis, est d'un simplisme brutal : les garanties collectives et la protection sociale arrachées par la lutte centenaire du mouvement ouvrier sont un obstacle aux mutations technologiques et économiques, donc à l'emploi, par leur coût excessif et par les rigidités qu'elles entraînent. Il faut reconquérir de la souplesse dans la gestion de la main-d'œuvre en démantelant ces garanties, en prônant — comme l'a fait M. Gattaz dans sa conférence de presse de rentrée — une *« déréglementation générale »*. Les conditions d'embauche et de licenciement doivent être *« libérées »*, c'est-à-dire soumises à un arbitraire patronal totalement restauré, le SMIC remis en cause, la protection sociale individualisée, etc.

D'une façon générale, le patronat assène ses affirmations, sans les appuyer sur une analyse solide. Plus grave encore, le CNPF affirme qu'avec les ENCA — les emplois nouveaux à *« contraintes »* (sic) allégées — on créerait quatre cent soixante-dix mille emplois, ce chiffre ressortant d'une extrapolation manipulatrice d'une enquête injurieuse pour l'honnêteté scientifique. Certes, le Centre des jeunes dirigeants a eu le courage de qualifier de gadget les ENCA du CNPF. Mais, au-delà de quelques chefs d'entreprise isolés, les patronats européens identifient partout flexibilité des entreprises et affaiblissement des garanties sociales. Leur conception de la souplesse repose sur la précarité et l'insécurité de la condition salariale. Face à cette offensive sans précédent, le réflexe syndical premier et unanime consiste à opposer un non sec à cette flexibilité-là. La suppression des garanties sociales n'est pas un moyen acceptable pour affronter l'avenir.

Mais au-delà, deux attitudes se font jour qui traversent tout le mouvement syndical européen et, plus ou moins, chaque confédération syndicale. Pour les uns, la flexibilité n'est qu'un thème patronal, à rejeter en bloc : le mouvement syndical doit défendre ses acquis sociaux et ses conceptions traditionnelles du progrès social sans s'interroger plus avant. Pour les autres, et la CFDT dans la grande majorité de ses militants en fait partie, le rejet global de la notion de souplesse — ou de flexibilité — est un piège redoutable. Si le syndicalisme s'enferme dans cette attitude purement défensive, il montre qu'il n'est pas prêt à affronter les mutations dans toute leur ampleur ; il donne l'image d'un syndicalisme conservateur, freinant le progrès économique et social ; il perd sa crédibilité.

Le syndicalisme doit au contraire comprendre qu'à la métamorphose des productions et des activités économiques doit correspondre une métamorphose des conditions de production. C'est d'ailleurs à notre sens la seule façon de poursuivre efficacement la lutte pour la quantité et la qualité des emplois, pour l'extension de garanties sociales adaptées à tous les salariés et ainsi de combattre les méfaits d'une société duale qui sépare toujours plus les salariés garantis, en diminution constante, et les chômeurs ou les salariés précaires en nombre croissant.

Se défausser sur les salariés

Des débats de la CFDT et des discussions que nous venons d'avoir avec des confédérations d'Europe — le DGB allemand, les trois centrales syndicales italiennes — menant une recherche dans le même sens, nous pouvons d'ores et déjà tirer plusieurs orientations solides.

D'abord, la flexibilité à la mode patronale va à l'encontre de la modernisation des entreprises. Le patronat présente l'affaiblissement des garanties collectives des salariés comme un facteur de flexibilité, comme un moyen d'améliorer la situation de l'emploi. Nous récusons totalement cette affirmation. En vérité, ce que cherche le patronat traditionnel, à travers son discours sur la flexibilité, ce n'est pas à assurer l'avenir de l'emploi mais à se défausser sur les salariés de ses responsabilités dans le déclin industriel de notre pays et dans la montée du chômage.

Ce qu'il veut, c'est tout simplement restaurer le pouvoir absolu des chefs d'entreprise, faire contre-feu au thème de réduction du temps de travail et améliorer les marges des entreprises par la diminution du coût salarial. Rien de bien neuf sous le soleil. Malheureusement ! Car cette orientation patronale est profondément archaïque : elle fait fi des données de notre époque.

Dans un pays développé comme le nôtre, c'est un non-sens de chercher à créer des richesses par l'autoritarisme et la précarité. Copier Hongkong, c'est aller à rebours de l'histoire. En France, les atouts décisifs pour affronter les mutations et la compétitivité internationale ne sont rien d'autre que les ressources humaines, la qualification et la créativité des salariés, la qualité des relations sociales et des rapports contractuels dans l'entreprise.

La bataille de l'emploi dans la modernisation économique appelle avant tout une amélioration de la qualité des produits et des services par une meilleure mise en valeur des capacités des salariés et une meilleure utilisation des outils.

Dans ces conditions, les garanties sociales ne sont pas des rigidités, bien au contraire. La précarité et l'insécurité sont source de dépendance et de passivité. Le dynamisme, l'initiative des salariés, vont de pair avec la qualité de la condition salariale et de contrat de travail.

Il est quand même stupéfiant de voir le patronat se faire le parangon de la flexibilité. Toute l'histoire syndicale est celle d'une lutte incessante contre les rigidités du taylorisme, du travail à la chaîne, du salaire au rendement, d'une organisation du travail hiérarchique, d'un travail en miettes et souvent sans intérêt. Toute l'histoire syndicale est celle d'un lent progrès collectif, chèrement conquis, pour accroître les espaces de liberté dans l'entreprise, conquérir une capacité d'autonomie et de coopération entre producteurs, une force de proposition collective pour assurer l'avenir des salariés. Pour tout salarié non amnésique, la rigidité c'est l'attitude constante de tout un patronat traditionnel, encore bien présent. Mais il ne suffit pas de récuser la mauvaise foi patronale. Il faut aller plus loin.

(*) Secrétaire général de la CFDT.

Prochain article :

PROPOSER POUR NE PAS SUBIR.

Apaisement au CNPF

MM. CHOTARD ET BRANA SERONT RECONDUITS COMME VICE-PRÉSIDENTS

Après les tensions qui sont apparues à la tête du CNPF (*le Monde* du 16 octobre), M. Yvon Gattaz a informé MM. Yvon Chotard, premier vice-président et président de la commission sociale, et Guy Brana, vice-président et président de la commission économique, qu'ils seraient de nouveau désignés comme vice-présidents lors de l'assemblée générale du 18 décembre. Il a précisé qu'il renouvellerait aussi sa confiance à M. Maury-Laribière, qui se trouve à la tête de la troisième grande commission statutaire, la commission territoriale. M. Gattaz, a précisé qu'*« il poursuivra avec eux l'évolution du CNPF dans le sens d'une plus grande efficacité »*.

Au lendemain de l'article du *Monde*, le président du CNPF avait affirmé devant les deux cent vingt-cinq membres de l'assemblée permanente de l'organisation patronale que la solidarité et l'unité de l'équipe de direction n'avaient *« jamais été aussi fortes »* mais il s'était abstenu de préciser qui il allait nommer en décembre.

L'UIMM avait alors demandé que l'unité de la direction du CNPF soit préservée tandis que la Fédération des travaux publics — qui n'a jamais caché son opposition à M. Gattaz — demandait une réunion sur ce thème. C'est à son retour d'un voyage au Maroc que M. Gattaz a décidé de calmer le jeu en confirmant le maintien de MM. Chotard et Brana.

Au CNPF on souligne que le *« souci d'unité »* à l'intérieur du monde patronal est *« extrêmement fort »* et, face aux problèmes économiques et sociaux de l'heure, doit l'emporter sur toute autre considération...

AFFAIRES

COOPÉRATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LA PÉTROCHIMIE

ICI et Atochem (ELF) rationalisent leurs productions

Les grandes manœuvres se poursuivent dans la pétrochimie européenne. Dans le cadre d'une rationalisation de leurs activités les groupes français Atochem, filiale d'ELF-Aquitaine, et britannique ICI, première entreprise industrielle privée outre-Manche, vont procéder dès le début de 1985 et quand toutes les autorisations nécessaires à ce « troc » auront été réunies, et les personnels consultés, à des échanges d'unités industrielles.

ICI va céder à son concurrent français toute la production de matières plastiques (polyéthylènes basse densité spéciaux, notamment éthylène-vinyl-acétate, EVA), de son usine de Rozenburg aux Pays-Bas (70 000 t/an). L'unité restera sa propriété jusqu'au moment où la décision sera prise de l'arrêter. Dès lors, la fabrication sera transférée en France. Cette opération permettra à ICI de se dégager complètement de cette activité dont l'essentiel, en Grande-Bretagne, avait été repris par BP Chemicals. De son côté Atochem renforcera sa position dans ce secteur à haute valeur ajoutée et en plein développement (+ 50 % en 1983) où il est déjà fortement implanté. Les EVA trouvent principalement leur application dans le revêtement des câbles téléphoniques.

En contrepartie, Atochem fait apport à ICI de son usine de Choques dans le Pas-de-Calais (235 personnes) où sont produits plusieurs dérivés de l'oxyde d'éthylène (60 000 t/an) utilisés dans la fabrication de glycols (antigels), de lubrifiants, de liquides pour freins et de fibres textiles. Pour Atochem, il s'agit là d'un désinvestissement sur un site déficitaire sans avenir, pour ICI d'un élargissement de ses activités dans ce domaine.

L'accord signé entre les deux groupes est le quatrième du genre en importance conclu dans la pétrochimie européenne en vue de permettre une meilleure répartition des tâches, une spécialisation plus poussée des entreprises, enfin une réduction des capacités recherchée, pour favoriser un retour à la rentabilité et se préparer à l'arrivée des produits « made in Saoudia » (*le Monde* du 11 octobre).

C'est déjà ICI qui avait donné le coup d'envoi à cette rationalisation avec BP Chemicals (polyéthylène basse densité contre PVC) en juillet 1982. Le groupe italien Enichem s'était peu après entendu avec la firme américaine Hercalès pour regrouper les moyens de production dans le polypropylène, puis plus récemment (août 1984) avec Hoechst et Ruhrchemie pour reprendre en location leurs fabrications de polyéthylène basse densité.

A. D.

FAITS ET CHIFFRES

● **Allianz entre dans le capital de RAS.** — Le groupe allemand Allianz a racheté à la holding Italmobiliare 38 % des actions de Reunione Adriatica di Sicurta (RAS). Le prix de cession n'a pas été dévoilé mais serait, dit-on, de 293 millions de dollars (2,73 milliards de francs). Italmobiliare fait partie de l'empire industriel — très endetté — de Carlo Pesenti, décédé en septembre dernier, et dont la perspective de démantèlement fait l'objet d'une intense spéculation. Allianz a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 47 milliards de francs environ.

● **Bonne activité industrielle au troisième trimestre.** — L'enquête mensuelle d'octobre auprès des chefs d'entreprise confirme l'amélioration de l'activité industrielle au troisième trimestre, indique l'INSEE. Cette amélioration concerne essentiellement les biens intermédiaires et les biens d'équipement.

La demande étrangère reste stable, mais les stocks de produits finis se sont alourdis. Aussi conclut-on à un rythme ralenti de l'activité au quatrième trimestre. Toutefois, l'activité devrait continuer de progresser au cours des prochains mois dans le secteur des biens de consommation, où la demande étrangère est restée soutenue.

Le Brésil protège son informatique

(Suite de la première page.)

Dans les années 60, le Brésil avait laissé s'implanter sans barrières les grandes multinationales (IBM, Burroughs...), pour fabriquer des grands ordinateurs. En 1978, une politique de « brésilianisation » était mise en place, contraignant les investisseurs à donner une majorité du capital de leur filiale à des intérêts brésiliens. La mesure concernait les mini-ordinateurs. L'Inde avait adopté des mesures similaires à la même époque, provoquant le départ d'IBM de ce pays. Aujourd'hui la loi brésilienne concerne surtout les micro-ordinateurs, qui devront donc être à 100 % nationaux.

La question qui se pose est évidemment celle de savoir si l'industrie locale peut développer des machines compétitives dans une industrie où les budgets de recherche se comptent en milliards de dollars. Dans le cas contraire, le risque existe de pénaliser l'ensemble de l'économie brésilienne.

Mais avec cent quarante firmes, dix-huit mille employés et quelque 1,5 milliard de dollars de chiffre d'affaires, l'informatique brésilienne existe. Elle s'appuie sur une législation particulière en matière de brevets qui lui permet de copier en toute légalité des matériels et logiciels étrangers, sans guère payer de royalties.

De la « brésilianisation » des mini-ordinateurs à l'interdiction faite aux étrangers d'investir dans ce secteur essentiel, pour permettre l'émergence d'une industrie nationale de micro-ordinateurs, le Brésil amorce une politique volontariste et cohérente dans les secteurs de pointe, qui pourrait faire école dans les pays du tiers-monde les plus avancés.

E. L. B.

RECTIFICATIF. — A la fin de l'article « Une coopération très attendue à Oslo », paru dans *le Monde* du 1er novembre 1984, il fallait lire : *« Ne peut-on en conclure qu'une fin de non-recevoir donnée par les Français à Norsk Data* aurait *pesé sur les discussions que mènent les compagnies pétrolières françaises avec le gouvernement norvégien pour obtenir des concessions d'exploitation de nouveaux gisements en mer du Nord ? »* et non *« a pesé »* comme il était écrit.

INFORMATIONS « SERVICES »

SOCIAL

Près de 5 000 emplois supprimés cette année à la SNCF

Près de 5 000 emplois auront été supprimés à la SNCF en 1984. La direction de la société nationale a indiqué, au cours du comité central d'entreprise, réuni le mercredi 31 octobre, que les effectifs seraient à la fin de l'année de 246 000 à 246 500 contre 251 000 en janvier 1984.

Ces suppressions d'emplois, selon la direction, *« ne porteront pas préjudice à la qualité du service ni au volume de l'activité »*, qui a augmenté de 1 % environ cette année. Elles se font sans licenciements, et l'on aura même embauché 3 600 à 4 000 jeunes agents cette année, a-t-elle précisé. La réduction des effectifs, nécessaire, selon la direction de la SNCF, pour revenir à l'équilibre financier, est un des éléments du contrat de plan en discussion actuellement avec l'Etat.

D'autre part, la direction de la SNCF a proposé, le 29 octobre, un calendrier d'augmentation des salaires qui porte à 4 % au 1er octobre la hausse des rémunérations par rapport au 31 décembre 1983 : le 1,75 % du 1er juin est avancé au 1er avril. S'y ajoutent 0,25 % au 1er août et 2 % au 1er octobre. En novembre, une somme uniforme de 250 F sera versée à l'ensemble des cheminots (les retraités en bénéficiant en partie). Le projet d'accord contient une clause de sauvegarde.

Les signataires de l'accord – ce qui fait de celui-ci un préalable à l'application de la clause – se réuniront lorsque l'indice de décembre sera connu. Le calendrier pourra alors être ajusté *« en utilisant un supplément de masse égal au dépassement de l'évolution réelle en masse des prix au-delà de 6,9 %, le niveau atteint au titre de 1984 ne pouvant toutefois pas excéder 5 % »*. Les syndicats, plutôt critiques, ont jusqu'au 6 novembre pour se prononcer. M. Bernard Mourgues, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, a déclaré mercredi : *« Nous répondrons non au chantage. »*

LE SMIC HORAIRE PASSE A 24,36 F

Comme on s'y attendait, après la hausse des prix de septembre (*le Monde* du 18 octobre), le taux horaire du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) est augmenté en France métropolitaine de 2,2 % à partir du 1er novembre 1984, passant ainsi de 23,84 F l'heure à 24,36 F, soit 4 116, 84 F par mois pour cent soixante-neuf heures et 4 222, 32 F pour cent soixante-treize heures trente-trois. L'arrêté du 30 octobre relatif à cette revalorisation a été publié au *Journal officiel* du 31 octobre. Le même taux est valable à Saint-Pierre-et-Miquelon. Pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique, le SMIC est porté à 729,19 F par semaine de trente-neuf heures, et pour la Réunion à 739, 17 F.

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

Le déficit commercial a représenté 118 milliards de francs en septembre

Washington (*AFP*). – Le déficit de la balance commerciale américaine atteint 12,6 milliards de dollars (118 milliards de francs) en septembre, soit 27 % de plus que le mois précédent, annonce le département du commerce. En août, le solde négatif des échanges avait été de 9,9 milliards de dollars. En juillet, il avait atteint le montant record de 14,1 milliards de dollars.

Pour les neuf premiers mois de 1984, le déficit commercial représente ainsi déjà 96,3 milliards de dollars, contre 69,4 milliards de dollars durant la même période de 1983. Le gouvernement américain prévoit que le déficit des échanges atteindra 130 milliards de dollars cette année.

En septembre, les importations ont atteint 30,8 milliards de dollars, en hausse de 10,5 % par rapport à août, tandis que les exportations ont représenté 18,2 milliards de dollars, en augmentation de seulement 0,8 %. Une baisse de 5,4 % des importations pétrolières a été enregistrée : le prix moyen du baril de pétrole importé a diminué en un mois de 29,11 dollars à 28,70 dollars et les volumes importés sont revenus de 5,36 millions de barils par jour en août à 5,31 millions en septembre. Mais il y a eu une forte augmentation des achats de biens manufacturés, notamment des automobiles, et de produits agricoles.

Pour leur part les exportations ont légèrement progressé grâce à une hausse des livraisons de blé et d'avions militaires et commerciaux. Par contre, les exportations d'alternateurs électriques, de maïs, de soja et de coton brut ont diminué. Les échanges entre les Etats-Unis et la CEE ont fait apparaître un déficit de 1,8 milliard de dollars : les exportations américaines ont été de 4,1 milliards et les importations de 5,9 milliards de dollars.

Cependant l'indice des principaux indicateurs économiques a enregistré une légère progression de 0,4 % en septembre, après avoir reculé les trois mois précédents, annonce également le département du commerce. Cet indice, censé préfigurer l'évolution de l'activité économique, avait baissé de 0,1 % en août, de 1,7 %, en juillet et de 0,9 % en juin, précise le département. Le résultat révisé d'août fait apparaître une baisse, alors qu'un gain de 0,5 % avait été annoncé à l'origine.

Le redressement intervenu en septembre semble confirmer les prévisions de certains analystes, selon lesquels, après un sérieux tassement au troisième trimestre, avec un taux de croissance annuel de seulement 2,7 % du produit national brut (PNB), la croissance de l'économie américaine a repris à un rythme un peu plus élevé depuis septembre.

Toutefois d'autres experts notent qu'une baisse de l'indice pendant trois mois consécutifs, comme celle qui est intervenue de juin à août, préfigure généralement une récession. Les commandes de biens manufacturés à l'industrie américaine ont d'ailleurs totalisé 189 milliards de dollars en septembre contre 192,6 milliards en août, en recul de 1,8 %. Ce deuxième déclin mensuel consécutif a été principalement le fait d'une baisse de 3,8 % des commandes de biens durables (trois ans et plus), notamment des équipements de transport, qui ont chuté de 12,7 %.

● **Fin de la grève chez Mack.** – La grève affectant les 9 200 ouvriers du fabricant américain de camions Mack, filiale à 46 % de Renault, s'est achevée le 30 octobre après la signature d'un accord de principe entre le syndicat et la direction pour le renouvellement de la convention collective. Après neuf jours de grève, les salariés ont accepté une convention qui prévoit une plus grande sécurité de l'emploi et une augmentation des salaires (*AFP*.)

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Repli

La publication des dernières statistiques sur l'évolution de l'économie a provisoirement mis fin, mercredi à Wall Street, au mouvement de reprise enregistré la veille. D'abord assez irrégulière, la tendance s'est peu à peu alourdie, et, à la clôture, l'indice des industrielles accusait un repli, 9,94 points à 1 207,37. Ce sont surtout les « Blue Chips » qui ont été affectées, comme en témoigne le bilan assez balancé de la journée. Sur 2 009 valeurs traitées, 811 ont baissé, 723 ont monté et 475 n'ont pas varié.

Des dernières nouvelles sur la marche de l'économie, les opérateurs ont surtout retenu qu'en août, pour le troisième mois consécutif, le principal indicateur avait baissé, ce qui est généralement considéré comme l'avertissement d'un retour possible à la récession. Peu importe que ledit indicateur soit remonté en septembre (+ 0,4 %), puisque le même mois les commandes à l'industrie ont reculé de 1,8 %. Autour du « Big Board », le sentiment était, de ce fait, de nouveau à l'indécision. L'activité est restée modérée et 91,89 millions de titres ont été échangés, contre 95,20 millions.

VALEURS	Cours du 30 oct.	Cours du 31 oct.
Alcoa	35 3/4	36 1/4
A.T.T.	18 5/8	18 1/2
Boeing	57	57 3/4
Chase Manhattan Bank	41 1/2	41
Du Pont de Nemours	47 3/8	46 3/4
Eastman Kodak	71 3/4	71 1/4
Exxon	44	43 3/4
Ford	47 1/8	47
General Electric	58 3/8	57 1/2
General Foods	58 3/4	56 5/8
General Motors	80 1/2	80 1/8
Goodyear	27	27 1/4
I.B.M.	128 3/4	124 5/8
I.T.T.	28 3/8	27 5/8
Mobil Oil	29 3/4	29 3/4
Pfizer	37 5/8	38 1/8
Schlumberger	41 7/8	41 7/8
Texaco	34 3/8	33 7/8
U.A.L. Inc.	43 1/8	43 3/8
Union Carbide	48 3/4	48 1/4
U.S. Steel	23 3/4	23 1/2
Westinghouse	27 1/2	27 1/8
Xerox Corp.	35 5/8	35 1/2

JEUNES

La mort en sucre

Un musée pour enfants expose la mort. Des classes entières s'arrêtent devant des tombes, se penchent sur des squelettes, méditent face à une vitrine remplie de crânes... en pâte d'amande. La fête des morts au Mexique n'est pas une célébration triste. L'exposition du Musée des enfants (1) qui la fait revivre pour le public parisien jeune ou non malmène l'un des tabous les plus solidement ancrés dans nos mentalités et plonge les enfants dans un univers qu'on cherche souvent à leur cacher.

Provocation ? Incitation au cauchemar ? L'expostition contourne ces écueils en présentant sous l'angle ethnologique mais dans une forme attrayante la vision mexicaine de la mort, si dérangeante mais si riche par ses origines mêlées et sa signification actuelle.

La Fête des morts, qui correspond, dans le calendrier, à notre Toussaint, est célébrée au Mexique, parfois pendant plusieurs semaines, dans un véritable déferlement d'initiatives colorées et de réjouissances populaires. Les racines précolombiennes de la civilisation mexicaine, les pratiques ancestrales de sorcellerie, se mêlent aux apports coloniaux espagnols dans le contexte contemporain pour créer une atmosphère baroque qui a fasciné les surréalistes.

Railleries

Pendant cette période, les Mexicains – surtout dans les campagnes – décorent leur intérieur de frises en papier découpé et dressent chez eux des autels garnis d'offrandes comportant tout ce que le défunt dont on honore la mémoire aimait (plats cuisinés, friandises, fruits, etc.). Ils parsèment de pétales de fleurs le chemin qui mène du cimetière à leur habitation. L'âme du mort l'emprunte pour regagner le foyer, l'espace de la Fête. Musique et prières, mais aussi jeux et réjouissances ponctuent ces heures où la vie et la mort se rencontrent. Des « squelettes » vivants dansent dans les rues, et les boulangers confectionnent des brioches de la Toussaint que l'on dépose sur les tombes afin de les partager avec les morts.

La célébration est aussi l'occasion, pour les Mexicains, de railler les travers de leur société, de dénoncer les injustices, de brocarder institutions et les personnages établis. Les gravures de Jose Guadalupe Posada, caricaturiste mort au début de ce siècle, exposées au Musée des enfants, témoignent avec force de la valeur décapante des symboles macabres. Son personnage central, la Catrina (l'élégante), est un squelette habillé en femme, parfois coiffé d'un grand chapeau fleuri, dont l'apparition est prétexte à toutes sortes de commentaires sur l'actualité depuis un siècle.

Les enfants mexicains participent à part entière à la célébration de la Fête des morts. Il vendent dans les rues de petits crânes en sucre décorés à offrir aux morts! et s'amusent avec des jouets macabres, telsces cercueils miniatures d'où surgissent un squelette en papier mâché sur simple traction d'une ficelle. Dans une société parsemée d'injustice et de violence, la mort est omniprésente et donc impossible à occulter aux yeux des enfants. Les Mexicains cherchent plus à l'apprivoiser qu'à la faire reculer.

Les petits Français, eux, évoluent sans gêne apparente dans cet univers surprenant. La Fête des morts mexicaine évoque, pour eux, davantage le frisson excitant d'un train fantôme que le drame de la disparition d'un être cher. L'exposition peut permettre d'illustrer de façon très vivante l'apport d'une civilisation parente de la nôtre mais très différente à la perception d'un phénomène universel. La mort, au Mexique, renvoie directement à la vie dans ce pays, illustré par d'intéressantes photographies contemporaines et par la présentation d'œuvres d'art qui rappellent, en cette période de Toussaint, que le chrysanthème n'est pas l'unique fleur de saison.

PHILIPPE BERNARD.

(1) La Ffête des morts au Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants. 12, avenue de New-York, 75116 Paris. Tél. : 723-61-27. Ouvert tout les jours de 10 h à 17 h 30, sauf le lundi. Nocturne le mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites de groupes exclusivement sur rendez-vous.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 3 NOVEMBRE

« L'Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch.

« Le musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Boilly, Mlle Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'île de la Cité », 15 heures, statue d'Henri IV sur le Pont Neuf (Academia).

« Le Douanier Rousseau », 14 h 15, dans le hall du Grand Palais (Approche de l'art).

« Watteau », 11 h 15, métro Champs-Elysées Clemenceau (Arcus).

« L'Oratoire du Louvre », 14 h 30, 1, rue de l'Oratoire, Mme Auffray.

« L'Hôtel de Lassay », 15 heures, 4, place du Palais-Bourbon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le cimetière du Père Lachaise », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise, Vincent de Langlade.

« Les Impressionnistes », 14 h 30, musée du Jeu de Paume, Mme Lasnier.

« Saint-Sulpice et son quartier », 15 heures, parvis de l'église (Lutèce-visites).

« Les Arènes de Lutèce et le quartier Mouffetard », 15 heures, métro Jussieu (Paris et son histoire).

« Les Templiers et le quartier du Temple », 10 h 30, métro Temple, Mme Pohyer.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 1er novembre :

DES DÉCRETS

● Relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'Etat.

● Relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 1er novembre à 0 heure et le vendredi 2 novembre à 24 heures.

Zéro heure, la pression s'affaiblissant par l'Ouest, le flux perturbé océanique pénétrera sur notre pays.

Vendredi, en matinée, sur la Bretagne, le Cotentin et la Vendée, le temps sera très nuageux et pluvieux. Sur le Nord, la Normandie, la région parisienne et jusqu'aux Pyrénées, le ciel se couvrira progressivement et quelques ondées se produiront sur l'Aquitaine. Sur la moitié est du pays, le temps sera encore très ensoleillé.

Dans l'après-midi, le soleil se limitera aux régions allant des Vosges à la Provence et à la Corse. Ailleurs le temps nuageux prédominera, les pluies à caractère passager se localiseront au Centre et au Bassin parisien.

Les températures comprises au lever du jour entre 13 et 4 degrés de l'ouest à l'est, atteindront un maximum l'après-midi, allant de 14 degrés en Bretagne à 22 degrés sur la Côte d'Azur. Les vents seront modérés de secteur sud-ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 1er novembre, à 7 heures, de 1 020,4 millibars, soit 765,4 millimètres de mercure.

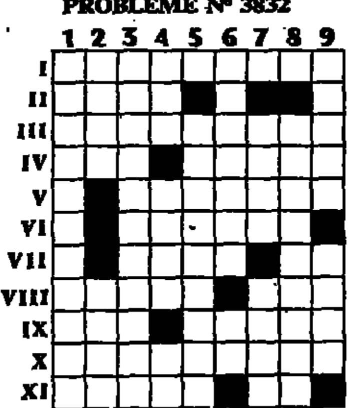
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 octobre; le second, le minimum de la nuit du 31 octobre au 1er novembre) : Ajaccio, 21 et 9 degrés; Biarritz, 23 et 14; Bordeaux, 22 et 11; Bourges, 20 et 6; Brest, 17 et 13; Caen, 18 et 11; Cherbourg, 16 et 11; Clermont-Ferrand, 21 et 7; Dijon, 16 et 6; Grenoble-St-M.-H., 18 et 1; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 4; Lille, 16 et 8; Lyon, 19 et 5; Marseille-Marignane, 19 et 9; Nancy, 19 et 3; Nantes, 19 et 9; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12; Paris-Montsouris, 18 et 9; Paris-Orly, 18 et 8; Pau, 23 et 7; Perpignan, 20 et 12; Rennes, 17 et 9; Strasbourg, 14 et 4; Tours, 19 et 9; Toulouse, 21 et 7; Pointe-à-Pitre, 26 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 11; Amsterdam, 16 et 9; Athènes, 19 et 12; Berlin, 14 et 2; Bonn, 16 et 5; Bruxelles, 18 et 10; Le Caire, 27 et 13; îles Canaries, 25 et 18; Copenhague, 14 et 10; Djerba, 23 et 16; Genève, 9 et 1; Istanbul, 15 et 10; Jérusalem, 22 et 10; Lisbonne, 21 et 14; Londres, 18 et 11; Luxembourg, 14 et 4; Madrid, 20 et 11; Montréal, 7 et 2; Moscou, 5 et –5; Nairobi, 24 (maxi); New-York, 21 et 13; Palma-de-Majorque, 22 et 9; Rio-de-Janeiro, 28 et 21; Rome, 21 et 9; Stockholm, 14 et 4; Tozeur, 21 et 15; Tunis, 23 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3832



HORIZONTALEMENT

I. S'agitent au milieu des « troubles ». – II. Un endroit où l'on est très attaché au sol. – III. Mélange peu savant. – IV. Difficile à prendre quand elle est grosse. Entre quatre murs. – V. On peut l'être dans les fonds ou dans les formes. – VI. Bien appliquée ou mal appliquée. – VII. Personne de bonne compagnie. Abréviation. – VIII. Brûlaient du même feu que leur époux. Pour le bonjour ou le salut. – IX. Groupe de « rebelles ». Prendre à la gorge. – X. Servent à analyser les besoins de chacun. – XI. Fils conducteurs. Manière d'être.

VERTICALEMENT

1. Peut être le premier à créer une bonne ambiance dans une soirée. – 2. Accord final. Peu caressante. – 3. Travail qui se fait toujours avec application. – 4. Unité de puissance. Préfixe. Personnel. – 5. Occupent une position très en vue. – 6. On peut dire qu'elle a de la branche. Avec lui, on n'a pas le dernier mot. – 7. Prise par la bande. Salit moins avec un tablier. – 8. Ont donc les moyens de réagir sans attendre. – 9. Ses contacts avec Amundsen furent glacials. Couvert de bleu.

Solution du problème n° 3831

Horizontalement

I. Encensoir. – II. Nouveau-né. – III. Dur. Vu. – IV. Oviparité. – V. Céos. Isis. – VI. Tas. Psoas. – VII. Ruinés. Le. – VIII. Tolère. – IX. Nue. Irisé. – X. Es. Soie. – XI. Rémanence.

Verticalement

1. Endoctriner. – 2. Nouveau. Usé. – 3. Curiosité. – 4. EV. PS. No ! Sa. – 5. Neva. Pélion. – 6. Saurisserie. – 7. Ou. Iso. Rien. – 8. Initiales. – 9. Ré. Esse. Eve.

GUY BROUTY.

VIE ASSOCIATIVE

SCIENCES. – Le Musée national des sciences, des techniques et des industries de La Villette présente en permanence, du lundi au vendredi, des films scientifiques et techniques. Les séances (10 heures, 13 heures, 15 heures), gratuites, ont lieu salle Arletty, 211, avenue Jean-Jaurès à Paris, 19e (métro Porte-de-Pantin).

★ *Renseignements sur le programme : Dominique Cartier. Tél. : (1) 240-27-28, poste 1647.*

AUTOMOBILE

MISE EN VENTE DES VIGNETTES

Les vignettes automobiles 1985, dont le tarif est pour la première fois fixé au niveau des départements, sont en vente à partir du 2 novembre dans les recettes des impôts, indique le ministère de l'économie, des finances et du budget. Les vignettes seront également distribuées à partir du 10 novembre dans les débits de tabac, et ce, jusqu'au samedi 1er décembre à minuit.

Etant donné le nouveau système de tarification, la vignette devra être acquise dans le département d'immatriculation du véhicule. Toutefois, afin de faciliter les démarches des automobilistes qui se trouveraient temporairement empêchés, la vignette pourra être acquise par une tierce personne sur présentation d'une photocopie de la carte grise.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 19/08/84)

Le numéro **482215** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchants à la centaine de mille **082215**, **182215**, **282215**, **382215**, **582215**, **682215** gagnent **50 000,00 F**

Les numéros approchants aux: Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
402215	480215	482015	482205	482210	10 000,00 F
412215	481215	482115	482225	482211	
422215	483215	482315	482235	482212	
432215	484215	482415	482245	482213	
442215	485215	482515	482255	482214	
452215	486215	482615	482265	482216	
462215	487215	482715	482275	482217	
472215	488215	482815	482285	482218	
492215	489215	482915	482295	482219	

Tous les billets se terminant par		gagnent
2215		5 000,00 F
215		1 000,00 F
15		200,00 F
5		100,00 F

84 **TACOTAC** TIRAGE DU MERCREDI 31 OCTOBRE 1984 84e

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES F.
1	291	500
	581	500
	611	500
	791	500
	4 941	2 000
	5 351	2 000
	7 151	2 000
	9 201	2 000
2	02	200
	002	700
	392	600
	962	1 000
	1 272	2 000
	05 082	10 000
	96 612	10 000
3	63	200
	7 443	2 000
	68 303	10 000
	99 323	10 000
4	4	100
	04	300
	34	300
	5 804	2 300
	317 114	1 000 100

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES F.
5	05	200
	755	500
	895	500
	118 065	4 000 000
6	036	500
	71 706	10 000
7	017	500
	247	500
	527	500
	787	500
	807	500
	03 787	10 500
	70 707	10 000
8	828	500
	878	500
	3 798	2 000
	42 328	10 000
9	079	500
	919	500
	40 059	10 000
0	0	100
	0 600	2 100
	9 190	2 100
	66 880	10 100

LOTO N° 44 TIRAGE DU MERCREDI 31 OCTOBRE 1984

4 18 19 30 44 46 — NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 11

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 7 ET SAMEDI 10 NOVEMBRE VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

84 TRANCHE DES MONGOLFIERES TIRAGE DU MERCREDI 31 OCTOBRE 1984 83e

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le bureau politique du PCF condamne la publicité donnée aux débats du comité central

Les débats du comité central du Parti communiste, qui se sont conclus, le mardi 30 octobre, par l'adoption du projet de résolution pour le vingt-cinquième congrès à l'unanimité moins six abstentions, ont été marqués par des échanges assez vifs. Ceux-ci ont porté sur le contenu du projet de résolution et sur le rôle des membres du comité central dans la préparation du congrès (*le Monde* du 1[er] novembre).

Certains ont relevé, aussi, dans le texte initialement présenté par la direction du parti, l'absence de toute analyse de la stratégie de l'opposition. Le problème de l'Afghanistan et de l'attitude adoptée par le PCF dans l'affaire Abouchar a, de même, été soulevé, notamment par M. Ivan Tricart, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne, auquel a répondu M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat.

Le bureau politique du PCF a rendu public, le mercredi 31 octobre, un communiqué mettant en cause la presse, mais visant, en fait, ceux qui ont communiqué à celle-ci des *« informations précises »* sur les débats du comité central. La direction tente ainsi de mettre en accusation, implicitement, les six abstentionnistes de mardi, dont l'attitude la gêne d'autant plus qu'ils se sont abstenus, précisément, de toute expression publique et qu'ils ne peuvent être dénoncés à ce titre. En contrepartie, le bureau politique s'est jugé dans l'obligation de confirmer — un débat ayant eu lieu à ce sujet — que, « dans l'hypothèse » où un membre du comité central *« conserve une opinion différente de la majorité sur tel ou tel point, il lui est, bien sûr, possible d'exposer son avis sur ce point dans les organismes du Parti auxquels il appartient »*. — P. J.

En Haute-Vienne : une discussion « riche et responsable »

De notre correspondant

Limoges. — En Haute-Vienne, la fédération du PCF ne fait aucun commentaire sur l'abstention de M. Marcel Rigout et de M[me] Ellen Constans au comité central le 30 octobre. Elle rappelle, simplement, que les membres du comité central n'ont pas de mandat impératif de leur fédération et que le projet de résolution, une fois adopté, devient la base de discussion pour tout le parti, *« y compris pour la Haute-Vienne »*.



Il semble, néanmoins, que la position exprimée par ces deux dirigeants corresponde à un état d'esprit très répandu dans le département. Dès le 7 juillet dernier, la fédération avait lancé un appel pressant à la discussion, une discussion qu'elle souhaitait *« très riche et très responsable »*, qui devait *« être menée à son terme »* pour *« déboucher sur une activité améliorée du parti »*.

La discussion avait, en effet, été vive, tout l'été, en Haute-Vienne, et les deux membres départementaux du comité central, M. Rigout et M[me] Constans, étaient « montés » à la session de septembre de cette instance nantis d'une importante contribution écrite venue de la base.

Nouvelle manifestation publique de l'originalité des positions de la fédération de la Haute-Vienne, la déclaration publique de M. Rigout devant le conseil général lors de la session budgétaire du 1[er] octobre : un hommage appuyé à l'action du gouvernement Mauroy, l'affirmation que le PCF *« reste disponible »* et que le retrait des ministres communistes ne remet pas en cause la *« collaboration féconde »* avec le Parti socialiste au niveau des municipalités, des départements et des régions.

C'est que, en Haute-Vienne, les départementale compte dix-huit socialistes, quatorze communistes et huit membres de l'opposition seulement. Les deux tiers des communes du département sont dirigées par des municipalités d'union de la gauche (quarante-quatre maires et plus de sept cents conseillers municipaux communistes), et le PCF, avec son quotidien, *l'Echo du Centre*, est très enraciné dans tous les aspects de la vie du département : le syndicalisme agricole, le secteur santé, la formation permanente, l'Université, etc. Il collabore, aussi, avec la chambre de commerce et d'industrie pour la gestion de l'aéroport de Limoges et mène, depuis plusieurs années, sur le développement économique du Limousin, une réflexion dont les milieux d'affaires les moins prévenus en sa faveur apprécient la rigueur. A l'heure où le PCF s'interroge sur le recul de son influence dans ses bastions urbains traditionnels, il paraît vivre, dans ce département à coloration très rurale, comme un poisson dans l'eau.

Ses scores électoraux en sont, d'ailleurs, la preuve : 21,7 % des suffrages exprimés aux élections européennes du 17 juin, ce qui le mettait, à quelques dixièmes de point de la Seine-Saint-Denis, au second rang des départements français. Avant 1981, les trois députés de la Haute-Vienne étaient communistes, et, si deux sièges sur trois — celui de M[me] Constans et celui de M. Jacques Jouve — avaient été emportés par la « vague rose », en juin 1981, cela s'était fait, pour eux, sans perte de voix en pourcentage.

Cet important patrimoine politique et l'enracinement dans la vie locale qui l'a permis font que la fédération de la Haute-Vienne semble, aujourd'hui, vouloir donner un exemple au PCF tout entier.

GEORGES CHATAIN.

Dans l'Essonne : les déboires d'une fédération en perte de vitesse

Que deux sur quatre des représentants d'une fédération au comité central du PCF refusent de voter un texte proposé par la direction du parti pourrait être une petite révolution. A la fédération de l'Essonne, il semble que cela ne soit pas le cas, et l'on y affirmait, le mercredi 31 octobre, n'avoir rien à déclarer au sujet de l'attitude de MM. Pierre Juquin, ancien député, membre du bureau politique, et Ivan Tricart, premier secrétaire de la fédération.

Les responsables communistes de l'Essonne refusent, à l'évidence, de mettre en cause publiquement les deux « contestataires », mais il ne faut pas, non plus, s'attendre à voir les instances fédérales emboîter le pas, tout de go, à MM. Juquin et Tricart. Il est acquis que le bureau fédéral et certains secrétaires fédéraux considèrent que M. Tricart s'est exprimé en son nom personnel. En outre, explique un responsable, proche du comité central, *« Pierre Juquin ne nous a pas fait part de ses raisons »*.

Les communistes de l'Essonne seraient même nombreux à ne pas penser comme M. Juquin et, surtout, à ne plus croire aux vertus de l'union de la gauche. Dans l'Essonne comme ailleurs, on a fait les comptes tant de l'union que de la participation au gouvernement. Electoralement parlant, le bilan est critique. De 26 % des suffrages aux élections législatives de 1978, le Parti communiste est tombé à 12,17 % aux élections européennes de juin dernier. Il avait perdu la présidence du conseil général en 1982, puis plusieurs municipalités en 1983 (notamment Savigny-sur-Orge, Athis-Mons, et, après annulation du scrutin de mars, Brétigny-sur-Orge). Certes, dans ce département, les accords avec le Parti socialiste n'ont jamais posé de problèmes insolubles, mais les communistes n'en ont guère profité dans la dernière période et, aujourd'hui, ils s'interrogent sérieusement. Alors, comme l'explique un militant, *« si Pierre Juquin, qui a longtemps incarné l'union de la gauche, ne se sent pas à l'aise dans la ligne Marchais, c'est son problème »*.

A la base, on semble trouver satisfaisantes les grandes idées énoncées par le secrétaire général du PCF pour un redémarrage du parti. On est bien conscient qu'il faut *« faire quelque chose »*, alors que, dans l'Essonne, le nombre des adhérents, qui était officiellement de douze mille en 1979, ne dépasserait pas les dix mille, et que la fête de la fédération, qui accueillait sept mille visiteurs, il y a encore deux ans, n'en a reçu que cinq mille en 1984.

MM. Juquin et Tricart, toutefois, ne peuvent pas être aussi isolés que certains le disent. On ne comprendrait pas, en effet, qu'ils aient adopté la position qu'ils ont prise au comité central sans avoir des alliés dans leur propre fédération. Au sein de celle-ci, on trouve beaucoup de travailleurs de l'Etat, des techniciens, des ingénieurs, des scientifiques. Serait-ce une base moins respectueuse de la discipline du parti ? On en saura plus lorsque débuteront les débats préparatoires au congrès et, notamment, quand aura été officiellement désigné le responsable chargé de présenter le texte adopté par le comité central. La logique voudrait que ce soit M. Juquin, puisqu'il est membre du bureau politique, mais certains doutent fort qu'il en soit ainsi.

PATRICK DESAVIE.

• RECTIFICATIF. — Nous avons par erreur, dans *le Monde* du 1[er] novembre, prénommé Joseph l'ancien maire de Poissy, père de M. Ivan Tricart, premier secrétaire de la fédération communiste de l'Essonne (l'un des abstentionnistes du comité central du PCF). Le père de M. Tricart se prénomme Jean.

• *Pieux escrocs.* — Deux religieuses belges travaillant dans un hôpital catholique ont été condamnées, mercredi 31 octobre, à trois mois d'emprisonnement dont deux avec sursis, et à une amende de 900 francs environ. Les deux religieuses, Jacqueline Vandormael et Maria Truyts, qui avaient déjà passé un mois en prison et qui ont donc été libérées après l'audience, étaient accusées d'avoir fabriqué de faux documents pour utiliser des fonds de l'hôpital à la construction d'un nouveau couvent. — *(A. P.)*

DANS LA COMMUNAUTE INDIENNE DE PARIS

Passage Brady

A deux pas des salons de coiffure antillais, du boulevard de Sébastopol et des bars maghrébins de la rue du Faubourg Saint-Denis, au cœur de ce Paris multiracial, il y a le passage Brady, une petite ruelle à l'échelle de la communauté indienne de la capitale. C'est le royaume des boutiques Mourougane, du nom du deuxième fils de la déesse Shiva. Epices, vidéo, cassettes et restauration y attirent chaque soir les immigrés du sous-continent indien, nombreux à travailler dans les entreprises de confection du quartier. Mercredi soir, on n'y parlait bien sûr que d'Indira Gandhi.

Pas un, qu'il vienne de l'Inde ou de Sri-Lanka, qu'il soit français de Pondichéry ou mauricien de Port-Louis, qui n'ait été choqué par l'assassinat du premier ministre indien. *« C'est si triste, j'ai pleuré »*, affirme cette femme qui vit pourtant en France depuis quinze ans. Elle a téléphoné le matin même à son fils, à Bombay. *« On ne retrouvera jamais une autre Indira,* déclare quelqu'un ; *en France, il n'y a eu qu'un de Gaulle. »* Ce sont les Tamouls de Sri-Lanka qui sont les plus secoués : *« L'Inde d'Indira Gandhi,* dit l'un, *nous aidait beaucoup contre notre gouvernement. »* Il y eut tout de même mercredi deux Sikhs qui, achetant quelques épices passage Brady, se réjouirent ostensiblement de l'événement du jour : *« Bien fait pour elle ! »*, décarèrent-ils en guise de condoléances.

La plupart de ces Indiens sont pourtant profondément peinés, comme M. Antoine Valmy, qui avait immigré de Pondichéry en France en 1968. *« M[me] Gandhi,* dit-il, *avait rendu visite, il y a une semaine encore, au premier ministre de Madras et avait prié pour lui. C'était vraiment une grande dame. »* M. Valmy pleure sa disparition, comme il avait pleuré la mort de Gaulle : *« De Gaulle,* rappelle-t-il, *a fait beaucoup pour les Pondichériens qui ont touché leur retraite grâce à lui. »*

Propos moins prosaïques chez M. Singh, un médecin indien venu il y a deux ans en France étudier la pédiatrie : *« L'Inde pourrait perdre désormais sa stabilité,* explique-t-il. *Indira Gandhi, qui jouait quelquefois une caste ou une religion contre une autre, a pu avoir ses torts, mais elle assurait l'unité de l'Inde, et c'est plus important que tout. »* Et un autre enchaîne : *« Si chaque Etat demande son indépendance, il n'y aura plus d'Inde du tout. »*

Le danger d'une déstabilisation revient dans tous les propos, et le Pakistan est presque toujours évoqué comme une menace latente.

Les Pakistanais du passage Brady, il est vrai, ne semblent pas être frappés outre mesure par la mort de M[me] Gandhi. L'un d'entre eux, réfugié politique, ignorait même la nouvelle : il ne lit pas le français. *« L'Inde, ce n'est pas notre pays »*, affirme un autre. *« Il faut bien mourir un jour »*, concluait un troisième.

Les Pakistanais côtoient chaque jour tous les autres immigrés du sous-continent indien. Ils semblent partager avec eux les mêmes goûts pour le curry, les mangues, le gingembre, les piments et la chanteuse indienne Lata Mangesakar. Pourtant, devant la mort d'Indira, quelques silences dans cette rue animée en disent long sur des réalités ancestrales...

NICOLAS BEAU.

Sur le vif

La guerre des deux lys

Qu'est-ce qui se passe dans les médias ? A quoi ils pensent, mes confrères ? Ils ont perdu la tête ? Vous avez vu tout ce foin, tout ce battage autour de l'assassinat d'Indira Gandhi. Avec Thatcher et Pinochet, ce n'est jamais que le troisième attentat contre un chef d'Etat en moins de quinze jours. Quel intérêt ? C'est d'une banalité à pleurer. C'est comme pour la course à la Maison Blanche. Que ce soit Reagan ou Mondale, de toute façon, en démocratie, ce système absurde, dans quatre ans, l'homme le plus puissant du monde sera redevenu un simple citoyen. *Quelle importance !* Alors que se noue sous nos yeux une tragédie véritablement cornélienne : qui succédera éventuellement au comte de Paris sur le trône de France ? Vous connaissez la nouvelle ? Il vient de déshériter son fils aîné, Henri, comte de Clermont, il lui a même enlevé son titre, il n'est plus que le comte de Mortain. Normal, remarquez : il a divorcé et il vient de se remarier.

Le drame c'est qu'Henri n'est pas d'accord, pas d'accord du tout. J'ai vu sa photo dans *Paris Match*, c'est le sosie de son père. Il prétend que son premier mariage avec Marie-Thérèse de Wurtemberg était un mariage politique, arrangé par le général de Gaulle quand il songeait au comte de Paris pour lui succéder à l'Elysée.

Mariage de raison ou pas, il a quand même fait cinq enfants à sa femme, Henri. Et justement l'aîné, un handicapé profond, a été écarté de la succession, *motu proprio*, par le chef de la maison de France en faveur du cadet, le futur Jean III. Il paraît que c'est contraire aux Ordonnances du royaume. Seul le Parlement serait habilité à modifier l'ordre dynastique. Comment voulez-vous que nos élus, ces manants, tranchent une affaire aussi délicate ?

Ce matin, au café, on en parlait, c'était la consternation. Deux prétendants au trône, le père et le fils, dressés l'un contre l'autre, vous vous rendez compte des dégâts que ça peut faire ? On va droit à une guerre bien plus meurtrière que la guerre nucléaire, une guerre civile, fratricide, la guerre des deux lys.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Pierre Languetin est nommé président de la Banque nationale suisse

De notre correspondant

Berne. — M. Pierre Languetin a été nommé, mercredi 31 octobre, nouveau président de la Banque nationale suisse (BNS) en remplacement de M. Fritz Leutwiler, démissionnaire pour la fin de l'année. Agé de soixante et un ans, originaire du canton de Vaud, M. Languetin avait fait carrière dans la diplomatie avant d'entrer, en 1976, à la direction de l'Institut d'émission, dont il a assumé la vice-présidence à partir de 1981. C'est la première fois qu'un Suisse de langue française accède à la tête de la banque centrale.

Plus disputée aura été la nomination du successeur de M. Leutwiler à la direction tricéphale de la BNS. Finalement, le choix du gouvernement helvétique s'est porté sur M. Hans Meyer, au service de l'Institut d'émission depuis vingt ans et jusqu'ici membre suppléant du directoire. Agé de quarante-huit ans, proche du Parti radical, M. Meyer avait les faveurs de M. Leutwiler et était le candidat officiel du conseil de la BNS.

Membre de l'aile droite du Parti socialiste et également haut fonctionnaire de la Banque centrale, son concurrent malheureux, M. Kurt Schiltknecht, était officieusement soutenu par le chef du département fédéral des finances, M. Otto Stich, lui aussi socialiste.

Hésitant entre les deux hommes, le gouvernement avait d'abord reporté sa décision. Fait sans précédent, il s'est ensuite entretenu avec chacun d'eux afin de les départager. Des considérations politiques ont sans doute contribué à déterminer son choix, ce qui a été vivement déploré par le Parti socialiste, qui n'a jamais été représenté à la direction de la BNS. La continuité ayant été assurée, il ne faut pas s'attendre à des changements dans la politique monétaire traditionnellement libérale suivie par l'Institut suisse d'émission.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Au Chili

LES DERNIÈRES MANIFESTATIONS ONT FAIT HUIT MORTS

Santiago *(AFP)*. — Une bombe de forte puissance a explosé, mercredi 31 octobre, devant le parc des expositions de la Foire internationale de Santiago, alors que le chef de l'Etat chilien, le général Pinochet, visitait les lieux. Selon des informations diffusées par des radios de la capitale, l'explosion n'aurait pas fait de blessés, mais aurait détruit un tronçon d'une voie ferrée qui longe le parc.

Après les violentes manifestations qui avaient eu lieu mardi à Santiago et dans plusieurs villes du pays, de nouveaux affrontements se sont produits dans la nuit de mardi à mercredi, en dépit du couvre-feu. Le bilan des émeutes s'élèverait à huit morts, dont six par balles, soixante-dix blessés, dont seize membres des forces de l'ordre, et trois cent trente arrestations, indiquent des sources policières dans la capitale. Mercredi, les autobus ont recommencé à circuler dans les rues de Santiago jonchées de débris.

D'autre part, le autorités militaires ont levé, mercredi, la censure qui frappait depuis quelques jours trois radios de la capitale, dont l'une appartenant à l'Eglise catholique.

A Paris, le gouvernement français a condamné, mercredi, la *« brutale répression »* du mouvement de protestation par le gouvernement du général Pinochet.

La grève d'Air Afrique

LE TRIBUNAL D'ABIDJAN DONNE TORT AU PERSONNEL NAVIGANT

Abidjan (AFP). — Le tribunal du travail d'Abidjan a prononcé le 31 octobre la résiliation des contrats de travail de cent seize membres du personnel navigant technique (PNT) de la compagnie multinationale Air Afrique qui s'étaient mis en grève le 11 septembre dernier, donnant ainsi raison à la direction générale qui avait estimé qu'en ayant cessé le travail ils avaient *« rompu abusivement leur contrat »*.

Dans son verdict le tribunal indique que cette résiliation des contrats des cent seize pilotes et mécaniciens (parmi lesquels une soixantaine de Français) est faite *« aux torts exclusifs des travailleurs »*. Cela revient à dire qu'ils ne bénéficieront d'aucun préavis ni d'aucune indemnité.

Les personnels ont maintenant quinze jours pour faire appel devant la cour d'appel d'Abidjan.

INTRUSION DANS LES LOCAUX DU « MONDE » D'UN GROUPE D'EXTRÊME DROITE.

Peu après 10 heures, jeudi 1[er] novembre, une dizaine de personnes se réclamant de « Jeune pied-noir » — une association de rapatriés apparentée à l'extrême droite — et du FURR (Fédération pour l'unité des réfugiés et rapatriés et leurs amis, dont le président est M. Joseph Ortiz, proche du Parti des forces nouvelles, ancien meneur lors des journées des barricades à Alger en 1960), ont tenté d'occuper les couloirs et le service de documentation du journal *le Monde*. Ils entendaient protester contre *« ceux qui fêtent le 19 mars 1962 »*, jour anniversaire des accords d'Evian.

Après s'être barricadés dans une des salles contenant les fichiers, les manifestants se sont heurtés à une vive réaction des personnels de l'entreprise et ont dû évacuer les lieux. M. André Laurens, directeur du *Monde*, a protesté contre le caractère illégal de cette opération de commando, et a fait valoir que *le Monde*, s'il est ouvert au pluralisme de l'expression, ne tolérait pas de telles pressions.

Le numéro du « Monde » daté 1[er] novembre 1984 a été tiré à 468 870 exemplaires

A B C D F G H